
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
LIBRARIES
1817

LE GENDRE

DE

LOUIS XV

DU MÊME AUTEUR

LA MÈRE DES TROIS DERNIERS BOURBONS, MARIE-JOSÈPHE DE SAXE ET LA COUR DE LOUIS XV. Un vol. in-8, 2[e] édition (Librairie Plon). (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*)

DEUX VICTIMES DE LA TERREUR (la princesse Lubomirska et M[me] Chalgrin). Un vol. in-12, 2[e] édition (Librairie Dujarric).

ŒUVRES POSTHUMES DE STENDHAL. Quatre vol. : Librairie Charpentier (*Journal*, *Vie de H. Brulart*, *Souvenirs d'Égotisme*); Librairie Quantin (*Lamiel*).

ŒUVRES DE LA COMTESSE POTOCKA : *Mémoires*. Un vol. in-8, 8[e] édition; *Voyage d'Italie*. Un vol. in-12 (Librairie Plon).

Sénac de Meilhan : L'ÉMIGRÉ, publié en collaboration avec Frantz Funck-Brentano (Librairie Fontemoing).

97-04. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 4-04.





Louise-Elisabeth de France
Infante d'Espagne, Duchesse de Parme
par Nattier
(Musée de Versailles)

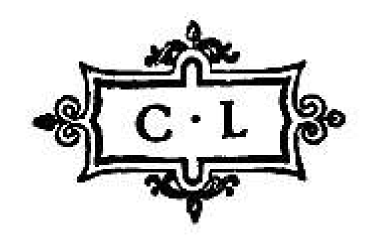
Imp. Ch. Wittmann

CASIMIR STRYIENSKI

LE GENDRE
DE
LOUIS XV

DON PHILIPPE
INFANT D'ESPAGNE ET DUC DE PARME

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS
TIRÉS DES ARCHIVES DE PARME,
DES ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ETC.



PARIS
CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS
3, RUE AUBER, 3

INTRODUCTION

La destinée des princes est parfois bien étrange; dès le berceau, on les prépare à une existence pour laquelle souvent ils ne sont point faits. Ni leur caractère, ni leurs aptitudes ne les aident à soutenir le rang qu'ils doivent s'efforcer de garder malgré tout. D'ordinaire, ils sont le jouet de flatteurs ou de favorites, ils voient se succéder auprès de leur « auguste personne » tout ce que le monde a toujours en réserve de conseillers dangereux.

Don Philippe, Infant d'Espagne, duc de Parme, ne pouvait rien par lui-même, il n'avait aucune initiative; il vécut paresseux et apathique, se contentant d'être le fils de Philippe V et d'attendre l'apanage que l'on convoitait pour lui. Plus qu'aucun autre il était exposé à subir la tutelle des intrigants de cour. Mais il eut le bonheur de rencontrer dans sa propre famille deux princesses dont les intérêts étaient les siens : sa mère et sa femme, Élisabeth Farnèse et Louise-Élisabeth de France, qui trouvèrent en lui le docile instrument de leurs ambitieuses visées. Quand Don Philippe n'eut plus à ses côtés ni mère, ni épouse, il eut encore le singulier privilège

de confier le gouvernement de ses duchés à Guillaume Du Tillot, ministre intègre, capable, désintéressé, lequel n'avait d'autre souci que de sauvegarder les intérêts présents et la renommée future de son maître.

Enfin, à l'âge de dix-neuf ans, l'Infant devint le gendre du roi de France. C'est, à notre humble avis, le plus beau titre de ce prince, il rappelle le désintéressement de Louis XV, et les sacrifices que le monarque fit pour placer sur un trône, quelque misérable qu'il fût, le mari de sa fille aînée. Il est vrai que la leçon avait été cruelle, si cruelle que probablement ce furent ces circonstances désastreuses qui vouèrent au célibat les cinq autres Filles de France... Toujours est-il que, voulant caractériser Don Philippe, nous n'avons pu choisir, croyons-nous, une dénomination à la fois plus exacte et plus équitable que celle de GENDRE DE LOUIS XV. Ce prince a toujours été l'obligé de quelqu'un, mais son beau-père fut son plus grand bienfaiteur; n'est-il pas juste de lui en faire mérite?

On le voit, écrire l'histoire de Don Philippe, c'est surtout parler de ceux qui ont vécu à sa place; dans son indolente existence, s'il survenait quelque tempête, il laissait aux autres le soin de s'effrayer et de rétablir le calme. Ainsi, quatre figures dominent ce récit : Élisabeth Farnèse, Louise-Élisabeth, Du Tillot, et Louis XV. Il fallait trouver, sur ces personnages, quelques informations peu connues.

Les documents ne manquaient pas pour Élisabeth Farnèse, et le dernier mot semblait dit par le Père Baudrillart, dans son beau travail sur *Philippe V et la Cour de France*, lorsque nous avons eu le bonheur de découvrir aux Archives de Parme les lettres, non officielles, d'Élisabeth à Don Philippe; ces lettres inédites nous ont permis de surprendre plus d'un secret ignoré jusqu'ici, et d'ajouter peut-être quelques nouvelles touches au portrait de la reine d'Espagne.

Louise-Élisabeth fut d'abord l'élève de sa belle-mère, mais elle se dégagea des entraves farnésiennes et devint, à son tour, une manière de diplomate auquel il n'eût fallu qu'une plus grande scène pour se faire mieux connaître. L'écrivain qui a le plus finement jugé Louise-Élisabeth est Jules Soury; en quelques pages substantielles de ses *Portraits de femmes* il a su rendre certains côtés de la physionomie de cette princesse, « fille mal mariée », qui, pour ses enfants, plus que pour elle-même, tâche de lutter contre le sort malencontreux et se tue dans cette poursuite incessante et fiévreuse d'un avenir meilleur. Sous ce titre : *Une Fille de France*, M. L. de Beauriez, en 1887, écrivit une biographie fort incomplète de Louise-Élisabeth, en tête de la publication de ses lettres, conservées à la Bibliothèque Nationale; c'est là tout ce que les livres imprimés nous fournissaient, en dehors de quelques rares *Mémoires* de contemporains. Ni Jules Soury, ni M. de Beauriez n'avaient consulté toutes les sources manuscrites. Outre les dépêches diplomatiques, les archives de Paris et de Parme renferment une volumineuse correspondance, trop longtemps dédaignée; dans l'épistolier de la Bibliothèque Nationale, il y avait aussi à glaner, même après le volume de 1887.

Pour Du Tillot, les premiers chapitres d'un livre de M. Charles Nisard : *Un Valet Ministre*, donnaient de précieuses indications et les Affaires étrangères fournissaient le reste.

Quant à Louis XV, qui joue ici les rôles assez nouveaux de beau-père et de grand-père, les recueils des *Lettere di Principi*, de Parme, et les Archives déjà citées nous ont permis de faire une ample moisson de détails intimes.

Tels sont les documents que nous avons consultés pour retracer cette période de près de trente années.

A côté d'un prince sans éclat, d'un homme toujours en lisières, apparaissent ces puissantes physionomies auxquelles



nous voudrions avoir donné un relief digne de pareils modèles. Nous avons du moins cherché à faire des portraits ressemblants et véridiques.

Maints autres personnages, et non des moindres, font cortège aux principaux acteurs. Ce sont des rois d'Espagne : Philippe V, Ferdinand VI et Don Carlos; des diplomates : Fleury, Argenson, La Mina, Vauréal, Bernis; des hommes de guerre : Conti, Noailles, Maillebois, Belle-Isle, et enfin deux figures que le hasard, souvent ironique, nous fait réunir : Farinelli et la marquise de Pompadour.

5 mars 1904.

LE GENDRE
DE LOUIS XV

CHAPITRE PREMIER

LE MARIAGE DE MADAME LOUISE-ÉLISABETH

(1739)

L'Infante à Paris. — Lettre de Louis XV à Élisabeth Farnèse. — Les filles du Régent en Espagne. — Renvoi de l'Infante. — Mariage de Louis XV. — Fureurs espagnoles. — Le *bouclier* du marquis de Monteleon. — Don Carlos. — Projets de mariage. — Double union. — Le marquis de la Mina. — Lettre de Philippe V à son neveu. — Intrigues d'Élisabeth Farnèse. — L'établissement de Don Philippe. — La *demande publique*. — Déclaration du mariage à la cour d'Espagne. — Le portrait de Don Philippe. — La maladie de l'infante Marie-Thérèse. — La demande officielle. — Le contrat. — Le gala de l'ambassadeur d'Espagne. — Fête nautique donnée par la ville de Paris. — Bal « en masques » à l'Hôtel de Ville. — Adieux du Roi à sa fille. — Madame Infante.

Le 2 mars 1722, l'Infante Anne-Marie-Victoire, fille de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, faisait son entrée solennelle dans Paris. Elle avait quatre ans à peine. Depuis trois mois, elle voyageait à petites journées et arrivait enfin au Vieux-Louvre, où l'on a gardé son souvenir, et où elle devait être élevée jusqu'à ce qu'elle fût

d'âge à épouser le roi de France, Louis XV, alors gracieux et joli cavalier de treize ans.

« Je viens de voir par mes yeux, écrivait le jeune fiancé à Élisabeth Farnèse, infiniment mieux que je n'aurais fait par des récits ou par des portraits, combien l'Infante-Reine est aimable... et je ne doute pas que Votre Majesté ne soit bien aise d'apprendre par moi-même quel est l'excès de ma satisfaction et de ma joie, car elle ne l'apprendrait pas assez par les réjouissances que Paris et la Cour vont faire à l'envi. Attendez de moi, Madame, les sentiments les plus tendres et les plus vifs qu'un gendre vous puisse devoir; les charmes de l'Infante vous en répondent[1]. »

A la même époque, Louise-Élisabeth d'Orléans, mademoiselle de Montpensier, fille du Régent, avait été envoyée à Madrid, et avait épousé le prince des Asturies, qui, pendant quelques mois, devait occuper le trône d'Espagne sous le nom de Louis Ier. Saint-Simon n'exagère rien quand il parle de cette princesse « malade de corps et d'esprit » et qu'il nous la montre faisant scandale à Madrid. La politique, du moins, était satisfaite. L'union des deux couronnes paraissait à jamais scellée. Que ne pouvait-on attendre de ce double mariage? Les intérêts de la France et de l'Espagne allaient de pair désormais.

Aussi voit-on bientôt à la cour de Philippe V une

1. Archives d'Alcala, d'après Baudrillart : *Philippe V et la Cour de France*, III, 498.



autre fille du Régent, mademoiselle de Beaujolais, que l'on destine à Don Carlos, frère du prince des Asturies, et qui va être élevée par les soins de Leurs Majestés Catholiques en attendant qu'elle soit nubile. Mademoiselle de Beaujolais était en 1723 une délicieuse fillette de neuf ans. Elle eut le même succès que l'Infante-Reine à Paris. Élisabeth Farnèse dit que sa future belle-fille est « la plus jolie et la plus aimable chose qui soit au monde ». « Je crois, écrivait-elle au duc d'Orléans, que vous ne serez pas fâché de savoir sa première entrevue avec son petit mari. Ils s'embrassèrent très tendrement et se baisèrent et il me paraît qu'il ne lui déplut pas. Elle a un esprit d'ange. Mon fils est trop heureux de l'avoir[1]. »

Le Régent pouvait se féliciter d'avoir si bien mené sa barque; mademoiselle de Beaujolais, comme sa sœur, mademoiselle de Montpensier, semblait avoir devant elle un brillant avenir, car Élisabeth avait des visées très ambitieuses pour Don Carlos; c'est en Italie que ce Bourbon portera l'influence espagnole.

Trois ans se passent. Le 9 mars 1725, la France annonce à l'Espagne le retour prochain d'Anne-Marie-Victoire. On sait quelles intrigues avaient amené cette rupture soudaine que rien ne faisait prévoir. Le Régent, mort en 1723, avait été remplacé à la tête des affaires par le duc de Bourbon qui, d'un naturel inconstant et

1. Aff. Étr., *Espagne*, 327, f° 315.



léger, se laissa prendre aux filets de madame de Prie et renonça au mariage de Louis XV et de l'Infante. Survint la maladie du Roi en février 1725; on le considéra comme perdu.

« S'il meurt, s'écria le duc de Bourbon, que deviendrai-je? S'il revient, il faut le marier[1]. »

On jugea prudent et même habile de faire épouser à Louis XV Marie Leszczynska, princesse pauvre et sans dot, dont la situation très modeste ne pouvait faire ombrage, et qui, plus âgée que le jeune Roi, assurerait enfin la succession au trône.

Ce *Renvoi de l'Infante* fut pour Philippe V et pour Élisabeth un sanglant affront. Ils se vengèrent en donnant un congé presque immédiat aux deux filles du Régent : à Louise-Élisabeth, qui, veuve de quinze ans[2], portait le titre de reine douairière, et à mademoiselle de Beaujolais. Dans leur dépit Leurs Majestés Catholiques avaient du moins la consolation d'être délivrées de leur indécente belle-fille.

Ordre fut donné à l'abbé de Livry, ambassadeur de France, de sortir de Madrid dans les vingt-quatre heures et d'Espagne sous quinze jours. Laulès, ambassadeur de Philippe V à Paris, était rappelé. La brouille ne pouvait être plus éclatante entre l'oncle et le neveu, entre ces deux Bourbons issus du même sang; et voilà que

1. *Mémoires de Villars*, IV, 308.

2. Philippe V, le 10 janvier 1724, avait abdiqué en faveur de son fils, Louis Ier, mais à la mort de ce dernier (31 août 1724), il avait repris le pouvoir.

s'envolaient en fumée les mariages qui tenaient si fort au cœur du Régent et sur lesquels il avait fondé tant de belles espérances.

La paix de l'Europe semble menacée; on peut craindre tout d'un rapprochement de l'Espagne et de l'Empire; dans sa fureur, Élisabeth ne pense à rien moins qu'à déclarer la guerre à la France. Mais, deux mois après, l'on parlait déjà de *réconciliation utile* et le marquis de Monteleon demandait qu'on voulût bien lui donner le *bouclier* à l'aide duquel il se chargeait, suivant ses propres expressions, de ramener les rivières débordées à leur premier lit[1].

Ce bouclier, c'était une sorte de miroir magique où l'on faisait apparaître aux yeux de Philippe V les grandes destinées promises à sa descendance. Son fils Don Carlos, marié à une archiduchesse, occuperait un trône d'Italie, en attendant qu'il régnât à Versailles, si les circonstances étaient favorables; en un mot, on offrait aux Bourbons d'Espagne de leur rendre leurs droits sur le royaume de France. « Alors peut-être passa dans leur esprit, dit le Père Baudrillart, ce rêve fantastique : saisir le sceptre autrichien par le mariage de Don Carlos et de Marie-Thérèse; puis se réconcilier avec la France, moyennant l'abolition de la renonciation d'Utrecht, et réunir un jour sous l'égide des Bourbons d'Espagne toutes les plus belles couronnes de l'Europe : l'Autriche

1. Aff. Étr., *Espagne*, 340 : Tessé à Morville, 1er avril 1725, cité par Baudrillart, III, 197.



avec l'Empire, l'Espagne avec les Indes, l'Italie presque entière, enfin la France avec les Pays-Bas. Ce serait la monarchie universelle, telle que Charles-Quint lui-même n'avait pas osé la convoiter[1]. »

La chute du duc de Bourbon (juin 1726) et l'avènement de Fleury contribuèrent à calmer la colère de Philippe et d'Élisabeth. Fleury, grâce à son adresse et à sa situation de vieux serviteur, aplanit la route. Il gagna la confiance de la reine d'Espagne — qui depuis devait en rabattre — et manœuvra avec tant d'habileté que la réconciliation eut lieu en août 1727. Le traité de Séville (9 novembre 1729) affermit encore les bonnes relations des deux pays. C'était un « traité de paix, d'union, d'amitié et de défense mutuelle entre les couronnes de la Grande-Bretagne, de France et d'Espagne ». Outre les avantages politiques et commerciaux, cette entente offrait à Élisabeth un avantage depuis longtemps souhaité : la promesse de la concession à Don Carlos, son fils, des duchés de Parme et de Plaisance, lorsque mourrait Antoine Farnèse, le duc régnant, qui ne fit pas trop attendre son successeur; il lui céda la place le 20 janvier 1731. A la fin de cette même année, Don Carlos débarquait à Livourne pour aller prendre possession de ses États, et même devenir roi de Naples (10 mai 1734).

Nous n'avons point à suivre les fluctuations diverses

1. III, 198.



des rapports assez difficiles entre la France et son alliée. Il s'agit simplement de montrer ici que, malgré le *Renvoi de l'Infante*, les deux cours ne tardèrent pas à engager de nouvelles négociations matrimoniales. La politique obligeait en quelque sorte la France et l'Espagne à se prêter un mutuel appui et à fonder des dynasties sœurs. On devait forcément oublier de part et d'autre les déconvenues de 1725. Et si ces unions ne donnèrent pas les résultats que l'on désirait, c'est que personne n'est maître des événements et des révolutions qui bouleversent les royaumes.

Élisabeth Farnèse espérait marier Don Carlos à une archiduchesse et ainsi assurer Naples et la Sicile, qui dépendaient de l'empereur, à son Carlito bien-aimé. D'autre part, les diplomates français formaient des projets très différents. Ils donnaient à ce prince l'aînée des filles de Louis XV, Louise-Élisabeth, et en même temps proposaient à Leurs Majestés Catholiques le mariage de l'Infante Marie-Thérèse, leur fille, avec le Dauphin. Don Carlos avait dix-huit ans, Louise-Élisabeth huit ans, le Dauphin cinq ans, Marie-Thérèse sept ans. C'était un peu trop tôt pour tout ce petit monde et l'on pouvait craindre de nouvelles ruptures. La reine d'Espagne, avec son franc parler habituel, rejette tout d'abord ces propositions : « Cela est plaisant, dit-elle, l'on voudrait que nous attendissions que Carlito ait quarante ans pour le marier et l'on nous croit assez dupes pour nous exposer une seconde fois à l'affront de nous voir ren-

voyer notre fille; *je ne consentirai ni à l'un ni à l'autre*, et j'espère que le roi qui est le maître n'y consentira pas non plus; du moins, je l'en l'empêcherai, tant que j'aurai du crédit sur son esprit. Chat échaudé craint l'eau froide [1]. »

Cependant, tout extraordinaire que cela paraisse, ces lointaines espérances se réaliseront, sauf que Don Carlos, fort impatient de se marier, épousera une princesse de Saxe, Marie-Amélie, fille d'Auguste III, roi de Pologne. Mademoiselle de Beaujolais, à qui le jeune monarque pensait toujours, disait-on, était morte à Bagnolet (3 mai 1734). Quant à l'archiduchesse, malgré les intrigues d'Élisabeth Farnèse, elle sera mariée à François de Lorraine (12 février 1736). Don Philippe, frère cadet de Don Carlos, deviendra l'époux de Louise-Élisabeth : il y aura simple substitution.

Dès la fin de l'année 1737, Philippe V écrit au cardinal de Fleury qu'il désire resserrer par de nouveaux liens l'amitié des deux maisons de France et d'Espagne, « afin qu'elles paraissent toujours n'en faire qu'une » [2]. L'humeur d'Élisabeth était apaisée. Cette reine fantasque et capricieuse avait cédé à la raison d'État. Au fond, toute sa politique consistait à chercher des trônes pour ses fils; c'était une forcenerie, disait Saint-Simon. Elle sacrifia ses ressentiments à l'espoir d'obtenir un

1. Aff. Étr., *Espagne*, 423, f° 268 : Vaulgrenant à Becquet, 1er septembre 1735.

2. Aff. Étr., *Espagne*, 443, f° 131 : *Philippe V à Fleury*, 6 novembre 1737.

royaume ou un duché pour son cher Pippo; et qui mieux que le roi de France pouvait lui assurer pareille conquête? Du moins, elle le croyait.

En septembre 1738, Louis XV prit une décision officielle et secrète : il accordait sa fille aînée à Don Philippe et déclarait qu'elle partirait dès qu'elle aurait douze ans accomplis. Il donnait aussi son consentement au mariage de son fils unique avec l'Infante Marie-Thérèse. A cette nouvelle Philippe V prend la peine de remercier lui-même le cardinal de Fleury de la part qu'il a eue à cette double alliance qui le comble de joie[1].

L'ambassadeur d'Espagne auprès de la cour de Versailles était Don Jaime Miguel de Gusman, marquis de La Mina, comte de Pezuela. Il avait été nommé vers la fin d'août 1736. Chargé de demander Madame Première pour Don Philippe, il va s'acquitter avec beaucoup de tact de sa mission; les tracasseries ne manqueront pas, elles étaient inévitables dès que les représentants d'Espagne étaient en jeu : on sait jusqu'où pouvaient aller les exigences du *punto* castillan. Le marquis de La Mina avait reçu des ordres particuliers de sa cour et, contre son habitude, il ne lésina pas sur les dépenses, qui furent excessives.

On oublia, en cette occasion, tous les sujets de mécontentement que donnait cet ambassadeur. On lui repro-

1. Aff. Étr., *Espagne*, 449, f° 105 : *Philippe V à Fleury*, 13 septembre 1738.



chait, non sans raison, d'avoir trop peu de sympathie pour la France et de chercher à satisfaire son ambition démesurée aux dépens des intérêts des deux couronnes; au fond La Mina n'était ni « au goût du Roi, ni à celui de tous les courtisans », et ses collègues immédiats, les ministres étrangers, l'évitaient autant qu'ils pouvaient[1]. Il allait bientôt être rappelé sur les plaintes de Louis XV et du cardinal de Fleury; en attendant on lui confie, sans arrière-pensée, un beau rôle qui flatte sa vanité, comme pour le consoler d'avance de sa disgrâce.

Les décisions étaient prises de part et d'autre; tenues cachées pendant quelques mois elles devinrent officielles à la fin de l'année 1738. C'est à cette époque que La Mina fut chargé de sa première commission solennelle. A l'audience du 4 janvier 1739, il remit au roi la lettre missive de Philippe V dont l'original, écrit en entier de la main du roi d'Espagne, est aux Affaires étrangères. Voici ce document :

« Monsieur mon frère et neveu, la joie que j'ai du mariage qui vient de s'établir entre Madame, fille de Votre Majesté, et l'Infant Don Philippe, mon fils, est trop grande pour que je ne l'en remercie pas moi-même, l'assurant que c'est avec un plaisir que je ne puis lui exprimer que je vais resserrer les nœuds qui sont déjà entre nous. Ma consolation est encore augmentée par le choix que Votre

1. Aff. Étr., *Espagne*, 455, f° 198 : Fleury à La Marck, 7 novembre 1739.



Majesté a fait de l'Infante Marie-Thérèse, ma fille, pour le Dauphin.

» Je la prie d'être bien persuadée que la tendresse que j'ai pour Elle est telle qu'elle doit être pour un neveu qui m'est si cher et qu'elle sera toujours la même. Je suis, Monsieur mon frère et neveu,

» De Votre Majesté

» Bon frère et oncle

» PHILIPPE. »

A l'Escurial, ce 30 novembre 1738 [1].

A cette lettre en était jointe une autre écrite par Élisabeth, qui disait à peu près la même chose en des termes à peine différents; c'était l'habitude à la cour d'Espagne, le protocole voulait que la reine exerçât ses pouvoirs en toute occasion; Élisabeth Farnèse plus volontiers qu'une autre devait se conformer à ce cérémonial. Aussi, dans cette correspondance diplomatique, est-ce un duo perpétuel que transcrivent la grosse et enfantine écriture de Philippe V et l'écriture très virile de sa femme.

Ce même jour on remit à La Mina la réponse de Louis XV, qui n'est qu'un écho de la lettre de son oncle.

Ce n'était pas tout : ces épîtres liminaires dans lesquelles les deux rois épanchent leurs cœurs cérémonieusement, peut-on dire, furent suivies à quelques

1. Aff. Étr., *Espagne*, vol. 351, f° 2.



semaines de là d'une demande officielle de la main de Madame et d'une nouvelle réponse de Louis XV. Don Philippe, cette fois, avait écrit sa première lettre à son futur beau-père, mais cette lettre, n'étant pas conforme aux usages, fut renvoyée. Voici les observations qu'Amelot soumit au comte de La Marck au sujet de cette missive : elle devait commencer par *Monsieur*, à la ligne et non dans le corps du texte; les mots : *Votre Majesté* devaient être écrits tout au long et non en abrégé; enfin la souscription devait être :

» *Je suis, Monsieur,*
» *De Votre Majesté*
» *Très affectionné frère et serviteur.* »

Don Philippe avait écrit : *frère et cousin*[1].

Cet incident n'eut pas de suites fâcheuses, malgré l'importance qu'on attachait à ces questions d'étiquette. Louis XV voulut bien répondre par tendresse paternelle à celui qu'il considérait déjà comme son fils. La lettre est très affectueuse. « Tout ce que je sais, dit-il, de vos qualités personnelles m'est un sûr garant du bonheur dont elle (ma fille) jouira avec vous, et j'ai une véritable impatience de voir arriver le moment de la conclusion de ce mariage[2]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, 451, f° 17 : Don Philippe à Louis XV, 13 janvier 1739 : c'est la lettre incriminée; et 452, f° 59, Amelot à La Marck, 31 janvier 1739.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 451, f° 15 ; Louis XV à l'Infant, 30 janvier 1739.



Et, sans perdre de temps, Élisabeth profite de ces tendresses épistolaires pour entamer des démarches à son profit et au profit de Don Philippe. Ses relations avec Ferdinand, prince des Asturies, héritier du trône étaient des plus tendues. Élisabeth n'avait aucune affection pour ce fils de Philippe V et de Marie-Louise de Savoie. Elle désirait pouvoir être indépendante le jour où Philippe V mourrait, prévoyant que Ferdinand ne la traiterait pas mieux qu'elle ne l'avait traité. Elle ne perdait jamais de vue, dit Saint-Simon, le triste état des reines veuves d'Espagne, et voulait l'éviter à quelque prix que ce fût. Aussi demandait-elle à la France de lui venir en aide pour que lui fussent assurés les allodiaux de Parme et de Plaisance; c'était pour elle un refuge ou, tout au moins, un établissement souverain pour Don Philippe; elle pourrait se retirer auprès de lui jusqu'à sa mort. L'Italie lui agrée le plus, elle croit que l'air natal lui fera du bien, mais elle pense aussi aux Pays-Bas autrichiens, supposant que l'empereur cédera plus volontiers ces provinces, surtout si la France ne refuse pas ses bons offices[1].

Cette question de l'établissement de Don Philippe guide Élisabeth dans ses démarches. Jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle qui, neuf ans plus tard, donnera enfin quelque satisfaction au gendre de Louis XV, toutes les négociations espagnoles n'auront d'autre but que de faire

1. Aff. Étr., *Espagne* 452, f° 60 : La Marck à Amelot, 19 janvier 1739.

tomber au pouvoir du mari de Louise-Élisabeth ces maigres duchés, et ce ne sera qu'après une guerre, et quelle guerre! que l'on arrivera à cette piètre satisfaction.

Mais poursuivons le récit des cérémonies qui précédèrent le mariage. La Mina fut revêtu de la qualité d'ambassadeur extraordinaire pour faire la « demande publique » de Madame. Le 22 février, simultanément à Versailles et à Madrid, on déclara le mariage. Louis XV donna à son futur gendre la permission d'écrire à sa fiancée, mais Louise-Élisabeth, vu son âge, ne répondit pas à la lettre. On fit des recherches sur ce qui s'était pratiqué en pareille occasion, et il se trouva que l'on se conformait à l'usage. Louise-Élisabeth se contenta d'avoir « l'honneur d'écrire à Leurs Majestés Catholiques[1] ». « Monsieur mon frère et oncle, disait-elle à Philippe V, le Roi, mon père, a bien voulu m'apprendre que ses volontés et celles de Votre Majesté me destinaient l'Infant Don Philippe pour époux. Je ne dois connaître d'autres sentiments que ceux de la soumission, et mon âge ne me permet pas de répondre aux témoignages que ce prince m'a donnés de ses sentiments pour moi. Mais je prie Votre Majesté d'être persuadée que je ferai mon unique occupation de mériter qu'Elle veuille bien me regarder comme sa fille[2]... »

La cérémonie de la déclaration du mariage se fit à

1. Aff. Étr., *Espagne*, 456, f°s 67 et 113 : Amelot à La Marck, 24 février et 31 mars 1739.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 451, f°s 17 et 24.



Versailles sans grand apparat, on se réservait pour les fêtes nuptiales. Quand on parla à Madame de son départ pour l'Espagne, elle en eut plus d'affliction que de joie ; « ce ne fut point une douleur d'enfant », dit Luynes, mais une marque d'attachement pour tous ceux qu'elle allait quitter. Madame Adélaïde — elle avait sept ans — déclare à la reine qu'elle est bien fâchée du mariage de sa sœur[1].

La scène fut particulièrement touchante à la cour d'Espagne. La Marck, ambassadeur de France, nous en a laissé une relation. Le roi avait fait assembler dans sa chambre à coucher toute la famille royale et lui avait annoncé la nouvelle. « Sur quoi tous ses enfants s'étaient mis à genoux pour baiser la main du Roi, ce prince les embrassa tendrement les uns après les autres. La Reine surtout ne put s'empêcher de réitérer ses embrassements à l'égard de l'Infant Don Philippe en me disant qu'elle me priait de ne pas trouver extraordinaire si elle se laissait aller si librement, en ma présence, à la tendresse qu'elle sentait pour ce fils, et à la joie qu'elle ressentait de ce joyeux événement. Après quoi on fit entrer quelques-uns des premiers officiers de la cour à qui on fit la même déclaration et qui eurent l'honneur de baiser la main de Leurs Majestés Catholiques qui sortirent de leur chambre pour aller à la messe; et, dans l'intervalle du chemin, tous ceux qui s'y trouvèrent baisèrent les mains du Roi et de la Reine... Tout le monde avait un empres-

1. Luynes, *Mémoires*, II, 373.



sement sans égal à venir me donner des marques de son contentement parfait et ils s'embrassèrent tous les uns les autres, en souhaitant que cette union et cette amitié des deux couronnes puissent subsister toujours. On a ordonné de sonner les cloches de toute la ville, et de faire des illuminations pendant trois jours consécutifs. Enfin c'est une joie universelle parmi les grands comme parmi les petits[1]. »

Ce ne fut pas sans difficulté que l'on décida le roi d'Espagne à accepter le duc d'Orléans, fils du Régent, comme délégué pour épouser Madame au nom de l'Infant. Le Dauphin était trop jeune et le duc de Bourbon, que l'Espagne aurait choisi volontiers, ne convenait pas à la cour de France; Louis XV voulait que cette mission fût confiée au premier prince du sang.

Après des échanges de lettres nombreuses[2], l'affaire s'arrangea, Philippe V consentit à oublier ses griefs contre la maison d'Orléans et à pardonner au duc d'être le fils de la duchesse et le frère de la reine douairière d'Espagne, chassée en 1725.

Fleury eut, entre temps, une mission plus agréable, ce fut d'offrir à Madame le portrait de son fiancé. « J'ai d'abord, écrit le cardinal à La Marck, voulu déguiser le portrait sous un autre nom pour voir ce qu'elle dirait, mais elle ne s'y est pas méprise et m'a répondu avec un

1. Aff. Étr., *Espagne*, 436, dépêches du 2 mars et suivantes.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 452, fº 153 : Le comte de La Marck à Amelot, 23 février 1739.



grand air de joie que c'était le portrait de l'Infant Don Philippe. Elle l'a trouvé infiniment à son gré et si elle eût osé, je crois qu'elle l'eût baisé de tout son cœur. Je vous assure que cela m'a fait plaisir et que je l'ai laissée de bonne humeur[1]. »

On s'occupa de la question importante de la remise sur les frontières d'Espagne et l'on prépara les fêtes de Versailles et de Paris. Tout était réglé, non sans peine — il fallait toujours compter avec les susceptibilités castillanes, — lorsqu'au commencement d'août on apprit la maladie de l'Infante Marie-Thérèse, fiancée du Dauphin. Elle a une fièvre qu'aucun remède ne peut calmer, elle est au plus mal, on l'a confessée et l'on parle de lui faire recevoir le Saint-Viatique. On la croit mourante; elle est abandonnée de tous les médecins. C'est au point que La Marck sonde le terrain pour savoir ce qu'il devra faire au cas où on lui proposerait l'Infante Marie-Antoinette à la place de Marie-Thérèse.

De semaine en semaine les dépêches sont plus inquiétantes, la malade n'entend et ne connaît personne, un feu intérieur lui dessèche entièrement les fibres du cou, la luette, la langue et le palais, elle a une peine infinie à parler[2]. Enfin l'ambassadeur de France à Madrid peut rassurer le cardinal de Fleury; quand cette nouvelle arrive à Versailles on ne tarde pas à inaugurer les fêtes qui devaient servir de prologue au mariage.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 456, f° 114 : Fleury à La Marck, 30 mars 1739.
2. *Ibid.*, 454, f°s 2 et 30 : La Marck à Amelot, 3 et 9 août 1739.

Le marquis de La Mina se rend, le 21 août, à l'hôtel des ambassadeurs extraordinaires à Paris avec une nombreuse suite qui se compose de six gentilshommes, six pages, deux aumôniers, huit valets de chambre, deux courriers, douze officiers, deux Suisses, vingt-quatre valets de pied, douze cochers, postillons et palefreniers. L'hôtel est richement orné de meubles de la couronne; l'ambassadeur est traité « à dîner et à souper aux dépens du Roi » et c'est un maître d'hôtel de Louis XV qui fait les honneurs de cette table.

Le 23 août, le prince de Marsan, de la maison de Lorraine, accompagné de Sainctot, introducteur des ambassadeurs, conduit le marquis de La Mina à Versailles pour la demande officielle. Les cinq carrosses de Son Excellence l'attendent dans l'avenue, prêts à marcher. Le cortège est magnifique : la voiture dans laquelle ont pris place l'ambassadeur et le prince de Marsan est superbe, tout en velours vert en dedans aussi bien qu'en dehors, « avec beaucoup de broderies or et argent » : elle excite la curiosité de tous.

Les gardes françaises et suisses présentent les armes dans l'avant-cour du château, les tambours sont « appelants », les officiers saluent du chapeau. Dans le palais, depuis l'entrée du vestibule jusqu'en haut de l'escalier, cent Suisses, la hallebarde à la main, et des tambours, la baguette haute, forment la haie. L'ambassadeur est reçu par le grand maître des cérémonies à l'intérieur de la grille du vestibule, il est conduit jusqu'à la chambre



du roi qui est, ce jour-là, la salle d'audience solennelle. Louis XV est couvert et assis dans un fauteuil derrière le balustre, à côté du lit; il a le duc d'Orléans à sa droite, à sa gauche se sont placés le duc de Chartres et les autres princes du sang; les grands officiers sont groupés derrière le fauteuil royal. Dès que le marquis de La Mina paraît, le roi se lève, se découvre et répond par une inclinaison de tête à la première révérence de l'ambassadeur, le roi en fait autant à la seconde révérence, enfin le marquis, à sa troisième révérence, entre dans le balustre et se trouve tout près de Louis XV. Il lui remet une lettre officielle de Philippe V, prononce un discours en espagnol auquel le roi répond en français. Pareille cérémonie chez la reine qui est assistée du cardinal de Fleury, chez le Dauphin et chez Madame à qui l'ambassadeur, après un gracieux compliment, offre un bracelet orné du portrait de Don Philippe [1].

Deux jours après, même appareil pompeux pour la signature du contrat et pour la célébration des fiançailles. La réunion a lieu dans l'Œil-de-bœuf transformé pour la circonstance en cabinet du Roi. Madame avait revêtu un grand habit d'étoffe noire à fond d'or, sa mante de réseau d'or était portée par Madame Henriette.

On lut tout d'abord la procuration du roi d'Espagne, et ensuite le contrat. La dot de la princesse était de 300 000 écus d'or; Louis XV s'engageait à payer, jus-

1. Aff. Étr., *Espagne*, 451, f° 184 : Cérémonies observées au mariage de Madame, etc., et *Mémoires de Luynes*, III.



qu'à acquittement, une rente « au denier vingt, en espèces de France, et sans change, à compter du jour de la célébration du mariage ». La fiancée recevait en outre des bagues et joyaux représentant la même valeur que la dot, et Don Philippe, de son côté, donnait des bijoux estimés 300 000 livres.

Le cardinal de Rohan, conduit par Desgranges, maître des cérémonies, et précédé par le curé de Notre-Dame de Versailles, entra par la chambre du roi et célébra les fiançailles. Il n'y eut ni divertissements, ni repas officiels, on se contenta du spectacle imposant de cette cour tout éblouissante de soie, de bijoux et de chamarrures.

Le lendemain, le duc d'Orléans épousa Madame par procuration dans la chapelle du château, qui était appareillée comme les jours de grandes fêtes. La fiancée portait une robe d'étoffe d'argent, garnie de diamants. Ses sœurs, suivant l'usage, étaient parées « d'un habillement à la royale ».

Le grand aumônier, en arrivant, salua l'autel, puis Leurs Majestés, et leur donna l'eau bénite. Le duc d'Orléans, avant de répondre aux questions de l'officiant, salua le roi et la reine, et Madame fit de même. On dit une messe basse; la musique chanta un motet. A l'offrande, le cardinal de Rohan se plaça dans un fauteuil; Madame conduite par le grand maître de cérémonies se mit à genoux sur un carreau aux pieds du prélat, baisa son anneau, et lui présenta le cierge; le duc d'Orléans s'avança à son tour. Au Pater, deux aumôniers du roi

étendirent un poêle de brocart d'argent sur la tête des fiancés. Le célébrant dit les prières accoutumées, et, la messe finie, il donna le corporalier à baiser au roi et à la Reine, et leur offrit encore une fois l'eau bénite.

Dans l'après-midi, de quatre à six heures, Madame Infante — c'est le nom qu'elle porte désormais — reçut les compliments de toute la cour.

Le soir, le roi se mit à une table de lansquenet disposée dans la galerie des Glaces; le coup d'œil était admirable, et dehors, sur la terrasse, une gigantesque décoration illuminée faisait de la nuit le jour. Après le feu d'artifice, on soupa dans l'antichambre de la reine[1].

Le jour suivant, 27 août, ce fut l'ambassadeur d'Espagne qui donna une fête en son hôtel, il ne ménagea aucune dépense. « Je crois que tout cela coûtera bon, écrit le cardinal de Fleury à La Marck, et ce n'est sûrement pas moi qui lui ai conseillé d'en faire tant[2]. » On croira sans peine le parcimonieux ministre. Malheureusement il y eut des *tracasseries* sans fin au sujet des invitations et le « feu » ne réussit qu'à moitié. Le programme en avait été rédigé d'avance, et l'exemplaire qui est conservé aux Affaires étrangères porte cette note manuscrite : « Ce feu a été entièrement manqué et n'a point été tiré comme il est marqué ci-dessus[3] ». Ce qui

1. Aff. Étr., *Espagne*, 451, f° 192 : Relation de ce qui s'est passé en 1739 au mariage de Madame, etc., et *Mémoires de Luynes*, III.
2. *Ibid.*, *Espagne*, 457, f° 17 : Fleury à La Marck, 24 août 1739.
3. *Ibid.*, *Espagne*, 454, f° 89 : Description du feu d'artifice et de la fête donnée par Son Excellence Mgr de La Mina, etc.



n'empêcha pas La Mina de parler en termes dithyrambiques du succès de sa fête dans sa relation au marquis de Villarias. Madame Infante et sa sœur Henriette honorèrent ce gala de leur présence, mais elles se retirèrent d'assez bonne heure, laissant au plaisir du souper et d'un bal improvisé, les invités qui n'étaient point aussi nombreux que l'ambassadeur l'aurait voulu.

Le marquis de La Mina avait prié lui-même le duc d'Orléans d'assister à la fête, mais comme ce prince fort dévot, qui devait mourir chez les Génovéfains, dans une cellule de moine, n'allait pas même aux réceptions de la cour, il s'excusa. L'ambassadeur du moins comptait sur la duchesse douairière d'Orléans, mais il avait cru bon d'envoyer simplement un gentilhomme de sa suite au comte de Charolais, au prince de Conti et aux princesses, sans se douter qu'il offensait toute la maison d'Orléans. Et, malgré la grande envie qu'avait la duchesse douairière de se rendre à la fête, elle s'abstint à l'exemple de sa famille outragée[1].

On se reposa le 28; le 29, la Ville de Paris avait organisé une fête nautique sur la Seine afin de satisfaire la curiosité de la foule et des nombreux étrangers que ce mariage avait attirés à Versailles et à Paris. On avait choisi un très grand espace, compris entre le Pont-Neuf et le Pont-Royal, pour offrir un spectacle qui pût contenter tout le monde. Ce vaste « champ liquide », les

1. Aff. Étr., *Espagne*, 457, f° 17 : Fleury à La Marck, 24 août 1739.



quais spacieux, les berges et les superbes édifices que l'on admire encore aujourd'hui formaient comme un théâtre grandiose. Jamais emplacement, dit la relation officielle, ne fut plus propre à une fête populaire.

Sur le terrain de la statue d'Henri IV s'élevait une construction destinée au feu d'artifice. C'était le temple de l'Hymen, d'une architecture grecque, ouvert en forme de péristyle et soutenu par quatre rangs de colonnes doriques; le dessin de ce décor majestueux avait été composé par le chevalier Servandoni. Le pourtour du temple était orné de festons de lauriers d'or d'où pendaient de nombreux lustres.

Au milieu de la rivière on voyait un salon octogone aussi singulier que nouveau; les deux barques accouplées sur lesquelles il était construit étaient dissimulées sous des rochers qui semblaient sortir de l'eau. Ce salon avait huit arcades au cintre desquelles étaient attachées de grosses lanternes de toile transparente et coloriée. La haute colonne centrale était formée par d'autres lanternes placées avec symétrie, le chapiteau de cette colonne servait à porter quatre tours de Castille et au centre se dressait un piédouche qui soutenait un globe de six pieds peint en bleu, semé de tours et de fleurs de lys. Enfin, brochant sur le tout, flottait à la brise un grand drapeau blanc fleurdelysé d'or.

Cet édifice fut très admiré pendant le jour, mais il ne perdit rien de sa beauté lorsque la nuit fut venue, éclairé qu'il était intérieurement par une infinité de



lumières cachées et distribuées avec art. Le tout « brillait alors d'une clarté douce sur laquelle l'œil se fixait sans peine, parce qu'il distinguait parfaitement les contours et la peinture, sans en être ébloui ». Sous les arcades il y avait place pour cent quatre-vingts musiciens conduits par Rebel et Francœur.

Dans l'espace qui s'étendait entre ce salon et le Pont-Neuf apparaissaient à la surface de la Seine huit monstres marins, les ailes étendues, la queue béante, prêts à combattre les uns contre les autres, leurs yeux étaient enflammés et les écailles dont ces monstres étaient couverts éclataient des plus chatoyantes couleurs.

Les spectateurs, étagés sur des échafauds et des gradins dressés sur les berges et, à l'aide de pilotis, jusque sur l'eau même, purent se distraire à contempler ces merveilles en attendant le signal de la fête. En comptant la foule qui se pressait sur les quais et sur les deux ponts on estima qu'il y avait en tout cinq cent mille personnes assemblées en ce coin de Paris.

« Mais ce qui faisait la véritable magnificence de cette fête, c'était la présence auguste de Sa Majesté. Jamais le Roi ne s'est fait voir à son peuple avec plus de pompe et de grandeur. » Il était accompagné de la famille royale, des ducs de Villeroy, de Bouillon, de La Rochefoucauld. La reine était entourée de mesdemoiselles de Clermont, de La Roche-sur-Yon, de Sens, de mesdames de Luynes, de Mazarin, de Fleury, et de ses dames du Palais, dont madame de Mailly, la première de toutes, est



placée le plus près du roi. Pour recevoir Louis XV on avait décoré l'appartement des bains d'Anne d'Autriche, au Louvre; Gabriel, inspecteur des bâtiments, avait construit une sorte de grande loggia ou trône, comme l'on disait, qui comprenait toute la façade du pavillon et s'avançait en saillie sur le quai. Cette loggia était supportée par des colonnes entourées de girandoles, l'ouverture du milieu était garnie d'un rideau de damas cramoisi, relevé en baldaquin, et partout ce n'étaient que dorures, jaspes, fleurs moulées en relief, « peintes au naturel. »

Au balcon de la galerie d'Apollon, il y avait un autre échafaudage de même genre pour le cardinal de Fleury, les ministres et les seigneurs.

Vers six heures et demie le roi, la reine, le Dauphin, Mesdames, suivis de toute la cour, parurent à la loggia; les acclamations et le bruit confus de la foule cessèrent aussitôt, un silence profond et respectueux succéda à ces rumeurs, et le concert commença. Ce furent différents morceaux de symphonie entrecoupés de fanfare de cors de chasse et d'airs de trompette. Puis des jouteurs firent quelques exercices; ils formaient deux camps, chacun composé de seize hommes, vêtus de blanc, leurs boucles et leurs habits étaient ornés de grosses touffes de rubans et ils avaient de longues écharpes de taffetas, les uns bleu clair, les autres couleur de cerise. La nuit vint interrompre leur ébats, alors le temple de l'hymen et le salon de musique s'illuminèrent peu à peu. Tandis que les allumeurs travaillaient activement on vit déboucher



de dessous les arches du Pont-Neuf soixante bateaux, brillant de mille feux, qui figuraient les nations les plus lointaines, il y avait même des barques levantines et des jonques chinoises. Après que cette flottille eut défilé et redéfilé, elle vint se ranger le long des deux rives. A ce moment, Sa Majesté dit au duc de Gesvres, gouverneur de Paris, et à Michel-Étienne Turgot, marquis de Sousmons, prévôt des marchands, qu'ils pouvaient donner le signal du feu d'artifice. On entendit les salves d'artillerie tirées du quai des Orfèvres, auxquelles répondit le canon des Invalides, et ce fut aussitôt, dans les airs, un éblouissement de chiffres de feu d'azur, de berceaux d'étoiles, de soleils, de cascades en fusion; enfin la grande girande de cinq mille fusées-volutes s'élançant d'un seul coup éclata en un magique bouquet.

Cependant un Vésuve énorme
Vomit un volumineux torrent
Qui se divise et se transforme
En plus d'un objet différent :
En nappes, cascades, colonnes,
Gerbes, girandoles, couronnes,
Il tombe, s'élève, s'accroît,
Et partout la flamme croisée
Compose une voûte embrasée
Qui se dissipe et disparoît [1].

Au milieu de cette pluie d'or les monstres marins évoluaient, chargés d'artifices, et jetant des étincelles par les yeux.

1. Ode à Turgot, *Mercure de France*, septembre 1739.



L'illumination des édifices et des quais dura toute la nuit; vers neuf heures, le roi s'était retiré pour rentrer à Versailles, non sans avoir fait un tour dans Paris, par la rue Saint-Honoré, jusqu'à la rue de la Ferronnerie au bout de laquelle se dressait un arc de triomphe tout éclairé. On fit même la remarque que le nom de cette rue était bien odieux à la nation pour y « donner un spectacle de réjouissance ».

Ici se place un exemple assez curieux de *punto*. Il avait été jugé convenable que Madame Infante rendît visite à Louise-Élisabeth d'Orléans, reine douairière d'Espagne, qui demeurait alors au Luxembourg — où elle devait mourir trois ans plus tard, — mais la susceptibilité de cette pauvre reine déchue gâta tout. La fille de Louis XV devait être accompagnée par les gardes du roi, et il avait été décidé que ces gardes auraient la droite sur les gardes de la reine, mais la fille du Régent ne fut point de cet avis; elle représenta que ces gardes, étant de service auprès de Madame Infante et non auprès du roi, ne pouvaient avoir le pas sur ses gardes à elle. Pour couper court, il n'y eut pas de visite. L'écuyer de quartier qui devait suivre Madame Infante jusqu'à la frontière, fut chargé, le dimanche 31 août, de faire les compliments de la jeune princesse à la reine d'Espagne. L'écuyer ne fut pas très bien reçu. Louise-Élisabeth lui dit pour toute réponse : « Je lui suis bien obligée », et tourna le dos.

Ce même jour eut lieu un bal « en masques » à



l'Hôtel de Ville de Paris; quinze mille billets d'invitation avaient été lancés. C'était dans la cour même de l'Hôtel, parquetée et ornée richement, que l'on avait installé la principale salle de danse. A dix heures, le bal fut ouvert par le duc de Gesvres et mademoiselle Turgot, fille du prévôt des Marchands, il dura jusqu'à huit heures du matin. La foule était dispersée dans tout le palais, où il y avait plusieurs autres pièces réservées à la danse et aux simples spectateurs qui pouvaient voir le coup d'œil des fenêtres donnant sur la cour. Tous ces salons étaient meublés, pour la circonstance, « de toiles de différentes couleurs, avec des ornements de clinquant d'or et d'argent qui faisaient l'effet d'une broderie ». Les buffets furent la grande préoccupation des organisateurs; le public fort mélangé, au XVIIIe siècle comme aujourd'hui, était très exigeant à cet égard. On lit dans la relation officielle : « La consommation fut aussi grande qu'on l'avait *heureusement* prévue; il suffira, pour en donner une idée, de remarquer qu'on y distribua quinze cents pêches et autant de tasses de glaces, et cependant ce fut l'espèce de rafraîchissement dont on consomma le moins. »

La dépense de la Ville, à l'occasion de ce mariage, fête nautique et bal, s'élevait à 360 000 livres[1].

Tandis que les Parisiens de tout rang s'amusaient, Madame Infante était déjà en route, elle passait la pre-

1. Tous les détails sur la fête nautique et sur le bal sont empruntés au *Registre du Bureau de la Ville*, Archives Nationales, H. 1858, f° 272 et suivants, et aux *Mémoires du duc de Luynes*, III.



mière nuitée à Arpajon, sous un toit étranger. Aussi la famille royale n'assista-t-elle pas à ce bal; elle fut toute aux attendrissements et aux émotions du départ qui devait avoir lieu dans la matinée. Après un entretien d'une heure entre la mère et la fille, après les tristes « c'est à tout jamais » que, fondant en larmes, l'Infante et Henriette se dirent à plusieurs reprises, après les touchants adieux, la jeune princesse de douze ans monta en carrosse avec son père qui dit au cocher : « A Madrid! » et qui l'accompagna jusqu'au Plessis-Picquet[1].

Le roi profita de ces derniers moments pour adresser quelques conseils à sa fille, il lui recommanda de regarder le roi d'Espagne comme son oncle et comme son père, ajoutant qu'elle ne devait avoir d'autres soins que de chercher à lui plaire. Il parlait avec une émotion si sincère que les quatre dames qui étaient dans la voiture fondirent en larmes. Louis XV dit encore : « Je vous ordonne expressément de ne demander au roi d'Espagne aucune grâce, quelque petite qu'elle puisse être, jusqu'à ce que vous ayez vingt-cinq ans ».

Au Plessis-Picquet, le père et la fille descendirent; le roi embrassa deux fois l'Infante sans pleurer; mais la pauvre enfant ne put se contenir, et dès que Louis XV fut éloigné, elle éclata en sanglots; on eut beaucoup de peine à la consoler.

Le portrait d'une princesse de l'âge de Madame Infante ne peut avoir grand caractère; toutefois l'on trouve dans

1. Luynes, III, 36.



les *Mémoires* de Luynes quelques précieuses indications. Luynes dit qu'elle était énergique et révélait, quoique timide, une « volonté assez décidée ». Il en donne pour preuve l'attitude que la fillette prenait devant sa gouvernante, la duchesse de Tallard, qu'elle ne portait point dans son cœur. Chaque fois que la duchesse entrait chez Madame, en dehors des heures réglementaires, elle était apostrophée par son élève qui lui demandait impérieusement quel était le motif de sa visite[1]. La fille de Louis XV, lorsqu'elle sera d'âge à penser et à agir par elle-même, donnera toute raison à Luynes; en maintes circonstances, elle saura se faire obéir, garder tous ses privilèges, se conduire en femme de tête et même en excellent diplomate.

Elle n'était pas aussi jolie que sa sœur Henriette; un nez fort, une bouche mignonne et grassouillette, de grands yeux ombragés par d'épais sourcils, un teint de brune (souvent brouillé par des dartres), tout cela formait une physionomie plutôt originale que belle. Quand, en 1746, le maréchal de Noailles la reverra à Aranjuez, il la trouvera fort changée à son avantage, aussi n'y a-t-il pas trop à insister sur les charmes que Louise-Élisabeth avait en 1739, au moment où elle se rendit à la cour d'Espagne.

1. Luynes, III, 40.

CHAPITRE II

ARRIVÉE EN ESPAGNE

(1739)

Le voyage : Poitiers, Blaye, Bordeaux. Bayonne. — La « remise ». — Les présents de Philippe V. — Course de taureaux à Pampelune. — Entrevue avec la reine Marie-Anne de Neubourg à Guadalajara. — Alcala. — Lettre de Philippe V à Louis XV. — Réponse de Louis XV. — La cour d'Espagne : Don Philippe, Élisabeth Farnèse, Philippe V, le prince et la princesse des Asturies, Don Louis, Marie-Thérèse, Marie-Antoinette, les grands dignitaires, les ministres, la maison de Madame Infante. — Caractère espagnol.

La suite de Madame Infante était fort nombreuse : outre le marquis de La Mina qui galamment la conduisit jusqu'à Orléans, la princesse avait auprès d'elle la duchesse de Tallard, gouvernante, la marquise de Muy, sous-gouvernante, la duchesse d'Antin et madame de Tessé qui devaient assister à la *remise*. On comptait encore un chapelain, un écuyer du roi, un maître de cérémonies (Desgranges), quatre représentants de la Faculté, onze officiers pour le traitement, cinq femmes de chambre, dix-sept valets, vingt-quatre personnes pour la bouche, quarante pour le grand commun,



soixante officiers et gardes du corps, douze des Cent Suisses, cinquante-deux gens d'écurie, etc. Un grand nombre de voitures, chargées de bagages, fermaient la marche. En tout on réquisitionna sept à huit cents chevaux.

L'itinéraire avait été préparé paternellement, il fallait ménager la jeune fiancée et lui épargner les fatigues; en dehors des nuitées quotidiennes, tous les trois ou quatre jours, dans certaines grandes villes, il y avait un repos complet; la princesse reçoit des hommages, assiste à des fêtes et accepte des Corps de la Ville des cadeaux qui varient selon les industries spéciales; ainsi à Chatellerault où elle arrive le 11 septembre on lui offre de la coutellerie. Le lendemain elle se rend à Poitiers; sur la route à quelque distance de la ville, elle est saluée par « tout ce qu'il y avait de mieux fait et de plus distingué dans les bourgeois ». Les honnêtes Poitevins sont formés en escadrons, l'épée haute, et viennent se joindre au cortège. A la porte de Saint-Lazare, un court intermède, c'est le maire qui harangue l'auguste fille du roi. Les rues sont occupées par la milice qui fait ranger la populace et maintient le bon ordre. Les maisons, sur tout le parcours, sont tendues des plus somptueuses tapisseries.

Madame Infante est logée chez madame de Chartras dont la demeure est située sur la place royale. On profite de cette halte pour purger la jeune voyageuse « par précaution » — il fallait que la Faculté fît quelque



chose dans une ville qui était proche de celle de M. de Pourceaugnac.

Louise-Élisabeth resta trois jours à Poitiers; elle fut divertie dans son appartement par un concert. M. de Clérambault avait composé à son intention une idylle à grands chœurs d'où se détachent ces vers pompeux qui annonçaient le pacte de famille :

Un trône vous attend, n'en soyez point en peine,
C'est au sang des Bourbons à les occuper tous.

Le librettiste avait intercalé une ariette espagnole dans sa cantate :

Vengase muy querida Princesa,
El nuestro Principe te espera :
Somos entrambos de Sangre Borbonesa,
No te hallaras aqui estrangera.

Cet air fut chanté par une jeune personne de la ville, vêtue d'un costume castillan; sa voix était « fort étendue et fort belle ».

La noblesse de la province s'était fait présenter, et le peuple avait acclamé Madame Infante jusqu'à ce qu'elle parût au balcon. Le président, l'Université, le chapitre de Saint-Hilaire étaient venus lui faire leur cour. Le lieutenant général du Présidial disait dans sa harangue en parlant du roi : « Père de ses peuples, il va le devenir, si on ose ainsi parler, de tous les pays de l'Europe : les Princesses, ses filles, porteront leurs vertus bienfaisantes dans les différents empires où leurs hautes

destinées les appellent et l'Europe enrichie de nos présents ne sera désormais qu'une même famille dont notre auguste monarque sera le Père, comme il en est déjà le modérareur et l'arbitre »[1].

La fille de Louis XV sera fidèle à ce programme, elle en poursuivra la réalisation toute sa vie; elle trouvera en elle les ressources et l'intelligence nécessaires pour arriver à ce but; elle laissera à son fils des conseils dignes d'un homme d'État.

Le voyage se poursuit par Saintes et Blaye (23 septembre) où, à l'entrée du faubourg, les jurats venus de Bordeaux, en robes de cérémonie, damas couleur de feu et blanc, complimentent Madame; ils lui ont ménagé une surprise : une « maison navale et richement meublée » l'attend qui la conduira à Bordeaux. Cette *maison* est couverte, la princesse y a sa chambre ornée d'un dais, d'un fauteuil et d'un balustre, comme une salle d'apparat. Quatre embarcations forment cortège, remorquant la nacelle; des musiciens charment la longueur de la route, un grand dîner est servi à bord.

Des salves d'artillerie annoncent l'arrivée à Bordeaux et aussitôt s'entendent des exclamations enthousiastes lorsque Louise-Élisabeth met pied à terre. Le jour suivant, on lança un navire à la mer auquel on donna le nom d'*Infante*, c'était un spectacle bien nouveau pour la marraine.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 451, f[os], 123 et 124 : Le Nain à du Theil, 13 et 15 septembre 1739. *Mercure de France*, septembre 1739.



Après d'autres haltes à Mont-de-Marsan et Bayonne, la princesse est, le 13 octobre, à Saint-Jean-Pied-de-Port, c'est à quelques lieues de ce village et non loin du Val de Roncevaux qu'elle doit abandonner sa maison française et être remise à sa maison espagnole, représentée par le duc de Solferino, majordome-major.

Selon l'usage, une maison de bois avait été construite pour la circonstance sur les confins des deux royaumes. Elle se composait d'un simple rez-de-chaussée : salle d'assemblée, deux chambres d'entrée, l'une pour les Français, l'autre pour les Espagnols, et deux petites chambres. Le toit assez haut était bordé d'une balustrade supportée par des colonnes entre chaque fenêtre. Les parois extérieures étaient peintes comme un décor de théâtre, en imitation d'ardoise, de bois et de marbre, ainsi qu'on peut le voir dans un croquis architectural conservé aux Affaires Étrangères [1]. Les différentes pièces étaient tendues de riches tapisseries.

Le sieur de Verneuil, secrétaire de Cabinet du Roi, introducteur des ambassadeurs, fut chargé de donner et de recevoir les actes de remise et de réception de la princesse. Cette grave formalité donna lieu à quelques contestations de la part des Espagnols. On devait placer dans le salon un fauteuil pour Madame, mais il y eut dispute pour savoir si ce meuble serait mis du côté-France ou du côté-Espagne, on ne put s'entendre; aussi

1. *Espagne*, 451, f°s 120-121.



dais et fauteuil furent-ils supprimés; Louise-Élisabeth resta debout pendant les trois quarts d'heure que dura la cérémonie. Elle entendit d'abord un touchant discours du duc de Tallard, auquel le duc de Solferino répondit en espagnol; puis, après avoir embrassé la duchesse de Tallard, et salué mesdames d'Antin et de Tessé, elle fut confiée à sa Camerera Mayor, la marquise de Leyde.

Pendant la lecture des actes, on avait apporté l'écrin renfermant la fameuse parure de diamants et d'émeraudes, composée d'un grand nœud, de deux nœuds d'épaule, d'un collier, d'une aigrette, de plusieurs grandes et moyennes *ganses*, de boutons et de bracelets, le tout de la valeur de 317 939 livres. On remit ces joyaux dûment vérifiés au duc de Solferino, ainsi que la clef des coffres renfermant le trousseau, ce trousseau vraiment royal qui avait fait dire au cardinal de Fleury : « Mais c'est pour marier toutes Mesdames! »

Solferino remit les présents de Philippe V : au duc de Tallard une épée enrichie de diamants; à chacune des trois dames un portrait de Sa Majesté Catholique; à Verneuil un diamant de peu de prix, mais inestimable par les compliments qui l'accompagnèrent, écrit l'introducteur des ambassadeurs à Fleury. Il n'y eut aucun cadeau de la part de la France, on regarda le présent que l'on faisait de la princesse comme « devant tenir lieu de tout[1] ».

1. Aff. Étr., *Espagne*, 451 : Verneuil à Fleury, 14 et 15 octobre 1739, et *Mercure de France*, septembre 1739.



Le voyage se continue. A Pampelune, Madame assiste à une course de taureaux et en paraît très contente, aussi les Espagnols la jugent-ils avec bienveillance, ils vantent sa politesse, la douceur de son caractère, les courriers se hâtent d'aller annoncer ces bonnes nouvelles à Leurs Majestés Catholiques.

L'ambassadeur de France à Madrid, le comte de La Marck, va saluer Louise-Élisabeth, à une journée d'Alcala, à Guadalajara. C'est dans le château de cette bourgade que, le 24 octobre, la fille de Louis XV rend visite à la reine douairière, Marie-Anne de Neubourg, veuve de Charles II, et belle-sœur de Marie-Thérèse, reine de France. Depuis trente-huit ans, elle est exilée de la cour, sans grandes ressources, menant une vie précaire troublée par les appels des créanciers. Elle fut d'abord reléguée à Bayonne, puis en ce château au nom sonore et romantique. Elle attendait sa jeune cousine avec la dernière impatience, elle lui « marqua toute la tendresse et l'amitié que son état pouvait lui permettre de témoigner »[1]. Son corps et sa tête étaient très affaiblis, c'est à grand'peine qu'elle articulait quelques mots.

Le lendemain, 25 octobre, à Alcala, toute la cour d'Espagne fut au-devant de la fiancée de Don Philippe, jusqu'à son carrosse. Philippe V, Élisabeth et la maison royale l'attendent dans une galerie et la reçoivent avec « des démonstrations d'amitié dont rien n'approche »[2]. La

1. Aff. Étr., *Espagne*, 455, f° 77 : La Marck à Amelot, 26 octobre 1739.
2. *Id.*, *ibid.*



princesse suit Leurs Majestés Catholiques dans leur appartement et la cérémonie de mariage est célébrée par le patriarche des Indes.

Le soir il y a une grande sérénade italienne et un feu d'artifice. A l'heure du coucher, le roi, la reine, le prince et la princesse des Asturies se rendent à la chambre des nouveaux mariés : le roi et le prince pour donner la chemise à Don Philippe — la reine et la princesse pour la donner à Louise-Élisabeth. Leurs Majestés Catholiques furent « d'une gaieté extrême »[1] jusqu'à ce que l'Infant et l'Infante fussent au lit.

Après une autre journée passée à Alcala la cour part pour le Retiro où de nouvelles fêtes sont organisées.

Dès le 26 octobre, Philippe V écrit à son neveu un aimable billet : « Je ne veux manquer, dit-il, à apprendre à Votre Majesté l'heureuse arrivée de l'Infante, sa fille, qui est une princesse accomplie et qui sera tout le bonheur de mon fils... Je crois aussi que Votre Majesté sera bien aise d'apprendre que le mariage a été consommé fort heureusement. » Et, suivant l'invariable habitude, la reine écrit aussi : l'Infante, dit-elle, « arriva à quatre heures de l'après-midi en parfaite santé. J'assure Votre Majesté qu'on ne saurait voir rien de si aimable et qu'elle nous a tous charmés et moi surtout. Pour son époux je peux l'assurer qu'il en est enchanté[2] ».

« C'est avec la plus grande satisfaction, répond

1. Aff. Étr., *Espagne*, 455, f° 77 : La Marck à Amelot, 26 octobre 1739.
2. *Ibid.*, *Espagne*, 455, f° 72.



Louis XV, de Fontainebleau, le 13 novembre, que j'ai appris par la lettre de Votre Majesté l'heureuse arrivée de l'Infante, ma fille, à Alcala, et que rien ne manque plus aujourd'hui au parfait consentement des deux époux. Les aimables qualités de l'Infant Don Philippe et les bontés de Votre Majesté feront le bonheur de ma fille. J'espère que Votre Majesté voudra bien les lui continuer[1]. »

Mais il est temps de donner une idée de la cour où Madame Infante va faire son apprentissage de jeune femme. Pendant dix ans, elle mènera une existence monotone et triste, n'ayant qu'une seule préoccupation : quitter l'Espagne et obtenir un établissement convenable pour son mari et pour elle-même. De fort bonne heure elle comprendra le but de sa vie, et l'ambition la guidera dans toutes ses démarches. Cette pensée unique l'aidera à supporter son exil, et, dès 1742, l'absence de son mari; Don Philippe partira alors pour la guerre et ne reverra la princesse qu'après la signature du traité d'Aix-la-Chapelle.

Don Philippe était en 1739 un agréable jeune homme de dix-huit ans, encore qu'il eût une épaule plus haute que l'autre. Il avait une figure charmante, son humeur était toujours égale. Son éducation, il est vrai, avait été un peu négligée, car ce prince avait eu le malheur de perdre à l'âge de dix ans un sous-gouverneur qui était,

1. Aff. Étr., *Espagne*, 455, f° 116.



de l'aveu général, homme de mérite et très capable. Depuis ce temps il était pour ainsi dire livré à lui-même, mais, grâce à son heureux naturel, il ne perdit pas son temps; il avait beaucoup de goût pour la lecture, et la lecture sérieuse; de lui-même, il s'adonna aux études scientifiques, et particulièrement à tout ce qui avait rapport à l'art militaire; il y réussit, malgré la médiocrité notoire de ses maîtres. Outre la langue espagnole, il savait la latine, la française, l'italienne et même l'anglaise.

Toutefois il était quelque peu puéril et vaniteux, il attachait une grande importance à la parure et aux ajustements; de plus il se laissait aller à trop de familiarité avec son entourage de valets de chambre, à qui il accordait une confiance « dont il leur est arrivé quelquefois de se trop prévaloir »[1].

Il était tendrement aimé de son père, et tenait dans le cœur de la reine la première place après Don Carlos, le roi de Naples. Élisabeth Farnèse exerçait sur lui un ascendant absolu. Quoique ce prince possédât toutes les qualités qui pouvaient rendre sa femme heureuse, il n'était pas assez libre de ses mouvements et surtout de la domination maternelle pour agir en toute sincérité.

La reine avait déjà effrayé Saint-Simon en 1721 par « son visage marqué, couturé, défiguré à l'excès par la petit vérole »[2]. L'âge avait accentué cette laideur, et il

1. Aff. Étr., *Espagne*, suppl. 431. *Idée de la Cour d'Espagne en 1738*, par Champeaux.
2. Édition de 1847, XXXV, 111.

ne restait sans doute plus rien de la taille « faite au tour » dont parle le duc. « Elle joignait, dit encore Saint-Simon, un air de bonté, même de politesse, avec justesse et mesure, souvent d'une aimable familiarité, à un air de grandeur et à une majesté qui ne la quittaient point. De ce mélange il résultait que lorsqu'on avait l'honneur de la voir avec quelque privance, mais toujours en présence du Roi... on se trouvait à son aise avec elle, sans pouvoir oublier ce qu'elle était, et qu'on s'accoutumait promptement à son visage. En effet, après l'avoir un peu vue, on démêlait aisément qu'elle avait eu de la beauté et de l'agrément dont une petite vérole si cruelle n'avait pu effacer l'idée[1]. »

Elle avait été élevée avec une extrême sévérité par sa mère, la duchesse de Parme[2], qui ne lui avait pas laissé voir le jour, la tenant enfermée dans un grenier du palais Farnèse. « Qui l'a connue, écrit Saint-Simon, est toujours dans le dernier étonnement comment l'esprit et le sens ont pu suppléer autant qu'ils ont fait en elle à la connaissance du monde, des affaires et des personnes, dont le grenier de Parme et le perpétuel tête-à-tête d'Espagne l'ont toujours empêchée de pouvoir s'instruire véritablement[3]. »

1. Édition de 1847, XXXV, 111.

2. Dorothée-Sophie de Bavière-Neubourg, « Sœur de l'impératrice, veuve de l'empereur Léopold, Autrichienne elle-même jusque dans les moelles. » (Saint-Simon.)

3. « Avec un léger accent italien, elle parlait très bien français, en bons termes, choisis et, sans chercher, la voix et la prononciation très



Elle était déjà jalouse, inquiète, dévorée d'ambition en apparence pour ses fils, mais, au fond, pour elle-même.

Le portrait que Champeaux[1] nous fait de la reine, quelque vingt ans après, ressemble fort à celui de Saint-Simon; il a moins de style s'entend, moins d'envergure, mais nous retrouvons la physionomie morale d'Élisabeth. Absolue, entière dans ses opinions, ferme dans ses déterminations (lesquelles sont plus souvent l'effet de son caprice que des convenances), emportée, d'humeur changeante, telle est alors la femme de Philippe V; les défauts ont été en s'accentuant. Elle est dissimulée, soupçonneuse, elle ajoute foi à toutes sortes de rapports, fussent-ils dénués de vraisemblance. Sa bonté cependant s'est maintenue, et la défend des traits de noirceur qu'on a osé lui attribuer. Champeaux, écrivant à l'usage de la future belle-fille d'Élisabeth, donne quelques conseils plus aisés à formuler qu'à suivre. « Pour être bien avec elle (la reine), dit-il, il faut tâcher de se conduire relativement aux différentes situations de son esprit, paraître entrer dans les motifs qui en occasionnent les fréquentes variations, lui persuader qu'on ne veut dépendre que d'elle et n'avoir de confiance qu'en elle; paraître devant elle et se livrer à sa conversation, non en marquant une crainte ou un embarras capables de lui faire soupçonner qu'on ait été prévenu sur la difficulté de son caractère,

agréables. Une grâce charmante, continuelle, naturelle, sans la plus légère façon, accompagnait ses discours et sa contenance, et variait suivant qu'ils variaient. (Saint-Simon, XXXV, 111.)

1. *Idée de la Cour d'Espagne*, etc.



mais avec cet air d'assurance qu'une confiance bien placée inspire. »

Élisabeth menait tout à la cour, aussi n'est-il pas surprenant de voir Philippe V entièrement gouverné par la reine. Que pouvait faire de mieux ce roi « dévot, dévoré de scrupules, timide, opiniâtre, quoique doux et facile à conduire... paresseux d'esprit... content de la vie du monde la plus triste, la plus unie, la même tous les jours »[1] ?

Il résistait parfois, mais par entêtement et non point par énergie; sa femme trouvait toujours le moyen de l'amener à son but.

Philippe V avait cinquante-six ans, son humeur naturellement mélancolique s'était accrue avec les années; il se livrait à mille extravagances — il faisait entendre une sorte de hoquet nerveux, suivi de sourds gémissements, mais jamais quand il était en présence de ses courtisans. Sa santé n'était pas mauvaise, le roi semble avoir été un malade imaginaire[2]. Sa tendresse pour ses enfants était grande, il aimait surtout Don Philippe et l'Infante Marie-Thérèse, celle qui, en 1745, épousera le Dauphin, fils de Louis XV.

Auprès de ce couple royal vivait en paria le prince

1. Saint-Simon, XXXI, 134.

2. « Quoique le roi d'Espagne, aussi éteint qu'il l'est, soit quasi nul, il y a encore quelques étincelles de lumière et de sentiment pour sa famille et sa patrie qui peuvent n'être pas inutiles; le grand art est de les exciter à propos, et sans que la reine puisse soupçonner qu'on ait le dessein de s'en faire un appui contre elle. » Aff. Étr., *Espagne*, 459. *Mémoire de la Cour d'Espagne*, par M. de Chavigny, 6 juillet 1740.



des Asturies, le futur Ferdinand VI; détesté de la reine, — car fils de la première femme de Philippe, il était un obstacle aux visées ambitieuses de la mère de Don Carlos, et de Don Philippe, — il supportait sans se plaindre la triste situation qui lui était faite. Entouré d'espions, il savait gré à ses amis de la prudence qu'ils observaient à son égard, il entendait à demi-mot et se contentait des témoignages de respect que les occasions, bien que difficiles à trouver favorables, pouvaient permettre de lui donner. C'était un excellent homme, mais borné.

Sa femme, princesse portugaise, se conduisait avec la même circonspection. Elle n'était point exempte des idées de vanité et de hauteur, caractéristiques de sa maison. Elle avait du goût pour la magnificence, le faste, les fêtes, les spectacles, encore ne s'apercevait-on pas qu'il lui en coûtât d'en être privée. Elle se résignait. On louait son esprit, sa bonté, son excellent caractère, on se consolait ainsi de sa laideur.

Trois jeunes enfants complétaient la famille royale.

Don Louis est plein de vivacité naturelle, intelligent, indocile au point d'avoir interrompu ses études; élevé sous la direction déplorable du marquis de Scotti, un Parmesan protégé par la Reine, c'est un peu un enfant terrible.

Marie-Thérèse, que l'on destine au fils de Louis XV, est fort bien partagée, au dire de Champeaux. « Il semble, écrit-il, que Dieu l'ait formée exprès pour la plus grande



satisfaction de Leurs Majestés, pour le bonheur de Monseigneur de Dauphin, pour celui de toute la France, et pour en faire l'objet de l'admiration générale. »

Marie-Antoinette, l'Infante Antonia, comme on l'appellera, n'est nullement comparable à sa sœur. Elle ressemble à sa mère et subit la fâcheuse influence de son éducatrice, la marquise de Las Nieves. On s'en souviendra en France, en 1746, lorsque, à la mort de sa sœur Marie-Thérèse, Ferdinand la proposera comme seconde femme du Dauphin; sa candidature sera à peine discutée.

Parmi les gens de la cour qui ont quelque relief il faut citer le marquis de Saint-Jean, premier écuyer et le seul gentilhomme de la chambre en fonctions auprès de Philippe. On doit le ménager, car il est en faveur auprès de la reine à qui il rapporte journellement tout ce qui se passe dans l'intérieur du palais. On juge utile de lui témoigner de la confiance avec réserve et ménagement. « Il est plus à portée que personne de rendre de bons et de mauvais offices. »

Dans l'entourage immédiat d'Élisabeth il y a la marquise de Crèvecœur, assez bien traitée; la comtesse de Belalcazar, intrigante, qui cherchera à se mettre dans les bonnes grâces de Madame Infante, mais selon toute apparence on ne prendrait pas en bonne part que la princesse se prêtât à ce jeu; enfin Doña Laura, nourrice de Sa Majesté, qui ne joue aucun rôle, toutefois « c'est faire plaisir à la Reine que de lui marquer des attentions ».



Trois personnes ont quelque crédit auprès d'Élisabeth, qui a chaque jour avec elles des entretiens particuliers, ce sont la marquise de Las Nieves, le marquis de Scotti, le docteur Servi.

Deux factions sont en présence à la cour, la faction espagnole et la faction italienne. L'une favorise l'union des deux couronnes de France et d'Espagne, mais avec des restrictions fondées sur une jalousie « naturelle » contre la France. L'autre est moins touchée de l'intérêt public que du sien propre, « mais c'est pour cela même qu'elle peut être plus susceptible de condescendances et de facilités ». Le marquis de Scotti « paraît faire un étai à cette dernière faction ». Son intimité avec la reine lui donne un air de faveur, il n'en faut pas davantage pour qu'il soit un courtisan nécessaire. On le regarde à la cour comme un « barbouilleux » qui parle une heure sans rien dire. Un jour le marquis de Scotti fera lui-même son portrait à l'ambassadeur de France, Vauréal, et lui avouera que lorsqu'il ne comprendra rien à ce qu'il lui dira, c'est qu'il ne voudra rien dire[1]. Au fond il ne manquait ni de finesse, ni d'habileté, il faisait la bête et pelotait en attendant partie.

Des hommes politiques occupant les charges ministérielles les plus remarquables sont Sébastien de La Quadra, récemment créé duc de Villarias, et le duc de Montemar. Villarias, homme de confiance, est le seul

1. Aff. Étr., *Espagne*, 466, f° 307 : Dépêche de Vauréal, 7 juillet 1741.



qui travaille avec Leurs Majestés Catholiques ; il s'acquitte de sa lourde tâche avec probité. Montemar, ministre de la guerre, a une ambition démesurée ; il aura bientôt l'occasion de faire ses preuves et connaîtra la disgrâce.

Nous arrivons enfin à la maison de Madame Infante ; la charge importante, celle de Camerera Mayor, est confiée à la marquise de Leyde qui, neuf ans plus tard, suivra sa jeune maîtresse en France et sera sévèrement jugée.

D'après Champeaux, la marquise est plus qu'une autre au fait de l'intérieur de la cour et du génie de la nation espagnole. Madame Infante peut s'en rapporter à elle et être bien assurée qu'elle ne l'engagera à aucune fausse démarche. Seulement Madame devra se mettre en garde contre l'esprit critique de sa Camerera Mayor. Il arrive à la marquise, qui est étrangère et veuve d'un officier qui a servi en France, de tourner en ridicule les usages et les propos des Espagnols. Ce défaut est contagieux et pourrait se gagner à l'âge de la jeune princesse, ce qui ne serait nullement convenable dans un pays où elle est destinée à vivre et à contribuer « au bonheur d'un grand royaume ».

Les dames d'honneur étaient la comtesse de Fuenclara, femme d'esprit, fille du marquis de Castelar qui avait été ambassadeur auprès de Louis XV ; la comtesse de Peralada, dont on disait beaucoup de bien ; la comtesse de Scève, Flamande d'origine, femme d'un Français,



sans grande intelligence, mais douée d'un caractère agréable.

Les caméristes auraient pu être mieux choisies; madame de Saint-Juste[1], entre autres, avait pour protecteur le marquis de Scotti dont la réputation ne servait point à rétablir la sienne, qui n'avait pas toujours été trop bonne.

Le duc de Solferino que nous avons entrevu à la frontière espagnole et le comte de Sassatelli étaient attachés à la personne de Madame en qualité d'écuyers d'honneur. Solferino, fort honnête homme, cultivait plus l'astronomie que le protocole, c'était un Ménalque, ses distractions amusaient toute la Cour. Quant à Sassatelli, exact et entendu pour deux, il se faisait remarquer par son aménité et sa politesse.

Le caractère de la nation espagnole était aussi une nouveauté pour la fille de Louis XV; l'attachement, la soumission, le respect envers le souverain, telles étaient les qualités des gens au milieu desquels elle allait vivre. Ils ne manquaient pas d'esprit, mais ils avaient un orgueil extraordinaire qui les incitait à se croire supérieurs à tous les peuples de l'univers. Les Grands d'Espagne se persuadaient qu'ils apportaient à leur naissance tous les talents, aussi considéraient-ils quelque applica-

1. « Espèce de gouvernante des caméristes qui a été autrefois femme de plaisir et qui sur l'âge a, dit-on, fait auprès de M. de Scotti le métier ordinaire des femmes qui ont aimé l'amusement et qui ne sont plus jeunes. » Aff. Étr., *Espagne*, 446, f° 208 : *Notice sur la cour d'Espagne*, suite à la lettre de Champeaux à Amelot, 17 août 1738.



tion que ce fût comme indigne d'eux et étaient-ils tous de la dernière ignorance. Ces hommes si fiers, si pleins de superbe, offraient une contradiction étrange, il n'y en avait pas de plus bas et de plus humbles lorsqu'il s'agissait d'un emploi à obtenir. Ils ne trouvaient alors rien au-dessous d'eux.

Le moyen était facile au fond pour réussir auprès des Espagnols : il fallait les flatter, « les laisser se repaître de leur fumée et jouir de leur présomption » tout en les traitant avec affabilité et avec douceur[1].

Madame Infante aura néanmoins grand'peine à se faire à sa nouvelle existence. Élisabeth se servira de la pauvre princesse, espérant arriver par elle à tout exiger de la France; Don Philippe, autre jouet de l'ambition farnésienne, sacrifiera sa femme pour aller guerroyer en Savoie, en Piémont et en Provence, si bien que Louise-Élisabeth — en attendant les duchés qui seront son partage — mènera dès l'âge de douze ans une existence fort triste; elle fera avant l'heure son noviciat de princesse et montrera assez vite toutes les qualités qui sont requises pour jouer un rôle dans le monde de la politique.

1. Aff. Étr., *Espagne*, supplément, 431, f[os] 142 et suivants : *Idée de la cour d'Espagne en 1738*, par Champeaux, et 459, *Mémoire sur la cour d'Espagne*, par M. de Chavigny, 6 juillet 1740. Chavigny avait passé par l'Espagne en se rendant à son ambassade de Lisbonne.

CHAPITRE III

LA MORT DE L'EMPEREUR

(1739-1741)

Fêtes. — Maladie de Madame Infante. — Charles VI meurt. — Intrigues d'Élisabeth Farnèse. — Correspondance de Louise-Élisabeth avec Fleury. — Le nouvel ambassadeur de France, Louis de Vauréal, évêque de Rennes. — Les premières audiences. — Jalousie de l'Espagne au sujet des rapports de la France avec la Sardaigne. — Le partage de l'Italie. — Rôle suspect de Charles-Emmanuel. — Concession de Fleury. — La flotte française va au secours de la flotte espagnole. — Opposition de Fleury au départ de l'Infant. — Louis XV permet aux troupes espagnoles de traverser la France. — L'Infant retarde son départ. — Bonté d'Élisabeth Farnèse. — L'affaire de la nourrice. — Naissance d'une Infante. — La duchesse de Ventadour.

Les dépêches de La Marck nous décrivent les fêtes qui eurent lieu à Alcala et au Retiro : feux d'artifice, galas, concerts, sérénades italiennes. L'ambassadeur est content d'annoncer à Amelot que la princesse a pris le bon chemin pour gagner l'amitié de Leurs Majestés Catholiques, elle a « des façons libres et franches » et témoigne du plaisir de se trouver avec le roi et la reine. Quant au prince, il a un véritable attachement pour sa femme, et



Louise-Élisabeth aime beaucoup son mari : ce sont d'excellents présages[1].

Tout va assez bien pendant quelque temps. La reine emploie sa belle-fille pour amadouer Fleury; c'est certainement sous la dictée d'Élisabeth Farnèse que Madame Infante, d'une grosse et maladroite écriture de fillette, rédige ce petit billet : « Monsieur, je vous prie de ne pas douter de mon amitié et de ma tendresse qui durera toute ma vie. Je vous prie, faites mes compliments à madame de Fleury.

» LOUISE-ÉLISABETH[2]. »

Les apparences sont gardées, cette lettre semble, dans son insignifiance, avoir été écrite par la princesse, mais elle suffit pour rappeler au ministre ses devoirs envers une maison dans laquelle vient d'entrer la fille de son roi. Un traité de commerce était pendant entre la France et l'Espagne, et on le discutait interminablement; le cardinal faisait la sourde oreille aux réclamations des ministres de Philippe V, il fallait user de tous les moyens pour engager Fleury à céder aux prétentions espagnoles.

La reine eut sur ces entrefaites une grande contrariété : Don Philippe a la petite vérole; elle est obligée de se réfugier au Pardo avec le roi, ses enfants et Madame Infante pour « éviter le mauvais air »[3]. Et peu

1. Aff. Étr., *Espagne*, 455. Dépêches des 2 et 16 novembre 1739.
2. *Ibid.*, *Espagne*, Madrid, 9 décembre 1739.
3. *Ibid.*, *Espagne*, 460 : La Marck à Amelot, Madrid, 4 janvier 1740.

après, Louise-Élisabeth a les premiers symptômes de ces éruptions qui la feront traiter de « galeuse » par sa belle-mère, dans les moments de mauvaise humeur.

Madame Infante n'a pas de fièvre, mais, comme dans sa petite enfance, elle a des dartres qui lui couvrent tout le visage, la gorge, une partie de la poitrine et les épaules. Peu à peu les rougeurs s'étendent au delà du milieu de la tête, on est obligé de lui couper les cheveux; afin qu'elle ne puisse irriter le mal on la fait dormir avec des gants[1]. Elle est toute défigurée... il est impossible de donner les détails des dépêches. Fleury s'émeut de ces nouvelles, et, non sans raison peut-être, rejette un peu la faute sur la Camerera Mayor. « Je crains, dit-il, qu'on ne la laisse un peu trop maîtresse de faire et de manger ce qu'elle veut. Elle aurait besoin de ne rien manger que de doux et de sain. Elle aime fort le chocolat, le café aussi bien que la pâtisserie, qui ne conviennent pas à son tempérament, et vous pouvez le dire à madame la marquise de Leyde, si vous le jugez à propos[2]. »

Bouilhac, le médecin de Louis XV, est consulté, il envoie de longues prescriptions[3]. Le mieux se fait bientôt sentir et l'on ne tarde pas à oublier ces misères.

La mort imprévue de l'empereur Charles VI (28 octobre 1740) va bouleverser toute l'Europe. La guerre de

1. Aff. Étr., *Espagne*, 460 : Rapport du médecin, 21 février 1740.
2. *Ibid.*, *Espagne*, 463 : Fleury à La Marck, 29 février 1740.
3. *Ibid.*, 460 : 3 mars 1740.

la succession d'Autriche se prépare; au mépris de la Pragmatique Sanction, l'héritage de Marie-Thérèse sera convoité par la Bavière (l'électeur Charles-Albert avait épousé la fille aînée de Joseph Ier), la Saxe (l'électeur Auguste III, roi de Pologne, avait épousé la fille cadette de Joseph Ier), la Sardaigne et la Prusse. L'Espagne aussi a des prétentions sur les États autrichiens, et sur les duchés de Parme et de Plaisance. L'heure est venue, disait Élisabeth Farnèse, où la France et l'Espagne doivent s'unir plus étroitement que jamais pour profiter l'une et l'autre d'un si grand événement; les Espagnols entreront sans retard en Italie, et les Français s'empareront des Pays-Bas [1].

Et de fait, ce vœu immédiat de la reine se réalisera, mais non pas en quelques mois comme elle le désire: il faudra attendre huit ans de fièvre, huit ans de récriminations contre la France et ses ministres. Louis XV fera des sacrifices d'hommes et d'argent, sans nul profit pour lui-même, dans l'unique intention de pourvoir à l'établissement de son gendre; c'est à dater de cette époque malheureuse que le dicton : *travailler pour le roi de Prusse*, aura cours et fera fortune.

Non satisfaits d'écrire personnellement au cardinal de Fleury et de lui adresser mille paroles aussi flatteuses que peu sincères, le roi et la reine d'Espagne font intervenir Don Philippe lui-même et sa jeune femme.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 462 : La Marck à Amelot, 5 novembre 1740.



« Monsieur, écrit l'Infante au ministre, je crois que vous n'avez jamais ignoré l'amitié que j'ai toujours eue pour vous; vous me flattiez de même d'en avoir pour moi, ce qui, j'espère, ne sera pas diminué par l'absence. Je compte que, dans cette occasion, vous voudrez bien ne nous pas oublier et faire ressouvenir le Roi de la personne du monde qui, si elle ose dire, l'aime le plus tendrement. Puisque c'est vous, monsieur, qui avez contribué à mon mariage, dont je vous aurai une obligation éternelle, je me flatte que vous voulez bien me rendre parfaitement heureuse, et soyez persuadé de ma reconnaissance ainsi que de l'amitié que j'ai et conserverai toute ma vie pour vous.

» LOUISE-ÉLISABETH[1]. »

Cette missive, d'une tournure de style si diplomatique, n'avait pas été rédigée par la princesse. La meilleure preuve que nous en ayons c'est que, quelques jours après seulement, Louise-Élisabeth comprit le sens de ses paroles. Tout à coup elle disparait de sa chambre, on la cherche partout et on la trouve enfermée dans une garde-robe pleurant à chaudes larmes; on apprit qu'elle craignait que la mort de Sa Majesté Impériale n'attirât une guerre à laquelle prendrait part l'Infant Don Philippe qui serait par là exposé aux périls et dangers que l'on court à l'armée[2].

1. Aff. Étr., *Espagne*, 462, f° 258 : Escurial, 7 novembre 1740.
2. *Ibid.*, *Espagne*, 462, f° 297 : La Marck à Amelot, Escurial, 18 novembre 1740.



Mais le cardinal, on le conçoit facilement, n'a guère le loisir de répondre; toutes les chancelleries sont aux abois et, s'il faut en croire Argenson, nul ne sait où il en est, nul n'a de plan, pas le moindre[1].

Et la reine a encore recours à la plume de Louise-Élisabeth, sans se soucier de la dignité de la princesse.

« Monsieur, écrit-elle au cardinal, je vois bien que vous nous oubliez, cependant ce ne sera pas manque de vous en faire ressouvenir; vous pouvez compter que je ne vous laisserai pas en repos jusqu'à ce que j'aie réussi. Quand j'étais en France, vous disiez que j'étais votre favorite et il ne faut pas oublier ses amis et surtout moi[2], monsieur, qui étais une des personnes qui vous aimais le plus. A moi l'absence ne m'a pas fait le même effet qu'à vous. Soyez-en persuadé.

» LOUISE-ÉLISABETH[3]. »

De courrier en courrier, de semaine en semaine, des lettres semblables se succèdent, le 28 novembre, les 5 et 12 décembre; nous arrivons enfin à un billet sans date, mais qui est certainement de la fin de l'année, dans lequel les choses sont à l'extrême. Si l'on ne connaissait pas le manque de tact d'Élisabeth Farnèse, ce document très authentique serait tout à fait invraisemblable.

1. III, 211 (Édition Rathery).
2. On remarquera l'italianisme — c'est le style d'Élisabeth Farnèse.
3. Aff. Étr., *Espagne*, 462, f° 303 : Escurial, 21 novembre 1740.



Jamais fille de roi n'a parlé un tel langage, il fallait la parvenue du grenier de Parme pour libeller, au nom d'une autre, une aussi humiliante requête.

« Monsieur, je me sers du courrier extraordinaire pour vous faire ressouvenir de nous en cette occasion. Je sais sûrement que vous êtes le maître de faire quelque chose pour nous et vous pouvez être sûr, monsieur, que vous n'obligerez pas des ingrats et que nous vous en rendrons bon compte. Ce n'est pas seulement pour nous, mais en cas que nous ayons des enfants pour qui (*sic*) ne restent pas sous la domination du prince[1] et qui (*sic*) aient un morceau à manger. Vous n'aurez qu'à compter, monsieur, que je ne vous laisserai pas de repos jusques à ce que vous ayez fait quelque chose pour nous.

» LOUISE-ÉLISABETH[2]. »

La réponse n'était pas facile à donner surtout pour le cardinal qui n'était point l'homme des promptes résolutions.

L'Espagne, c'est-à-dire Élisabeth Farnèse, ne voyait qu'une chose : obtenir la part du lion pour Don Philippe. Elle était prête, si la France voulait l'aider, à revendi-

1. Le prince des Asturies, plus tard Ferdinand VI. C'était l'idée fixe d'Élisabeth Farnèse d'échapper au joug de son beau-fils. Voir plus haut, p. 44.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 462, f° 488.



quer au profit de l'Infant, gendre de Louis XV, soit le Milanais, avec Parme, Plaisance et Mantoue, soit les Pays-Bas; si les négociations ne pouvaient aboutir, la reine était décidée à porter la guerre en Italie où l'armée du roi de Naples, Don Carlos, viendrait en aide aux quarante mille soldats espagnols pour lesquels elle demandait un libre passage à travers le sud de la France. Ses candidats au trône de l'empire étaient tout à la fois l'électeur de Bavière et l'électeur de Saxe, elle leur assurait à l'un comme à l'autre ses bons offices; elle s'opposait naturellement à l'élection de François de Lorraine, gendre de Charles VI, époux de Marie-Thérèse.

Élisabeth comptait sans l'ambition impatiente du jeune roi de Prusse qui, de son côté, allait proposer à la France une union défensive contre l'Autriche et envahir la Silésie. Les événements faisaient faire volte-face au cardinal; il orientait sa politique du côté de Frédéric II avec lequel il déclarait devoir se concerter sur le choix du nouvel empereur : il oubliait l'Espagne.

Mais l'Espagne ne pouvait être oubliée. Afin de mettre toutes les chances de son côté, Philippe V avait témoigné le désir d'avoir à sa cour un ambassadeur de France plus habile, plus jeune et mieux portant que le comte de La Marck. Quand Chavigny avait passé par Madrid en se rendant en Portugal (juillet 1740), il avait recueilli quelques propos sur La Marck. Il est trop bon pour nous, disaient les Espagnols, ou nous sommes trop mauvais

pour lui, il nous faut un ambassadeur de France qui porte moustache[1].

Louis-Guy Guérapin de Vauréal, évêque de Rennes, qui fut choisi, en mars 1741, pour remplacer le comte de La Marck, ne portait moustache qu'au figuré, mais il était grand et bien fait. A le juger d'après ses dépêches, c'était un homme très habile et très spirituel; il s'acquittera le plus souvent avec bonheur de sa tâche délicate et ardue. Cet élève de Palais-Royal, ce camarade des roués de la Régence, « ce franc galopin », comme l'appelle Saint-Simon, avait-il assez de tenue pour un homme d'Église et doit-on ajouter foi aux bruits assez fâcheux qui couraient sur son compte? Louis XV ne s'en préoccupait guère, il lui suffisait de savoir que le prélat lui écrirait des lettres vives et piquantes qui l'amuseraient plus que les correspondances diplomatiques de la plupart de ses agents.

Dès son arrivée, Vauréal eut le plaisir d'annoncer que se confirmaient les espérances données par Madame Infante[2]; par précaution, elle n'allait plus à la toilette de la reine qu'en robe de chambre et en chaise à porteur[3].

Il obtient sa première audience à Aranjuez, le 24 mai; le roi est couché, il a une fièvre tierce; la reine est debout à côté du lit. « Je fis mon compliment à Leurs

1. Aff. Étr., *Espagne*, 459, f° 6, *Mémoire sur la Cour d'Espagne*, 6 juillet 1740. Vers la même époque le marquis de La Mina avait été remplacé par le prince de Campo-Florido.

2. *Ibid.*, *Espagne*, 466, 21 mai 1741.

3. *Ibid.* : Des Varennes (qui faisait l'interim) à Amelot, 15 mai 1741.

Majestés Catholiques, écrit-il à Amelot, dans le goût que Son Éminence et vous, monsieur, m'avez prescrit. Le Roi eut la bonté de me témoigner (mais sans parler) en être content; il me dit pourtant deux fois : Je suis bien aise que le Roi vous ait envoyé ici... Tous deux me demandèrent des nouvelles de la santé du Roi, de la Reine, et de M. le Dauphin. Madame Infante fut ensuite le sujet de leur conversation. La Reine dit qu'elle devenait tous les jours plus chère et qu'ils ne mettaient aucune différence entre elle et leurs enfants; et le Roi marqua par des signes de tête entrer dans les discours de la Reine. » Après ce court colloque Élisabeth fit comprendre à l'ambassadeur qu'elle ne désirait point qu'il exposât « le Roi à parler davantage » et il se retira. De là Vauréal se rend chez tous les princes et princesses, mais il s'attarde surtout chez l'Infant et l'Infante. Il trouve Madame changée en mieux à tous égards, et il déclare que Don Philippe a une jolie figure et marque de l'esprit[1].

Il parle souvent du gendre du roi, il est heureux de dire que la reine le fait entrer dans les affaires, et il voit immédiatement tout ce qu'il pourra tirer de cette circonstance. En sa qualité d'ambassadeur de famille, Vauréal a la liberté d'aller à toute heure chez Madame, il en profitera pour accaparer l'Infant.

« Ce peut n'être pas un mal, dit-il, que l'Infant soit

1. Aff. Étr., *Espagne*, 466, f° 70, 26 mai 1741.



instruit des affaires, car il pourrait arriver telle conjoncture où je lui représenterais vivement que son intérêt doit l'engager à retenir la Reine si elle pouvait encore songer à prendre certains partis, et de plus, dans ce cas, il me serait peut-être plus facile de démêler la vérité avec ce jeune Prince qu'avec la Reine. Je ne manque aucune occasion de faire sentir à ce Prince qu'il doit mettre toute sa confiance dans la bonté et l'amitié de son beau-père [1]. »

Cette entrée aux affaires de l'Infant était un secret de la reine; Philippe V ne le soupçonnait pas; mais Élisabeth était tellement assujettie qu'elle pouvait à peine trouver quelques instants pour entretenir son fils, le roi ne voulant pas la perdre de vue un instant.

« Voici, explique Vauréal, le temps où elle lui (à Don Philippe) parle : la Reine se met au lit pour faire la sieste qui dure bien trois à quatre heures, elle se relève entre les huit et neuf. Il y a une seconde toilette qui se fait dans la pièce voisine de celle où est le Roi, tous les princes et princesses y viennent, ils y restent peu. L'Infant y demeure : c'est dans ce temps que la Reine lui parle, mais avec si peu de liberté que pendant un quart d'heure le Roi l'appelle dix fois et s'impatiente si elle ne va pas le trouver [2]. »

Les questions sérieuses ne tardent pas à être abordées. Vauréal a fort à faire entre les atermoiements du

1. Aff. Étr., *Espagne* 466, f° 101 : Vauréal à Amelot, 1er juin 1741.
2. *Ibid.*



cardinal et l'impatience agressive de Leurs Majestés Catholiques.

Pour Philippe V la question doit se résoudre du côté de l'Italie, il cherche à entraîner la France dans une union avec Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, mais ce prince a de hautes prétentions sur le Milanais et c'est à ce prix qu'il est disposé à traiter.

Un instant la France se montre disposée à fournir des troupes au roi de Sardaigne. L'Espagne s'en étonne et se demande pourquoi ce n'est pas à elle que Louis XV envoie ce secours.

— Si l'armée française, répond Vauréal, se joignait à l'armée espagnole et à celle du roi des Deux-Siciles, le roi de Sardaigne, déjà très alarmé de l'établissement d'un prince de la maison de Bourbon dans son voisinage, concevrait une extrême jalousie de la supériorité de toutes les troupes réunies, et cette crainte serait capable de le jeter du côté de la reine de Hongrie.

— Ces troupes françaises, dit Élisabeth Farnèse, assurent au roi de Sardaigne des avantages considérables auxquels il n'a aucune apparence de droit, et ce n'est pas là aux yeux de l'Europe une preuve de cette parfaite union entre les deux couronnes dont le cardinal désire que toutes les cours soient persuadées [1].

Il est certain que la reine n'avait pas mauvaise grâce à se plaindre ; elle pourra dire un jour avec toute raison,

1. Aff. Étr., *Espagne*, 466, f° 370 : Dépêche de Vauréal, Balsain, 29 juillet 1741.



que Fleury a été sa bête noire. A défaut du Milanais, Élisabeth propose qu'un traité secret octroie à l'Infant la Toscane, Parme et Mantoue. La Toscane qui appartient au duc de Lorraine est rayée par le cardinal, aussi la reine reprend-elle la discussion.

— Le partage, dit Élisabeth à Vauréal, n'est ni juste ni décent, de quelque manière qu'on le regarde; on oublie la qualité de celui à qui ces territoires sont destinés, on oublie également les droits de l'Espagne. L'Infant, comme fils de Philippe V et gendre de Louis XV, doit être placé au-dessus de l'électeur de Bavière, du roi de Prusse et du roi de Sardaigne. Cependant on a l'intention de céder à chacun de ces princes des États considérables en comparaison desquels ce qui doit rester à l'Infant n'est presque rien. De plus, la part de Don Philippe représente, sauf Mantoue, le patrimoine maternel. Pour peu que la guerre dure, les dépenses, qui seraient très grandes pour l'Espagne, surpasseraient de beaucoup la valeur du partage. Il est impossible de comprendre comment la France peut consentir à un pareil agrandissement du roi de Sardaigne; enfin en dehors de la question d'intérêt, l'honneur exige que nous assurions à notre fils un titre qui le mette hors de pair; le roi de Sardaigne n'a pas besoin d'être duc de Milan, puisque autant par la grâce des deux couronnes que par la grâce de Dieu il possède un royaume[1].

1. Aff. Étr., *ibid.*



Telles étaient les discussions interminables que l'évêque de Rennes avait à soutenir et que les faux-fuyants de Fleury faisaient naître.

Voici une dépêche qui nous montrera l'ambassadeur sous un nouveau jour; abandonnant les mauvaises raisons que lui dicte le cardinal, il s'efforcera de prendre Leurs Majestés Catholiques par la flatterie et la persuasion.

Furieux de cette politique sarde, Philippe V avait menacé Fleury de rester inactif, et de ne point faire en Italie une diversion que la France désirait, au fond, très ardemment, car c'était un moyen de disperser les forces autrichiennes.

« Vos Majestés croient donc que si elles refusent d'agir en Italie le grand ouvrage que le Roi[1] a préparé avec tant de soin et de prudence sera détruit dès son commencement : cet ouvrage consiste à rendre la maison de Bourbon dominante dans l'Europe en empêchant celle d'Autriche de renaître. Puis-je douter que Votre Majesté (en adressant la parole au Roi) ne soit pas aussi jalouse que le Roi lui-même d'assurer le succès d'un tel projet? Votre Majesté aime sa Maison, toute l'Europe le sait... voudra-t-elle que l'Europe dise que c'est Philippe V qui a relevé la Maison d'Autriche quand elle était au penchant de la ruine, et qui a empêché sa propre Maison d'acquérir cette supériorité que la Maison d'Autriche lui dispute depuis plusieurs siècles?

1. Louis XV.



» Et vous, Madame (en s'adressant à la Reine), qui avez partagé l'illustration de cette Maison en y entrant et qui en avez apporté une nouvelle en montrant à l'Europe une des plus grandes Reines du monde, voudrez-vous que l'on dise à jamais que si vous n'aviez pas régné en Espagne l'ouvrage que ce Roi (Louis XV) commence aujourd'hui aurait eu son accomplissement? Non, je ne puis le craindre, ni de l'un, ni de l'autre. Le vif sentiment qui vous fait désirer les avantages de l'Infant a occupé vos cœurs dans les premiers moments et ne vous a pas laissé toute l'attention que mérite une vue si noble et si digne de vous.

» Le Roi (Philippe V) m'a dit :

« — Mais mon fils n'est-il pas de cette Maison, et puis-je
» consentir à le voir dans un état aussi médiocre que
» celui qu'on propose? »

» — Oui, Sire, il est de cette Maison, et il en est une partie bien précieuse puisqu'il est votre fils et qu'il est gendre du Roi... Je supplie Vos Majestés de réfléchir que pour ce prince qui avec tant de raison vous est si cher, il ne s'agit pas d'un peu plus ou d'un peu moins, et que c'est de cette médiocre différence que vous faites dépendre aujourd'hui une résolution qui décidera à jamais de la gloire et de la puissance de toute votre Maison.

» La Reine, en riant :

« — Je vous avais bien dit que vous étiez fâché, vous
» nous pressez beaucoup, vous avez eu le temps d'étu-

» dier votre leçon, il faut que vous nous donniez le » temps d'étudier aussi la nôtre pour vous répondre[1]. »

Élisabeth savait pourtant, mieux que personne, que Philippe V ne céderait pas, la leçon était tout étudiée; la réponse avait devancé l'entretien, elle était adressée depuis trois jours par Villarias au prince de Campo-Florido, le nouvel ambassadeur d'Espagne auprès de Louis XV. Leurs Majestés Catholiques persistaient dans leur résolution de ne point envoyer de troupes en Italie si, à défaut du Milanais ou de la Toscane, elles n'obtenaient point, outre Parme et Plaisance, le Tortonais, le Pavesan, le Crémonais, le Lodésan et le Mantouan[2].

Les démarches diplomatiques seront sans nul effet; Charles-Emmanuel aura jusqu'au bout l'attitude la plus suspecte, et, après avoir longtemps louvoyé, il jouera tout à la fois la France et l'Espagne, il ne prendra même pas franchement parti pour Marie-Thérèse. Il s'unira « avec la reine de Hongrie, sans s'accorder dans le fond avec elle : ils se réunissaient seulement contre le péril présent, ils ne se faisaient point d'autres avantages : c'était un traité de deux ennemis qui ne songeaient qu'à se défendre d'un troisième »[3].

En attendant, ces affaires de partage mettent Philippe V dans des fureurs effrayantes, on ne peut lui en

1. Aff. Étr., *Espagne*, 466, f° 406 : Vauréal à Amelot, Balsain, 2 août 1741.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 446, f° 390 : Villarias à Campo-Florido, Saint-Ildefonse, 31 juillet 1741.
3. Voltaire, *Siècle de Louis XV*, chap. VIII.

parler, et la reine fait dire à Vauréal par le marquis de Scotti que cette déconvenue fera mourir le roi. L'ambassadeur de France est témoin d'une de ces attaques pendant lesquelles le monarque jette des cris perçants. « Je crus, dit-il, que la prudence exigeait que je me retirasse, afin qu'on ne sût pas que j'avais pu entendre, et je passai bien vite dans la première antichambre où je trouvai l'ambassadeur de Naples à qui je fis signe de ne pas entrer... Quand ces sortes d'accès prennent le Roi il se frappe ordinairement de quelque objet, et si on le contrarie il entre dans des transports de colère terribles. Malheureusement dans cette occasion, son objet a été le partage et le roi de Sardaigne[1]. »

Les nouvelles n'étaient point faites pour apaiser Philippe V. L'ultimatum de la France était catégorique. Il fallait que l'Espagne entreprît la conquête de l'Italie sans l'aide du roi de Sardaigne sur lequel on ne pouvait compter et sans le secours de Sa Majesté Très Chrétienne; les efforts que Louis XV tentait en Allemagne ne lui permettaient pas de prendre part à une pareille entreprise[2].

Lorsque Vauréal communiqua cette résolution à Leurs Majestés Catholiques, le roi regarda la reine avec un visage fort altéré et la reine, après quelques moments de silence, dit à l'ambassadeur :

1. Aff. Étr., *Espagne*, 466, f° 503 : Dépêche chiffrée de Vauréal, 28 août 1741.

2. *Ibid.*, *Espagne*, 466, f° 474 : Amelot à Vauréal, 29 août 1741.



— Pour celui-là, j'avoue que je ne m'y attendais pas!

Philippe V alors fit un mouvement comme s'il voulait se lever, mais Élisabeth le retint et continua :

— Vous souvenez-vous qu'un jour, au Retiro, je vous dis que nous ne ferions rien que de concert avec la France, *à moins qu'elle ne nous abandonnât*, et que vous vous récriâtes si fort contre moi. Nous y voilà cependant.

— Non, madame, vous n'y êtes point, répond Vauréal, la France ne vous abandonne pas, mais vous ne voulez pas exiger d'elle l'impossible, ni que le Roi expose son royaume aux plus grands malheurs.

— Nous sommes bien malheureux, dit-elle, que le Roi qui est si puissant pour d'autres ne puisse rien pour nous.

Philippe V prend alors la parole au grand étonnement de Vauréal, — le roi d'ordinaire n'osait parler devant la reine, à moins qu'elle ne lui eût fait la leçon d'avance :

— Je parie, dit-il, que de tous les prétendants je suis le seul à qui il ait été répondu qu'il ne devait pas compter sur la France; assurément je serais bien fâché de l'exposer au moindre danger, mais ce danger-là n'est que quand il s'agit de mes droits. Je verrai ce que j'aurai à faire.

Durant une grosse demi-heure, Vauréal fit tout ce qu'il put, dit tout ce qu'il imagina de plus touchant, mais Philippe resta muet.

L'ambassadeur, en rendant compte de cette conver-



sation textuelle, ajoute quelques réflexions fort sensées sur la conduite du roi de Sardaigne : il suppose d'un côté que ce prince ne cherche qu'à brouiller les deux couronnes dans l'espérance que le cardinal, mécontent de la cour d'Espagne, augmentera encore le lot de la Sardaigne et que Philippe V devra en passer par où la France voudra, ou bien, d'un autre côté, que ledit roi de Sardaigne a un dessein réellement mauvais qui ne peut être fondé que sur un traité déjà signé avec Vienne et l'Angleterre qui lui ont promis des avantages. « Si les choses n'allaient pas bien en Allemagne, dit Vauréal, alors Charles-Emmanuel se déclarerait; si elles vont bien, alors il reviendra à nous... Dans l'un ou dans l'autre de ces projets, il ne paraît pas mériter beaucoup d'égards de la France. »

Vauréal, malgré sa perspicacité, ne sait cependant à quel saint se vouer et il termine sa lettre par ces mots charmants : « Si Votre Éminence voulait m'envoyer un peu de baume pour verser dans les plaies que j'ai faites, je lui en serais obligé »[1].

Le cardinal avait pris les devants, mais il n'apportait pas un remède bien efficace, il écrivait le 9 septembre à Vauréal : « Le Roi ne peut permettre que les troupes espagnoles traversent la France, lié qu'il est par une promesse faite, mais il met sa flotte à la disposition de l'Espagne, si Sa Majesté Catholique croit pouvoir faire passer

1. Aff. Étr., *Espagne*, 467, f° 34 : Vauréal à Fleury, Saint-Ildefonse, 4 septembre 1741.



son armée par mer ». Fleury disait encore que les affaires d'Allemagne, prenant une tournure favorable[1], Louis XV espérait obtenir un compromis de la part de la reine de Hongrie et ainsi cesser la guerre[2].

Philippe V se contenta de cette réponse, ses ministres et la reine lui avaient fait comprendre qu'il ne pouvait se détacher de Fleury, que ce serait l'isolement de l'Espagne dans le concert européen et la privation de tout territoire, lorsque se ferait le partage des biens de la maison d'Autriche. Le roi accepta donc l'idée de faire passer ses troupes en Italie par voie de mer, se déclarant satisfait de ce que lui promettait le cardinal. Il fallait agir ; on en serait quitte plus tard, si la diplomatie tranchait le nœud gordien, de faire vent arrière. En tout cas on n'aurait point perdu de temps.

L'Infant Don Philippe, en sa qualité de grand amiral, désire vivement s'embarquer avec les troupes. Sa mère est très peinée, encore qu'elle souhaite avec ardeur que ce prince ne manque pas une occasion d'acquérir de l'honneur. « Elle regarde cette séparation, écrit Vauréal, comme le plus grand sujet d'affliction qui puisse lui arriver, mais elle la craint encore davantage pour l'Infante dans l'état où elle est : la Reine voudrait donc retarder ce départ jusqu'après les couches de Madame[3]. »

1. Aff. Etr., *Espagne*, 466, f° 506 : Fleury à Vauréal, 9 septembre 1741.
2. Le 31 août l'électeur de Bavière avait surpris la ville de Passau, et, aidé par l'armée française, il allait marcher jusqu'aux portes de Vienne et menacer cette ville d'un siège.
3. Aff. Étr., *Espagne*, 467, f° 137 : Vauréal à Amelot, 6 octobre 1741.

Élisabeth charge Vauréal de persuader Don Philippe, mais le jeune prince ne semble pas avoir cédé, puisque, quelques jours plus tard, la reine prie la marquise de Leyde de préparer Madame Infante à ce départ et de lui dire « tout ce qui pourrait lui en faire sentir la nécessité et en diminuer l'amertume ». La fille de Louis XV donne alors une preuve singulière de sa raison et de son bon cœur, elle répond à madame de Leyde :

« Je sens bien que cela est nécessaire, je ne suis pas la plus à plaindre, car je ne serai pas longtemps sans le revoir, mais comment feront le Roi et la Reine dont il est toute la consolation et qui ne le verront plus? »

C'est Élisabeth elle-même qui raconte ce détail à l'ambassadeur avec de grandes marques de tendresse pour l'Infante; et Philippe, en cette circonstance, dit à Vauréal : « J'aime ma belle-fille de tout mon cœur »[1].

En attendant que se décide le départ de l'Infant les troupes espagnoles, commandées par Don Joseph Navarro et secondées par l'escadre de Toulon, traversent la Méditerranée, sans être inquiétées par les Anglais qui se ravitaillent à Gibraltar, mais qui ne tarderont pas à prendre leur revanche au nom de leur alliance avec la reine de Hongrie. L'armée, encore peu nombreuse, débarque à Orbetello, au sud de la Toscane, dans un territoire qu'on appellait État *degli presidii*, appartenant à la couronne

1. Aff. Étr., *Espagne*, 467, f° 169 : Vauréal à Amelot, Balsain, 16 octobre 1741.



des Deux-Siciles, c'est-à-dire à Don Carlos, frère de Don Philippe[1].

Fleury crut devoir dire son mot au sujet des intentions de l'Infant : « Je suis trop attaché à ce prince et à l'Espagne, écrit-il à Vauréal, pour ne pas penser que ce voyage est prématuré. Convient-il au gendre du Roi et Infant d'aller faire en Italie une aussi petite figure qu'il fera jusqu'à ce que toutes les troupes du roi d'Espagne y soient arrivées et rassemblées? Où se tiendra-t-il jusqu'à ce temps-là? Je ne vois rien qu'Orbitello ou Pontolongone. Y demeurera-t-il les bras croisés ou, s'il veut agir, sera-t-il assez fort pour le faire? J'abrège, car ma tête s'échauffe sur tous ces embarras et j'y ai déjà assez mal[2]. »

Les embarras vont croître. Grande avait été la surprise du roi de Sardaigne lorsqu'il sut que les troupes espagnoles avaient fait voile pour l'Italie. Il se déclarait cependant prêt à traiter encore avec l'Espagne à condition qu'il sût exactement quelle serait la part de Don Philippe dans la Péninsule[3].

Leurs Majestés Catholiques comprennent qu'il s'agit du Milanais qu'elles ne veulent céder à aucun prix maintenant; à ces nouvelles, les récriminations deviennent

1. Il y eut deux convois, le premier sous les ordres du duc de Montemar, le second sous les ordres de M. de Castelar. Montemar arriva le 9 décembre et Castelar dès les premiers jours de février.

2. Aff. Étr., *Espagne*, 467, f° 249 : Fleury à Vauréal, Versailles, 19 novembre 1741.

3. *Ibid.*, f° 221. Extrait d'une lettre du marquis d'Ormea à Fleury 1er novembre 1741.



plus violentes que jamais. Philippe V est enfin décidé à faire la guerre, bien que personne ne vienne à son secours, il veut expédier le reste de son armée, mais il craint les vaisseaux anglais qui sillonnent les eaux méditerranéennes, et il demande à la France de donner libre passage à ses troupes par le Languedoc et la Provence. Sa résolution est prise, il ne veut pas céder le Milanais (ce duché non disponible du reste, mais qui excite la convoitise de la reine), il préférerait faire la paix avec Marie-Thérèse et même avec l'Angleterre. Élisabeth Farnèse joint ses plaintes personnelles à cette royale déclaration.

« Depuis la mort de l'Empereur, dit-elle à Vauréal, l'Espagne a toujours été aux ordres de la France *comme la dernière de ses alliées*; elle n'a pas osé avoir une pensée sans la lui communiquer; elle n'a agi que par son mouvement; elle a sacrifié l'amitié du roi de Pologne électeur de Saxe[1] au désir qu'a eu la France de préférer l'électeur de Bavière; elle a traité avec celui-ci; elle lui a payé des subsides par les conseils de la France. »

Ce long discours se terminait par d'amers reproches : la France a pris avec le roi de Sardaigne l'engagement de ne point aider l'Espagne sans que ce prince y consentît, la France s'entend avec Charles-Emmanuel et contre nous.

« Le Roi vous déclare, conclut Élisabeth, que sa

1. Sa fille, Amélie, avait épousé Don Carlos, roi des Deux-Siciles,



patience est à bout et qu'il aime mieux traiter avec la Grande-Duchesse qu'avec le Roi de Sardaigne. » Puis, se tournant vers Philippe, elle lui dit : « Mais ayez donc » la bonté de parler! et qu'il ne puisse pas écrire que ce » n'est l'affaire que de la Reine! »

» — Non seulement, répondit le Roi, je pense tout ce que vous avez dit; mais je pense encore davantage[1]. »

Vauréal est aux abois; deux jours après, il avoue à Fleury qu'il a presque appréhendé une rupture diplomatique.

La réponse de Louis XV au sujet du passage des troupes espagnoles à travers le midi de la France calma un peu les esprits, le roi accordait, sans plus discuter, ce qu'on exigeait de lui[2]. Il fut même question à ce moment d'un voyage de Don Philippe à Versailles, mais le roi d'Espagne refusa sous prétexte que l'honneur de l'Infant était en jeu et que le départ ne pouvait être différé.

Sur quoi Louis XV écrivit un aimable billet à son gendre : « J'aurais souhaité, lui disait-il, que la diligence avec laquelle vous devez vous rendre en Italie vous eût permis de passer quelques moments avec moi. Je m'en serais fait un véritable plaisir. Les circonstances vous ayant obligé à prendre votre route sans vous arrêter, je vous envoie mon cousin le duc d'Agenois qui vous porte une marque d'amitié de ma part »[3].

1. Aff. Étr., *Espagne*, 467, f° 290 : Vauréal à Amelot, 20 novembre 1741.
2. *Ibid.*, *Espagne*, 467, f° 308 : Amelot à Vauréal, 1er décembre 1741.
3. *Ibid.*, *Espagne*, 469, f° 14 : 6 décembre 1741.

Mais après avoir refusé d'écouter les avis du cardinal qui, on l'a vu, ne trouvait pas convenable que Don Philippe hâtât son départ pour la guerre, Leurs Majestés Catholiques revinrent tout à coup sur leur décision ; c'était bon signe, l'orage était passé. « Vous savez, dit Philippe V à Vauréal, que quand nous avons résisté à tout ce que vous nous avez dit, c'était contre nous-mêmes que nous combattions, nous étions frappés des discours que l'on commençait à tenir à Madrid sur ce que le Prince ne partait point, nous étions séduits par le courage même de l'Infante, et nous étions honteux d'en avoir moins qu'elle, ainsi nous ne saurions être fâchés des contretemps qui retardent notre premier projet, et, en nous conformant au désir du Roi et de Monsieur le Cardinal, nous ne faisons que suivre le nôtre[1]. »

On ne pouvait mieux dire et flatter Fleury avec meilleure grâce. Mais la vraie raison de ce départ différé, c'est que Philippe V voulait que son fils assistât aux couches de sa femme, et l'on ne saurait le blâmer de cette sollicitude pour l'Infante.

La jeune princesse n'eut pas à se plaindre des soins dont on l'entoura. Pourquoi ne point croire qu'Élisabeth Farnèse fut touchée des sentiments très tendres que son fils avait pour Louise-Élisabeth et qu'elle ne garda pas rancune à sa belle-fille qui n'en pouvait mais, si sa dot n'était point payée et si la politique française avait

1. Aff. Étr., 467, f° 354 : Vauréal à Amelot, 10 décembre 1741.



mécontenté l'Espagne? On reconnaissait à la reine un fond de douceur; et il est agréable de montrer que cette réputation était justifiée. Elle écrivait à Fleury le 18 juin : « Notre Infante continue très heureusement, grâce à Dieu, dans sa grossesse, et nous tâcherons de faire en sorte qu'elle fasse ce petit voyage[1] avec le plus de sûreté et de commodité qu'il sera possible[2]. »

En une autre circonstance Élisabeth dit à Vauréal qu'elle est sûre que l'Infante fera le bonheur de son fils, qu'elle n'a jamais vu une personne d'un caractère aussi parfait. « Elle voit, ajoute-t-elle, et elle entend tout très bien, et jamais il ne lui est échappé une apparence d'indiscrétion, enfin depuis qu'elle est ici il n'y a pas eu un mot à lui dire; je vous avoue que l'Infant est celui de tous mes enfants que j'aime le mieux, j'aime l'Infante autant que lui, nous faisons ce que nous croyons devoir faire pour leur procurer un établissement, mais il faut bien vous dire la vérité : ce sera m'arracher le cœur que de me séparer d'eux[3]. »

Il y eut un léger nuage dans l'existence de l'Infante à cette époque; elle avait pris sur elle de demander la permission de faire venir sa nourrice en Espagne, mais le refus catégorique qu'on lui opposa ne vint pas de Leurs Majestés Catholiques. Elle avait écrit au cardinal une lettre, sans l'aide de personne cette fois, une

1. La Cour se transportait à Aranjuez.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 466, fº 214 : Élisabeth à Fleury, 18 juin 1741.
3. *Id.*, *ibid.*, 466, fº 307 : Vauréal à Amelot, 7 juillet 1741.

lettre dont l'orthographe est aussi curieuse que la syntaxe. « Monsieur, disait-elle, je me flatte que vous ne vous opposerai pas que ma nourrice vienne pour le temps de mes couches, l'aimant infiniment, et même ma témérité va jusques à croire que le Roy mon père me l'accordera avec plaisir par l'amitié qu'il a pour moi, et puis l'assurer qu'il n'oblige pas une ingrate, et suis persuadée que vous y contribuerai par l'amitié que j'ai connu que vous aviez pour moi et vous prie d'être persuadée (*sic*) de l'amitié que j'ai pour vous[1].

« LOUISE-ÉLISABETH. »

Pauvre petite princesse de quatorze ans, elle va bientôt être mère, mais elle ne comprend pas encore que la politique a des exigences qui ne connaissent point les besoins d'affection! Elle est éloignée de tous les siens, ils ne peuvent venir à elle, elle voudrait du moins avoir auprès de son lit un être qui lui rappelât la France. Le cardinal se chargera lui-même d'expliquer à l'Infante pourquoi on ne peut se rendre à son désir, ce premier ministre oubliera un instant les affaires européennes, si graves à cette heure, pour faire la leçon à la fille de son roi.

« Madame,

» Dès que j'eus reçu la lettre que Votre Altesse Royale m'a fait l'honneur de m'écrire le 10e de ce mois,

1. Aff. Etr., *Espagne*, 466, Madrid, 10 juillet 1741.



j'eus celui de l'aller communiquer au Roi qui fut fâché d'abord de la demande que vous lui faisiez de laisser partir madame Varanchan, votre nourrice, pour assister à vos couches. Je pris la liberté de lui représenter qu'il était assez naturel et même louable à Votre Altesse Royale de marquer la bonté de son cœur en témoignant de l'amitié pour une personne qui avait eu l'avantage de la nourrir. Le Roi me répondit qu'aussi il vous en savait gré, mais que, quoiqu'il eût une si sincère tendresse pour Votre Altesse Royale, il ne vous en donnerait pas une marque solide en consentant au départ de votre nourrice. Sa Majesté, en rendant justice à l'attachement de madame Varanchan pour vous, n'a pas cru devoir la faire partir avec Votre Altesse Royale, dans la crainte que vos bontés pour elle ne causassent des jalousies à la cour où vous êtes, et ne vous engageassent dans un commerce trop fréquent et trop familier qui aurait éloigné de vous les autres femmes qui sont à votre service, dont le caractère, les manières et le génie sont différents des nôtres. Les mêmes raisons subsistent; et ce serait vous exposer à des tracasseries qui ne sont que trop ordinaires parmi les domestiques d'une princesse. Votre Altesse Royale est heureuse, elle le sent et en convient. Leurs Majestés Catholiques vous aiment tendrement et ne font aucune différence de vous et de leurs autres enfants, le Sérénissime Infant a les mêmes sentiments et toute la cour d'Espagne vous adore. Qu'avez-vous à souhaiter davantage, et tout



changement, même le plus léger, ne serait-il pas dangereux? Madame Varanchan a une assez grosse famille; elle demanderait continuellement des grâces pour elle, et deviendrait à charge à votre cour. Si elle était une fois avec vous, elle ne vous quitterait que par force et par un ordre exprès. Vous en seriez fâchée, et cela produirait une scène désagréable, dont vous auriez sujet de vous repentir. Le Roi, votre père, vous prie donc de ne point le presser sur une chose à laquelle il ne peut consentir, uniquement pour votre bonheur et pour votre repos. C'est un petit sacrifice que Votre Altesse Royale ne doit pas hésiter à lui faire et je la supplie de me pardonner si mon zèle pour sa personne me fait prendre la liberté de lui parler ainsi. Je me flatte qu'elle voudra bien le regarder comme une preuve de l'attachement très respectueux avec lequel je suis[1] », etc...

Cette lettre ne fut remise à l'Infante que lorsqu'on eut préparé la princesse à recevoir cette nouvelle. Leurs Majestés Catholiques approuvaient le parti qu'avaient pris le roi et le cardinal, mais elles ne voulaient pas brusquer les choses. Don Philippe et la marquise de Leyde avaient prévenu l'Infante et, lorsque Vauréal arriva avec la fâcheuse missive, il n'eut qu'à la remettre. L'Infante la lut en sa présence « sans quitter le ton de la plaisanterie » et tout en badinant avec l'ambassadeur, « comme

1. Aff. Étr., *Espagne*, 466, f° 344 : 27 juillet 1741.



à l'ordinaire ». « Je voyais ses larmes prêtes à sortir malgré elle, écrit Vauréal, je n'ai pas voulu être plus longtemps témoin de son embarras[1]. »

Louise-Élisabeth gardera quelque rancune à l'évêque de Rennes, et le traitera désormais avec « beaucoup de froideur »[2]. Il est certain que Vauréal, dans son désir de faire sa cour au cardinal, n'avait pas été très chaud avocat des intérêts de Madame.

La naissance d'une Infante devait clore cette année 1741, si pleine d'événements. C'est le 31 décembre que Louise-Élisabeth mit au monde cette charmante Doña Isabelita dont nous aurons à parler souvent dans la suite de ce récit.

Le 29 décembre, au moment où Vauréal quittait Louise-Élisabeth, vers onze heures du soir, alors qu'elle avait joué sa partie de piquet et soupé comme tous les jours, la princesse eut quelques petites douleurs. Dès le lendemain à neuf heures du matin, le duc de Bourneville, capitaine des gardes du corps, envoie chercher les ambassadeurs et les grands officiers. L'évêque de Rennes se rend en toute hâte au palais royal. Le roi et la reine étaient déjà chez leur belle-fille, ainsi que le prince et la princesse des Asturies. Madame cause avec Leurs Majestés Catholiques, malgré son état qui fait prévoir qu'elle accouchera dans la soirée. Vers deux heures, Philippe et Élisabeth remontent dans leurs appartements

1. Aff. Étr., *Espagne*, 466 : Vauréal à Fleury, 3 août 1741.
2. *Ibid.*, 467, f° 190 : Vauréal à Fleury, octobre 1741.

pour entendre la messe et pour dîner, mais la reine, fort impatiente, ne veut pas se mettre à table et revient chez Madame où le roi la rejoint bientôt. La reine songe à tout avec un dévouement admirable. La journée s'achève, et vers minuit les médecins et les chirurgiens constatent qu'il y a peu de progrès, ils conseillent à chacun de se retirer. L'Infante s'endort, aussi force-t-on son mari, qui était toujours resté auprès d'elle, d'aller se coucher. Vers deux heures nouvelle alarme, on avertit la reine qui allait souper (Leurs Majestés Catholiques ne soupaient jamais avant deux ou trois heures de la nuit); elle trouve Madame extrêmement agitée, mais c'est encore une fausse alerte. Élisabeth se retire, revient à six heures du matin quand elle apprend que les douleurs augmentent; la crise dure jusqu'à midi, sans résultat aucun. On saigne Madame au bras, elle devient très faible naturellement, on lui fait prendre deux bols d'une drogue pour lui redonner quelques forces. A trois heures de l'après-midi la cour abandonne encore la chambre de la malade, seul l'évêque demeure avec les médecins fort embarrassés et les dames de l'appartement qui sont en larmes. La marquise de Leyde surtout est plus morte que vive.

Cependant la jeune princesse console les personnes qui l'entourent, elle fait de tendres reproches à son mari et lui dit : « Il semble que c'est vous qui accouchez », encore que ce prince fasse tout ce qu'il peut pour cacher son inquiétude. On parlait déjà d'avoir recours à



des moyens artificiels, quand en un quart d'heure tout changea, les circonstances étaient devenues aussi favorables qu'elles étaient contraires.

Une des dames s'empressa d'aller porter cette bonne nouvelle à la reine qui lui dit : « Mon enfant, que Dieu vous rende le bien que vous me faites, car pour moi je ne le puis pas ». Élisabeth accourt aussitôt. L'évêque la remercie de ses bontés, elle lui répond : « Je ne fais que mon devoir et je ne le fais pas encore si bien que je voudrais ». Elle se met à genoux auprès du lit de Madame, lui tenant la main et l'encourageant. Enfin, à cinq heures moins un quart, la jeune Isabelita venait au monde, à la grande consternation de toute l'assistance. L'évêque de Rennes nous explique pourquoi on était si désolé : « Leurs Majestés Catholiques m'avaient confié qu'Elles étaient convenues avec l'accoucheur d'un signal qui leur apprendrait dans le moment le sexe de l'enfant sans le dire à Madame, de peur de lui causer de l'émotion. Si c'était une fille, le médecin devait dire : *bien*, et si c'était un prince : *très bien*. Dans l'instant que Madame est accouchée, le roi d'Espagne s'est approché et l'a interrogé; l'accoucheur qui, dans ce moment, ne connaissait point de plus grand bien que l'heureuse délivrance de Madame, après les alarmes qu'il avait eues, a répondu : *très bien* et parfaitement bien. S'il avait su un superlatif de plus, il ne l'aurait pas oublié; la reine lui a fait la même question à laquelle il a fait la même réponse; tous ceux qui savaient le mot du guet n'ont

pas douté que ce ne fût un prince. L'Infant lui-même a été dans les premières pièces de l'appartement qui étaient remplies de monde se vanter qu'il avait fait un Infant, mais bientôt ce nouvel Infant s'est trouvé une Infante. »

La déception ne fut pas de longue durée; le roi fait gracieux accueil à sa petite-fille, et la reine avoue qu'elle est fort aise parce que cette Infante restera avec elle, au lieu que, si c'eût été un prince, elle n'aurait pu le garder. Don Philippe, heureux de voir la fin de ses émotions de mari, est tout en joie. Quant à l'accouchée, elle dit qu'elle a toujours cru que son enfant s'appellerait Isabelita.

Le roi et la reine donnent à Madame une aigrette de diamants et commandent illuminations et *Te Deum*. On baptise la petite princesse sur-le-champ, à la mode espagnole; on lui donne les noms d'Isabelle-Marie-Louise-Antoinette. Isabelle et Marie en souvenir de ses deux grand'mères, Louise en souvenir de son grand-père maternel; Antoinette enfin sur la demande de la reine d'Espagne qui a une dévotion particulière à Saint-Antoine[1].

En réponse à cette dépêche si détaillée qui nous permet de vivre un instant à la cour d'Espagne, Fleury ne se montra pas très éloquent. « Si j'ai différé, dit-il, de répondre à vos deux dernières lettres du 31 décembre et du 5 de ce mois, c'est assurément malgré moi, mais vous êtes trop au fait de la crise[2] où nous sommes pour

1. Aff. Étr., *Espagne*, 467, f° 410, Vauréal à Amelot, 31 décembre 1741.
2. La prise de Prague (26 novembre 1741) par les armées françaises



ne pas être persuadé que je n'ai guère de temps de libre. Si Madame Infante eût accouché d'un Prince, j'aurais été plus diligent à vous en marquer ma joie, mais nous ne faisons pas ici le même cas des filles qu'en Espagne et la loi salique nous endurcit un peu sur le beau sexe. C'est beaucoup que Madame l'Infante se porte bien, et il y a apparence qu'elle ne manquera pas de postérité. Tout ce que vous avez mandé à M. Amelot de son courage et de toutes les circonstances qui ont accompagné les couches ont fait un vrai plaisir au Roi parce qu'il est très bon père et aime fort Madame l'Infante... Rien n'est plus charmant que toutes les marques de tendresse qu'elle a reçues de Leurs Majestés Catholiques, et il paraît dans tous leurs procédés une bonté de cœur et de cordialité qui sont assez rares dans les personnes de si haut rang[1]. »

A défaut d'une lettre de Louis XV ou de Marie Leszczynska à leur fille, nous avons au sujet de la naissance d'Isabelita un affectueux billet de la duchesse de Ventadour à Vauréal; la duchesse plus empressée que le cardinal écrivait dès le 13 janvier : « Je ne peux assez vous marquer, Monsieur, à quel point je vous suis obligée de la bonté avec laquelle vous m'avez informée de l'accouchement et de la bonne santé de mon Infante. J'étais dans des frayeurs extrêmes de la fin de sa gros-

et bavaroises avait été une victoire qui assurait à Charles-Albert non seulement la couronne de Bohême, mais aussi la dignité impériale. La politique de Fleury allait triompher pour une courte durée.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 473 : Fleury à Vauréal, 20 janvier 1742.



sesse et je vois que je n'avais pas tort par le récit que nous en a fait Monsieur votre neveu, qui est très aimable; je vous assure que j'en ai pleuré plusieurs fois et de la tendresse de la reine d'Espagne pour cette chère princesse. »

Cette excellente duchesse, qui avait été gouvernante des enfants de France, pouvait terminer sa lettre par ces mots : « Quatre-vingt-dix ans font durer les maladies, mais n'empêchent pas la reconnaissance que l'on doit et que j'ai bien vivement pour mon aimable ambassadeur. »

Et c'est un plaisir de citer à côté de la lettre un peu ironique de Fleury ces quelques lignes où il n'y a point d'esprit, mais beaucoup de cœur.

CHAPITRE IV

LES PREMIÈRES ARMES DE DON PHILIPPE

(1742)

Départ inopportun de l'Infant. — Les adieux. — La suite de Don Philippe. — Correspondance d'Élisabeth Farnèse. — Tendresse de la reine pour son fils. — L'épée offerte à l'Infant par Louis XV. — Voyage dans le midi de la France. — Délices de Marseille et de Toulon. — L'escadre anglaise. — Le comte de Glimes. — La Provence excédée des soldats espagnols. — Refus de secours. — Défection du roi de Prusse. — Élisabeth secoue la torpeur de l'Infant. — Arrivée de Bourcet. — Martin devant Naples. — Don Philippe chansonné. — L'armée espagnole se met en marche. — Retraite sur Fort-Barreaux. — Désespoir de la reine. — La conduite de Glimes. — Intrigues de Peralada. — Disgrâces. — Le marquis de La Mina va au secours de l'Infant. — Entrée en Savoie. — *Veni, vidi, vici.*

Nous avons des nouvelles de l'Infante par la princesse elle-même. « Je vous prie, Monsieur, écrit-elle au cardinal, de ne nous pas oublier et de considérer l'état où je vais être éloignée de ma moitié; c'est pour son bien et le mien, et j'espère que cela sera pour peu de temps; je suis parfaitement rétablie de mes couches et ma fille se porte à merveille[1]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, 470, f° 86 : Louise-Élisabeth à Fleury, Madrid, 5 janvier 1742. Elle lui écrit pour lui recommander le neveu du comte de Rohan.



Malgré l'opposition de plus en plus persistante de la France, le départ de Don Philippe fut enfin décidé. Le moment, il faut l'avouer, était fort mal choisi pour ce départ. Le couronnement de l'empereur Charles VII (24 janvier 1742), qui semblait satisfaire la politique des Bourbons, avait été le signal de revers éclatants; la Bavière était envahie par les armées hongroises et croates, les Autrichiens reprenaient l'offensive en Bohême, ils s'emparaient de Linz, de Passau; le roi de Prusse ne s'entendait plus avec le maréchal de Broglie. En communiquant ces faits si graves à Vauréal, Amelot pouvait lui dire : « Jugez, Monsieur, dans une pareille position de ce que nous pouvons faire pour le roi d'Espagne et si le Roi doit s'exposer à s'attirer de nombreux ennemis sur les bras! »

Ce n'était pas tout. Par un traité conventionnel signé à Turin le 1er février, Charles-Emmanuel s'était allié à la reine de Hongrie sans préjudice de ses droits sur le Milanais et, aidé des troupes autrichiennes, s'opposait au progrès des Espagnols et des Napolitains en Italie.

Louis XV voyait donc avec peine son gendre livré à une entreprise fort hasardeuse; l'Infant allait se trouver sans armées aux frontières italiennes; on aurait voulu du moins le voir attendre que les troupes espagnoles fussent rassemblées dans la péninsule, il aurait pu alors se mettre à leur tête avec plus de dignité, et plus de sûreté pour sa personne[1].

1. Aff. Étr., *Espagne*, 470 : Amelot à Vauréal, 6 et 9 février 1742.

La précipitation avec laquelle Philippe V avait, dans le courant de décembre et de janvier, envoyé trente-six bataillons, douze escadrons et deux régiments d'artillerie à Orbitello, devenait une faute grave. Les Anglais, dévoués à Marie-Thérèse, voguaient maintenant dans les eaux de la Méditerranée, et empêchaient l'Infant de prendre la voie de mer; partout ailleurs se dressaient des montagnes défendues par le roi de Sardaigne. Aussi Don Philippe ne pourra-t-il rejoindre son avant-garde. Le résultat de cette fausse manœuvre sera que les forces espagnoles se trouveront partagées en deux portions inégales qui, pendant près de quatre ans, n'arriveront pas à se réunir et opéreront isolément, à leur dam, dans le centre de l'Italie et aux frontières des Alpes.

Intimidé par la flotte britannique, Don Philippe, avec l'agrément de Louis XV, va traverser le midi de la France, sans trop savoir où il dirige ses pas, incapable du reste de tenter le moindre effort avant que ses hommes qui le suivent lentement, et péniblement, forment une armée prête à combattre[1].

L'Infant quitta Madrid le 22 février 1742 au milieu des larmes de tous les siens. L'Infante s'était habituée à l'idée de cette séparation, mais au moment du départ, elle fut bouleversée comme si elle ne s'y était pas attendue. Philippe V embrassa plusieurs fois son fils et lui donna sa bénédiction en lui disant : « Je ne vous

1. Le premier convoi entra en France le 17 mars, le voyage dura jusqu'en juin.



verrai plus. » La reine, tout en pleurant et en sanglotant, fit à Don Philippe une exhortation fort pathétique sur sa conduite. La scène fut des plus touchantes. L'Infant monta en carrosse avec le prince et la princesse des Asturies et Don Louis qui le reconduisirent jusqu'à deux lieues de Madrid. Vauréal va plus loin, à Alcala, où le prince doit coucher, afin de rapporter de ses nouvelles à Madame.

Les personnes qui accompagnaient l'Infant étaient : le marquis de Santa-Cruz, duc de Monte-Santo, majordome-major (il avait occupé la même charge auprès de la feue reine douairière, Marie de Neubourg); le duc de Santo-Gemini[1], père de la duchesse d'Havré, capitaine des gardes; le comte de Peralada, premier gentilhomme de la chambre; le comte de Rohan, premier écuyer; Don Zenon, secrétaire, qui deviendra un haut fonctionnaire sous le nom de La Enseñada.

Les renseignements que l'on donnait sur ces personnages étaient assez favorables, sauf que l'on se méfiait de Peralada, qui, croyait-on, ferait plus de mal que de bien dans la maison de l'Infant — cette crainte n'était pas trop justifiée. L'homme de confiance était sans contredit le marquis de Santa-Cruz, c'est avec lui que l'on engageait les gouverneurs[2] des différentes provinces, par lesquelles Don Philippe devait passer, de

1. Il mourut à Grasse, le 24 août 1742, à l'âge de cinquante-quatre ans.
2. C'étaient Chastellux à Perpignan, La Tour à Aix, le duc de Richelieu à Montpellier.

se « concerter pour tout ce qui pourra plaire à l'Infant[1] ».

L'absence est le plus cruel des maux; pour tromper ce mal, la reine d'Espagne écrira à son bien-aimé Pippo presque tous les jours. Cette correspondance inédite, conservée aux Archives de Parme, est du plus haut intérêt; elle nous montre Élisabeth Farnèse dans l'intimité du tête-à-tête et ne parlant plus pour la galerie comme lorsqu'elle s'adresse à Vauréal, par exemple. Ces quelques milliers de lettres nous permettent encore de renouveler le récit de la guerre de la succession d'Autriche, du moins pour tout ce qui regarde l'Italie, et de faire intervenir celle qui fut l'âme même de ce bouleversement européen. Nous verrons Élisabeth à l'œuvre, poursuivant son but avec une ténacité féroce et, du fond de ses retraites de Madrid, du Pardo, de l'Escurial, d'Aranjuez, donnant des ordres, dirigeant les marches militaires, menant comme à la baguette les généraux les plus expérimentés. Elle va révolutionner le monde pendant plusieurs années, et mettre à feu et à sang toute l'Italie, et pour quel résultat!

Vauréal pourra dire sans exagération que la reine d'Espagne se garde même bien de consulter qui que ce soit avant de prendre une délibération; elle fait tout par elle-même[2].

1. Aff. Étr., *Espagne*, 467, f° 258, et 469, f° 2 : Vauréal à Amelot, 7 novembre 1741, et Amelot aux gouverneurs, 21 novembre 1741.

Les équipages de l'Infant se composaient de 24 carrosses, 59 calèches, 18 chariots, 9 chariots couverts, 351 mules de trait, 111 mules de pas. Aff. Étr., *Espagne*, 470, f° 129, 24 février 1742.

2. Aff. Etr., *Espagne*, 479, f° 154 : Vauréal à du Theil, 11 juin 1744.



Huit jours après le départ de l'Infant elle reçoit un premier courrier. « Vous pouvez vous imaginer, écrit-elle du Pardo, le 1er mars, avec quelle impatience je l'attendais pour savoir de mon pauvre Toton! Vous direz que je radote de mettre cela dans une lettre, mais, mon fils de mon âme, ayez patience, il est sûr que je radote avec vous, car mon amitié pour vous ne saurait être plus forte[1]. »

Cette tendresse déborde dans toutes ses lettres; il est bien certain que Don Philippe était ce que la reine d'Espagne avait de plus cher au monde. Il faut tenir compte de l'exagération italienne, mais il est rare de trouver cependant chez une mère un pareil élan de passion.

Dès le lendemain Élisabeth reprend la plume : « Mon très cher fils de ma vie et de mon âme, j'attendais avec bien d'impatience votre lettre du 28, de Longaves. Dieu soit loué que vous y êtes arrivé en bonne santé! et j'ai beaucoup pleuré de voir votre amitié envers nous, et je vous assure que si vous baisez nos portraits en pleurant, je ne puis pas baiser le vôtre parce qu'il est attaché en haut vis-à-vis du fauteuil où vous savez que je suis assise; je l'ai toujours devant moi et les larmes me viennent aux yeux, et je baise vos lettres puisque je ne

1. Archivio di Stato, Parma. *Lettere della Regina di Spagna*. Ces lettres sont contenues dans sept gros cartons, non numérotés; elles sont toutes écrites en un français dont nous respectons le style, sinon l'orthographe. Sauf indication contraire, toutes les lettres d'Élisabeth Farnèse que nous citons proviennent des archives de Parme.



puis pas vous faire les innocentes caresses que je vous faisais pendant que vous étiez ici, et voilà que je pleure comme une Madeleine. Je suis ravie de toutes les démonstrations de joie et d'amitié que les peuples vous ont données à votre passage; j'espère qu'à Saragosse on aura fait de même. » Puis ce sont des nouvelles de l'Infante qui a derechef des dartres au front; la missive se termine par ces mots : « La petite est fort bien ».

Madame est souvent nommée dans cette correspondance, et toujours en termes fort affectueux.

Élisabeth écrit la nuit, parfois en cachette. « Il est deux heures trois quarts, on (le roi) me dit qu'il faut finir, j'obéis, mais si je m'écoutais je crois que je ne finirais jamais parce que je n'ai d'autres consolations que de m'entretenir avec vous, mon cher enfant. Adieu, que le Bon Dieu, la Vierge, Saint-Antoine et les *Animas* vous conduisent et vous accompagnent pendant que votre pauvre mère vous embrasse de tout son cœur. » (8 mars.)

Si le courrier manque, quel désespoir! « Nous sommes sans vos lettres aujourd'hui, le courrier n'a pas fait la diligence de celui d'hier, ainsi nous voilà à sec, mais je vous assure que si je le suis de lettres, mes yeux ne le sont pas, ainsi à différentes reprises dans le jour ils font leur office... Vous étiez mon petit secrétaire de mes chagrins, à cette heure je n'ai plus personne; vous direz que je suis la *dueña dolorida*, mais que faire? Je me console avec vous comme je puis, et je vous ouvre mon



cœur de la manière unique qui m'est restée. Nous sommes à l'ordinaire; l'Infante va mieux de son feu au front, elle a communié ce matin et pour cela elle n'a pas pris son *cocimiento*... » (12 mars.)

Voici un portrait de la reine par elle-même, il ne manque pas d'originalité : « Vous rappelez-vous quand je vous demandais si j'avais la *bocca torcida*? Aujourd'hui il y a beaucoup de cela, et au surplus un œil plus petit, la tête penchée du même côté, et la joue enflée et le nez de travers, ainsi imaginez-vous comment je suis. » (18 mars.)

Le voyage de Don Philippe est lent et solennel; le prince arrive à la frontière de France le 18 mars, il plaît à tout le monde et semble fort aimable. A Perpignan le duc d'Agenois lui remet une épée ornée de diamants de la part de son beau-père; le cadeau ne fut pas trouvé assez magnifique et la reine d'Espagne qui a toujours sur le cœur la lésinerie du cardinal écrit à Don Philippe : « Je me doutais que les diamants ne seraient pas gros comme le poing, car vous savez que les diamants coûtent de l'argent et on n'aime pas à le jeter par la fenêtre. » (23 mars.)

Fleury, sur ces entrefaites, adresse à Philippe V une lettre dans laquelle il s'excuse de ne pouvoir lui assurer des secours effectifs. Le roi, lui dit-il, est dans les meilleures dispositions, mais il n'est pas maître des événements, il est à la veille de voir l'Angleterre, aidée de la Hollande, prendre l'offensive. « Il nous faudra, ajoute



le cardinal, mettre sur pied quatre grandes armées, tandis que nos finances s'épuisent tous les jours par les subsides que nous ne pouvons nous dispenser de fournir à l'Empereur qui ne peut s'en passer et en même temps à la Suède et au Danemark. Toutes ces dépenses sont si excessives qu'il est bien difficile d'y suffire, et je ne prends la liberté de les représenter à Votre Majesté que pour la convaincre de l'impossibilité où nous sommes de les augmenter[1]. »

En attendant, Don Philippe poursuit sa route par Sijean, Narbonne, Béziers, Pézenas, où il fait ses pâques, et Montpellier. Dans cette ville le duc de Richelieu, gouverneur du Languedoc, traite Don Philippe avec magnificence. Élisabeth Farnèse avait fait ce même voyage en 1714 quand, de Parme, elle était venue en Espagne, aussi prend-elle un intérêt tout particulier aux détails que lui donne son fils : « Je suis ravie que vous soyez en bonne santé, et que vous continuiez votre voyage heureusement, et aussi qu'on vous ait donné de si beaux dîners et soupers tant les évêques de Narbonne et de Béziers que le duc de Richelieu... Ce fut à Montpellier où j'ai eu l'honneur de connaître M. le cardinal de Fleury[2] et de me mettre à ses pieds; qui est-ce qui m'aurait dit alors qu'il commanderait le monde? et certainement il ne faisait pas grande figure. Pour le duc de Richelieu il a toujours été fort attaché au Roi (d'Espagne)

1. Aff. Étr., *Espagne*, 470, f° 156 : Fleury au Roi d'Espagne, 17 mars 1742.
2. Alors évêque de Fréjus.

et l'année 19 il était pour nous et ce fut pour cela que le duc d'Orléans le fit mettre à la Bastille[1]; ainsi vous ferez fort bien de lui faire toutes les politesses et honnêtetés possibles. Je suis aussi fort aise que les peuples vous reçoivent si bien partout, et de la danse qu'on vous a faite... Vous avez très bien fait de vous arrêter le jeudi et le vendredi saint, car véritablement, à moins d'être très pressé, il ne convenait pas de marcher ces jours. »

A moins d'être très pressé ! Don Philippe ne l'était guère, il ne savait même pas où il allait. Ce départ précipité n'avait d'autre but, c'est évident, que de forcer la main à Louis XV : il faut avouer que le moment était bien choisi !

Le duc de Richelieu prend congé de l'Infant à Tarascon. Par Saint-Remy et Lambesc le prince arrive à Aix où il se repose deux jours. De là, il se rend à Marseille (3 avril), et les fêtes recommencent : illumination des galères, grand souper offert par M. de Maulevrier, commandant de la flotte, comédie, concerts, promenades; on divertit si bien l'Infant qu'il semble s'oublier dans ce séjour délicieux; une semaine se passe, il est toujours là, on se demande quand il partira; M. de La Tour, gouverneur de Provence, est à bout de divertissements et surtout à bout d'argent[2].

1. Richelieu prit une part active à la conspiration de Cellamare, qui avait pour objet de conférer la régence à Philippe V; il fut arrêté et emprisonné le 29 mars 1719.

2. Aff. Étr., *Espagne*, 469, f° 117 : La Tour à Amelot, Marseille, 10 avril 1742.

La fourniture des vivres n'était point une petite affaire. Voici un



Élisabeth elle-même trouve que son cher Pippo en prend trop à son aise. Elle le gronde maternellement.

« Je crois pourtant qu'il en faudra retrancher, dit-elle en parlant des galas de Marseille, car ces gens-là, si vous vous arrêtez encore à Toulon, seront las de faire des dépenses pour vous et encore plus le cardinal, et, connaissant son humeur, le Roi me dit qu'il vous ordonne de finir tous ces dîners et soupers qu'on vous donne, si ce n'est qu'on vous priât fortement et avec instance pour vous en donner, par-ci par-là, et que vous ne pussiez absolument vous en dispenser; et, à votre égard, de leur en donner de même de loin en loin, parce que ce sont des grâces que vous leur faites. » (24 avril.)

Le style est étrange, tout clair qu'il soit, mais quel mépris dans ce billet et quels singuliers remerciements!

Don Philippe reste à Toulon du 13 au 25 avril, il se complaît dans son indolence. La semonce de sa mère viendra trop tard le rappeler à l'ordre. Et à peine a-t-il quitté Toulon que vingt-huit à trente vaisseaux anglais apparaissent en avant de ce port[1]. L'Infant se décide à

• État de ce que le commissaire qui précède l'Infant demande chaque jour pour la subsistance de la maison du prince et celle de ses équipages : 20 moutons, 2 bœufs, 200 ou 300 poules, autant de poulets, autant de paires de pigeons, 12 quintaux de lard, 6 quintaux de jambons, quantité de perdrix, bécasses et poissons, et finalement 300 douzaines d'œufs. » Aff. Étr., *Espagne*, 469, f° 64 : 7 mars 1742.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 469, f° 133 : lettres de Geoffroy, Toulon, 25, 28 et 30 avril.

Ces vaisseaux étaient commandés par l'amiral Matthews.



partir; le 25 au soir, il est au Luc, le 26 à Fréjus, et le 28 à Antibes où l'on prévoit qu'il devra attendre assez longtemps le rassemblement de ses troupes. Si les Anglais gardent la mer, le roi de Sardaigne garde les défilés des Alpes, il fait avancer onze bataillons dans le comté de Nice; Don Philippe est dans une fâcheuse posture; les prédictions du cardinal se réalisent.

M. de La Tour s'ingénie « pour procurer la subsistance qui est assez difficile », et tout en gémissant il écrit : « Je cherche aussi à procurer à Son Altesse Sérénissime quelques amusements pour dissiper, autant qu'il est possible, l'ennui d'un aussi long séjour dans un pays qui n'en fournit pas beaucoup[1]. »

La reine est fort émue de ces nouvelles, elle prêche la prudence, mais c'est à un converti sans doute :

« Quand vous sortirez, sortez bien accompagné pour qu'on ne vous fasse pas quelque insulte soit de la part des Anglais, soit des Savoyards, car Nizza (Nice) est fort près de là, et je sais ce chemin-là comme mon Pater parce que j'avais près de vingt-deux ans quand j'y passai; ainsi prenez garde à vous et ayez toujours assez de troupe avec vous... et quand vous sortirez à la campagne portez sans affectation les habits les plus simples et mettez dessous les cordons bleu et rouge et les croix aussi, et que ce ne soit pas dans la plus belle de vos calèches. » (6 mai 1742.)

1. Aff. Étr., *Espagne*, 469, f° 140 : Aix, 30 avril 1742.



Le goût de la toilette était l'un des faibles de Don Philippe, on l'a vu. Son excuse c'est qu'il avait à peine vingt ans et que les jeunes Espagnols ont toujours eu et ont encore ce petit travers.

Il n'en est pas moins vrai que l'Infant courait quelque danger. L'escadre anglaise tenait la mer depuis Toulon jusqu'à Gênes ; et tous les bâtiments qui se présentaient étaient arrêtés sous prétexte qu'ils étaient au service de Philippe V; quelques-uns étaient relâchés, mais dès que les Anglais soupçonnaient que la charge d'un navire était destinée aux troupes d'Espagne, ils s'en emparaient sans autre cérémonie[1].

« Je suis étonnée, écrit encore Élisabeth Farnèse à son fils, que les Anglais se promènent aussi effrontément qu'ils font ! Ah ! si le cardinal était de bonne foi pour nous, en vérité ils ne se promèneraient pas comme cela impunément, car s'il voulait faire sortir son escadre avec la nôtre, nous les battrions peut-être avec l'assistance de Dieu, parce qu'on dit qu'ils sont fort mal équipés ; mais je crois qu'il fermera les yeux sur toutes ces impertinences, à cause de son malheureux esprit pacifique qui pourtant est obligé de faire ce qu'il ne voudrait pas ; pour moi je voudrais pouvoir faire que nos troupes volassent pour vous tirer hors d'affaire de cet endroit-là où je crois que vous vous ennuyez beaucoup, mais que faire ? il faut avoir patience. » (Aranjuez, 16 mai 1742.)

1. Aff. Étr., *Espagne*, 469, f° 148 : Dépêche de La Tour, Antibes, 9 mai 1742.



Le comte de Glimes, chargé par Philippe V du commandement d'un corps de 16000 à 17000 hommes, arriva à Antibes le 7 mai, afin de s'entendre avec l'Infant, mais cette intervention ne hâta point les choses, ce général étant fort irrésolu sur le parti à prendre; jusqu'au mois d'août il restera inactif.

Des plaintes amères venaient du cardinal par l'entremise d'Amelot; Fleury était fort chagrin de voir Don Philippe attendre à Antibes ce qu'il plairait à la Providence d'ordonner de sa destinée. « Bien des gens, disait le ministre, prétendent que ce prince aurait pu, il y a longtemps et même encore aujourd'hui en s'embarquant sur les galères d'Espagne, passer en Italie sans aucun risque, les galères allant terre à terre et n'ayant par conséquent rien à craindre des vaisseaux anglais qui n'oseraient s'approcher de la côte[1]. »

L'argument était maigre, et ce conseil ne pouvait être suivi; les Anglais venaient de montrer leur audace.

Non satisfait de cet avis ridicule qui exaspéra Leurs Majestés Catholiques, Amelot mettait de l'huile sur le feu en parlant de la situation des troupes espagnoles en Provence; elles périssaient de misère et de faim; le prêt des soldats était payé, mais les officiers ne touchaient rien et vendaient leurs nippes pour vivre. Le ministre laissait à Vauréal le soin d'expliquer aux souverains de Madrid quel effet désastreux allait produire un pareil désordre dans l'esprit et les dispositions des princes d'Italie.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 471, f° 39 : Amelot à Vauréal, 23 mai 1742.



Campo-Florido profite de ces circonstances pour demander au cardinal, de la part de Don Philippe, qu'on veuille bien prêter aux Espagnols vingt-quatre canons qui se trouvent à Antibes. On avait expédié de Barcelone des bâtiments avec de l'artillerie, mais ils ne pouvaient arriver à cause des Anglais. Ce diplomate, fort habilement, démontrait que c'était « l'unique moyen de débarrasser la Provence » des troupes et « d'éviter tous les inconvénients inséparables d'un plus long séjour ». « On sait, concluait-il, que l'humeur des deux nations sympathise peu, les habitants du pays s'ennuieront de souffrir les soldats espagnols, ceux-ci peu endurants ne les ménageront pas assez, il en peut naître mille affaires désagréables[1]... »

Élisabeth Farnèse, de son côté, exige des secours immédiats.

— Toute l'Europe, dit-elle à Vauréal, a les yeux attachés sur l'Infant, il est bien douloureux pour nous que, tandis que la France fait de si grands efforts pour tous ses alliés, l'Espagne soit la seule qui n'en puisse obtenir aucun secours.

Philippe V se plaint des ménagements que Fleury semble avoir pour le roi de Sardaigne, et laisse entendre qu'il trouvera des ressources si la France l'abandonne ainsi; ces ressources ne sont autres, dans sa pensée, qu'une réconciliation avec l'Angleterre.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 471, f° 57 : Campo-Florido à Fleury, Paris, 30 mai 1742.



Le cardinal résiste; son premier mot semble toujours avoir été : *non*. Il résiste, mais il sera bien obligé de céder, et toute sa politique, fondée ainsi sur des discussions et des réticences, sera une politique pusillanime et impuissante, ressemblant à celle du roi d'Espagne.

Voici sa défense : « C'est avec la plus vive douleur que j'ai su toutes les plaintes que la cour d'Espagne fait contre nous, comme si nous abandonnions les intérêts de l'Infant, et que nous ne lui eussions jamais donné le moindre secours. Il serait indécent de rappeler toutes les dépenses que nous avons faites pour son service, et entre deux princes si proches, il ne conviendrait pas de recourir à des récriminations. La situation présente où nous nous trouvons, ce qui en vérité me fait tourner la tête, ne prouve que trop tout ce que cette guerre nous coûte, et l'impossibilité où nous sommes de donner de plus solides marques de notre amitié à ce Prince. Vous savez combien j'ai combattu son départ, et ce n'est pas assurément ma faute s'il se trouve aujourd'hui dans une situation bien mortifiante pour un prince de son nom. Je suis si affligé que je n'ai pas le courage de vous en dire davantage[1]. »

Il est évident que la situation des affaires européennes avait de quoi attrister ce vieillard. Huit jours après avoir écrit à Vauréal, il apprend la défection du roi de Prusse qui venait de faire alliance avec Marie-Thérèse, aban-

1. Aff. Étr., *Espagne*, 471, f° 105 : Fleury à Vauréal, 21 juin 1742.



donnant les armées françaises, au milieu de la Bohême. Fleury fondit en larmes quand il reçut ces nouvelles et n'eut qu'une idée : faire la paix, à quelque prix que ce fût. « Nous nous voyons donc aujourd'hui, écrivait-il au prince de Campo-Florido, avec l'Empereur seul pour allié, qui n'a ni troupes, ni argent... Je n'entre pas dans toutes les extrémités où nous jette cette infidélité du roi de Prusse, mais il est aisé de les concevoir, aussi bien que l'incertitude et le danger où nous nous trouvons de tous côtés[1]. »

L'Espagne ne voulait pas entendre parler de négociations pacifiques, cependant elle consentit à faire une tentative auprès du roi de Sardaigne lequel, du reste, fit la sourde oreille.

N'ayant d'autre souci pour le moment que de voir son fils sortir de son inaction, Élisabeth lui écrivait les lettres les plus pressantes. Elle croit qu'il pourra bientôt aller rejoindre son avant-garde, au cœur de l'Italie, en s'embarquant sur les galères espagnoles, comme le conseillait Amelot. « Je vous compte déjà par voie et par chemin, dit-elle le 28 juin, Dieu vous conduise et vous fasse la grâce que tout aille au mieux ; je l'espère de sa miséricorde, et qu'il vous fera la grâce que vous soyez

1. Aff. Étr., *Espagne*, 471 : Fleury à Campo-Florido, Issy, 30 juin 1742. De son côté Amelot écrivait à Vauréal : « Le détail que je viens de vous faire ne montre que trop que nous ne devons plus désirer que la paix, et que nous serons encore très heureux si nous pouvons y parvenir et si toutes les puissances jalouses de la grandeur de la France ne se réunissent pas pour l'accabler. » (*Ibid.*, 22 juin 1742.)



bien et honorablement placé; pour moi je vous confesse que je commence à ne pas dormir si tranquillement, et jusques à tant que vous soyez uni avec Montemar je ne serai pas en repos. »

« Mon enfant, dites à Glimes et Somodevilla[1] que si vous ne partez pas à l'instant qu'il vaut mieux que vous retourniez chez vous, parce qu'il n'est pas de votre honneur que vous restiez. » (6 juillet 1742.)

En Italie les troupes hispano-napolitaines, commandées par Montemar, ne font pas besogne qui vaille, les pires déconvenues les attendent. Élisabeth pourtant ne désespère pas de les voir remporter une victoire : « Peut-être Montemar aura-t-il gagné quelque bataille et vous resterez vous à être le spectateur et la risée des Anglais et des Piémontais! Dites-lui (à Glimes) cela avec un peu de force et faites-lui entrer cela dans la tête, car il faut absolument que vous sortiez de là pour votre honneur et au plus tôt. Je vois ce que vous dites de Navarro[2]; serait-il possible que les Français nous jouassent encore cette pièce-là? On peut tout entendre de *ce vieux*... je ne sais comment le nommer. » (14 juillet 1742.)

Ce n'est pas l'un des moindres intérêts de ces lettres intimes que de nous montrer bien au clair les sentiments d'Élisabeth Farnèse, et tout ce que la reine avait d'aversion pour le cardinal.

1. Don Zenon de Somodevilla y Bengoecha, plus tard marquis de La Enseñada.

2. Navarro avait eu la permission de s'abriter dans le port de Toulon, et il avait été question de le faire repartir pour Barcelone.



Les canons qu'on attendait à Antibes étaient enfin arrivés d'Espagne, malgré les Anglais; et Don Philippe demandait maintenant qu'on permît à l'intendant de Provence de lui fournir des mulets et autres bêtes de charge « et encore toutes les choses dont le comte de Glimes aurait besoin pour sa marche »[1].

Cette fois c'est à sa belle-fille que s'adresse Élisabeth pour obtenir ce secours : « J'ai fait dire à l'Infante, écrit-elle le 16 juillet, que vous n'iriez plus par mer puisque nos galères étaient brûlées[2], mais qu'on avait trouvé un moyen sûr pour vous faire passer; ainsi qu'elle écrivît à son père sur les avanies qu'on vous faisait pour votre passage, et je vous assure qu'elle a fait une lettre d'une personne de cinquante ans et point de quinze. Elle nous l'a montrée et cela nous a fait un très grand plaisir de voir la façon dont elle pense. »

La démarche réussit pleinement et ordre fut donné à M. de La Tour de fournir 3500 mulets réquisitionnés tant en Provence qu'en Languedoc et en Dauphiné. La seule voie ouverte à Don Philippe était un passage quelconque à travers les Alpes, vers le nord, ou une tentative d'invasion de la Savoie, tandis que les armées du roi de Sardaigne étaient occupées à soutenir les Autrichiens contre Montemar et à garder le comté de Nice.

Mais lorsque l'Infant se décide enfin à quitter Antibes,

1. Aff. Étr., *Espagne*, 471 : Campo-Florido à Amelot, 21 juin 1742.

2. Les Anglais brûlent dans la nuit du 24 au 25 juin cinq galères espagnoles mouillées dans le port neutre de Saint-Tropez. Aff. Étr., *Espagne*, 469, f° 190 : Lettre de Geoffroy, Toulon, 26 juin 1742.



c'est simplement « pour venir demeurer à Grasse, où l'air est beaucoup meilleur ». L'évêque de cette ville a cédé son palais au prince[1].

C'est là qu'il reçoit la visite de Bourcet, ingénieur royal envoyé par Louis XV à son gendre[2]. Bourcet voyage dans le plus grand secret, il vient se mettre à la disposition de Don Philippe pour travailler à une carte des Alpes et à un mémoire relatif aux différents passages. C'était un auxiliaire précieux, et certes si l'armée espagnole n'avait pas tant tardé à se mettre en marche, elle aurait pu pénétrer en Savoie, et même en Italie.

Un événement assez grave va secouer la torpeur de l'Infant. Le 18 août se présente devant Naples un capitaine anglais, du nom de Martin, à la tête d'une flotte composée de vaisseaux de guerre ; il a l'ordre de bombarder cette capitale si les troupes napolitaines ne sont pas immédiatement rappelées de l'armée de Montemar. Il donne deux heures à Don Carlos pour se décider. Naples est sans défense, le roi des Deux-Siciles se soumet. Le résultat de cette humiliation fut la disgrâce de Montemar, qu'on remplaça par le comte de Gages.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 469, f° 198 : Dépêche de Geoffroy, Toulon, 22 juillet 1742.

2. Bourcet joua un rôle des plus importants dans toutes ces campagnes d'Italie, mais il resta dans la coulisse et maintes fois les généraux acceptèrent des éloges qui revenaient à Bourcet. Voici dans le *Mémoire sur les campagnes de 1745 à 1746*, un portrait de cet ingénieur : « M. Boursette (*sic*), Dauphinois simple ingénieur, homme uni, modeste, taciturne, se cachant dans la foule, dévot même et dont la conversation et toutes les manières n'annonçaient rien au delà du simple ingénieur. » (P. 8.)



C'était aussi une leçon pour Don Philippe et pour son général, le comte de Glimes, auxquels les chansonniers ne ménagent pas les sarcasmes.

D'orgueil l'Espagnol bouffi,
A dit qu'il placera son fils;
Dans Rome il veut placer le lys;
Mais dans l'Italie,
Malgré son envie,
Philippe ne va qu'en esprit,
Voilà comme tout réussit [1].

L'Infant se met en route vers la fin du mois d'août. Le 24 il est à Barcelonnette, et, par Château-Dauphin, se dirige sur Briançon sans tenter de passer en Piémont, malgré les circonstances favorables dans lesquelles il se trouve, puisque le roi de Sardaigne ne soupçonne rien encore de cette marche en avant. Mais, du fond de l'Espagne, la reine dirige tout, et paralyse les mouvements de l'expédition. Le marquis de Mirepoix qui, se rendant à Aix, a un entretien avec l'Infant à Barcelonnette, nous édifie à cet égard; il se loue beaucoup de l'affabilité de Don Philippe, il se rend compte qu'il est Français de cœur et d'inclination, et il ajoute : « S'il était le maître, il n'aurait d'autre volonté que celle du Roi (Louis XV), mais loin de l'être il n'ose seulement faire paraître ses sentiments; et il a été élevé dans la plus soumise dépendance des volontés de la reine d'Espagne, dont les ordres

1. Bibliothèque Nationale, *Recueil manuscrit de Maurepas*, 12 646, f° 103 : *Chanson sur les affaires du temps.*

décident de tous les instants et de toutes les occupations de ses journées[1]. »

Or, voici ce qu'Élisabeth disait à son fils, le 31 août : « Prenez toujours les contributions de la Savoie et rendez-vous maître, si vous pouvez, de quelque chose ; je suis fâchée que vous n'ayez pas de canons, mes sermons n'ont valu rien pour que vous en ayez ». La reine voulait que Don Philippe pénétrât dans les domaines de Charles-Emmanuel et y vécût à ses dépens jusqu'à ce que l'on eût des nouvelles de Turin et du comte de Gages, sur lequel on fondait les espérances les plus illusoires ; elle faisait perdre un temps précieux et donnait aux ennemis le temps de revenir sur leurs pas jusqu'aux frontières. Élisabeth pousse à l'action, mais sans tenir aucun compte des exigences en quelque sorte locales.

Au gré de la reine rien ne va assez vite ; ce sont des plaintes continuelles sur les obstacles qui arrêtent l'Infant dans son voyage et sur l'indifférence des Français. Don Philippe séjourne à Briançon, Élisabeth prend feu et flamme : « Je crois, dit-elle, qu'ils seront bien aises de vous faire perdre autant de temps à Briançon comme ils vous en ont fait perdre à Antibes... » (6 septembre.)

Ce n'est qu'une fausse alerte, l'armée espagnole avance assez rapidement ; le 5 septembre elle est à Saint-Jean de Maurienne, dans cette Savoie qui, en attendant mieux, est la terre promise.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 469, f° 217 : Le marquis de Mirepoix à Amelot, Aix, 30 août 1742.



La reine apprend avec joie que ses ordres sont écoutés; elle annonce bientôt l'envoi de quatorze nouveaux bataillons et un renfort d'artillerie, puisqu'on ne peut pas en avoir en France. Elle compte toujours que Gages pourra rejoindre l'Infant et accourra de Foligno en Piémont. Elle ne se doute pas encore que le Sardo, comme elle nomme Charles-Emmanuel, a pris les devants et s'est apprêté à barrer le passage aux troupes de Don Philippe[1].

Mais elle ne tarde pas à être édifiée là-dessus, et elle sait presque en même temps que son fils se laisse déloger à la première rencontre et bat en retraite un peu trop précipitamment, se repliant sur les terres de France, près de Fort-Barreaux. Elle avait écrit à l'Infant : « C'est le temps où j'espère que vous allez faire quelque chose et j'espère qu'avec l'assistance de Dieu vous aurez plus de bonheur qu'on n'en a eu dans le reste de la campagne et *que vous serez le premier qui donnerez l'exemple aux autres.* » (9 septembre.) L'Infant ne répondait guère à cette attente...

Aussi lui adresse-t-elle une lettre vraiment pleine de dignité. « C'est fort dur pour nous autres en vérité que le visage du roi de Sardaigne seul puisse faire fuir devant lui tous nos généraux, quand nos troupes sont supérieures en force et en qualité, comme tout le monde sait... je ne suis pas général, je ne suis qu'une pauvre femme, mais si j'étais auprès de vous, je ne souffrirais

1. Lettre du 8 septembre 1742.



pas que le roi de Sardaigne s'avisât de dire qu'il vous chasserait de la Savoie; s'il peut vous chasser avec les armes à la main, ce sera à la volonté de Dieu, ainsi il n'y a rien à dire, mais qu'on se retire de devant lui sans tirer un coup, cela est insupportable; je vous confesse que j'en suis à moitié malade de chagrin. » Et en post-scriptum Élisabeth ajoutait : « Cette lettre-ci est écrite pour que vous la montriez au comte de Glimes en cas qu'il veuille encore s'en aller au Fort-Barreaux sans rien faire. J'espère que Dieu ne l'aura permis, car c'est vous faire perdre votre honneur; dans ce cas-là il valait mieux être resté à Madrid; je ne veux pas qu'on vous expose mal à propos, mais au nom de Dieu, qu'on ne vous fasse pas passer pour ce que vous n'êtes pas, et en tout cas dites-lui (à Glimes) qu'avec ce qu'on vous mande, vous ne pouvez pas manquer d'aller avec les autres, s'il ne veut pas y aller lui-même. On sait que le roi de Sardaigne n'a pas plus de troupes que celles qu'il a avec lui, ainsi je ne sais ce qu'il (Glimes) pense : les soldats ne naissent pas comme des champignons, il (le roi de Sardaigne) ne les peut pas faire sortir de terre... Je ne sais que dire, si ce n'est qu'il (Glimes) me paraît le second tome de Montemar. Mon cher enfant, je vous aime plus que mes entrailles; ainsi je vous confesse que je serais au désespoir qu'on vous fît faire une *ruindad*; on est encore à temps d'y remédier. » (20 octobre 1742.) Philippe V écrivait, de son côté, à son fils : « Si vous vous êtes retiré, je vous ordonne pour réparer votre honneur

et celui de vos armes de rentrer en Savoie et d'y attaquer le roi de Sardaigne où il sera. »

Ces lettres, dont les originaux sont aux archives de Parme, furent citées presque intégralement par Vauréal dans sa dépêche du 23 octobre[1]. Elles firent grande impression sur le cardinal, qui les trouva admirables, mais Fleury ne put se défendre de dire aussi : « Il ne suffit pas de donner des ordres de combattre, et il faudrait donner le talent et la science de l'art militaire pour les exécuter. L'Infant est infiniment aimable et je lui voudrais un habile général pour l'instruire[2]. »

Rien, certes, n'était plus juste. Don Philippe avait autour de lui des généraux de cour et des intrigants. Aux explications qu'on lui demandait, Glimes ne répondait que par des paroles vagues. Il disait toutefois qu'un conseil de guerre avait été tenu et que tous avaient été d'avis de battre en retraite. Une dépêche de l'Infant donnait quelques éclaircissements : Tous les officiers généraux, disait-il, avaient jugé nécessaire d'attendre les renforts que le roi d'Espagne devait envoyer. On savait pourtant que Charles-Emmanuel n'avait pas plus de 10 000 à 12 000 hommes; en dehors de l'entourage de Don Philippe, les officiers et même les soldats témoignaient le désir le plus ardent de combattre[3].

Mis au pied du mur, Glimes crut se tirer d'affaire

1. Aff. Étr., *Espagne*, 472, f° 142. Ces lettres existent aussi en copies dans le même volume, f°° 210-211.

2. *Ibid.*, Fleury à Vauréal, 11 décembre 1742.

3. Aff. Étr., *Espagne*, f° 205 : Vauréal à Amelot, 24 septembre 1742.



par la calomnie[1]. Il s'en prit à la France et rejeta la faute sur le gouverneur du Dauphiné qui, selon lui, aurait refusé de fournir des vivres. On savait à Versailles que quand l'armée était partie de Montmélian, au début de septembre, elle avait pour vingt-quatre jours de vivres, et que, ne pouvant tout emporter, les soldats en avaient jeté une partie dans l'Isère. On n'ignorait pas non plus les déprédations et les désordres des Espagnols qui abattaient les maisons des paysans, arrachaient les vignes, et ruinaient ainsi pour longtemps les pays qu'ils traversaient[2].

Un autre conseiller de l'Infant, le comte de Peralada, « le plus dangereux esprit qu'il y ait en Espagne », s'était montré en cette occasion fort hostile à la France. Il avait pris, par ses flatteries excessives, un grand ascendant sur Don Philippe; ce prince, qui naturellement était « Français dans le cœur » et qui attendait tout de son beau-père, avait subi l'influence de Peralada au point de laisser échapper les paroles les plus

1. Bourcet, dans un mémoire particulier, explique la retraite précipitée du comte de Glimes d'une assez curieuse manière. « M. de Glimes avait reçu un plan qui consistait à se poster à Fréterive, avec le château de Miolans, dont il pouvait s'emparer sans coup férir, à sa gauche, et Charbonnière de l'autre côté de l'Isère, en avant à sa droite.... A son passage à la Chambre, le curé de cette localité lui ayant dit que, dans un semblable pays, il ne serait pas étonné qu'on lui enlevât l'Infant en marche, au milieu de son armée, M. de Glimes en éprouva une telle crainte qu'il abandonna le plan qu'on lui avait donné, et alla mettre l'Infant en sûreté sur les terres en France. » De Vault, II, 20.

2. Aff. Étr., *Espagne*, f° 222, Vauréal à Amelot, Balsain, 29 septembre 1742.



fâcheuses contre la France; il est vrai qu'Élisabeth Farnèse était pour quelque chose dans ces sentiments de son fils.

Quoi qu'il en soit, Peralada, à Antibes, et maintenant aux frontières des Alpes, ne cessait d'aigrir l'Infant contre nous. Il avait sa grande part de responsabilité dans la retraite honteuse sur Fort-Barreaux, et c'était lui, autant que Glimes, qui avait accusé le gouverneur du Dauphiné d'avoir entravé la subsistance de l'armée.

On avait appris enfin que Peralada était un chaud partisan de l'Autriche; son père occupait une fonction à Vienne; on savait de plus qu'il avait espéré profiter des avantages que pourrait donner à l'Infant la mort de l'empereur pour se créer, éventuellement, une situation de premier ministre.

C'était Peralada qui avait poussé Don Philippe à se mettre en route, malgré les avis de Louis XV et de Fleury, et malgré les avis de Leurs Majestés Catholiques. Il avait fait la leçon au jeune prince, Élisabeth elle-même l'avouait un peu tardivement à Vauréal. « Pendant le voyage de l'Infant, écrit l'ambassadeur, j'ai vu plusieurs fois la Reine mécontente, mais un jour, pendant le séjour d'Antibes, elle me marqua la plus grande colère contre l'Infant. La Reine me dit *qu'il n'avait voulu partir que pour avoir sa liberté... Il faut que je vous dise ce qu'il m'a fait*, et elle me conta que dans le temps que je m'opposais si fortement au départ de l'Infant, combattue par mes raisons et beaucoup plus

par la tendresse, elle avait voulu le laisser maître de partir ou de différer, ne doutant pas que l'amitié ne le décidât à demeurer auprès de Leurs Majestés le plus longtemps qu'il pourrait, et qu'elle lui avait donné vingt-quatre heures pour y penser.

« *Le lendemain*, dit la Reine, *j'étais entre la mort et la vie attendant sa réponse et il me planta net qu'il voulait partir et que son honneur l'exigeait. Je fus prête à demander au Roi qu'il ne partît point, mais j'eus encore la faiblesse de craindre de lui donner du chagrin dans le moment qu'il me déchirait le cœur.* »

» Ce furent les propres paroles de la Reine que je mis par écrit aussitôt que je fus rentré chez moi. »

Élisabeth dit encore que cette décision de son fils était le résultat d'un conseil tenu entre Peralada, le comte d'Aydie, commandant de Castille, et Leyde, lesquels avaient exhorté Don Philippe « à tenir ferme », lui assurant que de ce départ dépendraient son établissement et le bonheur de sa vie.

La reine s'excuse de n'avoir pas sévi immédiatement contre Peralada; elle a eu peur, dit-elle, de faire de la peine à l'Infant et à l'Infante.

Mais la coupe débordait, les reproches étaient devenus trop graves. Philippe V envoya sur-le-champ un colonel en Dauphiné, avec ordre de s'emparer de Peralada et de l'interner à Barcelone[1].

1. Aff. Étr., *Espagne*, 473, f° 312 : Vauréal à Fleury, 7 novembre 1742.



Aux lettres sanglantes de ses parents, Don Philippe répond en termes fort émus; il avoue que l'on n'a que « trop de raisons de le regarder comme déshonoré, qu'il l'a senti dès le premier moment, et que la vie lui sera insupportable jusqu'à ce qu'il ait réparé son honneur et celui des armes espagnoles et qu'il se soit rendu digne du nom de leur fils[1] ».

Madame Infante est fort éprouvée par ces nouvelles; on lui déguise autant que possible tout ce qui pourrait l'inquiéter, mais par le peu qu'on lui dit, elle en juge davantage. Elle écrit à son mari une lettre où se montrent sa tendresse et son courage. Elle sait que la rentrée en Savoie ne se fera point sans combat, toutefois son anxiété ne paraît pas aux yeux du monde, seules les femmes qui l'entourent sont témoins de ses larmes[2].

La reine rassure son fils sur la santé de sa femme. « L'Infante se porte bien, lui écrit-elle le 12 novembre, et elle ne pouvait plus se remuer d'avoir été hier au carillon, elle engraisse beaucoup, et j'ai encore dit ce soir à madame de Leyde de tâcher de lui faire faire le plus d'exercice qu'elle pourra, parce que si elle est comme cela à quinze ans, qu'est-ce que cela sera à vingt-cinq? Et tant pour la succession que pour elle-même, il ne faudrait pas qu'elle fût si grasse. »

L'exil de Peralada ne suffisait pas, il fut bientôt suivi de celui de Glimes dont la désobéissance et l'irrésolution

1. Aff. Étr., *Espagne*, 472 : Vauréal à Amelot, 10 novembre 1742.
2. *Ibid.*



étaient d'un trop mauvais exemple. Don Philippe, fort de la semonce maternelle, avait voulu presser Glimes et l'obliger à mettre l'armée en mouvement. Ce général lui avait répondu :

— Je vois bien que je suis perdu dans l'esprit de Leurs Majestés Catholiques ; du moins, je ne veux pas perdre l'armée, ni exposer l'Infant.

— Que pourrais-je écrire, lui dit Don Philippe, pour excuser une telle désobéissance ?

— Votre Altesse Sérénissime pourra écrire ce qu'elle voudra.

Cette audace fit faire des réflexions un peu tardives au roi d'Espagne sur la conduite de Glimes ; sa lenteur à Antibes avait donné le temps aux Anglais et aux Piémontais de défendre le passage du Var et le comté de Nice ; sa marche incertaine et sans but en Provence et en Dauphiné avait tout compromis ; on jugea que son entrée en Savoie avait été plutôt fortuite que méditée ; qu'il avait perdu toutes les occasions d'attaquer avec avantage le roi de Sardaigne, en dépit des ordres absolus qui lui avaient été envoyés[1].

1. Vauréal, dans une dépêche à Amelot du 22 octobre 1742 (Aff. Étr., *Espagne*, 472, f° 184), explique fort bien comment Don Philippe avait été amené à s'emparer de la Savoie. Les projets de l'Espagne n'avaient pu se réaliser, Philippe V s'étant flatté que l'Infant, avec ses 17 000 à 18 000 hommes, pourrait rejoindre l'armée de Montemar, et remporter victoire sur victoire en Italie. Mais la lenteur de Montemar et le long séjour de Don Philippe en Provence avaient donné au roi de Sardaigne le temps de fermer l'entrée de ses États. L'Infant, trouvant le Piémont inaccessible, va en Savoie ; on n'y avait pensé à Madrid que lorsque



Il en résultait que Glimes était incapable de commander, non seulement pour l'heure présente, mais pour toute la suite de la guerre.

Mais par qui le remplacer? Après avoir parcouru la liste des officiers généraux, Philippe V choisit le marquis de La Mina, l'ancien ambassadeur. C'est le seul homme, disait-il, à qui je puisse confier mon fils et mon armée.

Leurs Majestés Catholiques, sachant bien que cette nomination ne serait point agréable à Fleury, tâchèrent néanmoins de dorer la pilule en faisant un portrait des plus flatteurs du marquis. « Leurs Majestés, écrit Vauréal à Amelot, ont parlé de son courage, de son activité, de sa hardiesse, de la confiance que les troupes ont en lui, et même de son ambition, *car il y a des circonstances où tout devient mérite*[1]. »

Depuis son retour en Espagne, La Mina gouvernait la Catalogne, où il avait, paraît-il, rétabli l'ordre aussi bien dans le civil que dans le militaire. C'était le dernier et le plus bel argument de Philippe V.

L'Infant non plus n'allait pas être très heureux du choix de ce mentor qui lui était peu sympathique. Aussi le roi ordonna-t-il à son fils de recevoir le marquis avec

l'on vit qu'il n'y avait pas d'autre refuge. La saison était avancée, et il se trouva que Charles-Emmanuel ne pouvait ramener, avant l'hiver, des forces suffisantes pour chasser les Espagnols. C'est à ces circonstances toutes fortuites que Don Philippe devait cette conquête et la possibilité de passer l'hiver à Chambéry.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 472 : Escurial, 26 novembre 1742.



amabilité et de sacrifier au bien des affaires la peine que sa venue pourrait lui causer[1].

Philippe donne à La Mina toute autorité : il ne l'assujettit pas au conseil de guerre et le laisse maître de renvoyer les officiers qui ne lui conviendraient pas[2]. Le marquis se met en route aussitôt qu'il a reçu le courrier de son maître, et fait telle diligence qu'il arrive à Fort-Barreaux le 5 décembre. Il étudie son plan de campagne : il sait que le roi de Sardaigne, ne se méprenant pas sur les intentions des ennemis, les attendra de pied ferme, mais au lieu d'assaillir les lignes piémontaises de face, La Mina les prendra par le flanc. Il n'y a qu'un obstacle à briser, c'est le château d'Aspremont; sur ce point stratégique se concentreront tous les efforts du nouveau général. Le 18 décembre, l'armée se met en marche, le 21, Aspremont est au pouvoir des Espagnols, le 29, Charles-Emmanuel se décide à battre en retraite, et très rapidement les Piémontais évacuent la Savoie[3].

1. La reine écrit de son côté à l'Infant : « C'est à vous à donner le premier exemple de l'obéissance qu'on doit à ses ordres (aux ordres du roi) et à passer par-dessus toutes sortes d'autres raisons particulières : je l'espère comme cela de votre bon naturel, de votre obéissance, et de votre religion. » 23 novembre 1742. — Cette lettre dont l'original est à Parme existe en copie aux Affaires Étrangères, *Espagne*, 469, f° 293.

2. *Ibid.*

3. Pajol, *Guerres de Louis XV*, III, 19-21. « Le roi de Sardaigne, couvert à sa gauche par les inondations de l'Isère, replie ses détachements et place sa droite entre Notre-Dame-de-Myans et la ferme de Favras. Une bataille semble inévitable. Mais l'armée piémontaise était de plus en plus affaiblie par les maladies auxquelles la rigueur de la température donnait lieu; il était à craindre que les cols du



Le 6 janvier Don Philippe entre à Chambéry, où il va prendre ses quartiers d'hiver.

Le public ne s'y trompa point, le jeune prince était pour peu de chose dans cette victoire; La Mina venait de justifier la confiance de Leurs Majestés Catholiques. Dans un catalogue satirique des livres nouveaux du début de l'année 1742 on lit en effet ce titre amusant :

« Dissertation sur les paroles de César : *veni*, *vidi*, *vici*, par le marquis de La Mina, dédiée à l'Infant Don Philippe[1]. »

Et, vers la même époque, circulait la chanson[2] que voici :

Bonjour, Sire : duc de Savoye,
Va-t'en vite, sauve-toi,
Car si Philippe t'approche,
Il va te mettre à la broche.
Lampons, lampons,
Camarades, lampons.

petit Saint-Bernard et du Mont-Cenis ne fussent bientôt fermés par les neiges. Se maintenir en Tarentaise et en Maurienne était évidemment possible, Conflans soutenant le débouché de la première vallée, et Charbonnière couvrant celui de la seconde; mais comme on n'aurait pu y subsister qu'à l'aide d'approvisionnements tirés du Piémont, le roi aima mieux repasser les Alpes et abandonner la Savoie que de s'exposer à voir sa communication absolument interrompue par la neige avec les plaines du Piémont, et son armée réduite à manquer de tout. » (De Vault, II, 22.)

1. Bibliothèque Nationale. *Recueil manuscrit de Maurepas*, 12 646, f° 229. Parmi les autres nouveautés on trouve encore : *Histoire du passage des Alpes par Annibal*, traduite de Polybe par le roi de Sardaigne, et *Traité de neutralité*, dédié au Roi des Deux-Siciles, par l'amiral Haddock.

2. *Ibid.*, f° 209.



Le général La Mina
Te va suivre pas à pas.
Ah ! l'heureux Prince Allobroge,
Te voilà, Jacques déloge.
Lampons, etc.

César dit au temps jadis :
« Je vins, je vis, je vainquis »,
Mais Ta Majesté peut dire :
« Je viens et je me retire ».
Lampons, etc.

CHAPITRE V

LE TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU

(1743)

Mort du cardinal de Fleury. — Don Philippe reçoit le serment de ses vassaux. — Incendie du château de Chambéry. — Excursion de l'Infant en Savoie. — Élisabeth Farnèse, grand'mère. — Trahison du roi de Sardaigne. — Plan de campagne de La Mina. — L'Infant à Queyras. — Affaire de La Chanal. — Récriminations d'Élisabeth contre les Français. — Le traité signé à Fontainebleau. — Une visite à la Grande Chartreuse. — Quartiers d'hiver à Chambéry. — Mécontentement des Savoyards.

Tandis que l'Infant allait bientôt faire acte de souverain, le cardinal de Fleury mourait (29 janvier 1743) dans sa retraite d'Issy; c'était un événement depuis longtemps attendu et... désiré. « Enfin! » s'écria le marquis d'Argenson. Élisabeth Farnèse ne fit pas à l'Éminence une moins sincère oraison funèbre. « Il est sûr qu'il est mort, écrit-elle, le plus grand ennemi que nous ayons pu avoir; je lui pardonne de tout mon cœur le mal qu'il nous a fait, et Dieu donne la paix à son âme. » (6 février.)



On sait que seul Louis XV eut quelque chagrin de cette disparition. Dès le 29 janvier il adressait une longue lettre à son oncle, Philippe V, dans laquelle il trouve des paroles touchantes comme celles-ci : « Je perds un bon ami et un bon serviteur qui m'était infiniment attaché... je puis dire que je tiens tout de lui, et qu'ayant eu le malheur de perdre mes père et mère avant que j'eusse connaissance, je l'ai toujours regardé comme tel, ce qui rend sa perte plus douloureuse[1] ».

Louis XV annonçait aussi que Fleury n'aurait pas de successeur, ce qui fit dire à la Cour : le cardinal est mort, vive le Roi!

Dans sa réponse[2], Philippe V, après avoir fait ses condoléances, félicite son neveu de la résolution qu'il a prise de gouverner seul. « *Je me flatte*, ajoute-t-il, *qu'Elle* (Votre Majesté) *réparera entièrement l'honneur de la maison des Bourbons.* » Cette phrase devait être d'Élisabeth Farnèse; on y reconnaît son audace.

Le prince de Campo-Florido, avant de remettre cette lettre officielle à Louis XV, lui avait lu ses dépêches où se trouvait la même phrase, mais il l'avait commentée ; pour lui : *l'honneur de la maison des Bourbons avait été compromis par ses ennemis*[3]. Le roi voulut-il bien interpréter ce passage dans le même sens? Rien n'est moins sûr. Toujours est-il que les événements donnèrent assez

1. Aff. Étr., *Espagne*, 473, f° 473. La copie de cette lettre et la réponse de Philippe V se trouvent à Parme.
2. Elle est du 8 février 1743.
3. Baudrillart, V, 135.



vite à Louis XV l'occasion de montrer que le cardinal n'était plus là.

Mais il faut suivre l'Infant à Chambéry où, le 25 février, il reçoit les hommages des Savoyards, hommages un peu forcés, car la hauteur toute castillane avec laquelle Enseñada avait organisé le gouvernement du duché, excita les plaintes les plus vives de la noblesse de Savoie. Le marquis de La Mina eut beau s'opposer à cette prestation de serment, déclarer qu'elle était fort inutile et qu'elle n'aboutirait qu'à mettre plus d'aigreur dans les rapports entre les Espagnols et leurs vassaux, il ne gagna personne à sa cause. Enseñada n'en fit qu'à sa tête.

La cérémonie eut lieu avec une pompe et un éclat extraordinaires, dans l'église des Pères cordeliers, choisie comme la plus spacieuse. Jean IV de Caulet, évêque de Grenoble, présidait; son concours avait été jugé nécessaire pour donner à l'acte plus de solennité.

A quatre heures et demie, l'Infant sort à pied du château, il est accompagné de sa maison, de ses officiers généraux, de ses troupes, et de toute l'aristocratie du pays. Dans l'église, du côté de l'Évangile, assez près de l'autel, a été édifiée une estrade où sont placés un fauteuil et un prie-Dieu, sur lequel Don Philippe s'agenouille.

Cependant l'évêque en chape et en mitre, accompagné de deux chanoines en dalmatiques, sort de la sacristie, et, après avoir salué le prince, vient se prosterner au bas du maître-autel. Les seigneurs et députés se rangent



dans la nef du côté de l'Épître, et aussitôt les chœurs entonnent l'hymne : *Veni, Sancte Spiritus*. Puis le prélat chante l'oraison : *Deus qui corda fidelium*. Après quoi l'Infant s'assied et se couvre, et l'évêque va s'installer sur un siège préparé au milieu du sanctuaire, devant une table à *tapis trainant*, où se trouvent un crucifix et le livre des Évangiles.

Un héraut d'armes lit alors la formule du serment de fidélité que les États de Savoie prêtent à Sa Majesté Catholique, en présence de Son Altesse Sérénissime Monseigneur l'Infant Don Philippe. Et il appelle successivement les vassaux et feudataires des provinces de Savoie, Chablais, Genevois, Maurienne, Tarentaise et Faucigny, qui, les uns après les autres, se mettent à genoux devant la table, en posant la main droite sur le Saint Livre. Ces personnages sont ensuite présentés à l'Infant, qui leur donne sa main à baiser.

C'est le même protocole pour les députés des villes, bourgs et paroisses desdites provinces, sauf que Son Altesse Sérénissime ne donne sa main à baiser qu'à ceux de ces députés qui sont nobles.

Pour terminer, les chœurs chantent le psaume : *Exaudiat*; enfin le prélat, après avoir donné la bénédiction épiscopale, descend de l'autel, va saluer le prince et se retire. Philippe, suivi de la même escorte, rentre en son palais[1].

1. Aff. Étr., *Espagne*, 473 : Lettres de l'évêque de Grenoble des 22 et 23 février 1743.

Peu après cette prestation de serment assez ridicule et très vexatoire, un accident mit le comble à la mauvaise humeur des Savoyards. Le feu prit au château, au milieu de la nuit, dans l'antichambre de l'Infant qui, vêtu d'une simple robe de chambre, se réfugia chez le marquis de La Mina. Les pertes furent considérables, car pour les fêtes du carnaval, on avait orné le château de tout ce qu'il y avait dans Chambéry de lustres, de trumeaux, de miroirs et de tapisseries. Du corps de logis habité par le prince, il ne restait que murailles calcinées. On avait pu sauver les effets de l'Infant et ceux de sa maison, mais presque tous les meubles appartenant au roi de Sardaigne et aux particuliers avaient été consumés[1].

Comme pour consoler Don Philippe de cette déconvenue, Louis XV lui accorde enfin non seulement les vingt-quatre canons que Fleury lui avait refusés, mais il promet encore d'envoyer prochainement en Dauphiné quatorze bataillons français.

Toutefois, jusqu'à l'automne, Don Philippe passera ses journées en plaisirs, en fêtes, en excursions agréables.

« Je suis bien aise, lui écrit sa mère, que vous alliez à la pêche au lac du Bourget (5 avril)... Vous avez très grande raison de dire que ces petits voyages vous mettent en haleine pour entrer avec plus de force en campagne; Dieu vous le donne, mon cher enfant de mes

1. Aff. Étr., *Espagne*, 473.



entrailles, et nous fasse la grâce que vous soyez établi... » (8 avril.)

Et pour charmer les loisirs de son fils, Élisabeth parle de la charmante petite Isabelita : « Elle est venue nous faire une visite avant notre dîner, c'est bien la meilleure pâte d'enfant qu'on puisse voir; en entrant dans notre chambre, la première chose qu'elle a regardée c'est votre portrait et elle l'a montré avec sa petite main; je confesse la vérité que cela m'attendrit; elle est fort tranquille, elle ne crie point, elle a eu la patience de souffrir mes importunes caresses avec toute la patience possible. Elle aime beaucoup les oiseaux et elle s'est divertie dans le cabinet... Elle marche fort ferme et je crois que, si on osait la laisser seule, elle tiendrait debout sans qu'on la tînt; elle est grasselette et elle m'a montré ses dents de fort bonne grâce. » (20 juin 1743.)

Ce rôle de grand'mère va vraiment fort bien à la reine d'Espagne, mais elle n'a pas toujours le temps de se laisser aller à ces tendres effusions, surtout à cette époque où de très sérieuses négociations occupent les cours de Versailles, de Madrid et de Turin, et nous expliquent l'oisiveté de l'Infant.

On reprend à nouveaux frais, depuis la mort du cardinal, une politique plus active, mais il faut le dire, tout aussi stérile. Le roi de Sardaigne continue à jouer la France et l'Espagne, et, après d'interminables discussions, signe avec l'Autriche, l'Angleterre et la Saxe le traité de Worms (13 sept. 1743).



Charles-Emmanuel pourtant était sur le point d'accepter les propositions de Louis XV qui, regardant l'union avec le roi de Sardaigne comme son unique ressource, lui faisait les offres de partage les plus belles, au grand mécontentement d'Élisabeth Farnèse[1].

Les nouvelles que l'on a des armées françaises changent la face des choses. Quand le maréchal de Broglie évacue la Bavière et se retire sur le Rhin, que le maréchal de Noailles, battu à Dettingen (27 juin), ne tarde pas à le joindre, Marie-Thérèse peut faire diversion et envoyer des secours importants à ses armées d'Italie; Charles-Emmanuel, suivant sa coutume, se range du côté du vainqueur. En attendant, Don Philippe reçoit le renfort promis de bataillons français et, pendant le mois de juillet et d'août, se prépare à tout événement. Son quartier général est fixé à Briançon, où, au début de septembre, La Mina et le chef d'état-major français, le lieutenant général de Marcieu, aidés de Chevert, le héros de Prague, discutent le plan de campagne. La Mina, pressé par Élisabeth[2], veut pénétrer de bonne

1. Charles-Emmanuel devait réunir à ses États les portions situées à gauche du Pô, ainsi que tout le Milanais, et prendre le titre de roi de Lombardie. A l'Infant étaient destinés le Mantouan, à l'exception de la partie destinée au duc de Modène, l'expectative de la succession de Guastalla, le duché de Parme et de Plaisance à la droite du Pô et de la Sardaigne, avec le titre de roi. Aff. Étr., *Espagne*, 476, f° 304 : Amelot à Vauréal, 25 août 1743.

2. Dès le mois de juillet la reine d'Espagne qui, au fond, déplore les démarches que l'on fait auprès de Charles-Emmanuel, et veut pour l'Infant tous les États autrichiens de l'Italie, prévoit la perfidie du roi de Sardaigne. « Vous avez bien fait, écrit-elle à son fils, de dire à



heure en Piémont et franchir le mont Viso, Marcieu trouve ce projet inacceptable. Il écrit immédiatement au comte d'Argenson, ministre de la guerre, qu'il ne peut prendre la responsabilité de la décision. « Il paraît, dit-il, que M. le marquis de La Mina, malgré toutes les difficultés qu'il prévoit lui-même dans ses opérations prochaines, veut absolument tenter quelque chose sur ces parties du Piémont, au risque de faire un second tome de Campo-Santo[1] et de sacrifier même, pour première victime, l'Infant Don Philippe, s'il le faut; ajoutant *qu'on le veut absolument*, et que quand le vin est tiré il faut le boire. Il m'a demandé si nos troupes françaises marcheraient en avant, quoiqu'il leur manque bien des choses et que l'artillerie ne puisse être prête qu'à la fin de ce mois; j'ai répondu que cela n'était pas douteux et que nous étions prêts à exécuter les ordres qui nous seraient donnés par l'Infant, en quelque état que nous puissions être[2]. » C'était en effet à l'Infant lui-même que

Mina qu'il se tienne prêt pour entrer en Italie *au premier avis*. » Et, parlant « à cœur ouvert », elle ajoute que Français et Piémontais « s'entendent entre eux comme larrons en foire, et que les sacrifiés ce sera nous autres. » (7 juillet.) Elle n'a qu'une idée en tête, c'est de voir l'armée franchir les Alpes. « On n'a nommé encore aucun officier [français] pour commander ces troupes quand il devrait déjà être sur les frontières. » (16 août 1743.) Deux jours plus tard, Louis XV donne au comte de Marcieu, lieutenant général, l'ordre de faire agir le corps des troupes françaises assemblées en Dauphiné, conformément aux avis qu'il recevra de l'Infant d'Espagne. De Vault, II, 92.

1. Bataille sanglante et indécise (8 février 1743) dont le résultat fut d'obliger le comte de Gages à repasser le Panaro et à se retirer au camp de Saint-Michel, près de Bologne.

2. *Guerre de la succession d'Autriche*, mémoire extrait de la corres-



les officiers français devaient obéir; Louis XV l'avait écrit à son gendre, tout en faisant quelques justes restrictions : « Mon intention n'est pas de restreindre l'autorité que je vous ai donnée sur mes troupes, mais comme elles ne sont pas assez considérables pour qu'on puisse les séparer sans inconvénient, je dois vous prévenir qu'il importe au bien de mon service et à nos intérêts communs, qu'elles restent toujours rassemblées dans un seul corps, qu'il n'en soit mis aucune partie dans des postes fixes, et qu'elles ne soient tenues que de contribuer à proportion de leurs forces au service journalier de votre armée. J'ai chargé le prince de Campo-Florido d'en écrire dans le même esprit au roi d'Espagne, mais je compte qu'en attendant qu'il vous ait envoyé ses ordres, vous vous conformerez à ce que je viens de vous marquer de nos intentions[1]. »

La Mina n'entend rien, il n'écoute que la reine d'Espagne. Lorsque Élisabeth apprend que le marquis va se mettre en route, elle est au comble de la joie, mais elle se plaint que l'on prétende laisser l'Infant à Queyras, au pied de la montagne, sans le faire participer à l'expédition. « Sur cela, écrit-elle à son fils, je ne saurais que dire s'il ne vous laisse là qu'autant de temps qu'ils en prendront pour forcer les passages, cela passe; mais en vérité s'il veut faire quelque autre opération, je serais

pondance de la cour et des généraux, par F. E. de Vault, revu et annoté par P. Arvers. 2 vol., Paris, 1892 (II, 97).

1. Louis XV à Don Philippe, Choisy, ce 11 septembre 1743. Archives de Parme. Cité dans de Vault, II, 97.



bien fâchée que vous n'y fussiez pas, et si on avait pu prendre quelque prétexte ou d'incommodité ou de quelque chose de semblable, cela aurait été mieux ; de l'autre côté, je vois qu'avant de forcer les passages il pourrait y avoir du risque pour votre personne, car il faut se méfier des mauvaises intentions de la maison de Savoie : vous verrez dans toutes les histoires que cette maison-là a toujours été traîtresse, et, dans cette occasion-ci, on le voit plus que jamais. » (27 sept. 1743.)

Sur ces entrefaites, Don Philippe avance du côté de l'Italie, sans trop s'arrêter à Queyras. Sa mère croit déjà qu'il vole vers les grandes conquêtes, et se fait d'étranges illusions. « Je vois que, malgré les fatigues de vos marches, grâce à Dieu! vous étiez arrivé heureusement à Queyras où vous aviez une belle vue, d'où vous voyiez la source du Pô et que vous espériez le voir bientôt en son entier; Dieu le fasse et vous en fasse le maître jusqu'à Ferrare; je m'imagine que c'est une vue à peu près comme celle de l'Alhambra de Grenade et plus; et je suis bien aise que vous y soyez bien logé[1], jusqu'à tant que, s'il plaît au bon Dieu, vous ayez un logement dans un pays meilleur; car je crois, s'il nous fait la grâce qu'on puisse passer de l'autre côté, que vous trouverez le pays bien différent de la Savoie, et

1. Il n'en avait pas toujours été ainsi durant cette petite campagne. « Je suis fâchée que vous ayez été mangé de punaises, c'est une vilaine compagnie, et je suis fâchée du vilain trou où vous êtes logé, mais j'espère que vous n'y resterez pas longtemps. » Élisabeth Farnèse à Don Philippe, 19 septembre 1743.



plus vous entrerez dans la Lombardie et plus vous le trouverez beau et meilleur... J'attends avec l'impatience que vous pouvez croire vos nouvelles et celles de l'armée et Dieu vous donne *muchas victorias* comme une mère, qui a pour vous tant de tendresse, vous peut désirer. » (7 oct. 1743.)

Don Philippe averti par l'expérience craignait de s'attirer de nouveaux reproches malsonnants. Le 7 octobre, après trois jours de repos à La Chanal, il se met en marche à la tête de l'armée franco-espagnole ; dès dix heures du matin, il s'empare du château de Pont et voit les Piémontais fuir devant lui.

Encore que cette affaire n'eût pas duré longtemps et n'eût pas été très chaude, Don Philippe courut des dangers, et son secrétaire, Muniain, fut blessé à ses côtés. Pendant toute l'action il se montra au premier rang : c'était le baptême du feu. Ce début était assez satisfaisant; une fausse manœuvre vint tout gâter. Tandis que l'Infant se dirigeait sur le château de Pont, une autre colonne, sous les ordres de M. de Corvolan, avait gagné le col de Valante et se disposait, le 8 septembre, à commencer l'attaque. Apprenant que les ennemis battaient en retraite, Corvolan croit qu'il peut rejoindre les Espagnols en descendant le ruisseau de la Valante, mais il est salué par un feu terrible et mis en déroute; les troupes ne ripostèrent pas, se trouvant dans le fond d'une vallée très étroite, et où on ne pouvait se former. Quatre cents hommes furent tués ou blessés et

une bonne partie des canons resta aux mains des Piémontais[1].

La saison n'était pas propice; on décida, en conseil de guerre, de battre en retraite. La campagne avait duré dix jours; le sol italien, foulé par l'avant-garde le 2 octobre, était libre le 12. La Mina se rendait compte que son plan n'était point raisonnable, et, malgré la reine d'Espagne, il dut abandonner la partie[2]. Il ne restait à l'Infant autre chose à faire qu'à rentrer encore une fois à Chambéry, toujours sans avoir récolté ces *muchas victorias* que sa mère appelait de tous ses vœux. Élisabeth, en apprenant l'affaire de La Chanal, n'en eut pas moins un instant de fierté. « Mon très cher fils de mon âme et de ma vie, écrit-elle à l'Infant le 16 octobre, nous avons reçu ce matin votre lettre du château de la Tour du Pont. Dieu soit loué à jamais, mon cher enfant, du bon succès qu'il a plu de donner aux armes du Roi et à vous; certainement j'en ai pensé devenir folle de joie voyant votre courage, et puisque cela est fait, à la bonne heure; mais, pour l'amour de Dieu, je vous prie, ayez un peu plus de soin de votre personne; votre lettre est fort modeste, mais, grâce à Dieu, les autres lettres ne

1. De Vault, I, 78.

2. « L'entreprise qui vient d'être faite par les Espagnols de passer le Piémont ne paraît pas avoir disposé ici trop favorablement les esprits pour M. de La Mina. J'ai vu une lettre de cette armée, d'un officier très instruit et très exact, qui dit que c'est premièrement une grande difficulté de se concerter avec les Espagnols; qu'ils marchent avec une armée comme on marcherait en voyageant et sans jamais vouloir dire leur projet. » Luynes, *Mémoires*, V, 170, à la date du 28 octobre 1743.



font que chanter vos louanges; imaginez-vous quelle consolation c'est pour une pauvre mère qui a tant de tendresse pour vous, mais encore un coup, si vous avez quelque peu d'amitié pour moi, ne vous exposez plus de la sorte, car voyez, ce qui a touché le pauvre Muniain aurait pu vous arriver... Vous avez assez donné de preuves de votre courage pour que vous n'ayez plus besoin d'en donner de si fortes; il suffit du reste de celles que vous avez données dans cette occasion-ci; contentez-vous d'être avec l'armée, et d'être comme un prince de votre naissance doit être. »

La reine était satisfaite de peu. Elle enflamme l'ardeur de son fils, ne veut pas qu'il reste à Queyras, et, dès le premier coup de canon, elle trouve que c'est assez. Son amour maternel lutte entre le devoir et l'égoïsme; c'est bien l'état d'âme d'une femme qui, au fond, n'a aucune grandeur, ni aucune noblesse.

Néanmoins Élisabeth est désolée qu'on ait pris la résolution de se retirer en Savoie, et, à ce propos, se livre aux récriminations les plus violentes contre les Français : « Ce qui me déplaît dans toute cette affaire-là, c'est que la France aura encore plus d'envie de faire la paix que jamais, et que peut être la fera-t-elle à *troche y moche* et qu'ils diront que, si nous n'avons pas pu passer cette fois-ci, que nous ne passerons pas non plus une autre fois, et qu'ils feront la paix, nous disant que, si nous voulons l'avoir aux conditions qu'on nous proposera : bien, sinon qu'il leur est impossible de rien faire

pour nous; ainsi il faudra passer par où ils voudront et peut-être rester avec peu ou rien; à moins que le bon Dieu n'aveugle l'Archiduchesse et les Anglais et qu'il fasse qu'ils n'écoutent pas les propositions que les Français leur feront, qu'alors de gré ou de force, il faudra qu'ils aillent. » (19 octobre 1743.)

Et tandis qu'Élisabeth Farnèse parlait ainsi à cœur ouvert, cette France, qu'elle méprisait si profondément, allait une fois de plus s'allier avec l'Espagne, signer le traité de Fontainebleau (25 oct. 1743), et ainsi préparer la voie au Pacte de famille de 1761.

Louis XV avait écrit à son oncle le 20 septembre au sujet de la trahison du roi de Sardaigne. « C'est avec la plus grande douleur, disait-il, que j'annonce à votre Majesté une aussi fâcheuse nouvelle, et je prévois toute la vivacité de son juste ressentiment contre un procédé aussi infidèle. Je dois en être plus piqué puisque c'est par moi que tout a passé et que j'ai été malheureusement le canal dont on s'est servi pour La mieux tromper. J'ai sur-le-champ envoyé ordre au marquis de Sénecterre de partir de Turin et de revenir en France. *Mais ces démonstrations de mécontentement ne suffisent pas, et je suis résolu d'unir mes forces avec celles de Votre Majesté pour tirer vengeance d'une aussi noire perfidie*[1]. »

« Cette action du Roi de Sardaigne qui n'a point d'exemple, avait répondu Philippe V, mérite bien que

1. Aff. Étr., *Espagne*, 474, 20 septembre 1743. Une copie de cette lettre se trouve aux archives de Parme.



nous nous unissions ensemble, Votre Majesté et moi, pour nous en venger, et j'espère qu'Elle voudra bien me donner les secours nécessaires en troupes, en artillerie et en munitions et ordonner que tout se fasse avec le plus de diligence qu'il sera possible pour ne point perdre de temps et agir dès le premier jour d'avril[1]. »

Les diplomates vont se mettre à l'œuvre, toute la carte d'Italie sera bouleversée à Madrid, et la reine d'Espagne, triomphante, va faire de nouveaux projets d'établissement pour son fils bien-aimé.

La France, sans hésiter, avec une hardiesse un peu naïve, se prêtera à ses rêves ambitieux, et se battra pour *le gendre* du roi; car on ne se fait aucune illusion, ce grand conflit, qui va durer encore quatre ans, ne donnera qu'un maigre résultat, en dépit des menées sourdes et astucieuses d'Élisabeth Farnèse; Louis XV n'y trouvera aucun profit.

Nous nous engagions, dit Argenson, à faire les plus grandes et les plus impossibles conquêtes en Italie[2]. Leurs Majestés Catholiques demandaient en effet ou tout le Milanais, avec Parme et Plaisance, ou la Toscane, Parme, Plaisance, le Crémonais, le Lodésan et le Pavesan, ou enfin la Savoie et le Piémont. Elles exigeaient aussi que Louis XV déclarât la guerre aux Anglais, et que l'empereur fût compris dans le traité. La France fit

1. Aff. Étr., *Espagne*, 477 : Philippe V à Louis XV, 8 octobre 1743. Une copie de cette lettre se trouve aux archives de Parme.
2. IV, *Tableau des affaires générales*.



quelques réserves au sujet de la Toscane et de la Savoie, et au sujet de la part trop grande accordée à Charles VII[1]. mais à cela se bornèrent les discussions, le traité fut conclu en dix jours. Le roi de France voulait réparer les désastres de ses armées, il était décidé à payer de sa personne; l'Espagne profita de ces dispositions guerrières.

Louis XV promit de fournir contre le roi de Sardaigne trente bataillons de troupes réglées, cinq bataillons de milices, trente escadrons et une artillerie proportionnée, tant de campagne que de siège. Ces troupes devaient être mises sous le commandement de Don Philipppe et se trouver à l'armée le 1er avril 1744. Le roi d'Espagne s'engageait à entretenir l'armée de l'Infant sur le pied de quarante-huit bataillons et trente-huit escadrons.

La politique des Bourbons allait changer les affaires du tout au tout. « La France, dit le P. Baudrillart, rappelait ses troupes du centre de l'Allemagne, où elle n'avait éprouvé que des revers... mais elle entreprenait en Italie une autre guerre qui, par le climat, l'éloignement, l'hostilité du roi de Sardaigne, risquait de n'être pas beaucoup plus heureuse. Elle devenait l'ennemie des puissances maritimes, de l'Angleterre surtout, et voyait par là même s'imposer à elle, outre la nécessité de com-

1. « On promettait à l'Empereur non seulement de lui faire restituer ses États, mais même, autant que possible, de les lui augmenter par un dédommagement proportionné aux pertes qu'il avait subies et à ses prétentions, afin qu'il pût maintenir la dignité impériale et balancer par ses forces celles de la reine de Hongrie. » (Baudrillart, V, 167.)



battre sur ses propres frontières, celle d'étendre au monde entier le théâtre de ses luttes[1]. »

Au milieu de ces graves préoccupations la correspondance continue entre Élisabeth et son fils, correspondance tout intime qui nous tiendra au courant des faits et gestes de l'Infant. « Nous avons reçu ce soir après ma siesta, écrit la reine le 30 octobre, de l'Escurial, votre lettre du 21 de ce mois qui m'a fait beaucoup de plaisir en y voyant la continuation de votre bonne santé, et que vous comptiez aller en cinq jours à Grenoble et y rester trois ou quatre jours et, après, aller en deux à Chambéry. Vous feriez fort bien de prendre votre commodité, car il n'y a plus rien qui presse et je serais fort aise que vous vissiez la Grande Chartreuse, qu'on dit qui est fort belle et que c'est une chose à voir; et, s'il y a quelque chose à voir de plus, le voir aussi, car il me paraît que vous aurez assez de temps pour arriver à Chambéry dont vous devez être bien ennuyé, car je crois que le séjour n'en est pas trop bon et il aurait mieux valu, comme vous dites, ne pas le revoir et changer ce séjour-là contre celui de Milan, mais il paraît que Dieu ne l'a pas voulu pour cette année-ci; il faut espérer que, l'année qui vient, il aura pitié de nous et qu'il fera que les choses aillent d'une autre façon; *mais comme le bon Dieu veut aussi qu'on se serve des moyens humains pour avoir ce qu'on souhaite, il n'en faut négliger aucun pour se mettre*

1. V, 172-173.



en état de pouvoir faire les conquêtes que l'on vous destinera dans le traité, et ne pas perdre le temps en irrésolutions, *comme cette année-ci*. Ayez l'œil sur cela, car c'est de là que dépend votre établissement ou non, et il me paraît que c'est un autre partage *l'État* de Milan que la Savoie. Je me suis un peu étendue, mon cher enfant de ma vie, mais c'est l'amitié que j'ai pour vous qui me fait parler comme cela; vous vous êtes exposé, pauvre créature, comme un grenadier et plus que vous ne deviez; jè ne voudrais pas que ce fût aussi inutilement cette campagne-ci, c'est-à-dire celle qu'on entreprendra l'année qui vient, mais en vérité il faudra y aller pour ce qui regarde votre personne avec un peu plus de circonspection et ne pas tant vous exposer. »

Don Philippe a visité la Grande Chartreuse, qui lui inspire une « mélancolie horrible ». L'austérité du lieu, les grands rochers, la table frugale, tout cela n'est point du goût de l'Infant. « Je crois, écrit Élisabeth, que cela ne vous aura pas donné envie de vous faire chartreux, j'en ai fait la guerre à l'Infante; elle se porte bien. » (21 novembre.)

Le jeune guerrier tient sa cour à Chambéry, il aime beaucoup la musique et le théâtre, et offre à ses vassaux comédies, concerts et opéras. Il fait venir de Lyon acteurs et décors[1].

Et les Savoyards, fort mécontents de voir leur pays

1. Lettre de l'évêque de Grenoble au comte d'Argenson : de Vault, II, 104, et *Chansonnier de Maurepas*, 12 647, f° 11.



réquisitionné et humilié, se consolent en faisant des chansons satiriques.

Où s'en va mon fils l'Amiral !
Dit la reine d'Espagne.
Je vais sur les pas d'Annibal
Voir le roi de Sardaigne.
Et telle est mon intention,
La faridondaine, la faridondon,
Nous partagerons le pays,
Bériby,
A la façon de Barbary,
Mon ami [1].

1. Cité dans *Histoire de Samoens*, par H. Tavernier, 1 vol. in-8, Chambéry, 1892, p. 165-166.

CHAPITRE VI

INTERVENTION DU PRINCE DE CONTI

(1744)

Le prince de Conti, commandant des troupes espagnoles. — La France et ses armées. — Conquête de Nice. — Différents projets d'invasion de l'Italie. — La Mina mécontente tout le monde. — Exploits de Louis XV en Flandre. — Victoire de Velletri. — Altercations de Conti et de La Mina. — Victoire des Français dans les Alpes. — La maladie de Metz. — Douleur de Madame Infante. — Lettres de Philippe V à Louis XV. — Démolition de Démont. — Mort de Madame Sixième. — Le mariage de Marie-Thérèse-Raphaëlle avec le Dauphin. — Madame Infante veut suivre la Dauphine. — Opposition d'Élisabeth Farnèse. — Tristesse de Madame Infante. — Vauréal *conte fleurette* à la fille de Louis XV.

Les Espagnols avaient fait leurs preuves. Ni le comte de Glimes, ni le comte de Gages, ni le marquis de La Mina ne s'étaient montrés grands capitaines ou même simples stratégistes. Louis XV, prenant à cœur le traité de Fontainebleau et voulant en subir toutes les conséquences, se devait à lui-même de choisir parmi ses officiers généraux un homme capable de mener à bien la fâcheuse campagne entreprise contre le roi de Sar-



daigne. Ce fut un prince du sang, Louis-François de Bourbon, prince de Conti, alors âgé de vingt-six ans, qui reçut le commandement des troupes espagnoles sous les ordres de l'Infant.

Il avait déjà servi aux côtés du maréchal de Belle-Isle en Bavière; il allait bientôt se distinguer dans la campagne des Alpes, et rappeler le héros de Lens et de Rocroi, son ancêtre. Il joua plus tard un rôle assez important : ce fut le prince de Conti qui mena, dans le plus grand mystère, la politique secrète de Louis XV, et fut pendant quelques années candidat éventuel au trône de Pologne.

Cette nomination flattait Leurs Majestées Catholiques, quoique Élisabeth fît un portrait assez dédaigneux du prince de Conti. « J'ai entendu dire, écrit-elle à Don Philippe, que c'est un homme fort libre : ainsi, mon fils, pour l'amour de Dieu, ne prenez pas les impressions que son libertinage pourrait vous imprimer; vous êtes déjà un homme, vous avez assez de compréhension pour discerner le bien du mal, pour prendre le bon et pour laisser ce qui ne l'est pas, ainsi je vous recommande votre âme, votre corps et votre honneur; je n'en dis pas davantage parce que ce serait vous faire tort que, vous ayant toujours vu bien incliné, même étant plus jeune, vous saurez vous maintenir. Au reste il faut que vous lui fassiez toutes les honnêtetés possibles et qu'on ne lui donne aucun motif de déconfiance. » (5 fév. 1744.)

Le plaisant c'est que le même conseil fut donné à



Conti; Vauréal recommande au prince d'écrire, peu de jours après son arrivée, à la reine « qu'il trouvait l'Infant fort au-dessus de ce qu'on lui avait marqué; qu'on ne pouvait le voir sans s'y attacher; que depuis qu'il l'avait vu, il sentait son zèle s'augmenter, etc. ».

Ce jeu réussit à souhait, Conti fut bientôt *persona grata* auprès du roi et de la reine d'Espagne; ses succès militaires firent le reste.

A partir de cette année 1744, les opérations ne sont plus livrées au hasard, les plans de campagne sont habilement conçus et conduits avec vigueur. Autour du prince de Conti se groupent des officiers tels que le comte de Maillebois, maréchal général des logis, MM. de Monteynard, de Mandave, de Langeac, de Chabannes, de La Live, lord Tirconnel, etc.[1].

La France se dévoue entièrement à la cause de Don Philippe; outre cette armée d'Italie, elle en forme deux autres, l'une sur le bord du Rhin, l'autre dans les Pays-Bas; elle lutte à la fois contre la Sardaigne, l'Autriche et l'Angleterre. Elle combat même sur mer et, aidée de la flotte espagnole, livre la bataille de Toulon contre l'amiral Haddock (22 février). Il en coûtait à Louis XV d'avoir donné sa fille à un Infant et d'avoir ainsi raffermi les liens qui l'attachaient aux Bourbons de Castille! Mais la guerre, sous l'ancien régime, faisait partie des sports qui classaient les gentilshommes, — on partait

1. Pajol, III, 48.



pour l'armée comme l'on partait pour la chasse, avec autant de désinvolture et de négligence[1]; et, à côté d'admirables actes de bravoure, que de cabales! On transportait dans les camps la vie artificielle de la Cour, et pour un cordon bien gagné, que de colifichets donnés, non au plus valeureux, mais au plus intrigant!

Ces dispositions d'esprit expliquent un peu toutes les guerres inutilement désastreuses qui remplissent le règne de Louis XV.

Dès le mois de janvier, le chevalier de Germain est envoyé à Antibes et à Monaco pour étudier les moyens de s'emparer du comté de Nice, et le maréchal du Châtel à Chambéry pour assurer la concentration des armées de France et d'Espagne et prendre avec Marcieu les mesures propres à assurer la garde du Dauphiné et de la Savoie[2].

C'est, pour le moment, vers la Provence que tendent

1. Un homme qui a devancé son siècle par quelques-unes de ses idées, le marquis d'Argenson, a noté éloquemment cette indifférence dans sa célèbre lettre sur la bataille de Fontenoy : « J'ai remarqué une habitude trop tôt acquise de voir tranquillement sur le champ de bataille des morts nus, des ennemis agonisants, des plaies fumantes... J'observai bien nos jeunes héros; je les trouvai trop indifférents sur cet article... Le triomphe est la plus belle chose du monde : les *Vive le Roi!* les chapeaux en l'air au bout des baïonnettes; les compliments du maître à ses guerriers; la visite des retranchements, des villages, et des redoutes si intactes; la joie, la gloire, la tendresse. Mais le plancher de tout cela est de sang humain, des lambeaux de chair humaine. » — Sainte-Beuve (*Causeries du Lundi*, XII), en citant cette lettre adressée à Voltaire, ajoute avec raison : « De telles paroles, à une pareille heure, voilà de quoi honorer à jamais un nom dans l'histoire. »

2. De Vault, II, 125.



tous les efforts. L'Infant quitte Chambéry le 15 février, le 9 mars il est à Aix où il doit commander en chef les troupes que Louis XV fait rassembler dans le Midi.

Mais, comme toujours, il y a des discussions sans fin entre les Français et les Espagnols.

Le projet est de pénétrer dans le comté de Nice, où le roi de Sardaigne n'a que onze bataillons, et de s'emparer du port de Villefranche pour y embarquer des troupes destinées à renforcer l'armée de Lombardie et à protéger le royaume de Naples. La supériorité des Anglais, même après la bataille indécise du 22 février, oblige à abandonner cette combinaison pour en adopter une autre : pénétrer en Piémont après la conquête de Nice. Les Espagnols préfèrent la voie de la rivière de Gênes, mais Louis XV, sur les instances du prince de Conti, s'y refuse, et ne consent même à avancer que si les communications sont assurées avec la France. On ne parvient pas à s'entendre tout de suite, et les pourparlers, tournent à l'aigre. « La conduite et les propos de M. de La Mina dévoilent déjà en lui des sentiments de contrariété, et en effet, ses avis sont toujours opposés à ceux de la France. Il ne cesse enfin de faire naître des difficultés à tout propos et de se refuser aux choses qui sont praticables et démontrées telles[1]. »

Quoi qu'il en soit, l'armée passe le Var le 2 avril. Les ennemis se retirent sans combattre. Seules deux frégates

1. Archives de la Guerre, vol. 3059, dans de Vault, II, 126.



anglaises canonnent les troupes, mais canonnées à leur tour par des batteries dressées à la hâte, elles gagnent le large.

Les positions assurées, les attaques des retranchements piémontais commencent, et se poursuivent avec succès jusqu'à la prise de Villefranche (24 avril). Maîtres de ce port et d'une partie du comté de Nice, les généraux alliés ne sont plus d'accord sur la suite à donner aux opérations. Le prince de Conti est d'avis de menacer à la fois tous les passages des Alpes et d'obliger ainsi l'ennemi à disséminer ses forces; on pénétrera ensuite par les points qui paraîtront les plus avantageux; mais il se refuse à adhérer au projet de La Mina qui consiste à marcher sur Oneille et à engager l'armée dans le passage de la côte de Gênes. Les Espagnols, au contraire, s'en tiennent à ce plan qui doit leur permettre, avec l'aide des Génois sur lesquels ils comptent, de joindre le corps du comte de Gages. Aux objections fondées qui lui sont faites, La Mina se contente de répondre que, s'il recevait de la cour de Madrid l'ordre précis de jeter l'armée à la mer, il l'exécuterait sans balancer. En conséquence, le différend est soumis aux deux cours et, en attendant une réponse, le prince de Conti termine victorieusement la conquête de Nice[1].

C'est Louis XV lui-même qui du camp de Menin, où il attend les succès de ses armées, défend auprès du roi

1. De Vault, II, 136-137.



d'Espagne les idées du prince de Conti. « J'ai différé tant que j'ai pu, dit-il, d'ouvrir mon cœur à Votre Majesté sur la peine où je suis de voir que le projet du marquis de La Mina ne me paraît pas s'accorder avec la juste raison, et j'ai profité de ce délai pour approfondir par moi-même les projets pour pénétrer en Italie... Le roi de Sardaigne nous a manqué, il faut l'en faire repentir. Je sais que la conquête de Nice le jette dans le plus grand embarras et a répandu la consternation dans son pays, en sorte que je crois qu'il ne sera pas difficile d'y pénétrer, si nos forces demeurent réunies. Malgré cela, je ne prétends pas que nous nous écartions de notre but principal. L'entrée en Piémont nous ouvre celle de toute l'Italie, et je ne la regarde que comme un moyen qui doit délivrer le royaume de Naples des forces de la reine de Hongrie, ou en nous ouvrant un passage pour aller combattre, ou en les obligeant de venir au secours du roi de Sardaigne. » Louis XV démontre sans peine qu'on ne peut songer à la voie de mer; reste le chemin qui longe la côte génoise, mais, de l'avis du prince de Conti, cette route est remplie d'obstacles, il serait impossible d'y faire passer une armée avec ce qui est nécessaire pour qu'elle pût agir efficacement au sortir des défilés, c'est-à-dire avec l'artillerie et les approvisionnements qui sont à la suite. Le roi propose enfin l'invasion immédiate du Piémont et il insiste en trouvant quelques paroles bien senties : « Je m'intéresse aux succès de vos armes, écrit-il, comme aux miennes

propres... sur toutes choses agissons de concert, ne rendons point infructueuse notre bonne volonté réciproque par des diversités d'opinions qu'il faut laisser débattre à ceux qui sont sous nos ordres, mais que nous devons décider par nous-mêmes, après nous en être bien instruits. Ce sont mes propres réflexions que je communique aujourd'hui à Votre Majesté et c'est par l'intime conviction où je suis que le seul parti convenable est celui que je vous propose... Nous pourrions, dans le courant du mois prochain, faire le siège de Coni; mais il n'y aurait pas pour cela un instant à perdre pour donner les ordres nécessaires à cet effet[1]. »

Avant que cette lettre arrivât à Madrid, Leurs Majestés Catholiques avaient fort à se plaindre de La Mina, qui, tout en discutant avec le prince de Conti, mettait quelque lenteur à exécuter les ordres qui lui venaient de sa cour. D'un côté, il plaidait insolemment la cause du roi d'Espagne, de l'autre il faisait à Philippe V les objections mêmes que lui faisaient les généraux alliés. Il avait, semble-t-il, l'esprit de contradiction poussé à un étrange degré, et possédait, en somme, le caractère le plus désagréable qu'on pût imaginer.

Le marquis profitait de la situation pour ne point agir et pour exaspérer à la fois ses souverains et Louis XV.

— Vous allez voir, dit la reine à Vauréal, le 28 mai, les ordres que le roi a envoyés cette nuit à Mina : il tombera à la renverse quand il les recevra.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 479, f° 36 : Louis XV à Philippe V, 23 mai 1744.



— J'ai écrit cette nuit à l'Infant, ajoute Philippe V, de déclarer à La Mina que je suis très mécontent de lui, qu'on a beau lui ordonner, qu'il n'obéit point, qu'il n'en fait qu'à sa tête, et que je lui ferai sentir qu'il est sujet, et que, quand il reçoit mes ordres, il n'a qu'à obéir.

La reine insinue que le marquis a sans doute quelques « petites raisons » de demeurer à Nice, que l'on « s'était toujours défié du grand rosaire qu'il porte », et que l'année d'avant on avait eu aussi « mille peines de le tirer de Chambéry ».

Les ordres dont parlait Élisabeth Farnèse étaient bien inopportuns ; il s'agissait de suivre la route de la rivière de Gênes, d'exposer l'armée espagnole aux attaques qui pouvaient surgir de la mer et de la montagne et d'arriver à Oneille, d'où le chemin semblait ouvert, pour aller rejoindre les troupes hispano-napolitaines de Don Carlos.

Vauréal avait raison de dire que l'entêtement ne venait pas de La Mina, ni même de l'Infant, mais bien de la reine. Il savait de source sûre que Don Philippe, sans oser l'avouer, était disposé à suivre le prince de Conti. « Il y a dix ou douze jours, écrit Vauréal, qu'il insinua dans une de ses lettres que les pauvres troupes *avaient bien besoin d'attendre les revues* : je voulus appuyer ce sentiment, la Reine me répondit que le Roi avait ordonné de partir sans attendre les revues.

» C'est donc d'ici, ajoutait l'ambassadeur, que viennent les difficultés et on ne peut espérer de les vaincre. Voici comme les choses se passent : quand la Reine prévoit

que je combattrai son sentiment, elle engage le Roi, son mari, à envoyer les ordres qu'elle veut, et le lendemain, lorsque je veux parler, la Reine dit au Roi : « *Parlez donc vous, dites ce que vous voulez, c'est à vous* » *de dire.* » Le roi d'Espagne répond : « *J'ai ordonné cette* » *chose* », et la Reine me dit : « *Vous voyez, vous l'avez* » *entendu, au moins ce n'est pas moi.* » Je conclus qu'il n'y a qu'un seul moyen de réduire cette cour-ci à des projets raisonnables, c'est qu'après avoir employé tous les égards et tous les moyens de persuasion, on lui dise nettement qu'on ne fera pas ce qu'elle veut : une longue négociation ne fait qu'enraciner l'aigreur, une déclaration précise excitera vingt-quatre heures de colère, mais on sera obligé de revenir[1]. »

La tâche était fort ingrate et il fallait à Vauréal toute son habileté et toute son énergie pour tenir tête à Élisabeth. Ce qu'il prévit arriva. Le marquis marcha sur Oneille, mais tout à coup il reçut un contre-ordre, il dut au plus tôt repasser le Var[2]. La lettre de Louis XV avait porté ses fruits et, malgré de vives protestations, Philippe V cédait à son neveu. « Je consens, lui répondait-il, que nos deux armées aillent faire ensemble le

1. Aff. Étr., *Espagne*, 479, f° 92 : Vauréal à du Theil, 28 mai 1744.

2. Dans l'*Abrégé de la Vie du Marquis de La Mina* par lui-même, les choses sont présentées d'une manière tout à fait inexacte : « Nous passâmes en Piémont, bien que la saison fût déjà avancée, pour aller nous réunir à l'armée du Roi, qui était dans la Romagne, aux ordres du comte de Gages; j'avais déjà mon avant-garde à Final, lorsque les Français m'obligèrent à revenir sur mes pas, parce qu'ils ne voulaient pas me suivre. » En appendice dans De Vault, II, 857-870.

siège de Coni à condition qu'on pénètre ensuite par là en Lombardie qui se trouve présentement entièrement dégarnie de troupes... et que, pour cette expédition, nos troupes marchent par le col de Tende qui est de beaucoup le plus court, parce que si elles reprenaient le chemin du Dauphiné, outre que cela aurait un air de retraite et qu'on laisserait le comté de Nice exposé aux entreprises des ennemis, on perdrait par là la plus grande partie de la campagne, et on ne serait pas en état de faire des conquêtes en Lombardie... Il me semble aussi que dans cette conjoncture il ne faut pas négliger l'occasion qui se présente de traiter avec les Génois, et c'est pour cela que j'ai envoyé un plein pouvoir au marquis de La Mina pour traiter avec eux en mon nom, et j'espère que Votre Majesté voudra bien en faire autant de sa part[1]. »

Cette lettre se terminait par quelques mots sur la campagne de Flandre; l'oncle espérait bientôt faire au neveu des compliments sur la prise de Menin. Louis XV, en effet, ne tardait pas à s'emparer de cette place, d'entrer à Lille en triomphateur, et de voir les portes d'Ypres s'ouvrir devant lui. Le résultat de ces victoires est d'assurer à la France le concours de Frédéric qui s'engage à envoyer des armées en Bohême et en Moravie et à soutenir les forces défaillantes de Charles VII.

Don Carlos, roi de Naples, sortait de la neutralité et

1. Aff. Étr., *Espagne*, 479, f° 176 : Philippe V à Louis XV, 11 juin 1744.



agissait en Italie; son général, le comte de Gages, livrait au prince de Lobkowitz un combat important près de l'Artémisin (17 juin), et allait gagner le 11 août, la bataille de Velletri qui obligeait le général autrichien à battre en retraite.

C'est à ces événements que fait allusion Élisabeth Farnèse dans sa lettre d'Aranjuez du 17 juin : « Nous avons reçu le courrier de Naples et vous savez déjà que lui (Don Carlos) et Lobkowitz étaient nez à nez. Dieu lui ait fait la grâce de lui donner la victoire, car, pour à cette heure, je crois que l'affaire sera faite et que vous en aurez déjà peut-être la nouvelle là-bas; il nous demande la permission, en cas que Dieu lui fasse la grâce de battre les ennemis, de venir lui-même vous remettre les troupes entre les mains; pauvre enfant, cela m'a attendrie beaucoup; Dieu fasse que vous soyez heureux tous les deux! c'est ce que votre pauvre mère lui demande tous les jours pour vous autres; vous pouvez vous imaginer dans quelle inquiétude je suis jusqu'à tant que je sache l'issue de tout ceci. »

Comme toujours, la reine prend ses désirs pour des réalités; cette réunion des deux armées tardera encore quelque temps.

Cependant La Mina continue à se montrer fort acariâtre; il y a de nouvelles disputes au sujet de la marche à suivre[1]. Conti l'emporte, et, au lieu de passer par le

1. « M. de La Mina est toujours contentieux sur les petites choses, il y en a telles qui peuvent devenir de conséquence... Non



col de Tende jugé impraticable, on passera par la vallée de la Stura. Le marquis était plus revêche que jamais; c'est du moins ce que nous fait supposer cette lettre de la reine à son fils : « J'ai vu aussi ce que vous nous dites sur votre marche et sur ce que vous avez dit à Mina et au prince de Conti sur leurs altercations, et il me paraît que vous avez très bien fait de ne vous pas éloigner de la troupe, mais ayez soin de vous et ne vous tuez pas avec le soleil qui est bien fort. Pour l'autre, je vous dirai aussi que vous avez bien fait, étant les choses dans l'état où elles sont (abandon du passage par le col de Tende) et certainement, Mina a agi fort imprudemment dans cette occasion-là, car pour une *friolera* comme cela, il ne devait pas fâcher le prince de Conti; mais, au nom de Dieu, ne vous laissez pas dominer par ce dernier, ce serait contre votre honneur de vous laisser commander par un garçon qui n'a que deux ans de plus que vous. » (Au Retiro, 20 juin 1744.)

seulement il veut s'arroger toute l'autorité du commandement, il abuse de l'autorité qu'il a usurpée sur l'esprit de l'Infant, par qui il me fera ordonner, dans tous les cas, ce qu'il voudra que je fasse; ainsi je serai réellement sous ses ordres, et les troupes du Roi seront entièrement à sa disposition... Dans ces circonstances il me semble que le Roi devrait se servir de tout le crédit qu'il a en Espagne pour me défaire de M. de La Mina... Je vous confierai sous secret que l'Infant, en m'avouant l'autorité que M. de La Mina avait sur lui, m'a assuré qu'il ne se laisserait pas mettre ainsi le grappin par celui qui le remplacerait, et qu'il serait fort aise qu'on lui en substituât un autre. Il est entièrement fatigué de son despotisme, et, dans toutes les lettres qu'il écrit en Espagne, il m'assure toujours lui donner quelques coups de patte, sans affectation pourtant, pour aider à détruire son crédit. » Le Prince de Conti au comte d'Argenson, Nice, 17 juin 1744, dans de Vault, II, 216-217.



Et dans une conversation avec Vauréal, la reine est encore plus explicite :

— Vous savez, lui dit-elle, comme il (Mina) écrit insolemment même au Roi, son maître; pouvez-vous trouver étrange qu'il s'échappe avec M. le Prince de Conti? Que voulez-vous qu'on fasse à un fou? Pour l'ôter, il est inutile d'en parler, car nous n'en avons pas d'autres; cela sera différent après la jonction, parce que de Gages commandera tout.

Dans cette même dépêche, Vauréal se plaint de la situation difficile qui lui est faite à la cour de Madrid; « en toute occasion, écrit-il, la volonté y prend la place des raisons; on voudrait que la France ne fût occupée que de l'Espagne...[1] ».

A ce moment décisif, Louis XV écrit à son gendre un mot d'encouragement : « Je suis charmé, dit-il, de voir l'estime et l'amitié que vous avez pour lui (le prince de Conti), il a aussi la mienne, et je n'ai que lieu de me louer du choix que j'ai fait de lui pour commander mon armée sous vos ordres. J'espère qu'il ne se démentira pas dans la nouvelle attaque que vous allez faire, et qu'elle réussira aussi bien que la première pour la gloire de nos armes et vos intérêts personnels, lesquels me touchent infiniment, et par tant d'endroits[2]. »

Mais voici que La Mina a une nouvelle idée en tête, il

1. Aff. Étr., *Espagne*, 479, f° 227 : Vauréal à du Theil, 20 juin 1744.
2. Archives de Parme, *Lettere di Principi*. Louis XV à l'Infant, Dunkerque, le 11 juillet 1744.



écrit à Philippe V que, si Don Carlos réussit à battre les Autrichiens, il serait d'avis de planter là les Français et de marcher en avant avec la seule armée espagnole. Nous retrouvons le *fou* de tout à l'heure. Toutefois Élisabeth Farnèse, en communiquant cette nouvelle à l'Infant, ajoute avec un sang-froid imperturbable : « Il me paraît que, dans la conjoncture présente, il ne faut pas les fâcher parce que ce serait comme une espèce de rupture et il pourrait arriver que soit dans la guerre, soit dans la paix, ils ne voulussent plus nous aider. A moins que ce ne fût nécessité nécessitante que votre frère fût en danger, il me paraît qu'il ne faut pas suivre cet avis-là, d'autant mieux que dans les ordres du prince de Conti que vous avez déjà vus, on lui ordonne de se mettre d'accord avec vous pour faire ce qu'on jugera le plus à propos pour votre établissement. » (Au Retiro, 11 juillet 1744.)

S'il en était besoin, après la lecture de cette lettre, nous serions édifiés sur la franchise d'Élisabeth Farnèse.

Nous sommes à la veille d'une attaque de défilés, fort habilement conçue et dont l'honneur revient autant à Conti qu'à l'ingénieur Bourcet, qui avait tout préparé.

Les troupes s'engagent dans trois vallées, celles de la Stura, de la Maira et de Bellines, et surprennent le roi de Sardaigne qui, trompé par une manœuvre habile du côté de Château-Dauphin, croit que là s'est porté le gros des ennemis. Les Français, conduits par le bailli de Givry, enlèvent les retranchements de la Gardette,



Bondormi et la redoute de Peyrelongue (17 et 19 juillet 1744), et font des prodiges de valeur. Huit cents officiers ou soldats sont tués, et autant sont blessés. Parmi ces derniers se trouvaient le bailli de Givry, Chevert, le comte de Danois, le duc d'Agenois[1].

Philippe V oublia presque la politique espagnole quand il apprit cette action brillante, et se souvint qu'il était Français. Il se plaît à raconter à son entourage tous les détails de ces belles journées, il interroge les uns et les autres.

— Que dites-vous de cela? demandait-il, il y a des Français qui se sont fait des degrés des cadavres pour grimper aux retranchements, il y en a qui ont passé par les embrasures des canons, jamais on n'a vu une pareille chose[2].

Quant à la reine, il fallut bien qu'elle fît chorus, et louât ses alliés, « mais le peu qu'elle a dit lui a coûté de grands efforts », écrit Vauréal[3].

Toujours impatiente, Élisabeth Farnèse ne voit qu'une

1. Le Prince de Conti au Roi, 21 juillet 1744, dans de Vault, II, 224-226.

2. « Un sergent se glissa par l'embrasure d'un canon, couvert d'autant de canonniers morts qu'il s'en était présenté pour le recharger, le sergent fut tué, son corps servit d'échelle à un grenadier plus heureux, qui renversa sur son canon le canonnier qui tenait un clou et un marteau pour l'enclouer. Il sauta le sabre à la main dans le retranchement, où il fut suivi dans un moment par d'autres grenadiers, qui, l'imitant, mirent leur fusil en bandoulière pour n'employer que leurs sabres; les soldats qui venaient après eux, les aidèrent à chasser les Piémontais qui vinrent trop tard à leur rencontre. Ils fondirent sur eux avec tant d'intrépidité qu'ils parvinrent à les mettre en fuite. » *Histoire de la guerre des Alpes ou Campagne de 1744*, par M. le marquis de Saint-Simon, aide de camp de Son Altesse Sérénissime le prince de Conti. 1 vol. in-4°, Amsterdam, 1770.

3. Aff. Étr., *Espagne*, 479, f° 324 : Vauréal à du Theil, 28 et 30 juillet 1744.



chose, c'est que les passages sont ouverts et qu'au delà s'étend la plaine lombarde. « Pour l'amour de Dieu, écrit-elle à son fils, qu'on ne perde point de temps en disputes, et je voudrais bien que vous eussiez votre armée ensemble, parce que comment pouvez-vous laisser trois colonnes à Château-Dauphin et faire avec le reste des opérations en Lombardie? L'intention du roi de France ne peut pas être celle-là, et vous verrez par la copie ci-jointe d'une lettre qu'il écrit au Roi qu'il pense qu'après la prise de Coni et de Démont qu'on passe à faire les conquêtes qui vous sont destinées; vous pourriez montrer ce chapitre-là au prince de Conti, et lui faire voir par là l'intention de son maître... Je suis bien aise que ce soit M. de Maulevrier, que nous connaissons, qui fasse le siège de Démont; c'est un fort honnête homme; faites-lui mes compliments et dites-lui qu'il nous fasse le plaisir de dépêcher le siège tant qu'il pourra pour que nous puissions aller en avant... demandez lui un peu s'il a encore tant peur de courir en carrosse. » (A Saint-Ildefonse, ce 8 août 1744.)

Tandis qu'Élisabeth écrivait cette lettre, Louis XV était atteint à Metz d'un mal que l'on crut mortel. Le 10 août, le monarque inspirait les plus vives inquiétudes. Ce fut sur la route d'Alsace une allée et venue de chaises de poste qui emportaient la Reine, le Dauphin, Mesdames, les ambassadeurs, et qui ramenaient en toute hâte à Paris la duchesse de Châteauroux et la duchesse de Lauraguais.

Et cette même Élisabeth qui, en parlant du moribond, disait, presque en larmes, à Vauréal : « Toute notre espérance est en lui... si j'osais, je dirais que je l'aime comme un de mes enfants »[1], écrivait à Don Philippe : « La maladie du roi de France est une disgrâce fort grande et s'il meurt, vous voyez ce que c'est : le Dauphin est majeur, mais il n'a que quinze ans, ainsi il dépendra de ceux qui seront dans le cabinet qu'il lui aura nommé; je sais bien que la Reine est pour nous, mais vous savez qu'elle n'est pas un génie supérieur, elle se laissera peut-être gouverner par quelqu'un et Dieu veuille que ce ne soit pas le cardinal de Tencin. L'Infante n'en sait encore rien, mais demain matin l'évêque lui doit dire quelque chose, mais pas le tout. » (22 août 1744.)

L'attendrissement d'Élisabeth était purement diplomatique.

Lorsque la reine voit Louis XV hors de danger elle a cependant quelques paroles émues : « Vous pouvez croire, dit-elle, quelle joie nous avons tous eue, nous tous et la pauvre Infante à qui on avait dit, ce matin, que son père était malade. La pauvre enfant était comme vous pouvez croire, j'ai eu le loisir de m'échapper un instant chez elle, et je l'avais un peu tranquillisée en lui donnant de bonnes espérances; enfin ce soir nous lui avons envoyé la bonne nouvelle, elle en a pensé devenir folle de joie. » (23 août 1744.)

1. Aff. Étr., *Espagne*, 479, f° 417 : Vauréal à du Theil, 20 août 1744.



A côté de cette lettre il est intéressant de citer la dépêche de Vauréal, qui nous donne quelques détails touchants sur la fille de Louis XV.

« Pour Madame Infante, écrit l'ambassadeur, j'aurais peine à représenter les deux extrémités par lesquelles elle a passé en peu d'heures; je dis en peu d'heures, parce qu'on lui avait caché les mauvaises nouvelles que nous avions eues du 13 jusqu'à ce jour, 23. Jusque-là l'Infante n'a su que celles du 8 et 9, c'est-à-dire la première saignée, et la première médecine. Le 22, la Reine me dit qu'elle croyait qu'on ne pouvait différer plus longtemps de parler à Madame, qui, voyant tout le monde triste, soupçonnait qu'on lui cachait la vérité. J'y allai donc le soir, mais après en avoir raisonné avec madame la marquise de Leyde, sa Camerera, nous crûmes qu'il fallait épargner encore à Madame une mauvaise nuit, et qu'il serait mieux de ne lui parler que le lendemain, ce que la Reine approuva. Le lendemain, Madame était à sa toilette quand j'y allai; je n'y vais pas ordinairement si matin, mais j'avais cru ne devoir plus attendre l'heure où j'aurais pu trouver du monde dans son appartement. Dès qu'elle m'entendit, elle vint précipitamment audevant de moi, elle me dit que j'avais sûrement des nouvelles et qu'elle voulait les savoir; je les adoucis le plus qu'il me fut possible; mais aussitôt que Madame eut compris que le Roi était en danger, tous ses sens furent comme suspendus, elle me regardait avec des yeux fixes, et ne m'entendait point; on donna à Madame



de l'eau des Carmes, et on la porta sur son lit où elle s'abandonna à la plus violente douleur, elle versa un torrent de larmes; après que ce premier mouvement fut un peu calmé, Madame me dit de lui répéter tout ce que je lui avais dit, parce qu'elle n'en avait entendu que quelques paroles dont elle avait tiré les conséquences les plus funestes. Comme sa douleur lui faisait croire les choses encore plus fâcheuses, je fus obligée d'aller lui chercher mes lettres et de les lui faire voir... La Reine, aussitôt après ma conversation, alla la voir, lui marqua beaucoup d'amitié et tâcha de lui donner de l'espérance, que la Reine, en effet, n'a jamais perdue. Mais Madame n'en prit point, elle passa tout le reste du jour en larmes et dans les pensées les plus douloureuses, et elle était tombée dans un grand abattement quand mon courrier arriva; l'excès de sa joie serait encore plus difficile à peindre que celui de sa douleur. Je n'ai jamais vu dans personne des sentiments aussi vifs.[1] »

Leurs Majestés Catholiques donnèrent mille pistoles au courrier du 16 août et Madame Infante lui fit présent d'une « belle montre d'or ». Il y eut trois jours de gala,

1. Aff. Étr., *Espagne*, 474, f° 433 : Vauréal à du Theil, Balsain, 31 août 1744. « J'ai reçu une lettre de l'évêque de Rennes sur l'état où a été l'Infante votre femme, quand on lui a dit ma maladie et ma guérison, elle a fait pleurer tout le monde et ce qui me fait plaisir c'est que je sais qu'elle ne vous aime pas moins que moi. » Archives de Parme, *Lettere di Principi*, Louis XV à Don Philippe, Metz, 12 septembre 1744.



on chanta un *Te Deum* auquel assistèrent le roi et la reine, et enfin Philippe V écrivit de sa main une lettre à son neveu; cette missive nous apprendra les succès de l'Infant[1] et de Don Carlos et nous ramènera en Italie.

« Monsieur mon frère et neveu,

» Je ne puis contenir plus longtemps en moi-même la joie que je ressens de savoir la guérison de Votre Majesté de la maladie qu'Elle a soufferte, qui est proportionnée à la peine et aux alarmes que j'en ai ressenties qui surpassent tout ce que je puis lui en exprimer. Je crois qu'Elle en sera bien persuadée aussi bien que des sentiments que j'ai pour Elle. Je ne doute pas aussi qu'Elle n'ait appris avec joie la reddition de Démont à discrétion par l'accident du feu qui y a pris (sans quoi on nous assure qu'elle nous aurait tenu encore du temps) et l'avantage que le roi des Deux-Siciles, mon fils, a rem-

1. « Je vois dans toutes vos lettres que, grâce à Dieu, vous étiez bien, dont je suis ravie aussi bien que de la reddition de Démont, *doy la enhorabuena* de tout cœur, car cela nous avance pour le reste et je crois qu'il importe plus que jamais d'avancer, vu la victoire qu'ont remportées les armes du Roi sur Lobkowitz et où votre frère *se ha portado* aussi, comme vous l'aurez vu par les lettres du général Aquaviva; je vous assure que j'en suis folle et vous pouvez bien le voir par cette lettre, car elle n'a ni pieds ni tête, mais vous la prendrez comme vous pourrez. Je vois aussi comme vous avez vu Conti de près; au nom de Dieu, mon cher enfant, je vous conjure, ne vous exposez pas comme vous le faites et en vérité, c'est trop déjà; vous n'avez pas peur de la poudre; vous savez bien que les balles ne respectent personne; encore une fois, ne nous exposez pas tant, vous me ferez mourir. » Élisabeth Farnèse à Don Philippe, Saint-Ildefonse, 26 août 1744.



porté sur le prince de Lobkowitz[1] qui a tenté de surprendre son camp par deux endroits et a été repoussé avec une très grande perte[2]... »

Le 8 août avait commencé le siège du château de Démont, « bâti avec des frais immenses sur la tête d'un rocher isolé, au milieu de la vallée de la Stura »[3]. Le 17 août, la garnison se rend, tandis que l'armée franco-espagnole débouche dans la plaine et se dirige sur Coni dont elle cherche à s'emparer; Charles-Emmanuel, voulant défendre cette place, livre la bataille de la Madonna dell Olmo (30 septembre) qui coûte deux mille hommes aux alliés et près de quatre mille aux Piémontais. On fit de l'esprit facile au sujet de cette bataille :

Par cette dernière victoire
Tu as mis le comble à ta gloire,
Conti, favori du Dieu Mars;
En remplissant ta destinée,
Conserve au moins un Savoyard
Pour ramoner nos cheminées[4].

Mais la crue des eaux, la disette et la mauvaise saison fournissent une revanche au roi de Sardaigne. L'Infant reçoit l'ordre de faire sauter Démont et de rentrer en France. Après cette campagne qui finissait assez mal, il va prendre ses quartiers d'hiver sous le ciel de Nice.

1. Bataille de Velletri (11 août 1744), voir p. 220.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 474, f° 426 : Philippe V à Louis XV, Saint-Ildefonse, 30 août 1744.
3. Voltaire, *Siècle de Louis XV*, ch. IX.
4. *Chansonnier Clairambault*, Bibl. nationale, Man. fr. 12 712, f° 219.



Don Philippe, obéissant avec trop de docilité, peut-être, aux ordres de sa mère, ne s'était point exposé.

Protégé par cent gardes du corps, par le régiment de Calatrava-Cavalerie et par quatre compagnies de grenadiers, il resta inactif, sous la protection du commandant Don Corvolan, lequel, selon les usages d'Espagne, répondait sur sa tête de la vie de l'Infant. Quelle gêne et quel embarras que ce prince, simple comparse décoratif! Il ne manqua pas de panégyristes toutefois, et le marquis de Saint-Simon nous le montre se portant « tout le long de la ligne » et « voulant passer à ses soldats *toute l'ardeur dont il était animé*! »

— Soldats, leur dit-il, souvenez-vous que vous êtes les vassaux de mon invincible père, et que je suis votre général [1]!

La correspondance d'Élisabeth Farnèse se poursuit, mais elle ne nous fournira plus, pour cette fin d'année, que des nouvelles de famille qui ne seront pas du reste sans intérêt.

En septembre était morte, à Fontevrault, madame Sixième; elle n'avait pas encore huit ans. Pauvre victime de l'avarice de Fleury, elle avait été reléguée dans cette triste abbaye et donnait en disparaissant de ce monde une triste leçon d'humanité à ses *augustes* parents! Élisabeth annonce à Don Philippe qu'on a remis à l'Infante une lettre où on lui annonçait la perte

1. Marquis de Saint-Simon, *Guerre des Alpes*, p. 120, récit fait d'après la relation du marquis de La Mina au roi d'Espagne.



de cette petite sœur et elle ajoute : « J'espère que cela ne lui fera pas de mal, parce qu'on dit que ce n'est pas de celles qu'elle aime ! » L'oraison funèbre est peu touchante; et si ce que dit la reine est vrai, on plaint la jeune princesse de n'avoir connu aucun amour.

Un autre événement, considérable celui-là, se préparait à la cour d'Espagne; on allait y célébrer le mariage de Marie-Thérèse, sœur de Don Philippe, avec le Dauphin, frère de Madame Infante. Le duc de Richelieu devait venir en qualité d'ambassadeur extraordinaire pour cette cérémonie, mais, retenu à l'armée, il fut remplacé par Vauréal qui, comme La Mina l'avait fait à Paris en 1739, se rendit en grande pompe dans un hôtel réservé aux envoyés du roi de France. « L'ambassadeur, écrit Élisabeth Farnèse, est déjà dans sa maison, on dit qu'elle est bien illuminée et bien meublée et on dit que la table a été et est fort bien servie; il aura son audience pour la demande après-demain et ce soir il y aura un feu et l'Opéra; on dit que cela ira bien, mais ne vous figurez pas que ce soit l'Opéra qu'on fit à votre mariage, car de ceux-là *hay pocos*. » (6 décembre 1744 [1].)

Depuis plusieurs mois déjà on avait nommé la maison de la future Dauphine : la surintendante était la duchesse de Châteauroux, et parmi les dames figurait la sœur de cette dernière, madame de Lauraguais. Les nominations

1. Nous savons par le président de Brosses (Lettres, Paris, 1858, I, 258) que la Pernozzi et Cafferello étaient en Espagne « pour le mariage de l'Infant ». Le spirituel voyageur déplore leur absence de Bologne, en septembre 1739.



des deux favorites étaient assez déplaisantes à Leurs Majestés Catholiques, mais, après la maladie de Metz et le renvoi de madame de Châteauroux, on pensa qu'il n'en serait plus question : il n'en était rien.

Vinrent le rétablissement du roi et ses succès personnels en Flandre, tout fut oublié. Aussi Élisabeth peut-elle écrire cette fois à son fils, sans qu'on trouve rien à blâmer dans sa lettre assez virulente : « Il est venu un courrier à l'évêque et un autre à Campo-Florido avec la nouvelle de la reddition de Fribourg[1] et le retour des La Tournelle-Lauraguais, à qui on a rendu leurs emplois, et le mari de la seconde nommé ambassadeur à la frontière[2], et madame de Villars-Brancas pour dame d'honneur! Ainsi voilà votre sœur entourée de fort honnêtes gens, et lui retourné *sicut erat in principio*! Ainsi nous voilà *frescos como de lechugas*! Pauvre petite, Dieu veuille l'aider, car elle en a bien besoin... J'oubliais de dire que l'Infante a donné ce soir une fort belle aigrette et une belle tabatière à Marie-Thérèse, elle la mettra demain; mais je lui ai dit (à l'Infante) qu'elle veut se ruiner. » (7 décembre 1744.)

La demande se fait le 8 décembre; Élisabeth parle à

1. « L'armée française, restée sous les ordres du maréchal de Coigny, reprend toutes les villes frontières, l'Autriche antérieure, et met le siège devant Fribourg. On ouvre la tranchée le 30 septembre devant cette place, le Roi, encore faible et convalescent, arrive au siège, et le 1er novembre se rend maître de la ville. Les châteaux se rendirent le 25, et la garnison fut prisonnière de guerre. » *Journal historique du règne de Louis XV*, 1 vol., Paris, 1766.

2. A la frontière d'Espagne, pour la remise de la Dauphine.



Don Philippe des belles harangues de Vauréal qui, entre autres choses, avait dit à Philippe V : « Par le don de l'Infante Marie-Thérèse, l'Espagne s'acquittera envers la France qui lui a donné le plus grand, le plus juste, le meilleur de ses rois... Déjà tous les cœurs l'appellent; elle fera l'ornement d'une cour attentive à lui plaire. Nous ne devons point, Sire, lui paraître un peuple nouveau; votre auguste fille rentrera dans sa patrie, dans la vôtre, dans celle de Louis le Grand. »

Dix jours après eut lieu le mariage. « Tout a été fort bien, écrit Élisabeth, et si j'ose le dire, elle n'a jamais été aussi jolie que ce soir; elle était fort bien coiffée et avec de beaux diamants que le Roi lui a donnés, et un fort bel habit d'étoffe d'argent brodé en or et fleurs naturelles; enfin elle était à mon gré. Il y a eu un feu qui a été fort vilain, parce qu'on n'en a vu que la fumée et entendu beaucoup de bruit. La Serenata a été fort jolie; la moitié de la musique a été faite par le baron d'Astorga et l'autre par Courcelle; il y faisait un chaud épouvantable. Ils ont tous dîné et soupé chez votre sœur et le souper et le dîner ont été servis comme les petits soupers que vous aviez ici[1]. » (18 décembre 1744.)

1. Ce même jour Philippe V écrivit à son neveu : « Au Retiro, ce 18 décembre 1744. — Monsieur mon frère et neveu, j'ai cru ne devoir pas différer à donner part à Votre Majesté que le mariage du Dauphin, son fils, avec l'Infante Marie-Thérèse ma fille a été célébré aujourd'hui : je ne puis assez répliquer à Votre Majesté toute l'étendue de ma joie de voir ce nouveau lien entre nous et nos maisons, et que tout ce qui pourra cimenter de plus en plus notre amitié et notre union me fera toujours un très grand plaisir. Ma fille partira après-



La Dauphine se mit en route pour la France deux jours après. « Votre sœur est partie à un peu plus de trois heures et demie, écrit Élisabeth; vous pouvez juger comment nous avons été tous les trois, j'ai cru qu'il lui prenait quelque chose[1] et ici on n'a fait autre chose que pleurer, et la pauvre petite Marie-Antonia surtout, elle n'a voulu voir personne jusqu'à ce soir; l'Infante et la petite[2] lui ont été faire compagnie. » (20 décembre 1744.)

Le 13 janvier, Marie-Thérèse était remise à la frontière d'Espagne entre les mains de la duchesse de Brancas et du duc de Lauraguais[3] et, le 23 février, elle arrivait à Versailles. Élisabeth Farnèse avait eu, par un agent qu'elle ne nomme point, des renseignements complets sur la nuit de noces. (La lettre n'est pas publiable.) Elle fait précéder ce récit de ces mots : « Je vous promis hier que je vous écrirais des nouvelles du mariage de votre sœur; je vous les dirai, mais il faut que vous me gardiez le secret et surtout avec l'Infante, car comme elle pourrait l'écrire là-bas, nous ne pourrions plus rien savoir. » (10 mars 1745.) Suit une longue narration prouvant l'innocence du Dauphin et montrant que ce

demain pour se rendre aux pieds de Votre Majesté, en qui je ne doute pas qu'elle ne trouve un nouveau père qui voudra bien lui donner toute son amitié et sa protection, et je La prie d'être aussi toujours bien persuadée de la tendresse avec laquelle je suis, Monsieur mon frère et neveu, de Votre Majesté, bon Frère et Oncle. Philippe, R. » Aff. Étr., *Espagne*, 480, f° 306.

1. J'ai cru que Philippe V aurait une crise.

2. Madame Infante et sa fille Isabelle.

3. La surintendante, la duchesse de Châteauroux, était morte le 8 décembre 1744.



jeune prince de seize ans n'avait rien compris à la leçon que lui avait faite son père[1].

Le départ de Marie-Thérèse pour la France avait éveillé un désir bien naturel dans le cœur de Louise-Élisabeth, c'était d'accompagner la Dauphine et d'aller voir son père à Versailles.

La pauvre princesse n'avait pas à Madrid une vie très gaie, entre le couple royal et le prince et la princesse des Asturies, surtout en l'absence de son mari pour lequel elle avait une affection passionnée. De Versailles elle projetait de rejoindre Don Philippe à l'armée. C'est Élisabeth Farnèse qui nous tient au courant des démarches de l'Infante. « Il faut que je vous fasse une confience (confidence), écrit-elle à son fils, mais toute secrète, et je voudrais savoir votre volonté sur cela ; et c'est que nous savons par un endroit sûr que l'Infante a écrit à son père qu'elle voudrait aller en France, quand Marie-Thérèse ira et, après, vous aller trouver. Nous croyons bien que c'est une enfantise, mais enfin cela nous a fort surpris. Si c'est votre intention, dites-le-nous sans compliments, et nous verrons ce qu'il y aura à faire ; mais sinon, je vous dirais que cela nous a paru fort hors d'œuvre ; si c'était que vous fussiez déjà établi, ce serait un autre compte. Mais que diraient ces gens-ci de la voir refaire le personnage de la princesse de

1. Sur Marie-Thérèse Dauphine, et sur l'amour profond qu'elle inspira au fils de Louis XV, voir notre ouvrage : *La Mère des trois derniers Bourbons* (p. 1-2), Paris, 1902.



Modène[1]? Sur ce que vous nous écrivites l'autre jour sur : : :, je voudrais savoir si vous l'aimez. Mais dites-moi la vérité[2]. »

Les bruits les plus fâcheux couraient sur l'Infant; il aurait eu les vices de Henri III et de Monsieur, frère de Louis XIV. Mais comme c'est le seul marquis d'Argenson qui se fait l'écho de ces racontars, on ne peut guère s'y arrêter; le marquis est trop prévenu contre l'Espagne pour que l'on puisse ajouter foi à ce qu'il dit;

1. La duchesse de Modène, mademoiselle de Valois, fille du Régent, avait consenti à épouser le duc de Modène afin d'obtenir l'élargissement de Richelieu, son amant, et en compagnie de son mari, était revenue à Paris. Le cas n'était guère comparable à celui de Madame Infante.

2. Cette lettre des archives de Parme est sans date, mais elle est certainement de l'automne 1744. Elle a été publiée par M. Charles Nisard dans son article de *la Revue de France* (1er et 15 octobre 1877) intitulé : *Documents relatifs à une correspondance chiffrée entre Élisabeth Farnèse, reine d'Espagne, et Don Philippe, son fils, duc de Parme.* De toutes les lettres de Parme, c'est la seule qui fut communiquée à M. Nisard. A l'époque où il a fait ses recherches les archives n'étaient pas encore classées, semble-t-il. Il a eu simplement connaissance des *esquelas* (une cinquantaine de petites bandes de papier), sur lesquelles Élisabeth mettait des chiffres et des figures qui devaient lui permettre de correspondre plus secrètement avec son fils. Le signe : : : désigne l'Infante, femme de Don Philippe. Voici, à titre de curiosité, quelques-unes des notes que j'ai relevées suivies des dessins les plus cabalistiques (croissants, carrés, flèches, cœurs, sans compter ceux qu'on ne peut désigner) : « Si le Roi est incommodé....... Si c'est la tête.... S'il vomit........ S'il fait souffrir la Reine..... Si le Prince des Asturies est malade de la tête, c'est-à-dire s'il a des fantaisies......... Si l'Infante continue d'avoir ce qu'elle a présentement (ses dartres)..... Si la reine était malade, non pas de choses sérieuses, mais seulement de vapeurs ou autres bagatelles causées par les chagrins qu'elle a......... » etc. On verra, dans l'article de M. Nisard, la reproduction de la plupart de ces signes, fort embrouillés, et fort peu pratiques. Élisabeth se perdait dans ce grimoire et s'en servait très rarement.



si Don Philippe refusa de laisser sa femme partir, ce n'est point une preuve de l'éloignement qu'il avait pour l'Infante; il était trop subjugué par sa mère pour oser la contrarier. Élisabeth lui écrivit, le 20 novembre, qu'il avait bien fait de répondre négativement à la princesse; la lettre où il était question de la duchesse de Modène était sans réplique et dictait d'avance au prince ce qu'il devait dire[1]. « Il faut que la raison domine la passion, ajoutait la reine; je la (l'Infante) plains beaucoup, mais une fois qu'elle ne peut pas vous suivre à la guerre, elle est beaucoup mieux ici qu'ailleurs. »

Louise-Élisabeth ne prend pas la chose aussi raisonnablement. « Pour moi, dit-elle à son mari, je crève d'ennui et de tristesse... La petite se porte à merveille... Quand nous débarrasserez-vous de cet évêque? J'en ai par-dessus la tête, et par conséquent il m'ennuie fort; il y a longtemps comme vous savez, et cela allant toujours en augmentant, jugez à quel point cela doit être[2]. »

On pourrait supposer, d'après Argenson, qu'il s'agit de l'histoire qui fait passer Vauréal pour « avoir conté fleu-

1. Vers cette même époque Don Philippe écrivait à sa mère : « Je vois aussi ce que V. M. me fait la grâce de me marquer au sujet de ma docilité; je sais parfaitement que devant Vos Majestés je dois ramper la langue à terre, ce que je ferai toujours et par devoir et par inclination, n'en pouvant jamais faire assez pour ceux qui font tant pour moi. » Archives d'Alcala, L. 2704. Don Philippe à la reine, 12 décembre 1744. Cité dans Baudrillart, V, 265. — L'Infant avait témoigné le désir de passer l'hiver à Chambéry, mais sa mère voulait qu'il restât à Nice, et c'est dans ces termes qu'il faisait sa soumission!

2. Archives de Parme, *Lettere di Principi*, Louise-Élisabeth à Don Philippe, 15 janvier 1745.



rette » à la fille de son maître. Il n'en est rien; si Vauréal, de quarante ans plus âgé que l'Infante, s'oublia à ce point, ce fut en tout cas bien plus tôt, en l'année 1741.

Argenson dit expressément que les avances de l'ambassadeur furent repoussées; et l'on peut croire que le vieux Céladon, qui, certes, donnait prises aux quolibets, se le tint pour dit. En 1745, quand l'Infante demande qu'on la débarrasse de l'évêque, elle entend : *du diplomate.* En effet, Vauréal était devenu *persona ingratissima* à la cour de Madrid, et l'arrivée au pouvoir[1] du marquis d'Argenson, farouche ennemi de la politique espagnole, était pour beaucoup dans ce mécontentement de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, et, avec eux, de la fille de Louis XV.

Mais, puisque nous avons abordé ce chapitre délicat, il est nécessaire de présenter les pièces du procès. On racontait qu'au début de son ambassade, l'évêque de Rennes avait été le jouet d'une cabale menée par Peralada et la marquise de Leyde; ces personnages avaient appris les aventures galantes du prélat à la cour de France et voulaient le perdre à tout prix. Il s'agissait de parer le coup. Vauréal aurait cherché tous les moyens de faire face au danger et demandé à l'Infante de le sauver. Il « emprunta, disait-on, des lumières à l'amour qui l'avait servi tant de fois si utilement ». Il résolut de ne négliger rien pour inspirer en sa faveur

1. 18 novembre 1744.



une forte passion à la princesse. On colportait qu'il avait redoublé de soins et d'assiduités auprès d'elle; profitant de son rôle d'ambassadeur de famille, il arrivait de meilleure heure dans l'appartement de l'Infante, il y restait fort tard, et enfin tâchait de se trouver seul avec elle. Le moment jugé favorable, Vauréal aurait parlé clairement. « La princesse a dit depuis que, quoique jeune et sans expérience, elle avait pénétré toute l'adresse de son dessein... Aussi lui répondit-elle avec bonté, en lui représentant son devoir et son état; mais, comme il continuait avec excès, elle se leva et lui dit d'un ton fier et menaçant : « *Monsieur, si vous oubliez* » *ce que je suis ici*, et ce que vous y êtes, respectez du » moins la fille de votre maître, et *ne m'obligez pas* de » vous y contraindre. »

» L'évêque fut anéanti par ces paroles. La princesse appela du monde. On remarqua son émotion et le trouble de l'ambassadeur. *Il était assis. Elle était debout.* »

L'Infante, disait-on encore, rapporta la chose à madame de Leyde et toute la cour fut bien vite informée. Mais l'Infant qui, à cette époque, était encore à Madrid, ne fit jamais mine de savoir l'aventure. Vauréal se serait défendu en disant qu'on le blâmait avec trop de légèreté; il avait employé « quelques termes de tendresse », mais il s'était cru autorisé à cela par le jeune âge de la princesse; la malice seule « avait fait trouver dans ses expressions celles d'une déclaration d'amour »[1].

1. *Portrait de la cour d'Espagne par le secrétaire de légation*, dans :



Il est évident que, si la déclaration eût été d'amour, le stratagème aurait réussi; l'évêque aurait dû reprendre sans tarder le chemin de Versailles.

La défense du prélat ne manque pas, semble-t-il, de sincérité. Il resta encore huit années à Madrid; au retour de son ambassade, il ne fut pas reçu en France comme un coupable, loin de là [1]. Il obtint de nouveaux bénéfices, et entra à l'Académie. Autant de faits qui réduisent à rien, ou presque à rien, le fleuretage de l'évêque; ces faits n'en ont pas moins été encore exagérés par Michelet [2], qui écrit : « L'Infante, belle et jeune, mariée sans mari, avait, en attendant, pris un vieux galant, un évêque ambassadeur de France ».

Pièces inédites sur le règne de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI. Paris, 1809, in-8, II, 362-370, Bibl. nationale, 29, a, 13.

1. Quand, le 15 mars 1749, Vauréal fut admis à saluer le roi, ce dernier le traita avec toutes sortes de bontés. Luynes, IX, 413. « La bonne réception faite à M. l'évêque de Rennes fait tomber tous les propos qu'on tient sur lui... il paraît prouvé que le Roi n'a pas été mécontent de sa conduite. » *Ibid.*, X, 137.

2. Le règne de Louis XV, par Michelet est le roman le plus faux et le plus ridicule qu'on ait jamais écrit.



CHAPITRE VII

LA CAMPAGNE DE 1745

Les considérations du marquis d'Argenson. — La vacance de l'empire. — Situation précaire de la France. — Sacrifices que fait Louis XV. — Récriminations de l'Espagne. — Fontenoy. — Don Philippe se met en route. — Conquêtes de Plaisance, Parme, Pavie. — Diversion sur Exilles. — Élisabeth veut que l'Infant aille à Milan. — Victoire de Bassignano. — Prise d'Alexandrie. — Entrée de Don Philippe à Milan. — Le portrait de l'Infant.

Avec le marquis d'Argenson, nommé ministre des Affaires étrangères, le 18 novembre 1744, la politique, comme au temps de Fleury, sera contraire à l'Espagne. Mais ce qui n'était que mauvaise humeur de la part du cardinal, sera question de principe chez Argenson.

Dans ses *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France*, élaborées en 1737, le nouveau ministre rêve pour son pays un rôle magnifique : le rôle d'arbitre universel et de pacificateur européen.

Dès qu'il est au pouvoir, il s'efforce d'appliquer sa théorie et d'en trouver l'équilibre. Dans ce traité de politique, il fait la guerre aux ambitieux, et l'Espagne



n'est point oubliée. Il désire réprimer les *desseins chimériques* de ce royaume, *en dédaignant sa colère et ses caresses*. Quant à l'Autriche, il veut l'affaiblir au profit d'une souveraineté allemande et d'une unité italienne, et l'empêcher de faire courir, d'accord avec la Russie, quelques dangers aux puissances du Nord et à la Porte. Enfin il compte subjuguer l'Angleterre pour la création d'une marine digne de la France.

Cet *arbitrage armé*, qui devait assurer le repos du monde, seule, disait-il, la France pouvait l'exercer. On reconnaît là l'influence de l'abbé de Saint-Pierre, le maître et l'ami d'Argenson. Ministre tout théorique, le marquis ne comprendra jamais que ce sont des chimères qu'il poursuit; aussi, deux ans plus tard, victime des intrigues espagnoles et des menées du maréchal de Noailles, celui qu'on appelait le secrétaire d'État de la République de Platon aura-t-il son congé du jour au lendemain, sans un éloge dans la *Gazette*, mais du moins sans exil.

Il lui manquait quelque envergure pour réussir, il ne connaissait assez ni le monde, ni les traditions diplomatiques; puis il découragea bien vite par le débraillé de ses manières, et par le pittoresque de son style[1]. Ses ennemis eurent beau jeu lorsqu'ils voulurent le perdre et dénoncer le marquis comme faisant tache au milieu des élégances de la cour.

1. Voir, dans les *Mémoires* de Luynes, VII, 338, 339, un pastiche, plus grossier que nature, du prétendu langage d'Argenson.



Toujours est-il qu'Argenson, bridé par ses collègues et par le roi, fut un déplorable ministre des Affaires étrangères; il eut quelque peine à adopter des vues qui n'étaient pas les siennes et agit mollement.

Un problème ne tarda pas à se présenter qui nous montre Argenson à l'œuvre. Charles VII meurt à Munich le 20 janvier 1745. On se trouvait subitement reporté de quatre ans en arrière, et l'heure semblait propice à une paix générale et à un traité dans lequel, tenant compte des exigences de chacun, on devait arriver à une solution satisfaisante.

Du moins pouvait-on attendre quelques avis de l'auteur des *Considérations*. Mais Argenson n'aperçut point la voie nouvelle qui s'ouvrait devant lui. « Rien de plus confus, dit le duc de Broglie, de plus contradictoire que les premières instructions qu'il envoie après l'événement imprévu de Munich. Là où on cherchait le coup d'œil et la décision de l'homme d'État, on ne trouve que l'émotion d'un esprit systématique arrivé aux affaires plein de confiance dans ses théories, et qui se trouve jeté à l'improviste dans la mêlée confuse de complications pratiques qu'il n'avait pas même soupçonnées; c'est l'éblouissement d'un solitaire qui sort de l'obscurité, et que les jeux inattendus de la lumière aveuglent au lieu de l'éclairer. Toutes les difficultés sont soulevées, aucune n'est résolue, ce sont des questions qu'il pose et non des indications qu'il donne [1]. »

1. Duc de Broglie : *Marie-Thérèse impératrice*, I, 207.



Dès le premier jour on vit que François de Lorraine serait appelé à remplacer Charles VII[1]. Le fils de l'empereur, Maximilien de Bavière, était trop jeune; il ne tardera pas à entrer en négociations avec la reine de Hongrie, et à abandonner la place. Auguste III, roi de Pologne, électeur de Saxe, qui est le candidat du marquis d'Argenson, traitera aussi avec Marie-Thérèse. Ce furent autant de défections prévues de toutes parts, mais auxquelles le ministre ne crut que lorsqu'elles étaient des faits accomplis.

A ces nouvelles, la cour de France est dans la plus grande consternation. C'était la guerre, mais cette fois sans aucun appui, sans aucune alliance. Les deux couronnes se trouvaient seules. On ne pouvait songer à proposer la paix, elle eût été désastreuse. Aussi Campo-Florido écrit-il à Villarias : « Ah! pourquoi ne m'a-t-on pas cru? je leur ai proposé d'aider le grand-duc à devenir empereur, faisant de nécessité vertu; Maurepas et Tencin ont approuvé mon idée, mais Argenson l'a dédaigneusement repoussée[2]! »

Élisabeth Farnèse avait donné l'ordre à Don Philippe de s'adresser à Louis XV, dès qu'elle sut la mort de Charles VII. « Je vois aussi, avait répondu l'Infant, ce que Vos Majestés me font la grâce de me dire au sujet de la mort de ce pauvre Empereur et qu'Elles jugent à

1. Il fut nommé empereur le 13 septembre 1745.

2. Baudrillart, V, 276, Alcala, Est. I. 4113. Campo-Florido à Villarias, 29 avril 1745.

propos que j'écrive au roi de France pour me recommander à lui, ce que je ferai d'abord prenant mon texte de ce que Campo-Florido m'a mandé qu'on lui avait dit, qu'il ne songerait à faire la paix que je ne fusse établi; je l'en remercierai et le prierai de me continuer ses bonnes dispositions[1]. »

Leurs Majestés Catholiques n'avaient pas d'autre souci. Louis XV fit de nouveaux sacrifices, mais Philippe et Élisabeth continuèrent à se plaindre; c'est toujours le même concert de doléances. On adopte à Versailles le plan de campagne que propose l'Espagne, on accepte l'attaque par Oneille, on traite avec les Génois[2]; il y a toujours des récriminations. « Ce serait nous tromper, dit Vauréal à Argenson dans une lettre particulière, que d'espérer de faire sentir ici le prix de ce que la France fait pour l'Espagne; tout ce que nous faisons, ou nous y sommes obligés, ou nous ne le faisons pas pour notre intérêt particulier... En un mot, Monsieur, aversion, jalousie, ingratitude, injustice, c'est tout ce que nous devons attendre de l'Espagne tant qu'elle sera gouvernée comme elle l'est présentement. Et pour ce qui regarde la complaisance au sujet du plan d'opération, bien loin de nous en savoir gré, on le regarde ici comme une preuve que nous avons reconnu que notre plan n'est pas bon.

» Ainsi dans tout ce que le Roi fait par rapport à

1. Baudrillart, 272 : Don Philippe à LL. MM. CC., 13 février 1745.
2. Traité d'Aranjuez, 1er mai 1745.



l'Italie, n'envisageons que la gloire de Sa Majesté dans l'établissement d'un prince de sa maison, qui est son gendre, et d'une princesse, qui est en vérité digne de tout par ses qualités personnelles[1]. »

On passe outre, et l'on ne peut qu'admirer la patience de Louis XV, et sa bonne volonté.

Il y eut quelques lenteurs dans l'entrée en campagne de Don Philippe, c'était le résultat des contestations sans nombre que faisaient naître Leurs Majestés Catholiques.

En attendant, Louis XV gagnait, le 11 mai, la bataille de Fontenoy et marchait de succès en succès. Élisabeth Farnèse avait adressé des félicitations à Louis XV au sujet de cette victoire, félicitations discrètement intéressées. « L'Infante, dit-elle, se porte fort bien[2], grâce à Dieu; elle est seulement un peu inquiète pour son mari, ce qui lui donne quelquefois un peu de vapeurs, mais cela n'a pas de suite, et j'espère que le Bon Dieu et *Votre Majesté y mettront remède*[3]. »

Le 4 juin, Frédéric II battait à Friedberg les Saxons et les Autrichiens. Le moment était opportun pour pénétrer en Italie, enfin l'armée de l'Infant allait se signaler à son tour. Bientôt on pourra chanter :

> Don Philippe dans l'Italie
> Fait fuir les troupes d'Hongrie ;

1. Aff. Étr., *Espagne*, 484, f° 269 : Vauréal à Argenson, 8 avril 1745.
2. Elle avait eu, en mars, une attaque assez violente de petite vérole.
3. Aff. Étr., *Espagne*, 485, f° 289 : Élisabeth à Louis XV, 10 juin 1745.



L'on verra cette campagne
Des Bourbons dans la Toscane :
Gare qu'on aille tout à coup
A Milan ou à Mantoue[1] !

Le prince de Conti, fatigué des arguties de La Mina, avait été remplacé par le maréchal de Maillebois qui arrivait d'Aix, le 16 mai, porteur d'instructions approuvées par les deux cours. Le projet de campagne était celui de La Mina, combattu en 1744 par Conti, mais devenu possible par suite de circonstances nouvelles; l'appui des Génois était assuré, et l'armée de Gages, postée à Bologne et à Modène, allait enfin se réunir à celle de Don Philippe.

Le passage de l'Infant le long de la côte méditerranéenne ne s'était pas fait sans encombre. « Vous voilà donc, lui écrit sa mère, hors de la canonnade des Anglais qui m'a pensé faire mourir. L'Infante n'en a jamais rien su, nous en avons gardé le dernier secret et, à l'heure présente, elle n'en sait rien. » (18 juin 1745.)

Élisabeth sachant que son fils va arriver à Gênes lui fait mille recommandations afin qu'il gagne les bonnes grâces des nouveaux alliés. La reine connaît le caractère italien ; elle n'ignore pas que ses compatriotes se payent beaucoup de paroles aimables, et elle donne là-dessus de verbeuses instructions à Don Philippe. « Je suis du pays, écrit-elle, et je sais ce que je dis, et surtout de louer leurs

1. *Chansonnier de Maurepas*, 12048, f° 167.

manières, leur maison, et enfin leurs choses en général. » (14 juillet 1745.)

Le maréchal de Maillebois mena la campagne avec beaucoup de sûreté, profitant de la jonction des armées et préparant le siège du château de Tortone, dont les Espagnols s'emparèrent le 3 septembre.

C'était le chemin du Milanais; aussitôt la cour de Madrid, croyant un peu naïvement que les conquêtes seraient autant de territoires assurés[1], donne à l'Infant l'ordre de faire passer le corps de Gages dans le Plaisantin et le Parmesan, dès qu'on se sera emparé d'Alexandrie.

Maillebois voulut tenir bon et poursuivre « l'entier assujettissement du Montferrat », mais Élisabeth Farnèse veillait. Le duc de Viefville, obéissant à la reine, s'empara de Plaisance par escalade (9 septembre), de Parme (16 septembre) et de Pavie (22 septembre).

Avant même que ces succès fussent accomplis le maréchal de Maillebois écrit à Vauréal, le 13 septembre, du camp de San Giuliano, une longue lettre dans laquelle il se flatte d'avoir bien servi Leurs Majestés Catholiques : « En tout cas, dit-il, Elles peuvent être assurées que je n'ai pas perdu de temps et je n'en per-

1. « Je vois que Vos Majestés me disent de ne pas perdre un moment à aller en avant, et qu'il faut que je profite du temps, que c'est pour moi que je travaille, que la paix va se faire, et que plus *j'en aurai pris, plus il m'en restera.* » Don Philippe au roi et à la reine, lettre citée dans une dépêche de Vauréal à Argenson. Aff. Etr., *Espagne*, 486, f° 388 : 24 septembre 1745.



drai pas pour assurer ces conquêtes (Parme et Pavie), s'il est possible, par celles de la ville d'Alexandrie et de Ceva, par lesquelles seules nous pouvons prendre avec quelque solidité nos quartiers d'hiver en ce pays-ci. » Il a, pour plus de sûreté, ordonné une diversion sur Exilles confié à Lautrec, mais il se plaint de n'avoir point été soutenu dans cette entreprise ainsi qu'il avait été décidé; l'Infant devait lui envoyer huit des bataillons suisses restés en Savoie, et ni Muniain, ni Castelar n'avaient fait le nécessaire, malgré les ordres de Don Philippe; aussi cette diversion jugée utile pour inquiéter le roi de Sardaigne, et surtout pour donner aux alliés une ligne de communication sûre, ne devait-elle pas réussir. « Je vous dirais, ajoute Maillebois, que je suis fort dégoûté de voir passer les détails par les mains des deux hommes nommés ci-dessus et que j'ai déjà essuyé, de leurs cabales, plusieurs perfidies; je prierai leurs maîtres de trouver bon que je ne me mêle de rien si cela continue. » La dépêche se termine toutefois par un éloge de Gages qui, dit le maréchal, a « une simplicité vertueuse, un amour sincère du bien et une très bonne judiciaire; il n'a contre lui qu'un peu de lenteur[1] ».

Cette lettre ne fut pas du goût d'Élisabeth Farnèse qui traita de *gasconismes* l'énumération des conquêtes que faisait le maréchal, comme en son nom, alors qu'en effet seuls les Espagnols y avaient pris part. Maillebois,

1. Aff. Étr., *Espagne*, 486, f° 360 : Maillebois à Vauréal, 13 septembre 1745.



de plus, louait Gages qui n'était point *persona grata* et vilipendait deux des plus grands favoris de la cour de l'Infant. Argenson, auquel Vauréal[1] communiqua le document, fit prêcher la prudence au maréchal par son frère, le ministre de la guerre; mais il ne manqua pas d'insister sur le résultat déplorable de la diversion sur Exilles; le « retardement » des Espagnols, dit-il, a « fait perdre une grande occasion de nuire au roi de Sardaigne, mais l'Espagne ne se soucie que des conquêtes en avant au cœur de l'Italie, brillantes et sans solidité[2] ».

Et cela était vrai; le 18 septembre Élisabeth écrit à son fils : « Je serais ravie qu'on pût faire le siège d'Alexandrie tout entier avant que les pluies et les neiges viennent, car pour les autres places vous verrez qu'elles tomberont sans beaucoup de peine, hors Pizzighettone, mais Milan même viendra vous porter ses clefs, et alors vous pourriez mettre un blocus au château pendant

1. Aff. Étr., Observations de Vauréal et d'Argenson sur la lettre de Maillebois.

2. Vauréal répond lui-même à Maillebois : « Vous faites un tableau brillant des conquêtes faites jusqu'à présent, mais outre qu'à la réserve de Tortone et de Serravalle elles n'ont coûté que de se présenter, ne croyez pas que le général espagnol les attribue totalement à un général français... Je suis ravi de voir combien M. de Gages a gagné auprès de vous depuis votre lettre du 11 août, mais permettez-moi de vous dire que je suis très fâché du ton que vous prenez contre M. de Castelar et M. de Muniain... Je ne sais point vos sujets de plaintes et je ne doute nullement qu'ils ne soient justes... ils sont tous deux très fortement appuyés et les traiter de fripons causera un déchaînement terrible contre l'étranger qui viendra, dira-t-on, insulter ainsi à toute la nation. » Aff. Étr., *Espagne*, 486, f° 415 : dépêche du 25 septembre 1745.

l'hiver, et passer le carnaval à Milan où on le fait très beau, et on mange trois jours de plus de viande qu'autre part, et là vous aurez des bals plus beaux que celui de l'autre jour, quoique dans le royaume des aveugles les borgnes soient rois; aussi vous avez fort bien fait de vous divertir. »

A travers la correspondance d'Élisabeth, Don Philippe apparaît guerrier très futile et bien musqué; a-t-on jamais vu prince plus mou et plus désœuvré? Sans sa mère, qui le remonte comme un automate, il serait resté sous le ciel bleu de Nice à respirer les senteurs des roses et des orangers, attendant le royaume qu'on lui destinait, dès le berceau.

La reine, quelques jours après sa lettre du 18 septembre, a un entretien avec Vauréal. Elle n'ose parler de Milan à l'ambassadeur, mais elle s'émeut à la pensée que son fils est en route pour Parme, « car, dit-elle, c'est mon bien[1] et tout ce qui est à moi est à lui ». Elle ajoute que les peuples vont à la rencontre du détachement et portent des vivres aux soldats : « ils se souviennent encore de moi, ils n'ont pas oublié leur ancienne maîtresse ». Et tous les courtisans d'applaudir et d'envier ces Italiens d'avoir l'Infant pour maître!

— Il y a encore d'autres pays, dit la reine, où les peuples pensent de même, les Flamands[2] le demandent.

1. Philippe V, suivant la stipulation du traité de Fontainebleau, ordonna qu'on prît possession du duché de Parme, au nom de la reine.
2. La reine fait allusion à un entretien de Campo-Florido et de



En disant cela, elle fit un signe d'intelligence, « vous le savez bien », ajouta-t-elle. Mais l'évêque ne répondit que par une profonde révérence.

Élisabeth prenait pour argent comptant ses rêves ambitieux, et dès qu'il s'agissait de ce fils bien aimé, rien n'était trop beau. La cour savait fort bien que Plaisance avait ouvert ses portes à l'Infant, mais pour la reine cette ville avait été *prise d'assaut*. Le prince des Asturies, le futur Ferdinand VI, ne se fit pas faute de dire à Villarias qui lui annonçait la nouvelle : *Comment prise d'assaut, si toutes les troupes sont entrées par le pont-levis?* A quoi le ministre courtisan baissa les yeux et la tête.

« La Reine, écrit Vauréal en finissant, à qui les petits succès sont plus dangereux que des revers, a beaucoup exalté ce fait d'armes et croit déjà toute la Lombardie conquise[1] ! »

Si Milan tenait si fort au cœur d'Élisabeth, c'est qu'elle craignait, non sans quelque raison, que la ville et le duché n'eussent été promis au roi de Sardaigne par les Français.

Louis XV. C'était à propos des acclamations qui, à Bruges et en d'autres lieux, avaient accueilli l'entrée du roi de France : « Ces braves gens, dit Louis XV à l'ambassadeur, veulent l'Infant Don Philippe, et ils croient que c'est pour lui que ces conquêtes sont faites. — Eh bien! contentez-les! » répondit en souriant Campo-Florido. — Nous aurions, reprit le Roi, toute l'Europe contre nous, mais, par voie d'échange, ces conquêtes serviront à établir l'Infant. » (Baudrillart, V, 311-312).

1. Aff. Étr., *Espagne*, 486, f° 388 : Vauréal à Argenson, 29 sept. 1745.



« Ainsi si vous vous mettez dedans, écrit-elle à Don Philippe, il ne sera pas si aisé de vous en déloger; je dis cela pour votre bien, parce que je voudrais que vous eussiez cette ville, car c'est une belle et grande ville et des meilleures qu'il y ait, mais il faut s'aider, car croyez que les Français vous aiment, mais personne comme votre père et votre mère, que les premiers ont leurs intérêts à ménager. Excusez la clarté avec laquelle je vous parle, mais c'est l'amitié que j'ai pour vous qui me le fait dire, et, quand il se traitera d'une paix, ils feront leurs intérêts avant les vôtres, et je sais, de lieu sûr, qu'ils pensent à retenir pour eux une partie des conquêtes de Flandre et de ravoir Louisbourg[1], ainsi ce sera peu ce qu'ils sacrifieront pour vous, quand on avait dit avant que toutes les conquêtes devraient servir pour faire votre patrimoine. Je vous dis cela pour vous seul. » (Saint-Ildefonse, 25 septembre 1745.)

Pour vous seul... et pour la postérité. Élisabeth Farnèse ne se doutait guère que ses lettres nous révéleraient son aveuglement maternel, sa méfiance obstinée et sa cupidité de parvenue.

Nous avons une nouvelle preuve de cette cupidité dans une dépêche de Vauréal : Philippe V venait de signer un acte de cession des États de Parme et de Plaisance en faveur de la reine, et, à son décès, en faveur de l'Infant Don Philippe; cet acte avait été l'ouvrage du marquis de

1. On sait qu'au contraire Louis XV ne garda rien pour lui au traité d'Aix-la-Chapelle.

Scotti. L'évêque complimenta Élisabeth comme si elle eût été une seconde fois duchesse de Parme. « Cette politesse la met de très bonne humeur, mais, avec un tel goût pour la propriété, qu'elle entend que tout se passe en son nom dans ses nouveaux duchés. »

« Vous savez, déclara-t-elle à l'évêque, combien j'aime l'Infant et l'Infante, ils jouiront de tout, et je voudrais avoir cent fois davantage à leur donner, mais je veux être maîtresse, il est bon que les enfants dépendent. » Et, ne s'arrêtant pas en si beau chemin, elle songe déjà à relever la citadelle de Parme et à construire un canal qui environnerait Plaisance et en ferait la plus forte place d'Italie. Ceci était encore une idée de Scotti. Enfin la reine parle de demander l'investiture au Pape. Elle se dit que le monde voyant que Parme et Plaisance étaient pour elle, « cela engagerait à augmenter à proportion le lot de l'Infant ». « Voilà bien des projets en une nuit », conclut l'ambassadeur[1].

Les armées, en attendant, font merveille. Don Philippe et Maillebois se dirigent sur Rivorone, et Gages sur Bassignana. Le roi de Sardaigne, éperdu, cède bientôt le champ de bataille, et Schulembourg, qui remplace Lobkowitz, arrive pour être témoin de la défaite de son allié sarde... Les Espagnols et les Français s'avancent sur les bords du Tanaro et le franchissent, malgré un feu terrible de l'ennemi.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 486, f° 410 : Vauréal à Argenson, 25 septembre 1745.



Valence et Alexandrie sont à découvert; cette victoire a un résultat très important[1]. (26 et 27 septembre.)

Alexandrie en effet est prise le 12 octobre, après un siège de six jours, et Valence est investie le 28 du même mois.

On ne s'en tient pas là, le château de Casal et la citadelle d'Asti se rendent en novembre.

Il était temps de songer aux quartiers d'hiver; et rien ne semble plus sage à Maillebois que de maintenir toutes les troupes rassemblées sur le territoire qu'elles occupent par droit de conquête. Mais Élisabeth n'entendait pas raison, elle voulait que l'Infant fît à Milan une entrée solennelle avant la fin de l'année; ni les avis des généraux français et espagnols, ni ceux de Don Philippe lui-même, n'eurent aucune influence sur l'entêtement de la reine; elle voulait Milan, toujours dans la pensée que Milan resterait la propriété de son fils!

« Je vis dans la dernière lettre de l'Infant, écrit Vauréal à Argenson, que les conseils de M. le maréchal de Maillebois lui font impression et qu'il écrit en conformité. Dans la lettre d'hier l'Infant représentait les inconvénients d'aller à Milan après la prise d'Alexandrie et de Valence. La Reine se mit dans une grande colère contre lui, lui reprochant de se laisser mener par le nez, de prendre le ton de la fin de la dernière campagne, etc.

1. Pajol, *Guerres de Louis XV*, III, 111, 112.



» Mais, dit-elle, nous lui avons écrit cette nuit qu'il est fils et sujet de Roi, et qu'il doit obéir sans réplique[1]... »

Cette question de Milan dure pendant plus de six semaines ; Don Philippe tâche de résister, mais on voit, au ton de la reine, que le seul recours est de céder à ses ordres déraisonnables.

L'évêque lui dit un jour :

« Pour avoir Milan, il ne suffit d'y aller, il faut prendre auparavant toutes les mesures qui peuvent assurer que le Sérénissime Infant ne serait pas obligé de revenir.

— S'il en revient, réplique Élisabeth, c'est notre affaire, cela ne touche personne de si près que nous, et quand il n'y devrait être que huit jours, nous voulons qu'il y aille[2]. »

Et, comme si la reine n'avait pas encore assez catéchisé l'Infant, elle lui écrit, le 27 décembre, la lettre suivante (alors que depuis onze jours Don Philippe était entré dans Milan au milieu des « acclamations de joie de la noblesse et du pays[3] ») :

« J'espère que vous nous aurez tenu parole de ne pas passer ces trois jours sans être à Milan, et je ne cesserai pas de vous répéter l'importance d'y être et de faire au

1. Aff. Étr., *Espagne*, 487, f° 49 : Vauréal à Argenson, 18 octobre 1745.

2. *Ibid.*, f° 338 : Vauréal à Argenson, 10 décembre 1745.

3. Aff. Étr., *Espagne*, 488, f° 2 : Philippe V à Louis XV, 3 janvier 1746. Il faut se rappeler que Milan se rendait sans résistance à toutes les troupes qui se présentaient à ses portes, car la ville n'avait pas de fortifications.



plus tôt le siège du château... laissez-les dire, car ils ne voudraient pas que vous y allassiez, et ils font le diable à quatre ici pour qu'à la place vous alliez à Modène, et c'est une cabale de cette duchesse[1] avec les Argenson qui sont serviteurs de la maison d'Orléans... mais nous avons répondu net à l'évêque là-dessus que nous n'entrions point dans ce projet-là et que, quand vous seriez accommodé, on accommoderait après le duc de Modène... Les pauvres Milanais ne respirent autre chose que de vous avoir pour maître et je suis très aise que vous trouviez beau le pays; si vous le trouvez beau dans ce temps-ci, qu'est-ce que cela sera quand ce sera le printemps? Ne me répondez rien sur tout ceci dans la grande lettre; j'ai cru devoir vous écrire tout cela pour que vous puissiez vous régler, et je voudrais bien que le pauvre de Gages ne se laissât pas mener par ce jeu-là, et qu'il se ressouvînt qu'il est général du Roi, et qu'il faut qu'il suive ses ordres et pas ceux de France, et qu'il n'est pas le pupille du maréchal. » Le maréchal de Maillebois avait cédé, lui aussi, mais il ne fut pas autorisé à suivre les Espagnols à Milan! Il fait hiverner ses troupes à Alexandrie, Valence, Asti, Moncalvo et Casal; la situation est précaire dans cette étendue de pays que coupent de grands fleuves, et les communications sont difficiles.

Mais qu'importe à la reine d'Espagne? Son fils est à

1. La duchesse de Modène, fille du Régent.



Milan, il sera duc, roi peut-être, elle espère tout de cette Lombardie qu'elle suppose à jamais conquise.

C'est à ce moment qu'à Paris se publie une estampe[1] représentant Don Philippe sous le dehors noble d'un guerrier ; au-dessous de l'effigie se lisent ces vers qui durent faire la joie de sa mère :

Le voilà ce Héros, qui dompte l'Italie,
Dont Plaisance, Parme et Pavie
Viennent de ressentir l'impétueux canon ;
Malgré tous leurs frimas les Alpes traversées,
Du prince Savoyard les troupes renversées
Montrent bien qu'il est un Bourbon.

1. Suite de Desrochers.



CHAPITRE VIII

LE RÊVE DU MARQUIS D'ARGENSON

(1746)

L'Italie aux Italiens. — Préliminaires du traité de Turin. — Explications de Louis XV. — Les instructions à l'évêque de Rennes. — Lettre de Madame Infante à son père. — Plaintes de Philippe V. — Sa réponse à Louis XV. — Ambassade du duc de Huescar. — Montal. — Leutrum. — Capitulation d'Asti. — Capitulation de Moncalvo. — Les responsabilités. — Maillebois se défend. — Don Philippe lui répond. — Philippe V se décide trop tard. — Le marquis d'Argenson juge sévèrement l'Espagne. — La maison de Savoie.

Ici se place un des plus beaux rêves du marquis d'Argenson : rendre l'Italie aux Italiens. Ce rêve, à cette époque, aussi chimérique, aussi irréalisable que les autres, s'accomplit pourtant quelque cent vingt ans plus tard; ce qui en 1746 semblait être une véritable utopie devenait en 1861 une nécessité de la politique moderne. L'idée avait mûri, et l'arbuste était devenu un bel arbre de haute futaie. Le ministre qui passait pour *fol* auprès de ses contemporains, fut un grand homme dans le jugement des diplomates du XIXe siècle.



Il ne s'agissait de rien de moins que de créer une république ou association éternelle des puissances italiques « comme il y en a une germanique, une batavique et helvétique[1] ».

L'Italie serait composée de six puissances, quatre monarchies ou souverainetés et deux républiques : le Pape, le roi des Deux-Siciles, le roi de Lombardie, les ducs de Modène et de Toscane d'un côté, et les deux républiques de Venise et de Gênes de l'autre.

Le Pape, le roi des Deux-Siciles et la république de Venise resteraient comme ils sont. Le roi de Sardaigne, devenu roi de Lombardie, augmenterait son État du Milanais, du Crémonais, du Mantouan, de Parme et de Plaisance, mais il laisserait l'usufruit de ces deux derniers duchés à la reine d'Espagne. Don Philippe aurait la Savoie et l'île de Sardaigne[2]; les Génois deviendraient maîtres du comté de Nice et de toutes les autres possessions maritimes, de la Provence à Loano. Le duc de Modène acquerrait le grand-duché de Toscane. En échange, la maison de Lorraine aurait les Pays-Bas catholiques[3].

Les avantages de cette ligue sont nombreux : la suzeraineté des empereurs d'Allemagne qui a causé tant de

1. Argenson, *Journal*, IV, 266-306.

2. La Savoie serait réversible à la France faute d'hoirs mâles de Don Philippe ou s'il lui arrivait de succéder à des États considérables. La Sardaigne retournerait à l'Espagne dans les mêmes cas.

3. Ce projet est de février 1745. Il fut tenu secret jusqu'à l'automne. Zévort : *Le marquis d'Argenson*, 387-393.



troubles est bannie; chaque souverain ne tient ses droits qu'en franc-alleu, « de Dieu et de son épée[1] ».

Ce vaste plan devait avoir un commencement d'exécution; le traité de Turin, dont les préliminaires furent signés le 26 décembre 1746, renfermait en principe quelques-unes des idées du marquis d'Argenson. Il n'y manquait guère qu'une chose, c'était l'assentiment de l'Espagne à qui on n'avait encore rien dit officiellement, mais qui soupçonnait tout.

L'explosion n'en fut pas moins grande à la cour de Madrid quand on apprit la négociation entamée avec le roi de Sardaigne.

Les victoires que le roi de Prusse venait de remporter sur les Saxons et sur la reine de Hongrie avaient amené Auguste III et Marie-Thérèse à signer avec Frédéric le traité de Dresde (25 décembre 1745); de nouvelles forces autrichiennes allaient accourir en Italie et soutenir les armées sardes, qui en avaient grand besoin. C'est par l'exposé de cette situation que Louis XV entama la grave question dans une lettre à Philippe V. Il démontre à son oncle que la France peut se défendre sur le Rhin, malgré les renforts que Marie-Thérèse enverra aussi de ce côté, mais que la guerre d'Italie devient trop lourde pour lui. « Je n'ai, dit-il, principalement en vue, dans le parti que les circonstances me font prendre que les avantages réels que j'y trouve pour l'établissement du

1. Ce qui restait d'espagnol deviendrait italien en ne dépendant plus de l'Espagne.



fils de Votre Majesté, mon gendre, et que les intérêts de la Reine, ma tante. Quelque tort qu'ait le roi de Sardaigne envers nous, il vaut mieux l'intéresser pour nous que d'aigrir la jalousie et les soupçons de ce prince. Il sent qu'il ne peut être grand que par nous, et nous devons sentir (sans pourtant le dire) que nous ne pouvons être assurés de ce que nous désirons que par lui. Le succès avec lui est certain, et sans lui presque certain du contraire : donc, il faut prendre le certain pour l'incertain et oublier le passé. »

Sur quoi, Louis XV espère que Leurs Majestés Catholiques n'hésiteront pas à accepter la proposition et à donner une nouvelle preuve de leur équité, de leur modération et de leur tendre amitié. Enfin venait la flèche du Parthe, lancée probablement sur le conseil d'Argenson. Si, ajoutait le roi, Vos Majestés se refusaient à un accommodement, « je me verrais peut-être forcé à prendre des partis que je n'ose leur dire sans frémir, mais que le bien de mes sujets pour lors demanderait, qui serait de songer uniquement à la défense de mon royaume pour parvenir à son prompt soulagement du fardeau de la guerre; mais j'augure trop favorablement des sentiments de Votre Majesté et de ceux de la Reine pour croire qu'Elles voudront me réduire à de telles extrémités qui ne pourraient être que trop pénibles pour mon cœur[1] ».

A cette lettre, que l'on chargeait Vauréal de porter

1. Aff. Étr., *Espagne*, 488, f° 73 : Louis XV à Philippe V, 16 janvier 1746.



lui-même, étaient jointes des *Instructions* à l'usage de l'ambassadeur. L'évêque avait eu déjà bien des bourrasques à supporter, mais il allait assister cette fois à un orage extraordinaire. Le coup allait réveiller la torpeur du roi d'Espagne et lui délier la langue. Il était donc naturel que Vauréal fût armé de pied en cap; la convention que vient de signer le roi, disaient ces instructions, ne donne pas absolument à l'Infant les mêmes États que lui réservait le traité de Fontainebleau (1743), mais ceux qui lui sont assurés ont à peu près la même étendue et le même revenu.

Un autre avantage, qualifié de « considérable », c'est la ligue à laquelle Sa Majesté Catholique et tous les princes d'Italie seront invités à prendre part, afin de chasser « irrévocablement » les Autrichiens de la Péninsule. Si ce projet s'exécute, le roi de Naples et l'Infant seront à l'abri de toute révolution et de tout danger, ils n'auront jamais plus rien à craindre de l'Empereur. Ne sera-t-il pas glorieux pour Leurs Majestés Très Chrétiennes et Catholiques d'avoir brisé les chaînes de l'Italie et de l'avoir affranchie du joug germanique? Il y a certes un revers à la médaille : les États du roi de Sardaigne qui avait trahi la France et l'Espagne, sont fort agrandis; mais la colère et le dépit touchent seuls les particuliers. « Les grands princes sont supérieurs à ces faiblesses, et ils les sacrifient aux grands intérêts de l'État[1]. »

1. *Projet d'Instruction pour être envoyé en Espagne à M. l'Évêque de Rennes*, ambassadeur du Roi. Aff. Étr., *Espagne*, 488, f° 77 : 16 janvier 1746.

Le premier écho qu'on eut à Versailles de cette négociation fut une lettre de Madame Infante; cette missive, datée du 21 janvier, devance même l'annonce officielle et prouve que Louis XV avait jugé bon de révéler le secret à sa fille :

« Mon cher papa,

» La nouvelle que vous me mandez de la paix avec le roi de Sardaigne m'inquiéterait beaucoup si mes intérêts étaient en d'autres mains que les vôtres; mais votre tendresse et vos promesses me tranquillisent entièrement; je ne doute pas que vous vous en teniez au traité de Fontainebleau, et l'Infant étant votre gendre, notre honneur est engagé à ce qu'il reste à Milan; l'établissement qu'on propose ne correspond point à nos conquêtes; outre qu'il est très petit, il ne serait jamais en sûreté. Le roi de Sardaigne sera toujours notre ennemi, ses procédés passés et réitérés ne nous permettant pas, malgré ses serments, de compter sur lui. J'espère donc, mon cher papa, que vous vous en tiendrez au traité de Fontainebleau, c'est le seul qui puisse assurer notre bonheur. Outre que votre gloire est intéressée à l'établissement de l'Infant, l'Espagne a fait tous ses efforts pour cela, ce que toute l'Europe sait bien. Je crains que cela ne donne de la méfiance à la nation qui serait outrée au point de mettre de la mésintelligence entre les deux nations.

» Le roi de Sardaigne, mon cher papa, étant notre



moindre ennemi, et l'Espagne faisant les derniers efforts, pour peu que vous nous aidiez, nous réussirons, pourvu que le roi de Prusse ne soit pas contre nous; la reine de Hongrie, sans le secours de l'Angleterre, n'est pas bien forte, surtout ayant perdu comme elle a fait dans cette dernière campagne; les Hollandais ne sont pas tranquilles pour leur pays; nous avons été plus mal que nous ne sommes, vous avez fait de grandes conquêtes en Flandre et nous en Italie, et nous n'avons pas toujours eu le roi de Prusse. Vous m'avez ordonné, cher papa, de vous parler toujours avec vérité. Voilà, mon cher papa, mon sentiment; je connais vos bontés, et vous savez, j'espère, combien je vous aime; j'ai donc une entière confiance en vous. Je ne désire assurément pas moins que vous de vous revoir; j'espère avoir ce bonheur avant de mourir et que nous serons tous entièrement contents. Adieu, adorable papa, je me repose entièrement sur vous et je me flatte que vous ne nous oublierez d'aucune façon; je ne désire rien tant que votre gloire et de vous convaincre de l'attachement sans bornes que j'aurai toujours pour vous[1]. »

L'Infante plaide sa cause avec habileté. Élisabeth Farnèse, semble-t-il, est encore dans la coulisse. Les arguments dont la reine se servira pour se défendre sont à peu près les mêmes. Ses premiers mots seront : *Et le traité de Fontainebleau? Et Milan?*

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi.*



« Il n'y a donc plus rien de sacré dans le monde? s'écrie-t-elle, lorsque Vauréal lui fait lire la dépêche de Louis XV; combien de fois vous l'ai-je dit (en se tournant vers le roi) que la France nous traiterait comme elle l'a toujours fait? »

Philippe est dans une agitation extrême. Il s'adresse au marquis de Scotti :

« Le Roi mon neveu, gémit-il, m'abandonne, il a fait en mon nom, sans m'en parler, un traité avec le roi de Sardaigne par lequel il lui donne le Milanais, et si je n'y consens pas, il me menace. Jamais pareille chose n'est arrivée au roi d'Espagne; les propositions qu'il me fait sont contre mon honneur[1]. »

Il parle ainsi pendant longtemps et dit à l'ambassadeur des choses si vives et si fortes que Vauréal n'ose pas les communiquer à la cour de Versailles.

Philippe V répondit lui-même une longue lettre à son neveu : « Il n'est pas difficile, écrivait-il, de comprendre que la paix avec le roi de Prusse n'altère pas à un tel point les résolutions, qui ont été prises entre les deux couronnes, qu'il soit nécessaire d'admettre un accommodement déshonorable et sans profit, quand nous sommes victorieux partout et que notre pouvoir n'est ni abattu, ni épuisé. » Et, après avoir repris et discuté les arguments qu'on trouve dans la lettre de Madame

1. Les dépêches de Vauréal reproduisent souvent les conversations en style direct. Ici, comme ailleurs, je cite textuellement. — Aff. Étr., *Espagne*, 488, f° 134 : Vauréal à Argenson, 27 janvier 1746.



Infante à son père, il annonce à Louis XV qu'il lui envoie un ambassadeur extraordinaire, le duc de Huescar, chargé de prendre la défense des intérêts espagnols.

Le choix de Huescar qui, un an plus tard, devait remplacer Campo-Florido, n'était pas très heureux. Le duc appartenait à une maison illustre, il était Silva et comte de Galvez. Très riche, il avait encore de belles espérances du côté de sa mère, Marie-Thérèse de Toledo, fille de la duchesse d'Albe. Mais cette mère était une Autrichienne passionnée, elle avait obligé son mari à se retirer à Vienne pendant la *grande guerre*, comme on appelait la guerre de succession d'Espagne; tous ses enfants étaient nés en Autriche. Elle était revenue à Madrid avec sa famille à la faveur du traité de Riperda, en 1725.

Le duc de Huescar était âgé de vingt-huit ans environ. Il avait eu le commandement du régiment de Navarre, et, en 1742, Don Philippe l'avait choisi comme aide de camp. Il sut mériter les bonnes grâces de ce prince, et bientôt ce fut la mode de prôner le jeune gentilhomme. A la mort du marquis de Bedar, il obtint la compagnie des gardes du corps; on le vit beaucoup à la cour et, peu à peu, on eut une moindre opinion de ses qualités. « Il est poli, dit Vauréal, et plutôt fastueux que magnifique, haut et bas selon l'occasion; on lui reproche peu de sincérité[1]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, 488, f° 186 : Vauréal à Argenson, 6 février 1746.



L'inappréciable Luynes nous dit aussi que le duc de Huescar n'a ni la taille, ni la figure avantageuses; il est extrêmement myope; d'ailleurs il ne manque pas d'esprit, il a « beaucoup d'usage du monde », et paraît « accoutumé à une grande représentation »[1].

Il ne réussira guère dans sa mission; on le soupçonnera, non sans motif, de négocier en même temps avec la reine de Hongrie, tandis que, de son côté, Campo-Florido agit auprès de Marie-Thérèse, par l'entremise de la cour de Saxe[2]. On trouve que Huescar a été envoyé « pour peu de chose » et « avec peu de pouvoir »; autant un simple courrier. Pour dire : non, il n'en fallait pas davantage. « Il vient, écrit Argenson, pour s'opposer et voilà tout, mais il n'a rien où s'étendre ni se rapprocher. Je lui ai toujours dit que c'était à Turin que sa cour devait envoyer[3]. » Du camp de Boucherest, Louis XV écrira à son gendre, au moment où Huescar quittera Versailles pour aller en Italie : « Je n'ai que sujet de me louer de lui, mais comme je sais qu'il n'est pas content et que, de plus, il est d'une famille qui a toujours été autrichienne, je vous prie de vous méfier sur ce qu'il pourrait vous glisser à notre encontre, car vous pouvez compter sur mon extrême amitié, et sur l'envie que j'ai que vos désirs soient accomplis, mais non pas tout à fait de ceux qui sont insatiables d'ambi-

1. Luynes, VII, 228, 229.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 488, f° 247 : Argenson à Vauréal, 23 janvier 1746.
3. *Ibid.*, f° 389 : Argenson à Vauréal, 22 mars 1746.

tion. Je vous prie que celle-ci soit pour vous seul, vous en pouvez sentir les conséquences[1]. »

Louis XV, fort mécontent de n'avoir pu arriver à une conclusion avec le duc de Huescar et de n'être point fixé sur les intentions de l'Espagne, prit la détermination d'envoyer le maréchal de Noailles à la cour de Madrid. Mais le départ du vieux serviteur royal eut pour prélude de graves événements, dont il faut parler tout d'abord; un vrai coup de théâtre va se produire. Une fois de plus Charles-Emmanuel se montrera infidèle à sa parole et trahira ses alliés.

Au moment même où les négociations se poursuivaient avec le roi de Sardaigne, où le comte de Maillebois, fils du maréchal, était à Turin pour mettre la dernière main au traité d'armistice entre Louis XV et Charles-Emmanuel, les Piémontais se dirigent vers Asti (4 mars). Montal, gouverneur de cette place, et Chevert, qui se trouve à Moncalvo, ne voient en ce mouvement qu'une manœuvre, qui fournira aux Piémontais l'occasion de se séparer des Autrichiens; le traité d'armistice et les nouvelles qu'ils reçoivent du maréchal de Maillebois, tout leur fait supposer qu'ils ont des alliés en face d'eux.

Ce n'est guère que lorsque le baron de Leutrum, commandant des Piémontais, est aux portes mêmes d'Asti, investissant la place, au pont du Tanaro, à la Certosa, et dans le vallon de la Versa, que Montal

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi.*



s'aperçoit que le siège va commencer; le 6 mars, au matin, l'artillerie bat en brèche la porte de Saint-Second, et le 7, celle de Saint-Pierre.

On rappelle aussitôt dans la place, et Mesplex s'en va exposer à Leutrum, au nom du gouverneur, que Montal ne peut concevoir comment, dans les circonstances présentes, on vient attaquer les troupes du roi et ouvrir les murs. Leutrum répond que Charles-Emmanuel ne lui a rien communiqué de semblable et qu'il ne doit s'occuper que des moyens d'exécuter les ordres donnés, sans entrer dans les négociations d'une paix *qui lui est absolument inconnue*[1].

Toute la journée se passe en reprises du feu, en allées et venues de parlementaires : Leutrum exige une capitulation et, à minuit, Montal se rend avec cinq officiers généraux, trois cent soixante officiers et quatre mille huit cents hommes de troupe, sans coup férir, sans s'être défendu[2].

Cependant Maillebois avançait pour venir au secours de la garnison d'Asti, mais il était trop tard; le maréchal resta à distance, sur les hauteurs d'Annone, spectateur passif de cette reddition.

1. De Vault, II, 389-390.

2. « M. de Leutrum nous a tenu rigueur sur tout. Jamais il n'a voulu se désister de nous faire prisonniers de guerre... Les troupes étant disposées à l'assaut, il nous a dit qu'il avait des ordres dont il ne se départirait point, que nous n'avions point de secours à espérer et que le temps ne le pressait pas... Il a fallu céder à la force; voilà, Monseigneur, notre triste état. » Montal à Maillebois, Asti, 8 mars 1746. De Vault, II, 434.



Les Français toutefois eurent une revanche, une revanche spirituelle, bien conforme à leur caractère qui n'avait rien de tragique comme celui de leurs alliés. On ne pouvait voir, paraît-il, la veille d'une action, contraste plus frappant : les Espagnols, avec des physionomies allongées, remplissent les églises et les confessionnaux, on lit sur leurs visages qu'ils voient le danger dans toute son étendue, qu'ils le pèsent, « qu'ils en savourent, pour ainsi dire, toutes les horreurs ». Les Français se préparent bien différemment au combat, ils s'amusent, c'est un « carnaval pour eux »; des fenêtres des cabarets ils insultent aux mines sombres de leurs camarades, ils s'étourdissent et ne pensent pas au combat. « La valeur des Espagnols est la véritable bravoure et celle des Français une aveugle impétuosité[1]. »

Les Français ne perdent rien de leur gaieté traditionnelle au milieu de ces funèbres journées. Au lendemain d'Asti, le sergent Va-de-bon-cœur, qui s'appelait Cantin de son vrai nom, fit un peu oublier la capitulation de Montal. Va-de-bon-cœur, avec d'autres blessés et malades, était resté à Moncalvo ne pouvant suivre Chevert, qui avait évacué la place pour voler au secours de Maillebois; les Piémontais tardaient à paraître devant les remparts, et pour tromper l'ennui de l'attente, le sergent proposa aux deux cents invalides qui remplissaient l'hôpital de se mettre en défense et de ne se

1. *Mémoire sur les campagnes d'Italie en 1745 et 1746* par [Grosley], Amsterdam, 1777, p. 27.



rendre « qu'après avoir soutenu *pour deux liards de siège* ». On accepte, on quitte le lit, on reprend les armes, on ferme les portes : l'ennemi peut arriver.

Quelques jours après, nos malades virent enfin s'avancer un officier piémontais qui venait à la tête d'un léger détachement pour s'emparer de l'hôpital. Il est salué d'un *qui vive?* soutenu d'une décharge générale de mousqueterie et d'artillerie : « Je dis artillerie, car on avait trouvé dans un coin du château une vieille pièce de fer que l'on avait remise en batterie. » L'officier s'attendait peu à pareille réception; il alla en rendre compte à Leutrum qui, vu la singularité du fait, demanda à parlementer.

Cantin, nommé gouverneur d'une voix unanime, déclara que l'hôpital était changé en garnison, et en garnison déterminée à ne se rendre qu'à la dernière extrémité, et, pour dernier mot, qu'il ne capitulerait qu'après avoir essuyé quelques volées de canon, et avoir vu ouvrir la tranchée, « *n'en ouvrît-on que de la longueur de sa pipe* ». Leutrum, charmé de la bravoure de Cantin, lui répondit qu'il le ferait servir « suivant son goût ». Après deux jours de bombardement, nos hommes se rendirent en exigeant tous les honneurs de la guerre, ce qui leur fut accordé. Les Piémontais traitèrent ces braves en amis, et facilitèrent leur transport à Novi. Cantin et ses hommes entrèrent dans cette place le lendemain. La marche était ouverte par un tambour « décoré d'une béquille et d'un bras en écharpe », puis

venait Va-de-bon-cœur saluant de la hallebarde à droite et à gauche, suivi d'un escadron de bourriques chargées de malades qui portaient leurs fusils par la crosse, le plus haut qu'ils pouvaient; le cortège était fermé par d'autres éclopés, et enfin, pour que rien ne manquât de tout ce qui pouvait annoncer les honneurs de la capitulation, une charrette de bagages couronnée de lauriers, de thym et de romarin, portait tous les ustensiles de l'hôpital[1].

Mais il faut revenir aux deux officiers généraux qui jouèrent un rôle si fâcheux à Asti, et examiner les conséquences de ce malheureux événement. Montal et Maillebois furent vivement attaqués; tous deux avaient de graves reproches à se faire. La preuve la plus évidente que l'on ait de leur culpabilité, c'est que jamais, ni devant un conseil de guerre, ni ailleurs, on ne fit la lumière. Et l'on peut croire, sans trop s'aventurer, que, si l'on ne demanda point à Montal d'expliquer son étrange conduite, c'est que Maillebois était responsable en partie de cette affaire; l'on décida qu'il valait mieux la laisser oublier[2].

Montal avait perdu la tête; il ne put en un clin d'œil passer du vrai au faux et démêler que les Piémontais étaient des agresseurs; on lui avait affirmé qu'il ne

1. *Mémoire sur les campagnes d'Italie en 1745 et 1746*, p. 79-83. Maillebois informe la cour de ce fait d'armes; Cantin obtient la croix de Saint-Louis, et l'aide-majorité de Lichtemberg, en Alsace, avec 400 livres de pension. Il mourut à son poste en 1768.

2. De Vault, II, 402.



devait pas s'inquiéter de la marche des ennemis, et tout à coup il trouvait devant lui des canons braqués. Mais un général doit savoir que faire quand son supérieur n'a pas tout prévu et, dans cette circonstance, Montal, désemparé, ne sut pas quel parti prendre; il s'en tint à la décision la plus humiliante; il n'a aucune excuse.

Maillebois ne mérite guère plus d'indulgence. Il n'ignore pas que son fils est à Turin; on lui a promis des nouvelles pour le 3 mars, il ne les reçoit pas; ce fait anormal devait lui ouvrir les yeux et l'amener à supposer que les Piémontais le trompaient; non, il ne se rend pas tout de suite à l'évidence. Or, son fils avait été retenu à Turin, ses courriers avaient été interceptés, afin que Leutrum eût le temps de surprendre Asti!

Le maréchal se met en marche, mais trop tard, il donne de nouveaux ordres, mais ces ordres n'arrivent pas à l'adresse de Montal.

« Je crois qu'on n'a jamais vu, Monsieur, écrit Maillebois au comte d'Argenson, de situation pareille à celle où je me trouve aujourd'hui; j'ai la mort dans le cœur et cela est pardonnable, vu la situation inquiétante et affligeante par les désagréments que j'éprouve depuis trois semaines, particulièrement le désastre et la perte de neuf de mes bataillons pris dans Asti, qu'il faut regarder comme une des suites fâcheuses que le projet de Milan devait entraîner, et que j'ai prédit avec beaucoup d'autres, dont sûrement nous ne nous tirerons pas. »



Suit une défense personnelle : le maréchal, pendant son séjour auprès de Don Philippe, s'était assuré des renforts de Milan en cas d'une tentative sur Asti et afin de secourir la citadelle d'Alexandrie, mais l'Infant, disait le maréchal, avait fait la sourde oreille ou à peu près. Les Espagnols s'étaient laissé persuader que Maillebois était traître à la cause commune et se liguait contre eux avec le roi de Sardaigne[1].

L'animosité la plus violente éclate alors entre ces deux alliés. Les Espagnols se font gloire de mépriser les Français et les épithètes de *Gavacho de m*... sont les compliments ordinaires qu'ils leur adressent. Les Français « leur rendent pour leur mépris la haine la plus cordiale ». « Si l'on voulait, dit un contemporain, voir deux armées se battre, comme disent les Italiens, *con amore*, il faudrait partager la nôtre, et lâcher les Français sur les Espagnols[2]. »

On eut bientôt une preuve de ces sentiments. Lacy abandonne bel et bien Maillebois. Il quitte la place d'Alexandrie qu'il commandait et répond au maréchal qui s'en étonne :

« Vous ne me persuaderez pas que vous avez besoin d'être soutenu contre les Piémontais, vous êtes trop bien d'accord ensemble[3]. »

1. Maillebois au comte d'Argenson, San Salvatore, 9 mars 1746 (Ministère de la guerre), cité dans de Vault, I, 385-390. M. de Gages à Maillebois, Milan, 10 mars 1746, de Vault, II, 438-440.

2. *Mémoire sur les campagnes d'Italie en 1745 et 1746*, par [Grosley], Amsterdam, 1777, p. 26, 27.

3. De Vault, II, 404.



Maillebois, dans ces conjonctures, écrit à l'Infant pour se plaindre de la conduite de Lacy. Il lui explique qu'il va repasser le Tanaro et se mettre entre Novi et Tortone où il attendra les ordres de Milan et ceux de sa cour, « *n'en ayant aucun qui m'eût déclaré cette paix que M. de Lacy m'a assuré que j'avais dans la poche, et dont je jure encore à Votre Altesse Royale que ma cour ne m'a donné aucune part*[1] ». Don Philippe, il faut l'avouer, avait la réponse belle. Sa lettre est catégorique : 1° Il ne peut comprendre pourquoi la garnison d'Asti n'a pas été retirée à temps pour être jointe aux autres troupes de Moncalvo, Valence, Alexandrie, etc.

« Je ne puis me persuader qu'un général, aussi expérimenté que vous, ait pu commettre une faute semblable, sans qu'il y ait quelque motif que je crains d'entrevoir... »

2° L'Infant déclare qu'il a dit à Lacy d'abandonner Alexandrie, afin de ne pas faire « un second tome » d'Asti.

3° Les secours demandés ont été accordés. « J'ordonnai aux gouverneurs de Tortone, Alexandrie et Valence qu'ils eussent à vous donner les compagnies de grenadiers et les piquets toutes les fois que vous en auriez besoin, ce qu'ils ont exécuté sans la moindre répugnance, de façon que je ne puis être qu'extrêmement surpris que vous osiez rejeter sur moi une faute qui

1. De Vault, II, 437-438.

seule doit s'attribuer à votre négligence, ou à quelque influence trop puissante sur votre esprit. Cependant, quoi qu'il en soit, je répète ce que vous a déjà écrit M. de Gages, à savoir que les troupes d'Espagne, Naples et Ligurie, déjà assemblées de l'autre côté du Pô, et celles qui sont actuellement en marche, ont ordre de couvrir votre *fuite* ou retraite. »

4° L'Infant ne peut croire que Maillebois ignore le traité conclu avec le roi de Sardaigne. Toutes les lettres de Turin en parlent, les bruits publics le confirment, etc.[1].

Les explications du maréchal ne pouvaient être claires, distinctes et circonstanciées, comme le demandait l'Infant. Aux accusations précises, Maillebois réplique par des assurances de dévouement : « Je crois, dit-il, que ma conduite passée, présente et à venir, engagera, soit dans un temps, soit dans un autre, Votre Altesse Royale à me rendre la justice que je crois avoir méritée, et que je mériterai toute ma vie par mon attachement particulier pour sa personne, et pour celle de Leurs Majestés Catholiques, ainsi que par mon zèle pour le bien de la cause commune[2]. »

Et c'était au moment où, malgré quelques échanges de lettres entre Charles-Emmanuel et Louis XV, la négociation était rompue, que la reine d'Espagne, enfin persuadée, envoya chercher l'évêque de Rennes et lui

1. L'Infant à Maillebois, Milan, 11 mars 1746. De Vault, II, 442-444.
2. Maillebois à l'Infant, Sale, 12 mars 1746, de Vault, II, 444.

dit : « Nous n'avons pas dormi de toute la nuit, le Roi et moi; nous n'avons fait que raisonner du traité que le Roi Très Chrétien a conclu sans nous avec le roi de Sardaigne, et de la fermeté qu'il a apportée pour le soutenir; nous cédons enfin, nous voulons bien l'exécuter[1]. » (8 mars.)

Du beau rêve du marquis d'Argenson rien ne subsistait qu'un coup fâcheux pour la réputation de Maillebois et une mésintelligence profonde, encore que la chose ne fût pas nouvelle, entre les deux couronnes.

Il est juste de donner la parole au ministre des Affaires étrangères; mais, hélas! sa défense, pas plus que celle du maréchal, n'est très conforme à la vérité : « Messieurs de Maillebois père et fils *sont innocents comme Suzanne; le père ne savait pas un mot du traité de Turin*. Le malheur qui lui est arrivé n'est dû qu'à la mauvaise position des deux armées sur laquelle, lui et nous, avons tant prêché, l'éparpillement des postes, le défaut de la subsistance pour se rassembler, l'occupation de trop de pays, les petits paquets si à la mode dans toute cette guerre-ci, en Allemagne et en Italie (et dont on ne s'est jamais corrigé), et enfin l'avidité de conquérir et l'imprudence présomptueuse. L'Espagne voudrait-elle absolument rejeter sa folie sur nos prétendues infidélités[2]? »

1. Argenson, *Journal*, IV, 306.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 488, f° 389 : Argenson à Vauréal, Versailles, 22 mars 1746.

Il y avait certes un troisième coupable, c'était le royaume d'Espagne. Là-dessus, on peut donner toute raison au ministre. La pointe sur Milan et les lenteurs à répondre à l'appel de Louis XV étaient des fautes graves. Mais le roi de Sardaigne eût-il été moins machiavélique si Philippe avait agi plus rapidement? Nous ne le croyons pas.

« Il est certain qu'en tout temps, la maison de Savoie a su, mieux que toutes les autres cours, le moyen de mener à bien une négociation, et qu'elle doit son agrandissement surtout à l'*art d'avoir su bien tromper les hommes*[1]. » Ce jugement de Tron, ambassadeur de Venise à Paris en 1746, ne nous laisse aucun doute dans l'esprit.

1. Cité par le duc de Broglie dans : *Maurice de Saxe et le marquis d'Argenson*, I, 217.

CHAPITRE IX

LA DISGRACE D'ÉLISABETH FARNÈSE

(1746)

Mission du maréchal de Noailles. — Louis XV soutient son gendre. — Complot contre le marquis d'Argenson. — L'évêque de Rennes est mis de côté. — Première lettre de Noailles au Roi. — **Madame Infante et sa fille.** — *La Rose de l'Infante.* — Comment Noailles gagne le cœur de Leurs Majestés Catholiques. — Le siège de Vienne. — Griefs de Vauréal. — Les prétendues relations de l'ambassadeur et de Madame Infante. — Madame de Leyde. — Élisabeth est une *bonne femme.* — La mission de Noailles est stérile. — Triste situation des affaires d'Italie. — Un prince voué au blanc. — Rôle de Don Philippe à la bataille de Plaisance. — Alberoni juge sévèrement Élisabeth Farnèse. — Le combat de Tidone. — Mort de Philippe V. — Arrivée du marquis de La Mina. — Ferdinand et Marie. — Départ de la reine douairière. — Son oraison funèbre. — Mort de la Dauphine.

Noailles entre en scène, trop tard, comme on le verra.

Dans la lettre par laquelle Argenson annonçait à l'évêque de Rennes le départ prochain du maréchal pour Madrid, le ministre faisait un tableau navrant de la situation des affaires franco-espagnoles à la fin de mars 1746. Il rappelait Asti, la retraite de nos armées, la levée du siège d'Alexandrie; il annonçait la disgrâce



de Gages, l'abandon de Milan par Don Philippe (19 mars), les progrès des ennemis : « tous ces contre-temps si prévus par nos conseils, disait-il, si mal suivis, tant d'opiniâtreté, tant de fanfaronnade, tant de malheurs doivent en faire prévoir de plus grands, si l'Espagne n'oppose pas enfin la prudence et la résipiscence aux disgrâces et aux passions[1]. »

L'objet de la mission de Noailles était de faire une dernière tentative « sur l'esprit et le cœur » de Leurs Majestés Catholiques, afin de les déterminer « à concourir aux vues de Sa Majesté qui n'ont assurément d'autre but que le bien général des deux couronnes et les intérêts particuliers du roi de Naples et de l'Infant Don Philippe[2] ».

Et, comme preuve de ces bonnes dispositions, Louis XV, oubliant les colères des Espagnols et l'incartade de Lacy, écrit à son gendre une lettre toute paternelle. Il lui communique les ordres qu'il a donnés à Maillebois au sujet des armées françaises en Italie. « Si je ne consultais que mon intérêt, dit-il, je ne devrais pas hésiter, dans le cas où il n'y aurait plus de subsistance où elles sont, à les faire rapprocher de mon royaume; mais considérant que je vous priverais par là d'un secours qui peut vous devenir nécessaire dans la circonstance pré-

1. Aff. Étr., *Espagne*, 488, f° 389 : Argenson à Vauréal, Versailles, 22 mars 1746.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 488, f° 398 : Argenson à Vauréal, Versailles, 24 mars 1746.

sente, je préfère à des partis de prudence vos intérêts personnels. Je remets donc mes troupes à votre disposition, et je leur ordonne de ne se séparer de vous dans aucun cas que ce soit, étant dans la confiance que vous les traiterez en tout point comme celles du Roi, mon oncle... Je ne vous parle point de projet à faire pour la campagne prochaine, le maréchal de Noailles que j'envoie à Madrid s'en expliquera de ma part avec Leurs Majestés Catholiques; mais, en général, je pense que nous devons revenir aux principes sur lesquels le plan de la dernière campagne avait été formé, et dont nous ne nous sommes que trop malheureusement écartés[1]. »

« Par la perte que nous avons faite de notre nouvel allié, le roi de Sardaigne, écrivait Argenson à Vauréal, l'ambassade du maréchal de Noailles est devenue militaire de politique qu'elle devait être[2]. » Le ministre ne savait pas tout. Noailles allait en Espagne, autant pour les affaires générales que pour une démarche secrète; il s'agissait de préparer la chute d'Argenson lui-même. C'était le résultat d'un complot tramé entre les ennemis du ministre : les deux ambassadeurs d'Espagne, Campo-Florido et Huescar, et Louis XV lui-même. On a vu avec raison, dans cette négociation, le commencement de la politique mystérieuse de Louis XV, qui, n'ayant le cou-

1. Archives de Parme, *Lettere de Principi* (23 mars 1746). Cette lettre fut écrite le jour même où Louis XV apprit qu'il ne devait plus compter sur le roi de Sardaigne.

2. Aff. Étr., *Espagne*, 489, f° 115 : Versailles, 23 avril 1746.

rage ni de suivre avec confiance ses conseillers attitrés, ni de se défaire d'eux, ni surtout de leur imposer sa volonté, trouvait plus facile de les attaquer par derrière[1].

Noailles arrivait à Madrid précédé d'un malicieux portrait qu'avait tracé de lui le duc de Huescar : « Ce maréchal, écrivait l'ambassadeur à Villarias, est un peu affaibli par l'âge; il est plein d'amour-propre et de vanité; *il déteste Argenson*; en le flattant, vous en tirerez toujours quelque chose[2]. »

Une conversation de Louis XV et du prince Campo-Florido nous édifiera sur les intentions du monarque.

LE ROI. — Eh bien, êtes-vous content de la nomination du maréchal de Noailles? Vous m'avez assez souvent demandé de remplacer l'évêque de Rennes!

LE PRINCE. — Ah! Sire, que n'avez vous fait ce changement en 1744, lorsque vous étiez à Metz?... Que de fois vous ai-je représenté le préjudice que Vauréal cause à l'union des deux couronnes; il n'est pas de jour qu'il ne jette de l'huile sur le feu; mais, comme Argenson le protège, je n'ai rien obtenu! Le maréchal de Noailles ne va pas, hélas! à Madrid pour y remplacer l'évêque de Rennes; et c'est ce que je désirerais, car votre ambassadeur avait réussi à me mettre mal avec le Cardinal, et il a fait tout ce qu'il a pu pour me mettre aussi mal avec Votre Majesté.

1. Baudrillart, V, 393; Broglie, *Maurice de Saxe et le marquis d'Argenson*, I, chap. III.
2. Cité dans Baudrillart, V, 394.



LE ROI, *riant de bon cœur*. — Oui, je sais que Vauréal est mal avec vous, *mais Argenson m'a dit qu'il est bien avec Leurs Majestés Catholiques!*

LE PRINCE. — C'est donc le maréchal de Noailles qui décidément va à Madrid? On disait, il y a quelques jours, que c'était le duc de Villars, puis on a nommé le duc de Nivernais.

LE ROI. — Oui, c'est Noailles, mais il n'y va que pour peu de jours; quand il reviendra, nous penserons à désigner un nouvel ambassadeur[1].

Noailles partait donc pour rétablir la bonne entente et réparer le mal qu'avait fait *esta bestia de Argenson*, cette bête d'Argenson : telles étaient les propres paroles transmises par Campo-Florido à La Enseñada[2].

On ne s'étonnera pas que Noailles ait exigé que Vauréal ne fût pas admis aux audiences de Madrid. Outre les questions relatives à « l'entente » et au renvoi d'Argenson, le maréchal avait à discuter un projet qui partait de Madrid, et préconisait un rapprochement avec Vienne et Londres; il avait aussi à parler des propositions qui venaient de Wassenaër, l'envoyé hollandais à Paris, et qui pouvaient procurer un établissement en Flandre à Don Philippe[3].

Leurs Majestés Catholiques, averties de tout par les

1. Cité dans Baudrillart, V, 395-396. Cette conversation est du 27 mars; le lendemain, Louis XV écrivait à l'Infant la lettre qu'on a lue plus haut.

2. *Ibid.*, 399.

3. Ces négociations n'aboutirent pas.



soins de Campo-Florido, étaient prêtes à discuter avec Noailles, lorsque, après vingt-trois jours de voyage, il arriva à Madrid le 23 avril. La cour était à Aranjuez. C'est là que le maréchal eut sa première audience avec Philippe et Élisabeth, le 26.

Il en rendit compte à Louis XV dans une lettre souvent citée, lettre optimiste s'il en fut : le roi d'Espagne, disait le maréchal, *a le cœur tout français*; la reine pourrait être amenée *à ne prendre que des partis raisonnables*, mais il faudrait pour cela un homme sage et désintéressé, et Noailles ajoutait avec une pointe de naïveté : « Il ne s'agit que de trouver des hommes de cette espèce, et l'on m'a dit qu'ils étaient rares dans tous les temps et dans tous les pays ». Le prince des Asturies, *à sa figure près*, paraît fort aimable, la princesse cherche toujours à dire des choses obligeantes, mais *son visage est tel qu'on ne peut la regarder sans peine*; l'Infant Don Louis est *timide à l'excès*, ce qui le rend *un peu sauvage*.

Le maréchal fait naturellement la part très belle à Madame Infante; il se montre fort habile courtisan dans cette peinture, digne du pinceau de Nattier : « Elle est infiniment mieux que lorsqu'elle est partie de France. Rien n'égale l'amour des grands et des petits pour cette princesse. Elle est en effet charmante; sa figure est très agréable, les plus beaux yeux du monde, le regard perçant et annonçant l'esprit; bonne, franche, cherchant à plaire et à obliger, et, *pour tout dire en un mot, Sire*,

c'est votre véritable portrait. Que Votre Majesté ait la bonté de juger après cela de l'impression qu'elle a faite sur mon cœur et sur mon esprit, et du pouvoir qu'elle peut avoir sur moi. »

Il y avait encore à la cour un petit personnage que Noailles n'oublie pas : c'était Doña Isabel (âgée de cinq ans et quelques mois), cette délicieuse fillette qui, à Versailles, apparaît, exquise dans de grands paniers, au milieu d'un paysage élégant[1]. Élisabeth Farnèse nous a déjà présenté Isabelita, elle donne souvent de ses nouvelles à Don Philippe : « Elle est fort jolie, dit la reine, pas tant que vous étiez à cet âge-là[2]. » Le maréchal ne pouvait que renchérir : « Je ne puis finir, écrit-il, le compte que j'ai à rendre à Votre Majesté de la famille royale d'Espagne, sans lui parler d'une princesse qui lui appartient de près; c'est sa petite-fille. Jamais on ne vit une aussi jolie enfant : elle est très grande pour son âge, son visage est des plus agréables; mais, surtout, Sire, c'est son maintien, et l'air de dignité avec lequel elle reçoit

1. Portrait par Nattier.

2. Archives de Parme, lettre du 25 octobre 1745 : « La petite nous a fait une visite... elle nous a répondu fort en raison.... » Élisabeth, l'année d'avant, avait parlé d'une correction infligée par la mère à la fille : « Pour ce qui regarde à l'exécution militaire qu'elle (Madame Infante) fit avec la petite, je ne l'ai sue qu'il y a trois ou quatre jours; mais je vous confesse mon crime, je dis à madame de Leyde, qui me le dit, qu'elle avait fort bien fait, que c'était à la mère à châtier les enfants et à la grand'mère à les gâter; mais que voulez-vous, si elle s'accoutume à prendre de ces rages, cela lui pourrait faire grand mal. » (Pardo, 9 février 1744.) On voit que la fille de Louis XV ne se laissait pas trop guider par la sentimentalité maternelle.



son monde. Elle sent déjà ce qu'elle est, à qui elle appartient, et ce qu'elle doit être toujours[1]. »

Et l'on pense à la *Rose de l'Infante*....

Elle se sent très grande vaguement;
Elle assiste, au printemps, à la lumière, à l'ombre,
Au grand soleil couchant horizontal et sombre...
A la magnificence éclatante du soir,
Aux ruisseaux murmurants qu'on entend sans les voir,
Aux champs, à la nature éternelle et sereine,
Avec la gravité d'une petite reine...

C'est au camp de Steen où il commandait ses armées, que Louis XV reçut cette épître. « Je suis très content des portraits que vous me faites de ma famille d'Espagne, répondit-il à Noailles; celui de ma petite-fille me plait infiniment; si le duc de Bourgogne[2] ne vient pas cette fois-ci, elle serait un peu vieille pour lui[3]. »

Suivant le mot de Louis XV, la diligence de Noailles était très embourbée et son ambassade devait être aussi infructueuse que celle du duc de Huescar. La faute en était moins aux capacités du négociateur qu'aux événements. Il avait à discuter le partage de Don Philippe, à porter une brèche sérieuse au traité de Fontainebleau, mais qu'étaient ces décisions toutes spéculatives, peut-on dire, puisque la guerre durait toujours? Les détails

1. Aranjuez, 30 avril 1746. *Correspondance de Louis XV et du maréchal de Noailles*, publiée par Camille Rousset, II, 202-209.

2. La Dauphine allait accoucher; ce fut une fille, et la mère ne survécut pas.

3. Rousset, II, 209-210.



de cette mission solennelle manquent, par cela même, de tout intérêt. Le plus clair résultat fut la ruine du marquis d'Argenson. Si le maréchal se vit si bien accueilli, c'est qu'il sut trouver le chemin des cœurs espagnols en accablant le ministre des Affaires étrangères. Il gagna encore Élisabeth Farnèse en lui promettant plus qu'il ne pouvait tenir; il alla jusqu'à parler de bataillons français qui resteraient à poste fixe auprès du nouveau duc de Parme. Noailles se fit fort d'obtenir ces secours avant qu'Argenson en eût connaissance et pût détourner le roi de les accorder.

Les petits côtés de cette ambassade sont du moins fort curieux, ils ont été dédaignés par les historiens, mais ils nous semblent dignes d'être connus; Vauréal devient le principal personnage, quoiqu'il reste à la cantonade, et, en attendant qu'à son tour il tourne le dos à son ami Argenson, il rompt ses dernières lances en sa faveur et le flatte en noircissant Noailles.

L'évêque fut admis à quelques rares réceptions pendant le séjour du maréchal. Un jour, on parla devant celui-ci du siège de Vienne par les Turcs en 1683, c'était l'année de la naissance de Philippe V[1].

— Je m'en souviens, dit Noailles, bien qu'alors je n'eus que cinq ans.

— Quoi, reprit le roi d'Espagne, vous vous souvenez de ma naissance et du siège de Vienne?

1. Le 16 décembre.

— Oui, on me lisait déjà la *Gazette* et cela me faisait grand frayeur, car Votre Majesté sait la peur que les enfants ont quand ils entendent parler d'un Turc; je croyais déjà les voir à Paris.

Sur quoi Vauréal fait cette réflexion : « Quelle fatuité de dire à la face d'une cour qu'à cinq ans on lui lisait la *Gazette*! De ce récit il n'y a apparemment de vrai que sa frayeur, il est accusé de l'avoir conservée et d'avoir été toute sa vie sujet à croire les ennemis près quand ils étaient loin[1]. »

Dans un autre mémoire l'évêque plaide tout son procès, il en avait gros sur le cœur. Le maréchal, dit-il, a paru[2] ici n'avoir que deux objets : flatter la Reine et m'anéantir... Il m'a exclu de tout, je n'ai pas soufflé... Il n'y a rien que je n'aie point fait pour le gagner, mais en vain. En arrivant à Madrid, il a été reçu dans ma maison, lui, son fils (le comte de Noailles) et toute sa suite[3]; j'y avais laissé une partie de mes gens pour le

1. Aff. Étr., *Espagne*, 489, f° 315 : Note datée du 20 mai 1746. Durant la campagne du Rhin de 1744 le maréchal de Noailles laissa échapper l'armée autrichienne qui pouvait être prise ou détruite; ses ennemis lui firent durement expier cette faute : les « chansonniers » sont remplis de couplets fort malsonnants à l'adresse du maréchal, qui a « une épée de bois », dont le nom « ne rime pas avec les batailles », etc. Voici un de ces nombreux libelles.

> « Jamais, dit-on, aucun n'est guéri de la peur,
> C'est un mal qu'en naissant nous portons dans le cœur.
> J'avouons, ventrebleu! que c'est un vilain mal,
> Surtout quand il se loge au cœur d'un général. »

Bibliothèque Nationale. *Chansonnier Clairambault*, 12 711, f° 47.

2. Noailles était parti le 5 juin.

3. Cette suite se composait de : un gentilhomme, 3 secrétaires,



servir, un carrosse pour le voiturer dans Madrid, il a usé de tout « comme de choses à lui appartenantes ». Il ne m'en a pas plus parlé que « si je l'avais laissé loger au cabaret ».

Vauréal fait encore allusion à un autre grief plus intime : ses prétendues relations[1] avec Madame Infante.

« Si je n'ai pu obtenir de M. le maréchal de Noailles les apparences de l'honnêteté, en récompense il a accueilli favorablement ceux qui ont voulu lui dire du mal de moi. Il a fait une liaison très intime avec une personne[2] de ce pays-ci qui, peu après que je fus arrivé, voulut me perdre, parce que je ne voulais pas entrer dans ses cabales et inventa contre moi la plus horrible et la plus extravagante de toutes les calomnies; il y a bientôt cinq ans, car ce fut au mois de septembre 1741. »

Vauréal prouve la « fausseté de cette horreur » au maréchal; l'Infante, tout en se montrant froide à l'égard de l'évêque, reconnut qu'un *mauvais esprit* avait voulu le perdre auprès d'elle, et l'ambassadeur conclut :

« Pour le malheur de l'Infante, qui est née avec les qualités les plus respectables, elle s'est encore livrée depuis, et plus que jamais, à ce mauvais esprit qui, entre nous, est madame de Leyde. La Reine la connait bien,

1 chirurgien, 2 commis, 3 valets de chambre, 1 chef de cuisine, 1 piqueur, 4 laquais; le comte de Noailles avait 1 valet de chambre et 2 laquais. L'ambassade coûta plus de 100 000 livres! (Aff. Étr., *Espagne*, 489, f° 97.)

1. Voir les dernières pages du chapitre v.

2. Madame de Leyde, Camerera Mayor.



mais elle s'en sert pour faire faire à l'Infante les démarches qu'elle veut et que cette princesse ne ferait jamais, si elle suivait ses propres sentiments. C'est madame de Leyde qui a encouragé l'Infante à écrire au Roi contre le traité de Turin[1], et quand on a su que ce traité était rompu, madame de Leyde alla dire à la Reine que l'Infante en était ravie, mais qu'elle était affligée de ce que ce n'était pas le Roi qui l'eût rompu. C'est la reine d'Espagne elle-même qui me l'a dit[2]. »

Argenson apprit aussi que le maréchal et son fils le traitaient à l'envi de « bête brute » et de « fol »[3], qu'ils étaient d'avis que le roi d'Espagne était un « imbécile » et la reine une « bonne femme ».

« J'eus le bon cœur, dit Vauréal, de lui conseiller de ne pas s'y fier. — Je ne suis pas, me répondit-il, si sot que je parais. — En effet c'était le paraître que de me

1. Lettre du 21 janvier 1746, voir chap. VIII.

2. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 27 : *Mémoire remis au marquis d'Argenson*, 18 juin 1746.

3. Argenson ne ménagera pas non plus le maréchal; voir son *Discours sur l'ambassade du Maréchal de Noailles* (juillet 1746), cité en appendice dans *Maurice de Saxe et le marquis d'Argenson*, par le duc de Broglie, I, 440-447 : « Le maréchal de Noailles, dit le ministre, arrivant à Aranjuez avec son fils, le comte de Noailles, son aide dans toutes ses manœuvres fausses et hypocrites, a commencé par décrier le ministre français en toutes choses... Il n'a eu (dit l'évêque de Rennes dans ses dépêches) que deux objets dans son ambassade : celui de discréditer l'ambassadeur ordinaire et ceux qui le dirigent, et celui de plaire aux passions de la reine d'Espagne. Il a obtenu la Toison d'or pour son fils, une place de capitaine des gardes pour son neveu (Bourneville), et présents sur présents d'un grand prix pour lui-même; c'est sur ces entrefaites et après de si mauvais services, si peu palliés, qu'il est revenu en France. »



dire que la reine d'Espagne était une bonne femme, et pourquoi le paraître avec moi, s'il ne l'était pas? La vérité est que sa vanité fut blessée du conseil. Il me dit encore que, si le roi d'Espagne était un imbécile, notre maître ne l'était pas moins, et que son conseil était pire que celui d'Espagne, et toujours les discours les plus méprisants contre le marquis d'Argenson[1]. »

Dix-sept ans plus tard, ce document fut communiqué par Choiseul au comte de Noailles qui y fit les annotations que voici : « Les réponses de M. le maréchal et son fils sur le marquis d'Argenson faites à la reine d'Espagne sont très vraies; cette princesse savait et leur dit que ce ministre ne parlait d'elle que par f.... et par b.... Jamais il n'est sorti de la bouche de M. le maréchal que le roi d'Espagne était un imbécile.... jamais M. le maréchal n'a eu la réputation d'un sot, il faudrait qu'il l'eût été pour croire la reine d'Espagne une bonne femme. » Malheureusement, en 1763, ni Noailles, ni Argenson, ni Vauréal n'étaient plus là pour se défendre.

Quoi qu'il en soit, le maréchal n'avait nul besoin d'écrire à celui-là même qu'il traitait si rudement de *fol* et de *bête brute* : « Quoique j'eusse lieu d'espérer que Sa Majesté serait contente de mon zèle, *je ne sens pas moins, Monsieur, la part que vous avez à la satisfaction qu'Elle a la bonté de me marquer*[2]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 129 : *Anecdote sur l'arrivée et le séjour du Maréchal de Noailles*, juin 1746, minute de la main de Vauréal.
2. Cité par Zévort, p. 42.



Noailles avait des qualités, mais la droiture n'était pas son fort. Et, dans cette lutte avec Argenson, le beau rôle reste au ministre des Affaires étrangères, à l'utopiste, si l'on veut, mais du moins à l'homme franc et loyal.

La mission du maréchal se termina ainsi qu'elle avait commencé, par les effusions d'une sympathie mutuelle; comme on l'a dit, Noailles revenait au fond plus glorieux que satisfait et les mains à peu près vides[1].

On fit le quatrain suivant : *Sur M. le Maréchal de Noailles au sujet de son voyage en Espagne* :

> Noailles, dit Louis, voudrait toujours tout faire,
> Et du monde lui seul pouvoir porter le faix;
> Il a toujours mal fait la guerre,
> Voyons s'il fera bien la paix[2].

Les affaires d'Italie allaient fort mal et firent bien vite oublier Noailles. Les malheurs prévus par Argenson se réalisaient. Jouet des intrigues de Castelar qui veut perdre Gages, l'Infant voit bientôt ses troupes exposées à rompre toute communication avec Maillebois. Castelar s'obstine à rester dans Parme, tandis que, quittant le Milanais, Don Philippe se dirige sur Plaisance et que le maréchal français est à Novi, séparé de ses alliés par un vaste territoire. Castelar cède enfin; les Piémontais forcent Valence à capituler, les Autrichiens resserrent les Espagnols dans leur camp sur Plaisance; alors l'Infant

1. Duc de Broglie, *Maurice de Saxe et le marquis d'Argenson*, I, 257.
2. *Chansonnier Clairambault*, Bibliothèque Nationale, 12 715, f° 75.

exige quelque secours de Maillebois, mais les mouvements mal concertés ne produisent qu'une défaite.

Le maréchal arrive à Plaisance le 14 juin, avant midi, il descend de cheval à la porte du palais de Don Philippe et monte dans la salle d'audience. L'Infant se fit attendre un quart d'heure environ pendant lequel Maillebois « s'assit, se déboutonna, s'essuya ». Son Altesse Sérénissime parut enfin.

« Ah! vous voilà, s'écria-t-il. Je viens de là-haut, j'examinais avec la lunette le camp des ennemis; ils tirent beaucoup sur nous; mais il n'y a que quelques coups perdus qui viennent jusqu'à nos retranchements. »

Faisant ensuite une pirouette, il attira l'attention de son interlocuteur sur « un volant blanc de soie qu'il avait mis ce jour pour la première fois et lui dit : « Vous voyez, Monsieur le Maréchal, je suis voué au blanc. » Il quitta Maillebois : « Je vais à la messe, fit-il, reposez-vous. » Et pour donner à cette scène toute sa valeur psychologique il faut rappeler que l'Infant et le maréchal ne s'étaient pas vus depuis six mois[1].

Pendant cette désastreuse bataille de Plaisance (16 juin), Don Philippe s'était hasardé à quatre pas hors de la porte San Antonio, où il s'était même fait apporter un fauteuil de velours à pieds dorés. Toute la cavalerie chargeait derrière lui entre le Pô et les murs de la ville. « A deux heures après midi, relate un contemporain, j'allai

1. *Mémoire sur les campagnes d'Italie de 1745 à 1746*, p. 98.

auprès de l'Infant, et je le trouvai tout désorienté : quelques goujats avaient fait courir le bruit que le roi de Sardaigne s'avançait sur Plaisance, et venait s'emparer de la porte San Antonio. Son Altesse Sérénissime rentra aussitôt dans la ville à pied et sans suite, au milieu d'une foule de vivandiers qui, sur cette fausse alarme, avaient plié boutique. Lorsqu'on fut un peu rassuré, je passai la porte et j'entendis un vivandier qui disait à ses camarades :

» — Ces gueux, ces marauds, avec leurs fausses nouvelles, viennent de faire enfuir ce brave prince qui tout à l'heure faisait là merveille[1] ! »

Peut-on se moquer de quelqu'un avec plus de désinvolture ?

Quelques jours après, le même contemporain voit Alberoni qui jouissait de sa retraite dans les environs de Plaisance. L'opinion du célèbre cardinal sur les événements n'est pas indifférente.

« Quel mauvais génie, disait-il, a inspiré à la reine d'Espagne la fureur avec laquelle elle s'acharne à conserver Parme et Plaisance? Quoique ces États soient le but de ses desseins, croit-elle se les assurer en les ruinant et en y ruinant son armée? Soyez maîtres du Milanais, soyez maîtres du Piémont, vous aurez quand vous voudrez Parme et Plaisance, et vous les aurez sains et entiers, et non comme une carcasse dont deux armées

1. *Mémoire sur les campagnes d'Italie de 1745 à 1746*, p. 99-100.

ont dévoré toutes les chairs... Et cet Infant? Pourquoi sa mère ne le garde-t-elle pas auprès d'elle? Pourquoi le jour de la bataille qui vient de se donner, sous les murs de cette ville, n'est-il pas resté dans son palais? Pourquoi le faire aller à cette porte de San Antonio, *come un guattero per odorar il fumo della pignetta*? (comme un gamin pour sentir l'odeur de la marmite[1]?) »

Les armées franchissent le Pô, et livrent aux Austro-Sardes le combat indécis de Tidone (10 août). Là encore l'Infant se montre sous un jour fort ridicule. On l'avait pourtant mis en sûreté à Stradella. Mais, à peine dans cette ville, il apprit que non loin de là on voyait un grand nombre de troupes avancer et se former sur les bords du Pô. Il envoie courriers sur courriers à Maillebois pour l'avertir que les ennemis viennent en force. Le combat qui se livrait sur les bords de Tidone était encore fort sérieux quand le maréchal reçut cet avis, mais il fit détacher deux régiments de dragons qui allèrent à Stradella bride abattue. Quand ces hommes sont auprès de Don Philippe, ils apprennent que les gens du prince avaient pris pour une troupe d'ennemis le détachement français qui, sous les ordres de Monteynard, avait délogé les ennemis de Parpanesse et gardait la tête du pont[2]!

Ici se place l'arrivée assez imprévue de La Mina qui vient, pour la seconde fois, commander les troupes

1. *Mémoire sur les campagnes d'Italie de 1745 à 1746*, p. 114-115.
2. *Ibid.*, 105-106.



espagnoles et remplacer le comte de Gages; c'était le signal de nouveaux revers.

Le marquis, de fâcheuse mémoire, est cette fois l'envoyé de Ferdinand VI, car, le 9 juillet, Philippe V était mort et sa couronne s'était posée sur la tête faible et débile du prince des Asturies, dont le premier acte fut de décréter ce changement de généraux. Les Français vont redoubler de sacrifices, en pure perte.

La Mina aura une mission secrète qui annihilera tous les efforts. Les Espagnols de l'armée n'en faisaient pas un mystère, ils disaient tout haut que la guerre était finie et qu'ils « ne connaissaient plus d'ennemis que les Français », ils maudissaient la tyrannie et l'ambition d'Élisabeth qui, « profitant de l'imbécillité » de Philippe V, avait dépeuplé l'Espagne « et épuisé tous ses trésors pour faire une souveraineté à son fils »[1].

Philippe V, dans une note qu'il avait donnée à Noailles pour Louis XV, déclarait qu'il « mettait, pour tous les temps, entre les mains du Roi, son neveu, le sort de la Reine, son épouse, celui de Don Carlos, et de l'Infant Don Philippe, les plus tendres et les plus chers dépôts qu'il lui fût possible de confier de son amour et de son cœur[2] ».

Le roi d'Espagne prévoyait-il sa fin prochaine, prévoyait-il que son successeur ne poursuivrait pas sa politique? Toujours est-il que Louis XV aura charge d'âmes;

1. *Mémoire sur les campagnes d'Italie de 1745 à 1746*, 110-111.
2. *Mémoires de Noailles*, p. 359 (Michaud et Poujoulat, XXXIV).



malgré Ferdinand, il tâchera de se montrer fidèle aux dernières volontés de son oncle et surtout de sauvegarder les intérêts de son gendre[1].

A la cour d'Espagne les choses sont bien changées. Le nouveau roi n'est point au courant des affaires, et semble être incapable de rien diriger. Sa femme seule a quelque intelligence, mais on craint tout de son origine portugaise. Élisabeth Farnèse est mise de côté — c'en est fini de son pouvoir, ce qui fait dire à Vauréal, deux jours après la mort de Philippe V : « On commence à entrevoir que par le changement qui vient d'arriver, c'est plutôt Marie qui succédera à Élisabeth, que Ferdinand à Philippe[2]. »

Cependant Élisabeth ne quittera pas la place sans que ses ennemis battent des mains. On sent quelque malicieux plaisir dans ces lignes de l'évêque : « Les attentions de Leurs Majestés Catholiques pour la Reine douairière ont plutôt augmenté que diminué, mais si les bornes n'ont jamais pu être fixées entre le sacerdoce et l'empire, il me semble qu'ici on en plante d'inviolables entre l'empire et l'amitié, je veux dire que la Reine douairière aura tout ce qu'elle peut espérer d'avantages,

1. « Les circonstances où Votre Majesté parvient au gouvernement de ses royaumes sont épineuses et j'attends d'Elle que dès qu'Elle en sera instruite, Elle m'éclairera sur ses vues... En attendant je continuerai à faire mes plus grands efforts pour le bien de la cause commune et l'intérêt de notre famille. » Louis XV à Ferdinand VI, 17 juillet 1746. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 180.

2. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 150 : Vauréal à Louis XV, 11 juillet 1746.

de commodités, d'agréments, d'égards personnels, mais que pour ce qui regarde le gouvernement, ce sera du fruit défendu, *non gustabit in æternum*[1] ».

Ce passage se trouve dans une dépêche officielle rédigée pour être lue au Conseil, mais Vauréal ne se tenait pour content et, dans un papier secret[2], intitulé : *Anecdote depuis la mort de Philippe V*, il fait, avec une verve admirable et un talent sans pareil, une étrange oraison funèbre de la reine douairière :

« Outre qu'elle a toujours haï la France, je ne lui connais de vertu que sa triste chasteté, *non éprouvée*, et dont elle s'est bien des fois vantée avec moi me disant : « Du moins on ne dira pas que je suis une p..... » D'ailleurs que de défauts réunis! sans esprit, sans jugement, vaine sans dignité, avare sans économie, dissipatrice sans libéralité, fausse sans finesse, menteuse plutôt que secrète, violente, sans courage, faible sans bonté, craintive sans prudence, sans aucun talent, à l'exception de celui de contrefaire, sans aucune grâce; son rire afflige, son récit assomme, sa plaisanterie tue. Implacable dans sa haine, jalouse et ingrate dans l'amitié qu'elle n'a jamais connue, insatiable dans ses désirs, aveugle dans ses intérêts et incapable de profiter même de sa propre expérience, voilà, direz-vous, une belle oraison funèbre[3]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 238 : Vauréal à Argenson, 26 juillet 1746. Ces avantages et ces agréments dont parle l'évêque furent illusoires. Élisabeth Farnèse ne les connut pas longtemps.

2. Joint à la dépêche précédente.

3. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 248 : cité en partie dans Zévort, 25-26.

Le portrait est poussé au noir, mais il a un relief étonnant — et on ne peut se défendre de le citer malgré toutes ces exagérations, tant il y a de vie dans les traits de plume du prélat.

Tous les malheurs accablaient Élisabeth; le 22 juillet, sa fille, la dauphine Marie-Thérèse Raphaëlle, mourait à Versailles en donnant le jour à une princesse. Louis XV annonce la nouvelle à Vauréal, avec ce manque de tact qui le caractérisait : « La perte que nous venons de faire sera un furieux coup pour la Reine douairière, et je sais que vous la sentirez aussi bien qu'un autre; pour moi j'en suis inconsolable pour toutes sortes de raisons et sans sa timidité elle eût été parfaite, à sa tête près qui n'était pas ce que vous aviez dépeint; mais mon fils s'en accommodait. Voilà un furieux vide pour lui, qui était jour et nuit avec elle; nous tâcherons de le lui rendre le plus court possible. On vous proposera sans doute la sœur; ne vous refusez à rien, mais opposez toujours la religion et les lois de l'Église, plus exactes en France qu'ailleurs[1]. »

A cette veuve, à cette mère en pleurs rien ne fut épargné; il faut savoir comment, le 2 août, à neuf heures du soir, elle quitta le Retiro pour aller habiter sa nouvelle maison d'Ossone à Madrid. « Avant de partir, écrit

1. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 254 : Louis XV à Vauréal, Choisy, 26 juillet 1746. Sur le refus qu'on fit de la sœur de la Dauphine, et sur toutes les intrigues menées par Vauréal, Villarias, etc., voir notre ouvrage : *La Mère des trois derniers Bourbons*, chap. Ier.

Vauréal, elle alla rendre une visite à Leurs Majestés Catholiques. Elle traversa tout son appartement qu'elle n'avaït point encore vu et qui était tout tendu de deuil; elle était appuyée sur le comte de Montijo et sur son premier écuyer, et avait peine à marcher. La foule était grande pour la voir et elle pouvait juger que, parmi les curieux, il y avait plus de contents que d'affligés. Le Roi et la Reine vinrent au-devant d'elle jusque dans la pièce qui précède celle où ils reçurent la visite. Les embrassements furent plus serrés que tendres. La Reine lui donna le bras, mais de manière qu'elle garda le pas sur elle aussi bien que le Roi qui, en faisant beaucoup de politesse, passa le premier. La Reine douairière avait compté de sortir par le même chemin, et d'aller prendre son carrosse à l'escalier et, par conséquent, de passer une seconde fois au milieu des courtisans. Leurs Majestés Catholiques lui dirent qu'il lui serait plus commode de sortir par un très beau salon qui est une pièce de leur appartement qui donne sur le jardin, et d'y prendre son carrosse, comme elle avait coutume de faire avec Philippe V. Aussitôt on donna un contre-ordre aux équipages et les courtisans passèrent de ce côté-là. La Reine ne permit pas à Leurs Majestés Catholiques, ni même à Madame Infante de la reconduire, elle traversa le salon et dit en m'adressant la parole, mais assez haut pour que tout le monde l'entendît : « Le Roi et la Reine m'ont ordonné de passer par ici, il a fallu que je leur obéisse. » C'est ainsi qu'Élisabeth Farnèse est sortie du palais des



Rois d'Espagne, où elle commandait depuis plus de trente ans. J'ai vu des pompes funèbres, mais je n'ai rien vu qui m'ait fait une si forte impression, il m'a paru que c'était un vivant qui allait à son propre enterrement. »

La scène est vraiment dramatique et le narrateur nous la rend dans toute sa beauté. Vauréal ne mériterait-il pas d'avoir rang parmi les écrivains du XVIII[e] siècle et de figurer en belle place dans l'histoire des diplomates littérateurs?

Le populaire avait accablé la reine déchue à sa façon, en composant des chansons ignobles contre elle, — trente individus venaient d'être emprisonnés pour ce fait. Aussi Montijo, en habile courtisan, avait-il soudoyé quelques mendiants pour qu'ils acclamassent Élisabeth sur son passage.

« J'ai eu des vivats aussi bien que les autres[1] », dit-elle à Vauréal, qui voit là une étrange preuve de la misère et de la vanité humaine.

Argenson avait cru un instant qu'Élisabeth garderait quelque crédit. Cette dépêche devait le rassurer. « Vous lui avez fait beaucoup de grâce, ajoutait l'évêque en post-scriptum, en lui supposant qu'elle sait régner... toute son habileté a consisté dans son pouvoir absolu. Je ne sais si vous avez également bien traité les Espagnols en croyant qu'ils réfléchissent profondément, et

1. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 317 : Vauréal à Argenson, 6 août 1746.



qu'ils voient de loin, je n'en ai pas encore vu de cette espèce [1]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 317 : Vauréal à Argenson. Par son testament, qui datait de 1724, Philippe V donnait à Élisabeth sa maison de Saint-Ildefonse avec tout ce qui s'y trouverait à sa mort, une pension de 600 000 ducats (plus de 1 million, 600 000 livres de notre monnaie). Le Roi demandait qu'on l'enterrât à Saint-Ildefonse et non à l'Escurial. Élisabeth se retira plus tard à Saint-Ildefonse, c'est de là qu'elle rentra pour quelque temps à Madrid, treize ans plus tard, lorsque, à la mort de Ferdinand, elle fut nommée régente par Carlos, roi des Deux-Siciles, devenu à son tour roi d'Espagne.

CHAPITRE X

LA NOUVELLE MISSION DE LA MINA

(1746)

Désespoir de l'Infant à la mort de Philippe V. — Férdinand tente de négocier avec Charles-Emmanuel. — Conduite inexplicable de La Mina. — Ses roueries. — Abandon de Gênes. — Démarche des sénateurs auprès de Don Philippe. — Consternation générale. — La Mina repasse le Var. — Maillebois se heurte au mauvais vouloir du général espagnol. — Il demande son rappel. — Nomination du maréchal de Belle-Isle. — Révolte des Génois. — Haine séculaire des Espagnols. — Mécontentement de Ferdinand VI. — Refus de l'Infante Antonia. — Le rôle de la reine. — Les sympathies anglaises.

Nul plus que le gendre de Louis XV, après la reine douairière, ne devait souffrir de la disparition de Philippe V. L'Infant est au désespoir, il exprime sa douleur avec une exagération dramatique et théâtrale; mais, au fond, ses plaintes sont assez égoïstes et ne touchent guère que sa personne.

Il écrit à sa mère le 23 juillet : « Il n'y a que Votre Majesté au monde qui puisse sentir mon état... Je prends la liberté de lui recommander ma pauvre femme



et cette pauvre petite fille... Que feront mes pauvres frère et sœur et ma misérable famille que je considère aussi désolée que moi, ayant perdu tout notre soutien... Ce qu'il y a d'affreux, c'est que nous nourrissons un serpent[1] dans notre sein... L'incertitude où je suis du passage de mes lettres m'empêche de rien dire de plus. » L'allusion au nouveau roi, malgré cet excès de prudence, est assez évidente.

Don Philippe se considère comme « la victime du nouveau gouvernement[2] », et il n'a pas tort. L'arrivée du marquis de La Mina, porteur d'instructions particulières, réduit à rien le rôle de l'Infant, ce rôle qui, du reste, est tout représentatif. La Mina a l'ordre de traiter avec le roi de Sardaigne pour lequel Ferdinand semble animé des meilleures intentions, se souvenant qu'il est, par sa mère, le propre neveu de Charles-Emmanuel. Le maréchal de Maillebois informe le comte d'Argenson que l'Infant a reçu des lettres du roi, son frère, et du marquis de La Enseñada, qui le mettent à son aise pour négocier avec Turin et, au besoin, se contenter d'un plus modique établissement[3].

On apprend aussi que le roi de Sardaigne a écrit à Ferdinand une missive pleine d'amitié et de tendres expressions où il exprime le désir le plus vif de faire la

1. Ferdinand VI.
2. Lettre du 11 décembre. Ces deux documents sont tirés des archives d'Alcala; ils sont cités dans Baudrillart, V, 466-467.
3. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 359 : Argenson à Vauréal, 12 août 1746.

paix. C'est au reçu de cette lettre que le nouveau monarque avait envoyé La Mina en Italie avec un plein pouvoir, lui permettant de mener l'affaire à bien[1].

Dans l'attente du résultat de sa démarche, qui sera inutile comme celle du marquis d'Argenson, La Mina, en tant que militaire, reste neutre; il pousse même les choses plus loin, il fuit systématiquement avec toute l'armée, entraînant et Don Philippe et Maillebois, qui l'un et l'autre, d'après la volonté royale, ne sont plus que ses sous-ordres. Dans l'*Abrégé de sa vie*, La Mina avoue qu'il avait la mission de sauver l'armée, *sans exposer un grenadier*[2]. Et il déclarait hautement qu'il venait pour reconduire les Espagnols en Catalogne et que son maître, le roi d'Espagne, lui avait défendu de livrer le moindre combat[3].

On le voyait peu à peu céder du terrain et arriver aux portes de Gênes. Or les Génois étaient alliés aux deux couronnes, il eût été honteux de les abandonner à leurs propres forces. Essayant de prévenir cette catastrophe, le comte d'Argenson écrit à Maillebois qu'il n'est pas possible de penser que Ferdinand VI ait pris, sans la participation et sans le concours de Louis XV, des engagements contraires à ceux qui le liaient avec Phi-

1. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 366 : Extrait d'une lettre anonyme datée de Madrid, 15 août 1740. Au bas de cette lettre Louis XV écrivit de sa main : « Cet extrait de lettre est précisément ce que Campo [Florido] m'a montré. »

2. De Vault, I, 866. Voir aussi Argenson, V, 23.

3. *Mémoire sur les campagnes de 1745 et 1746*, p. 115-116.

lippe V[1]. Le ministre de la Guerre croyait de bonne foi que Ferdinand n'avait point donné ordre de retirer ses troupes; aussi conjurait-il Maillebois de faire à l'Infant les plus fortes représentations et de lui indiquer tous les moyens que son expérience pouvait lui suggérer pour le maintenir en Italie; c'était peine perdue[2].

Louis XV avait beau conserver à son gendre l'autorité absolue sur les troupes françaises, que pouvait Don Philippe, en tout temps fort peu habile capitaine, dans les conjonctures présentes? Il fallait obéir à celui qui avait un programme occulte, rédigé d'avance, et toute l'autorité nécessaire pour mettre ce programme à exécution.

La Mina pour se dérober trouve cent prétextes, il a recours à toutes les tracasseries du monde. Si Maillebois désire obtenir une audience, La Mina est malade; s'il démontre que Novi ne doit pas être abandonné, le général se laisse mettre au pied du mur, mais il dirige

1. La Mina avait donné à Maillebois toute confiance en lui répétant *deux fois*, « de la part du roi Ferdinand VI, qu'il était déterminé à suivre en tous points les mêmes engagements qu'avait pris le Roi son père, tant pour l'avantage des affaires en général que pour celui de son frère. » Le maréchal de Maillebois au comte d'Argenson, du camp de Tortone, 16 août 1746. De Vault, II, 489.

2. Le comte d'Argenson au maréchal de Maillebois, Versailles, 10 septembre 1746 (ministre de la Guerre), dans De Vault, II, 529-530. Voici encore trois recommandations du Ministre : « Vous devez lui (à l'Infant) parler, comme d'un objet indispensable, qui intéresse également l'honneur de la France et de l'Espagne, de soutenir de toutes nos forces réunies la République de Gênes; vous ne devez pas laisser ignorer aux Génois les dispositions de S. M. et les démarches que vous ferez en conséquence; le Roi conserve à l'Infant l'autorité absolue sur ses troupes, tant qu'il sera à portée de les commander. »

l'armée espagnole sur Gavi et envoie des ordres aux détachements français qui se sont emparés de Novi pour qu'ils évacuent la place[1].

Et, ainsi menées, les troupes franco-espagnoles approchent de Gênes, se laissant déloger du col de la Bocchetta (30 août). On avait promis à la République de la mettre à couvert de toute entreprise de la part des Autrichiens, aussi quel fut le désespoir des Génois quand ils apprirent, le 1er septembre, que la Bocchetta était forcée! Ce passage important n'avait jamais été pris; et l'on sut que Braun (il était à Novi) apprenant cette nouvelle, ne put dissimuler son étonnement et s'écria : « Allons vite en France, la tête a tourné à tous ces gens-là ». A l'annonce de l'arrivée des ennemis, les paysans des environs se réfugient en foule dans la ville. La plupart de ces pauvres gens n'étaient jamais sortis de leurs montagnes, ils amenaient avec eux leurs femmes, leurs enfants, leurs vieillards, leurs malades et tous les ustensiles de leurs misérables ménages. Au milieu de cette confusion, les troupes se disposaient à fuir, obéissant à La Mina. La dernière nuit est employée à faire embarquer les canons. Les chariots, les affûts et tous les équipages de l'artillerie sont rassemblés sur la place du Palais Impérial où on les brûle; puis on jette à la mer les fourrages, les blés, les farines, la poudre, on crève les sacs à coups de hache et on les lance dans l'eau.

1. Maillebois au comte d'Argenson, du camp d'Ottagio, 21 août 1746. De Vault, 490-492.



Les quatre plus anciens sénateurs de Gênes viennent au nom de la République implorer la miséricorde de l'Infant. Ils trouvent le prince à cheval et prêt à partir; ils le supplient de ne pas abandonner une République qui s'était sacrifiée pour lui. Don Philippe, « plein de fermeté au milieu de la douleur et de la désolation générales », leur répond : « Messieurs, ce n'est rien, n'ayez pas peur », puis il tourne bride et part. « Nous sommes très obligés à Son Altesse, dit l'un des députés, de ce qu'Elle veut bien ne pas désespérer de la République[1]. » Et l'on ne sait ce qu'il faut le plus admirer : l'impudence de l'Infant ou la naïveté des sénateurs.

La consternation fut générale en Europe, mais principalement à Versailles. « Tout Paris est en fureur, écrit Argenson à Vauréal, du revers qui vient de nous arriver; la liberté de tous les souverains violés dans la capitulation des Génois, les hauteurs de la reine de Hongrie, comparées à la façon d'agir du Roi qui a épargné les Hollandais, tout donne envie d'y sacrifier ses biens pour en avoir vengeance. Cette animosité ressemble à celle qui suivit les demandes de Gertruydenbergh.... Toute l'Italie témoigne que M. de La Mina n'a parlé que de retraite, en prenant possession du commandement, qu'il a dit tout haut : « *Voilà une armée plus propre à la retraite qu'au combat*[2]. »

La Mina fuyait toujours; il rentre dans le comté de

1. *Mémoire sur les campagnes de 1745 et 1746*, p. 118-120.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 491, f° 115 : 20 septembre 1746.

Nice, et, bientôt, ce pays conquis l'année précédente, est déserté à son tour. Les Franco-Espagnols repassent le Var; alors de Londres arrive une terrible nouvelle : les Anglais exigent que leurs alliés envahissent la Provence. Ce sera, disent-ils, une puissante diversion en faveur des Hollandais; Louis XV se verra obligé d'envoyer une partie des forces qu'il a dans les Flandres au secours du Midi. Les cours de Vienne et de Turin font quelques objections, elles trouvent que la saison est trop avancée, mais le cabinet de Londres tient bon et impose sa volonté.

Maillebois veut se défendre, il déploie la plus grande activité; avec les faibles ressources dont il dispose, moins de 25 000 hommes en tout, il essaie de faire face au danger. Mais, comme toujours, il se heurte au mauvais vouloir de La Mina. Il voit l'Infant qui fait le malade[1] et qui désire aller à Aix et même dans l'intérieur du royaume, afin de se soigner plus commodément.

Maillebois explique à Don Philippe qu'on veut le pousser à une démarche inopportune et qui entraîne des conséquences infinies, il rappelle au gendre de Louis XV qu'il se doit à la cause commune, à l'armée,

1. « Je trouvai l'Infant fort légèrement indisposé, au moins en apparences; cependant, M. de la Mina me témoigna de grandes inquiétudes, qui n'étaient partagées que par MM. de Muniain et Mary; tout le reste de la Maison m'a paru aussi tranquille que je l'ai été après l'avoir vu. » Le maréchal de Maillebois au comte d'Argenson, Cagne, le 31 octobre 1746, de Vault, II, 533.



et au roi « qui ne voyait sa frontière exposée que pour s'être livré avec trop de zèle à son établissement ».

L'Infant promet de différer son départ; mais ce prince faible, inconséquent et toujours soumis à quelqu'un — en cette circonstance, c'était au plus énigmatique des conseillers — ne pouvait guère engager même sa parole.

Il s'agissait toutefois de parer aux éventualités, il fallait prévoir le cas où l'ennemi, passant le Var à son tour, livrerait bataille. La Mina, consulté par Maillebois à ce sujet, cherche des faux-fuyants; mais à bout d'expédients il déclare qu'il ne veut point tromper le maréchal, qu'il n'a point l'ordre de défendre la Provence, que les dernières instructions reçues d'Espagne lui *prescrivent de défendre le comté de Nice autant que la prudence le permettra*, et lui disent de ramener le gros de son armée en Savoie; il assurait Maillebois, malgré tout, qu'il ne l'abandonnerait pas, « à moins qu'il n'eût de nouveaux ordres, mais qu'il ne pouvait exposer ses troupes à aucun événement douteux, surtout ne voyant pas arriver de renforts de France; que sa situation était fort embarrassante et que, jusqu'à ce qu'il eût des lettres d'Espagne, il ne pouvait penser autrement ».

Maillebois rappelle les promesses que Ferdinand a faites à Louis XV. La Mina dit n'en être point informé. Le maréchal parle des efforts désintéressés du Roi, le marquis répond que cette guerre est *une diversion nécessaire à l'objet principal du Roi de France qui est l'abaissement de la maison d'Autriche*!

Tous ces menus détails étaient nécessaires pour montrer, par un exemple frappant, le jeu de La Mina; tout lui est bon quand il veut sortir d'embarras, même les arguments les plus invraisemblables; l'essentiel pour ce diplomate est de ne jamais dire ce qu'il pense.

Le maréchal de Maillebois, en communiquant ces faits au ministre de la Guerre, demande qu'on le relève de ses fonctions. « J'espère, dit-il, que vous ne tarderez pas à me mettre en état de rendre d'autres services au Roi que celui de me sacrifier sans fruit[1]. »

L'Infant, La Mina et les Espagnols quittent le midi de la France le 7 novembre, la trahison est complète. Maillebois apprend sa révocation[2] par son successeur provisoire, le chevalier de Belle-Isle, qui va commander les troupes, en attendant l'arrivée du maréchal de Belle-Isle, son frère.

Mais des ordres venus de Madrid suspendent la marche des fuyards, et le maréchal de Belle-Isle, descendant le Rhône pour se rendre à l'armée, voit l'Infant à Pont-Saint-Esprit et La Mina à Avignon. Le résultat de ces entrevues, c'est que les troupes espagnoles, échelonnées en cinq divisions entre Aix et Tarascon, resteront dans cette position jusqu'à ce que les Austro-Sardes aient passé le Var.

1. Le maréchal de Maillebois au comte d'Argenson, Cagne, 31 octobre 1746. De Vault, II, 533-536.

2. Ce manque d'égards serait incompréhensible si l'on ne rappelait que le comte de Maillebois, fils du maréchal, était le gendre du marquis d'Argenson : en frappant Maillebois on frappait aussi le ministre des Affaires étrangères qui allait bientôt avoir son congé.



Quand, au commencement de décembre, les ennemis franchissent la rivière et que Belle-Isle compte sur les troupes espagnoles pour l'aider à reprendre l'offensive, La Mina se dérobe encore. Il cède enfin aux instances du maréchal, mais il ne tient pas ses engagements et n'est d'aucune utilité; le mot du marquis d'Argenson est fort juste : L'armée espagnole n'a pas plus servi que si elle avait été de carton [1].

Heureusement que les Austro-Sardes sont pris par la famine; les subsistances, qu'ils ont tirées jusqu'ici de Gênes, leur manquent tout à coup. Les Génois révoltés ont en effet chassé les Autrichiens et pris position au col de la Bocchetta (10 décembre). La République met sous les armes tous les paysans, et son armée se monte bientôt à 35 000 hommes; les frontières sont gardées; Botta qui, par ses rigueurs à l'égard des Génois, avait provoqué le soulèvement, se réfugie à Novi, tandis que le progrès de Braun dans le midi de la France se trouve arrêté.

Les armées franco-espagnoles sauront-elles profiter de ces circonstances? C'est ce que nous verrons quand nous reprendrons le récit des opérations militaires; mais il faut revenir à Madrid. Peut-être y apprendrons-nous pourquoi La Mina, qui n'est que l'instrument des nouveaux monarques, se conduit d'une façon si étrange et si inexplicable.

1. V, 23.



La principale raison de la malveillance de la cour d'Espagne à l'égard de la France est une haine séculaire que les quarante-six ans de règne d'un prince français n'ont pu déraciner. « Nous n'aurons plus à combattre les impertinences d'une Reine italienne, écrit Vauréal à Argenson, mais une opposition constante dans toute cette nation. Les Espagnols apprennent d'enfance à haïr les Français comme à aimer les fêtes de taureaux, et cela en vérité depuis le plus grand jusqu'au plus petit. Ils portent à l'excès la jalousie et la défiance contre nous... ils croient que tout leur est dû et ne se piquent pas de reconnaissance... Ferdinand VI ne nous est pas contraire, comme s'en flattaient les Espagnols *rancios*, et il aime le Roi; voilà notre ressource, il faudra le ménager avec un soin extrême[1]. »

Et justement on n'avait pas ménagé Ferdinand; Louis XV s'était opposé avec une énergie peu commune aux propositions que lui faisait la cour de Madrid, de remarier le Dauphin à la sœur cadette de Marie-Thérèse-Raphaëlle, à l'Infante Antonia[2]. Le roi d'Espagne en avait un vif ressentiment, d'où les ordres nouveaux donnés à La Mina et les nouvelles vexations.

La reine avait une grande influence sur cet époux

1. Aff. Étr., *Espagne*, 490, f° 423 : 26 août 1746. Le duc de Broglie cite une partie de cette dépêche dans *Maurice de Saxe et le Marquis d'Argenson*, I, 359, 360, mais il la donne par erreur comme étant du 23 août.

2. Sur ce refus, voir notre ouvrage : *La Mère des trois derniers Bourbons*, chap. Ier.

malade d'esprit; ne fit-elle pas nommer une de ses créatures, Carvajal, un Portugais, à la place de Villarias? ne donna-t-elle pas ainsi naissance à une politique favorable à l'Angleterre, pour laquelle le Portugal semble toujours avoir eu un penchant?

Marie ne tarde pas à mener le royaume et par conséquent à ne point se montrer très française. Elle est vindicative et dissimulée, dira bientôt Vauréal revenu de ses illusions premières, elle régnera avec plus d'empire que n'a régné Élisabeth. Et l'ambassadeur montre bien que la tâche est rendue singulièrement facile à Marie avec un prince qui n'a ni intelligence, ni savoir : « Il est le perroquet perpétuel de la Reine, sa femme, ou de quiconque l'aura prévenu; son fond est admirable et ses intentions excellentes, mais son ignorance est entière et j'ai peur qu'elle ne soit invincible aussi bien que son entêtement, quand une fois il a pris une opinion, et surtout quand il croit son honneur et sa dignité intéressés[1]. »

On ne se faisait pas faute d'exciter cet honneur et cette dignité, lorsque l'occasion s'en présentait; tout porte à croire que la Reine, dont la pensée secrète était de plaire aux Anglais, n'eut aucune difficulté à persuader à Ferdinand qu'il ne seyait pas au roi d'Espagne de sacrifier inutilement ses troupes au profit d'un frère, d'un demi-frère, dont l'établissement lui était en

1. Aff. Étr., *Espagne*, 491, f° 48 : Vauréal à Argenson, 7 septembre 1746.



somme fort indifférent. Le prétexte était habile, et le résultat ne pouvait qu'être agréable à Sa Majesté Britannique, fort désireuse de voir les Français occupés ailleurs qu'en Flandre. Ces sentiments d'inimitié de Marie pour Don Philippe[1] expliquent les menées de La Mina qui, c'est évident, dupait tout à la fois et l'Infant et les Français.

1. C'est la reine qui plus tard fera supprimer le titre et les revenus de grand amiral qu'avait Don Philippe, depuis 1735. Luynes, X, 78.



CHAPITRE XI

FIN DE LA GUERRE

(1746-1748)

Belle-Isle repousse les Autrichiens. — Chute du marquis d'Argenson. — Tentatives de conciliation faites par Louis XV auprès de la cour de Vienne. — Le marquis de Puysieulx abandonne le gendre du Roi. — Succès en Flandre. — Élisabeth Farnèse reléguée à Saint-Ildefonse. — Prise de Vintimille. — Mort de Boufflers. — Le désastre de l'Assiette. — Mort du chevalier de Belle-Isle. — Atermoiements de La Mina. — Richelieu à Gênes. — Don Philippe désire passer l'hiver à Versailles. — Préliminaires de la paix.

Le but principal de Belle-Isle est de secourir les Génois dont la révolte favorise ses projets. Il leur envoie des officiers et de l'argent et leur promet de les aider sous peu avec plus d'efficacité.

De son côté, le maréchal a des renforts venant de Flandre, et, en comptant les Espagnols, réunit 44 000 hommes d'infanterie et 6 000 de cavalerie. Son plan est d'obliger l'ennemi à repasser le Var. En présence de cet effectif, La Mina n'a plus aucun prétexte à opposer, et, la cour de Madrid s'étant décidée à donner



des ordres précis cette fois, le général espagnol accepte de reprendre l'offensive.

La marche en avant s'annonce sous d'heureux auspices : l'affaire de Castellane (21 janvier 1747) est une victoire; l'Argens est franchi (24 janvier), les Autrichiens fuient, tandis que les Piémontais sont chassés des montagnes qui dominent le Var.

Le 3 février, Belle-Isle peut écrire au comte d'Argenson : « Il ne reste plus un seul Autrichien de l'autre côté du Var, la Provence est entièrement délivrée; il serait plus brillant sans doute d'avoir pu livrer bataille; mais le Roi y aurait perdu beaucoup de bons et braves sujets, au lieu que cette expédition ne coûte pas en tout cent hommes, tandis que les déserteurs de l'armée autrichienne sont en si grand nombre que je n'en puis encore relever l'état, et qu'entre ce qui a été tué et ce que les paysans ont assommé ou assomment tous les jours, leur perte se monte au moins à quatre mille hommes[1]. »

Les armées pouvaient alors entrer dans leurs quartiers d'hiver : le repos était bien gagné.

Le maréchal de Belle-Isle va passer deux mois à la cour, laissant le commandement à son frère, le chevalier. Il ne retrouve plus son ami le marquis d'Argenson à la tête des affaires étrangères. La mort de Philippe V avait sauvé le ministre d'une chute qui devait suivre

1. Cité par le duc de Broglie dans *Maurice de Saxe*, etc., II, 131, 132.



immédiatement la mission de Noailles à Madrid où le maréchal avait si bien préparé la défaite de son ennemi. Mais on pensa, sans doute, qu'au nouveau Roi il ne fallait pas un nouveau ministre, d'autant que Ferdinand VI se montrait disposé à traiter avec le roi de Sardaigne et que le marquis d'Argenson était l'homme de la situation. Quoi qu'il en soit, au lendemain du mariage du Dauphin (célébré par procuration à Dresde le 10 janvier 1747) avec Marie-Josèphe de Saxe, fille d'Auguste III, Électeur de Saxe et roi de Pologne, mariage qui était en grande partie l'œuvre d'Argenson, le ministre eut son congé assez brutalement; c'était le jour où son frère, le comte, obtenait les grandes entrées, ce qui fit dire que le marquis avait obtenu les grandes sorties[1].

Il fut remplacé par le marquis de Puysieulx dont la santé chancelante et le grand âge s'accommodaient assez mal de la lourde charge du ministère. On fit venir Puysieulx de Hollande où il représentait la France à cette conférence de Bréda, dont les travaux ne devaient pas être très fructueux, et, à peine arrivé, il tombait gravement malade. Aussi voit-on Louis XV s'improviser premier ministre et traiter lui-même une affaire assez importante, celle de la médiation de la paix.

Deux états se disputaient l'honneur de rendre ce service : la Saxe et le Portugal; la Saxe qu'un mariage venait d'unir intimement à la France, et le Portugal,

1. *Mémoires inédits du Duc de Croy*, vol. VII. Bibliothèque de l'Institut.



patrie de la reine d'Espagne et de son premier ministre.

« Dans le court séjour que le duc de Richelieu a fait à Dresden, écrit Louis XV à Ferdinand VI, le comte de Bruhl[1] s'est ouvert à lui sur le désir qu'avait son maître de voir la paix rétablie, et principalement entre nous et la cour de Vienne, qui, de son côté, le désirerait fort, et il lui a proposé d'envoyer quelqu'un à Vienne pour en jeter les premiers fondements. Le duc de Richelieu lui a répondu qu'il n'avait aucune mission pour traiter d'une pareille matière, qu'il m'en rendrait compte à son retour, mais que de lui, il pouvait l'assurer que je désirais fort la paix, mais que je la voulais honorable et que je n'écouterais jamais rien si l'Espagne n'y était pas satisfaite, ni les Génois entièrement rétablis comme avant la guerre; qu'au surplus il croyait, lui, que ce serait bien fait d'envoyer à Vienne, et qu'il était persuadé qu'en cela je ne le désavouerais pas. Sur cela le comte de Bruhl a pris le parti d'y envoyer. Voilà où les choses en sont, et je ne perds pas un instant pour en faire part à Votre Majesté. S'il vient quelque proposition de la part de la cour de Vienne je les ferai communiquer au duc de Huescar[2]. »

En femme prudente, qui voulait envelopper cette tentative de mystère, la reine d'Espagne avait demandé que

1. Premier ministre d'Auguste III. Richelieu avait été envoyé à Dresde en ambassadeur extraordinaire pour aller chercher la nouvelle Dauphine, Marie-Josèphe.

2. Aff. Étr., *Espagne*, 493, f° 101 : Versailles, 3 février 1747. Le duc de Huescar avait remplacé le prince de Campo-Florido.



la négociation se fit par l'entremise de la cour portugaise, où le ministre de Marie-Thérèse était le comte de Rosemberg. Au reçu de la lettre de Louis XV, Ferdinand donne l'ordre à Huescar de s'entendre avec Lisbonne[1]. Mais, avant d'avoir la réponse de Madrid, Louis XV écrit une seconde lettre très pressante au roi d'Espagne; il désire que l'affaire se fasse promptement, ne voulant « point être amusé, ni différer l'ouverture de la campagne[2] ».

On craignait les astuces de la cour de Vienne, on avait peur de ses réponses « entortillées »; on eut pourtant des propositions assez nettes qui furent soumises à Louis XV par Ferdinand.

« Je donne à Votre Majesté, écrit le roi d'Espagne, la preuve la plus convaincante de ma fidèle amitié en lui communiquant ce que, dans le plus grand secret, la reine de Portugal a confié à sa fille, et je le fais sous la condition du même secret en priant Votre Majesté de n'en parler qu'au seul marquis de Puysieulx et à nul autre de sa cour, ou de ses ministres dans les pays étrangers, attendu que de nos ministres, le duc de Huescar et Don Joseph de Carvajal seront les seuls qui en auront connaissance; car, quoique la cour de Vienne ne mérite pas ce ménagement, je le dois cependant à ma dignité, à ma façon de penser et à la Reine, à laquelle la reine de Portugal ne manquerait pas de reprocher son infidélité...

1. Aff. Étr., *Espagne*, 493, f° 149, 19 février 1747.
2. *Ibid.*, f° 167 : 20 février 1747.

Je crois que tout cela n'aura plus de suite, mais, le cas arrivant où ils feraient des propositions admissibles, j'en informerai sur-le-champ Votre Majesté[1]. »

La reine de Hongrie garantissait le royaume de Naples à Don Carlos, et un établissement à l'Infant (sans désigner quel serait cet établissement), mais elle voulait avant tout que l'on souscrivît aux six articles suivants : « 1° Le plus profond secret, excepté pour le roi et la reine de Portugal; 2° L'Espagne, comme elle le peut, donnera des preuves au roi d'Angleterre comme le roi de Sardaigne a voulu manquer à son alliance; 3° Sa Majesté Catholique fera l'impossible pour se réconcilier avec la cour de Londres, celle de Vienne ne voulant nullement lui manquer de fidélité; 4° En considération d'une condescendance si marquée envers le roi d'Espagne, ce prince consentira aussi qu'après la conclusion de ce traité la reine de Hongrie se trouve posséder en Lombardie plus d'États qu'elle n'en avait avant la guerre; 5° Garanties réciproques par les États d'Italie; 6° Sa Majesté Catholique s'obligera à prendre des engagements, par un article séparé et secret, contre le roi de France en cas qu'il contrevienne en la moindre chose aux stipulations de celui de Dresde. » Il était ajouté que le traité définitif se trouvait entre les mains de Rosemberg[2].

1. Aff. Étr., *Espagne*, 494, f° 166 : Ferdinand à Louis XV, 3 mai 1747.
2. *Ibid.*, 494, f° 196 (11 mai 1747). *Extrait des propositions faites à Madrid par la cour de Vienne et communiquées par la Reine de Portugal*



Ces propositions n'eurent aucune suite, et furent méprisées par le roi d'Espagne. Mais elles avaient du moins flatté le goût bien connu que Louis XV avait pour la correspondance occulte. Vauréal fut tenu scrupuleusement à l'écart de cette affaire.

Sur cette négociation le marquis de Puysieulx vint greffer une enquête qui tendait, ni plus, ni moins, à éloigner Don Philippe de l'espoir de posséder cet établissement en Italie, pour lequel tant de sacrifices avaient déjà été faits. La chose ne fut pas divulguée à Leurs Majestés Catholiques, toutefois il est curieux d'en donner le détail; nous aurons ainsi la mesure du *tact* et de l'*habileté* du successeur d'Argenson.

Puysieulx avait tout d'abord demandé à Vauréal, sans avoir l'air d'y toucher, quelles étaient les ressources de Don Philippe. L'évêque répondit scrupuleusement à toutes les questions : Philippe V avait assigné à chacun des Infants et Infantes un revenu de 150 000 *escudos* (112 500 livres) pour la garde-robe et autres dépenses; la bouche et les écuries restant aux frais de la maison du roi. Don Philippe jouissait encore de 200 000 *escudos*, provenant de commanderies, de 45 000 livres (3 000 pistoles d'Espagne), produit de la terre du Chinchon, achetée à son nom par son père, et enfin de 300 000 *escudos* dus à son titre d'amiralissime, mais ce dernier

à la Reine sa fille. « Ces article ont été remis à Lisbonne par le comte de Rosemberg et au marquis de Puysieulx par le duc de Huescar, le 11 mai 1747. »



revenu avait cessé d'être payé à la mort de Philippe V et ne pouvait l'être à nouveau que si l'Infant résidait en Espagne[1].

Satisfait de ces renseignements, Puysieulx révèle ses intentions; sous prétexte que Parme et Plaisance ne conviendraient ni à la naissance, ni au rang de Don Philippe, le ministre voudrait que l'on sacrifiât ce maigre établissement au bien de la paix, et il se demande si l'Infant, « gendre du Roi et frère du roi d'Espagne », ne serait pas plus convenablement à Madrid avec les charges et revenus qu'il y possède qu'il ne le serait en Italie « où il ne pourrait être qu'un faible vassal du Grand-Duc et de l'Empire ». Et, se ravisant, Puysieulx s'empresse d'ajouter : « Mais il nous suffit de savoir que Sa Majesté Catholique croit sa gloire intéressée à former hors de ses États un établissement à Don Philippe pour exciter tout notre zèle, afin de concourir à ce projet[2]. »

Le ministre voulait-il perdre l'ambassadeur? Louis XV était-il au fait de ce projet? On ne sait, mais il est sûr que jamais plus étrange démarche ne fut tentée.

La réponse de Vauréal est fort intéressante et nous

1. Aff. Étr., *Espagne*, 494, f° 309 : Vauréal à Puysieulx, 31 mai 1747. Vauréal disait encore : « Quand l'Infant est parti on n'a point réglé de dépense pour sa table et ses équipages. L'économie n'a pas présidé à cet article qui chaque année a monté à plus de 4 à 500 000 pistoles. Depuis la mort de Philippe V, le Roi a fixé cette dépense à 100 000 pistoles; la table de l'Infant est réduite à six personnes, et il n'y a pas de quoi manger. »

2. Aff. Étr., *Espagne*, 494, f° 311 : Puysieulx à Vauréal, 4 juin 1747.



vaut quelques détails curieux. Il déclare tout d'abord, en diplomate habile, que le plus grand nombre des Espagnols préféreraient voir Don Philippe à Madrid plutôt que dans un médiocre duché italien, mais qu'on serait heureux si le prince obtenait un établissement convenable, parce qu'on est prévenu qu'il méprise la nation espagnole. « Il y a lieu de croire que le roi et la reine d'Espagne pensent de même; pour la Reine elle ne le peut souffrir, et c'est l'effet de la conduite que la Reine douairière prescrivit à l'Infant par rapport au prince et à la princesse des Asturies. Ainsi, outre l'engagement d'honneur pour le succès d'une chose pour laquelle l'Espagne fait la guerre depuis six ans, les sentiments secrets concourent encore et peut-être plus puissamment à désirer que cet établissement ait lieu, rien donc ne serait plus dangereux que de nous laisser soupçonner du moindre refroidissement à cet égard. » L'évêque insiste sur l'*indécence* qu'il y aurait à accepter le duché de Parme pour l'Infant, il prétend que le roi d'Espagne considérerait l'offre qu'on lui en ferait comme injurieuse. « Lorsque la proposition viendra, dit l'ambassadeur, je crois que nous devons y marquer la plus forte opposition, et qu'il faut nous conduire de façon que l'Espagne sente par elle-même qu'elle ne peut rien espérer de plus, et que ce soit plutôt elle qui nous demande de finir de cette façon que nous qui la lui proposions[1]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, 494, f° 361 : Vauréal à Puysieulx, 19 juin 1747.



La campagne de Flandre, qui s'annonce si glorieuse, laisse entrevoir un renouveau de la domination espagnole dans ces contrées septentrionales; l'Infant ne pourrait-il pas devenir roi des Pays-Bas? Mais on trouve que Don Philippe n'est point digne de briguer cet honneur; malgré les visées ambitieuses de son entourage, malgré les intrigues enfiévrées de l'Infante, le gendre de Louis XV n'aura pour apanage que ses *misérables* duchés.

Avant de retourner à l'armée d'Italie, où de terribles désastres nous attendent, il faut s'attarder auprès d'Élisabeth Farnèse qui eut à subir la brutalité despotique de son beau-fils. Vauréal, dès septembre 1746, avait dit de cette femme qu'il détestait si profondément : *elle fait pitié à bien du monde par la façon dont elle est traitée*[1], et maintenant elle inspirait la plus profonde sympathie, même à Louis XV.

Le 2 juillet, Élisabeth Farnèse avait reçu dans son palais d'Ossone la visite du roi et de la reine qui s'étaient montrés fort aimables, et, le lendemain, le confesseur de Ferdinand, le père Ravajo, lui remettait une lettre où il était rappelé que, suivant l'usage, les reines douairières devaient résider hors de la cour, et même hors de Madrid. Le roi dictait à Élisabeth sa conduite; elle dirait que la décision venait d'elle-même, qu'après un an de retraite dans une maison incommode

1. Aff. Étr., *Espagne*, 491, f° 48 : Vauréal à Argenson, 7 septembre 1746.

elle désirait passer l'été à la campagne : « Votre Majesté, écrivait Ferdinand, ayant donné cette raison de son départ pourra, lorsqu'elle le jugera à propos, m'écrire qu'elle souhaite de rester à Saint-Ildefonse ou aller demeurer dans quelque ville, ce qui est indispensable et nous convient à tous[1]. »

Élisabeth éprouva une grande douleur : « Je suis prête, répondit-elle, à faire tout ce qu'il sera agréable à Votre Majesté, mais je voudrais savoir si j'ai manqué en quelque chose[2]. »

« Votre Majesté ne m'a déplu en rien, disait Ferdinand, mais ce que j'ordonne dans mon royaume ne doit être consulté avec personne, *il faut commencer par exécuter et obéir*. Mon confesseur dira le reste[3]. »

Sur ce, le Père Ravajo propose une liste de six méchantes villes : Toro, Jäen, Ségovie, Huelva, Guadix, Poleneia. La reine n'en veut point, disant qu'elles sont désertes, elle accepterait bien Ségovie qui n'est qu'à deux lieues de Saint-Ildefonse, mais, l'hiver, il y fait encore plus froid que dans cette dernière résidence où « c'est comme si on était dans un pâté de glace ».

Apprenant la victoire de Lawfeld, Élisabeth prend la plume pour complimenter son neveu, et, par la même occasion, pour lui demander aide et protection. Elle est chassée, elle va se réfugier à Saint-Ildefonse. « J'ai cru

1. Aff. Étr., *Espagne*, 495, f° 249 : Ferdinand à Élisabeth, 3 juillet 1747 (traduction).
2. *Ibid.*, f° 251, 5 juillet 1747.
3. *Ibid.*, 6 juillet 1747.

devoir le participer à Votre Majesté, écrit-elle, comme ayant eu le bonheur d'être femme et veuve du Roi, son oncle, qui lui était si attaché, et croyant qu'Elle ne permettra pas qu'on me fasse des violences ; j'ai recours à Elle pour qu'on ne permette pas qu'on les fasse. Je ne doute pas que Votre Majesté n'ait compassion d'une femme qui reste sans secours hors Elle, et je prends la liberté de Lui recommander aussi mes enfants[1]. »

Trois jours après, Élisabeth quittait Madrid à quatre heures du matin avec l'Infant Don Louis et l'Infante Antonia. Elle restera solitaire et délaissée à Saint-Ildefonse jusqu'au jour où son fils Don Carlos, devenu roi d'Espagne, la nommera régente en attendant qu'il arrive de Naples.

Louis XV répondit à sa tante, mais tout en jugeant sévèrement la conduite du roi, il ne pouvait, dans une lettre officielle, parler à cœur ouvert et dire toute sa pensée : « Les sentiments de religion et d'équité du Roi, mon cousin, ne me permettent pas de croire que son intention ait été ou puisse jamais être de troubler le repos et le bonheur de Votre Majesté. *Elle connaît trop l'esprit des cours, pour ne pas s'être aperçue que quelques précautions que les Princes ou les ministres puissent prendre, il est bien difficile que les intérêts et les passions différents des courtisans n'occasionnent souvent de faux rapports et des tracasseries dangereuses*[2]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, Élisabeth à Louis XV, 20 juillet 1747.
2. *Ibid.*, f° 326 : Louis XV à Élisabeth Farnèse, 15 septembre 1747.

C'était s'en tirer avec habileté ; ce rappel des intrigues, dont Élisabeth avait tenu les fils pendant si longtemps, offrait un argument sans réplique. L'eût-il voulu, les graves événements d'Italie ne permettaient pas à Louis XV de faire la leçon au roi d'Espagne.

Les pourparlers entre le maréchal de Belle-Isle et le marquis de La Mina reprennent au milieu de mai. On décide de s'emparer du comté de Nice, de marcher au secours de Gênes, de reporter la guerre en Italie avec diversion par les montagnes du Dauphiné sur Fénestrelle et Exilles.

L'Infant, qui a passé l'hiver à Montpellier, se met en route, prenant le chemin du Var avec l'infanterie espagnole, tandis que Chevert s'empare des forts des îles Sainte-Marguerite (26 mai).

L'armée passe le Var le 3 juin, les Austro-Sardes abandonnent Nice ; Don Philippe fait une entrée solennelle dans cette ville le 7 juin, le maréchal et La Mina vont le recevoir au pont du Var, les magistrats, la noblesse et les tribunaux le complimentent à la porte, d'où l'on se rend à la cathédrale pour entendre chanter un *Te Deum*. Dans ces occasions, l'Infant est l'homme qu'il faut être, il aime le faste et le décor.

Cette première partie de la campagne se termine brillamment par la prise de Vintimille (30 juin). Mais, à ce tournant, il y eut de vives discussions entre les généraux pour savoir quel parti on allait prendre : suivrait-on la rivière de Gênes, ainsi qu'on l'avait fait en 1745,



comme le voulait La Mina, ou attaquerait-on les Piémontais par les passages des Alpes afin d'ouvrir la route de Turin, comme le voulait Belle-Isle? Louis XV[1], pour des raisons toutes politiques, accepta le plan de La Mina. Il était aussi guidé par son désir de porter secours aux Génois, ses alliés, qui, en avril, avaient été pour la seconde fois assaillis par les Autrichiens. Le 1er mai, le duc de Boufflers était arrivé, dans le plus grand secret, de Monaco à Gênes et avait pris le commandement de la place. Il avait réussi à repousser les ennemis du côté de la montagne, mais il s'était vu bloqué du côté de la mer par la flotte anglaise. Bientôt accourent des renforts de Corse et de Monaco, et, grâce au dévouement des habitants et à l'activité de Boufflers, on réunit 10500 hommes de troupes réglées. Sur ces entrefaites, on apprend le progrès de l'armée des deux couronnes, la reprise du comté de Nice, le siège de Vintimille, et ces nouvelles donnent courage aux vaillants Génois qui presque tous les jours font des sorties et gagnent peu à peu du terrain. Mais voici que Boufflers tombe gravement malade; il remet le commandement à Chauvelin. Le 2 juillet, il meurt. Ce triste événement est bientôt

1. « Mon cousin, si je ne considérais que l'intérêt de la conservation de mes troupes... j'entrerais dans les vues que vous me proposez, d'agir, après la prise de Vintimille, par la voie de la diversion en Piémont; j'en sais toute la sagesse et toute la solidité... Mais des motifs plus pressants m'obligent de passer par-dessus ces considérations pour vous ordonner de concourir au plan que M. de La Mina vous propose, de marcher directement, par le plus court chemin, sur Gênes... » Louis XV à Belle-Isle, 30 juin 1747. De Vault, II, 715.

suivi de l'abandon du siège par les Autrichiens qui, sur l'ordre du roi de Sardaigne, se replient sur Savone. (7 juillet.)

Cette délivrance était due à Belle-Isle, mais elle allait coûter cher.

Avant même d'avoir reçu les ordres du Roi, le maréchal s'efforça de prouver à La Mina que l'on ne risquait rien de mettre les troupes, déjà réunies à Briançon, en mesure, par un renfort suffisant, de forcer les Alpes.

Belle-Isle confie le commandement de ces troupes à son frère, le chevalier, le jour où il reçoit la lettre de Louis XV, datée du 30 juin, qui lui ordonne de suivre le général espagnol et de se diriger sur Gênes. Mais cette lettre dit expressément que le motif principal de cette décision est le péril où se trouve la République : or ce péril est conjuré, puisque les Autrichiens cessent toute hostilité et battent en retraite.

« Il est bien certain, écrit le chevalier de Belle-Isle à son frère, que l'intention de la Cour part de l'extrême danger où l'on y croit Gênes et que, s'il y a un cas où un général puisse prendre sur lui de désobéir, c'est celui où vous vous trouvez[1]. »

Le maréchal toutefois crut de son devoir d'obtenir le consentement de La Mina. Après de longs et vagues pourparlers le marquis « décide clairement que, les choses étant aussi avancées qu'elles le sont pour le

1. Tournoux, 10 juillet, neuf heures; cité dans de Vault, II, 718.

siège d'Exilles, il faut continuer. — Vous n'avez donc qu'à aller en avant, écrit Belle-Isle à son frère, et suivre votre projet avec toute la vigueur et la célérité que vous pourrez, pour prévenir les efforts que je ne doute pas que le roi de Sardaigne ne fasse pour secourir Exilles de vive force, ou par diversion sur la vallée de Barcelonnette[1] ».

Le chevalier de Belle-Isle et son armée passent la frontière et, d'une marche rapide, gagnent le vallon de l'Assiette, sans connaître tous les travaux de défense que les Piémontais ont dressés dans cette région. Le 19 juillet, de cinq heures du matin à la nuit, les Français luttent désespérément et sont repoussés avec des pertes considérables[2], tandis que les Austro-Sardes, partout à couvert, et protégés par leurs retranchements, ne comptent que 300 victimes en tout.

Le chevalier de Belle-Isle avait été tué à la fin de l'affaire. « Je suis pénétré de la plus vive douleur, écrit le maréchal de Belle-Isle au comte d'Argenson, de la perte irréparable que je viens de faire de mon frère. Je le suis aussi de celle que fait le Roi d'un de ses plus dignes lieutenants généraux et les plus propres à commander ses armées[3]. »

On plaignit sincèrement le maréchal; l'Infant vint lui

1. Au camp de Menton, le 11 juillet; cité dans de Vault, II, 719.
2. Officiers tués : 94; blessés : 337; sergents ou soldats tués ou blessés : 4553. De Vault, II, 754.
3. De Vault, I, 617.



apporter ses condoléances lui-même dès qu'il sut la nouvelle, et de toutes parts affluaient des témoignages de sympathie; mais les critiques ne furent pas épargnées à Belle-Isle. « Un dessein entrepris sans ordre, dit le duc de Broglie, exécuté contre un commandement formel, pour être approuvé devait réussir; c'eût été fermeté et hardiesse si le succès l'avait consommé, ce n'était plus qu'obstination et témérité dès que la fortune l'avait trahi... Les plus nobles familles étaient dans le deuil, et se plaignaient qu'on eût sacrifié les premiers objets de leur affection à une fantaisie de gloire personnelle[1]. »

Des vers mordants couraient la ville, tels ceux-ci :

Victimes d'un projet aussi fol que funeste,
Mânes de nos Français dont on perça le flanc,
Si, pour vous apaiser, il faut encore du sang,
Vous n'êtes pas vengés, le plus coupable reste [2].

Barbier dans son *Journal* dit que des mousquetaires, étant gris et sortant de table, n'auraient pas tenté une pareille entreprise. Enfin Louis XV dénonce l'ambition de Belle-Isle, qui a fait estropier son armée, et il écrit au roi d'Espagne une lettre d'excuses pleine de nouvelles protestations d'amitié. « J'avais ordonné au maréchal de Belle-Isle, dit-il, de se conformer aux projets du marquis de La Mina, s'il en a suspendu

1. *Maurice de Saxe*, etc., II, 311-312.
2. *Vers sur le maréchal et le chevalier de Belle-Isle*, août 1747, *Chansonnier Clairambault*, Bibliothèque Nationale, Man. fr. 12717.

l'exécution c'est *par un zèle indiscret*, et parce qu'il a cru que le général de Votre Majesté n'improuvait pas absolument la diversion qu'il avait projetée par le Dauphiné. Les forces que le roi de Sardaigne avait portées de ce côté-là, où il était en personne, ont montré, en effet, combien la partie du Piémont l'intéresse. Je n'entretiens pas Votre Majesté de l'échec que mes troupes y ont essuyé. Il s'agit de le réparer et je viens en conséquence de réitérer les ordres à mon général de se conformer en tout aux sentiments du marquis de La Mina[1]. »

Louis XV avait du moins la consolation de voir ses armées triompher en Flandre; les conquêtes de Maurice de Saxe et de Löwendal, la bataille de Lawfeld gagnée par le roi lui-même sur le duc de Cumberland, le siège heureux de Berg-op-Zoom qui suit de près, tous ces faits d'armes assurent la tranquillité, d'autant que, malgré ces victoires, le conquérant se montre disposé à accorder la paix à ses ennemis, dès qu'ils se prêteront à des conditions raisonnables.

Mais la situation des Français et des Espagnols aux frontières d'Italie était des plus précaires. Quand, après cette cruelle expérience de l'Assiette, le maréchal de Belle-Isle est prêt à suivre enfin le marquis de La Mina le long de la rivière de Gênes, le général de Ferdinand VI déclare qu'il a changé d'idée et qu'il veut rester dans l'expectative; il désire gagner du temps, ménager ses

1. Aff. Étr., *Espagne*, 495, f° 150 : Louis XV à Ferdinand, 3 août 1747.



troupes en attendant qu'il voie quel parti prendront les Austro-Sardes.

Il fait moins encore que de rester inactif, il refuse de contribuer aux renforts que le maréchal envoie à Gênes [1].

Cette attitude de La Mina, à laquelle les Français devaient être habitués, nous vaut un portrait rétrospectif de cet étrange personnage, portrait dessiné par l'évêque de Rennes, avec son habileté et sa malice coutumières : « Il y a peu d'Espagnols aussi connus en France que M. de La Mina. Lorsqu'il fut nommé pour aller remplacer en Savoie le comte de Glimes, M. le cardinal de Fleury m'écrivit qu'il le connaissait pour être *malignantis et malignantissimae naturae.* Les campagnes de 1743 et 1744 l'ont fait connaître à M. le prince de Conti et à tous les officiers généraux français; ainsi lorsque, l'année passée, il a reparu sur la scène je n'ai pas eu besoin de parler de son caractère; il y a des gens qui le croient très méchant, M. de La Enseñada dit que c'est le meilleur homme du monde : je n'en sais rien, mais un trait auquel on ne peut le méconnaître, c'est à sa jalousie et sa haine contre la France [2]. »

1. Gênes était la grande et naturelle préoccupation des Français. « Je reviens aux opérations qui sont à faire du côté de Gênes, dont le salut, qui est encore chancelant, exige de notre part une continuelle attention; ne perdez pas, je vous en supplie, de vue l'objet politique qui demande que nous concourions dans un entier concert avec nos alliés pour agir dans cette partie et exécuter tout ce qu'il est possible d'y tenter. » Le comte d'Argenson au maréchal de Belle-Isle, 29 juillet 1747. De Vault, II, 803-804.

2. Aff. Étr., *Espagne*, 495, f° 363 : Madrid, 19 septembre 1747. Vauréal à Puysieulx.



Encore une fois, ces atermoiements de La Mina ont pour résultat de compromettre les plans les mieux conçus; lorsque enfin cet Espagnol se décide à sortir de son calme, il est trop tard, et Leutrum peut s'emparer tout à son aise du château de Vintimille. Aussi oblige-t-on La Mina à obéir à Belle-Isle; la mesure courtoise qui mettait le maréchal au-dessous du marquis était vraiment trop préjudiciable aux intérêts communs.

Et l'on perd du temps pour rentrer en possession du château de Vintimille, qui est pourtant repris le 20 octobre; la marche sur Gênes en est retardée. Cette affaire du moins met fin à la campagne de 1747, et assure la possession du comté de Nice et la tranquillité dans les quartiers d'hiver, que l'on ne tarde pas à prendre.

L'Infant, qui a suivi son armée jusqu'aux portes de Vintimille, est à Nice le 13 novembre, d'où il se rend à Marseille, puis à Chambéry, recevant partout sur son passage les honneurs dus à un fils de France. Quelques jours après, Belle-Isle rentre à Paris et La Mina à Madrid [1].

C'est alors que Belle-Isle révéla quelques détails curieux sur le gendre du roi. Il parla à la reine de l'étrange situation que l'on faisait à l'Infant et à l'Infante en les laissant ainsi séparés. Déjà la cour, deux années auparavant, à propos du départ du Dauphin

1. De Vault, II, 788-791.



pour l'armée, avait plaint ces jeunes épouses : la Dauphine et Louise-Élisabeth,

Qu'avions chacune un homme et qui n'en avions pas[1]...

Le maréchal n'était pas moins étonné qu'on ne l'était en France de voir l'Espagne, « ayant autant d'intérêt qu'elle en a à avoir des garçons[2] », tenir Don Philippe et sa femme éloignés l'un de l'autre. La surprise était d'autant plus grande que personne n'ignorait le rôle purement décoratif que jouait l'Infant à la guerre; entre le joug de Leurs Majestés Catholiques et le joug du marquis de La Mina, le prince était paralysé, d'où, disait Belle-Isle, les « propos indiscrets » qui couraient sur la valeur du jeune généralissime[3].

Mais que pouvait-on vraiment attendre d'un homme encore aussi « plein d'enfance »? Et le maréchal qui prétendait le défendre ne l'accusait-il pas lorsqu'il racontait l'anecdote que voici? Pendant cette dernière campagne où les troupes furent longtemps inactives, « les amusements de l'Infant étaient de jouer aux barres, à la cligne-musette et aux quatre coins. Il sentait bien cependant que c'étaient des divertissements peu convenables à son âge, et ne voulait pas que M. le maréchal

1. *Chansonnier français*, Bibliothèque Nationale, 12 649, f° 143-144. *La Muse rustique, compliment en vers à Mgr le Dauphin sur son heureux retour de sa campagne en 1746.*
2. Luynes, VIII, 350.
3. *Ibid.* 351.



de Belle-Isle pût le surprendre dans ces exercices enfantins; de sorte qu'il avait de ses gens placés en différents endroits pour l'avertir quand on verrait de loin M. le maréchal de Belle-Isle venir chez lui[1] ». Don Philippe avait alors vingt-six ans.

Cependant Gênes tenait bon, malgré la mauvaise volonté des Espagnols (qui n'envoyaient à leurs alliés ni nouveaux secours, ni argent), et malgré les tracasseries d'Ahumada, compatriote de La Mina, qui désespère Bissy, le successeur de Boufflers, comme La Mina désespère Belle-Isle.

Le duc de Richelieu est envoyé à Gênes où il débarque le 27 septembre, pour commander les troupes. On le trouvait un peu vieux, un peu trop musqué, et l'on en profita pour le tourner en ridicule :

Le rejeton de Vignerot
Vient de s'embarquer sur les eaux,
Pour porter à la République
Au nom du Roi, pour tout secours,
Une vieille médaille antique,
Qui parmi nous n'a plus de cours.
C'est le doyen des freluquets,
Le patron des colifichets,
C'est le grand prêtre de la lune,
C'est un gentilhomme du Roi
Dont la race n'est pas commune,
Et qui vaut presque Villeroy[2].

1. Luynes, X, 123.

2. *Chansonnier Clairambault*, 12717, f° 213 : Bibliothèque Nationale. François de Neuville, duc de Villeroy, était célèbre par ses batailles perdues. Voir Bernis, *Mémoires*, I, 47.



Et, de fait, *cette vieille médaille antique* ne réussit pas très brillamment. Le nouveau commandant tente en vain de s'emparer de Campo-Freddo (17-18 octobre), et l'année se termine sans autre satisfaction. La ville, du moins, a résisté et peut en décembre célébrer l'anniversaire de sa délivrance. Richelieu toutefois parvient, au début de 1748, à élargir le cercle qui l'enserrait, il s'empare du poste de Varaggio et du château de Massa, il repousse de Voltri le général de Nadasti (19 février), et, quand il est question du traité de paix, il n'est pas en mauvaise posture et se prépare à attaquer Braun. « Mon étoile me réservait de relever notre gloire en Italie », fait dire à Richelieu le compilateur de ses Mémoires; il y a là évidemment une exagération, de même que, dans les deux chapitres[1] qui traitent de Gênes, il y a maintes erreurs matérielles[2].

Enfin les vers de Voltaire *à M. le duc de Richelieu, à l'occasion de la statue à lui décernée par les Génois*, font sourire :

Je la verrai cette statue
Que Gêne élève justement
Au héros qui l'a défendue.
Votre grand-oncle, *moins brillant,*
Vit sa gloire moins étendue;
Il serait jaloux à la vue
De cet unique monument.

1. Chapitres XCVIII et XCIX.
2. Par exemple : « Je m'embarque à Monaco », or le maréchal s'était embarqué à Villefranche. Voir aussi ce qu'il est dit de Campo-Freddo.

Peut-on louer aussi maladroitement et en vers plus plats [1] ?

Revenons au gendre du roi, qui trouve bien maussade l'hiver à Chambéry, qui voyant Belle-Isle et La Mina s'en aller dans leurs cours, fait une démarche pour avoir la permission de se présenter à Versailles, chez son beau-père. Ce projet n'eut l'approbation de personne ; on recula sans nul doute devant la dépense, et devant le manque de prestige du jeune guerrier. Dès le mois d'octobre, Louis XV avait répondu à la proposition de son gendre, en se retranchant derrière l'avis du roi d'Espagne, qu'il savait ne devoir pas être favorable. « Il me serait bien doux, disait Louis XV, de pouvoir vous voir cet hiver, certainement je ne m'y opposerai pas et je ferai de mon mieux pour cela ; mais au préalable il faut que vous ayez le consentement du Roi, votre frère. Ce ne peut pas être lui qui ordonne qu'on vous traite mal, et même je suis persuadé qu'il ne le sait pas. Soyez sûr aussi que, quoi qu'il arrive, je ne vous abandonnerai jamais, et que vous trouverez toujours, en moi, un père tendre et un ami solide. Si la campagne de votre côté n'a pas été glorieuse, du moins n'y avons-nous rien perdu. La seule crainte qui me reste est pour Vintimille et pour Gênes. Sauvons cette

1. Le rôle de Richelieu n'échappa pas aux contemporains moins aveuglés que Voltaire. « Le duc de Richelieu, heureux en tout, nommé par le Roi pour remplacer à Gênes le duc de Boufflers, vient de recueillir la gloire et les honneurs destinés à celui-ci. » *Vie privée de Louis XV*, II, 278-279.



dernière par-dessus tout et j'espère que tout ira bien[1]. »

Tout alla assez bien, comme on l'a vu, mais Louis XV reprit la plume pour faire une nouvelle leçon à son gendre. Il ne s'agissait de rien de moins que de rappeler Don Philippe à ses devoirs de mari. « Comme vous m'avez permis de vous parler à cœur ouvert, disait le Roi, je ne puis m'empêcher de vous dire *qu'on trouve ici fort extraordinaire que depuis que vous êtes à la tête de l'armée d'Italie vous n'ayez pas songé à aller passer un seul quartier d'hiver en Espagne*, comme c'est l'usage universel; vous avez de plus encore la raison que vous n'avez pas vu votre frère depuis qu'il est monté sur le trône, *sans compter autre chose que vous devinerez*, je crois, sans qu'il soit besoin que je vous en parle; tout cela peut vous nuire à la cour d'Espagne, qui est encore votre maîtresse. Pour cette année peut-être est-il un peu tard, mais, l'année prochaine, je vous conjure de ne pas manquer à le demander. Cette démarche plaira sûrement au Roi, votre frère, *et beaucoup plus que celle que vous avez faite de venir ici*. Ma fille ne sait pas ce que je vous mande, mais elle vous aime trop pour me dédire. Pardonnez-moi, mon cher gendre, ma liberté, elle n'est que pour vous prouver la tendre amitié que j'ai pour vous et pour ma fille[2]. »

Il faut certes oublier en lisant cette lettre que celui

1. Archives de Parme, *Louis XV à Don Philippe*, Choisy, 12 octobre 1747.
2. Archives de Parme, *Louis XV à Don Philippe*, 28 janvier 1748.



qui faisait si bien la leçon n'était guère un exemple, mais on ne peut se défendre de trouver que Louis XV connaissait la parfaite *théorie* du mari modèle.

On élabora assez difficilement des plans pour la prochaine campagne, en pure perte du reste, car depuis quelques mois déjà des pourparlers étaient entamés avec l'Angleterre; le 30 avril 1748, les préliminaires de la paix étaient signés à Aix-la-Chapelle par W. Bentinck, au nom des États-Généraux des Provinces-Unies, par lord Sandwich, plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, et par le comte de Saint-Séverin d'Aragon, représentant de Sa Majesté Très Chrétienne. Marie-Thérèse accède à ces préliminaires le 25 mai, et le roi de Sardaigne le 31 du même mois.

CHAPITRE XII

MADAME INFANTE QUITTE L'ESPAGNE

(1748)

L'Espagne signe les préliminaires de la paix. — La part de Don Philippe. — Correspondance de Louis XV et de Ferdinand VI. — Madame Infante, son activité politique. — Pourquoi elle vient en France. — Ses adieux à Élisabeth Farnèse et à Leurs Majestés Catholiques. — Froideur de la princesse pour le roi et la reine d'Espagne. — Sa correspondance avec Vauréal. — Le voyage en poste. — Pénurie de la fille de Louis XV. — La suite de la duchesse de Parme. — Arrivée à Choisy. — Portrait que fait Louis XV de sa petite-fille, l'infante Isabelle.

L'Espagne signa, après toutes les autres puissances, les articles préparatoires, l'Espagne qui avait été le seul prétexte de cette guerre désastreuse! Elle était mécontente et boudait, car le comte de Saint-Séverin avait pris la liberté d'agir au nom des deux couronnes et de régler à lui seul les intérêts de l'alliée de la France. Le coup était hardi, mais c'était l'unique moyen d'avancer les choses; il suffisait à la cour de Versailles d'avoir eu à supporter les arguties de La Mina, elle voulait échapper à celles du ministère de Madrid[1].

1. « Mon honneur, dit Ferdinand à Vauréal, a été attaqué par la signature faite à mon insu, il le serait plus encore si on me soupçon-

Saint-Séverin avait donc discuté l'établissement de Don Philippe; il avait tout d'abord demandé la Toscane, puis, à son défaut, la Savoie et le comté de Nice, et enfin Parme et Plaisance; ces deux duchés furent accordés, on y adjoignait même le duché de Guastalla, ainsi que Sabbioneta et Bozzolo qui en dépendaient. Le privilège de l'*asiento* et du vaisseau de permission restait en suspens[1], mais on obtenait du moins que l'Angleterre reconnût le droit d'interdire aux étrangers la navigation et le commerce aux Indes.

Louis XV annonça la nouvelle au roi d'Espagne; sa lettre a une désinvolture princière, et un ton noble seyant bien à celui qui, dans ces négociations, avait fait le plus complet abandon de toutes ses conquêtes, et ne s'était préoccupé que des intérêts de son gendre et de ceux de ses alliés.

« Mon ministre à Aix-la-Chapelle, disait le roi, vient de signer mon consentement à des articles préliminaires d'une paix générale... Les événements ont été heureux aux Pays-Bas, mais malheureux en Allemagne et en Italie par la perte de la marine et du commerce des deux cou-

nait de vouloir continuer la guerre pour mon intérêt. C'est la seule raison qui m'engage à ordonner à mon ministre de signer. » — « Et la Reine, fort allumée, dit l'évêque, a ajouté que sans cette raison il n'aurait jamais consenti à une chose qui est aussi contraire à son intérêt qu'à sa gloire. » Vauréal à Puysieulx, 3 juillet 1748, cité dans *La Paix d'Aix-la-Chapelle*, par le duc de Broglie, 1 vol., Paris, 1895, p. 184-185.

1. Ce privilège ne fut confirmé que pour quatre ans, au traité définitif d'Aix-la-Chapelle.



ronnes. Vos conquêtes n'ont servi qu'à multiplier nos ennemis, et nos malheurs à nous faire perdre des alliés... Les restitutions que je fais et le peu d'avantages que je me procure par cette paix feront suffisamment connaître à Votre Majesté que la pitié pour mes peuples et la religion m'ont bien plus conduit en cette occasion que l'esprit d'agrandissement... J'ai ordonné au marquis de Puysieulx d'écrire au comte de Saint-Séverin pour qu'il fasse l'impossible afin de déterminer l'Angleterre à donner satisfaction à Votre Majesté sur l'article de l'*asiento* et du vaisseau de permission, étant le seul qui ne paraît toucher vivement Votre Majesté[1]. »

Le marquis de Puysieulx, de son côté, écrivit au duc de Huescar pour défendre Saint-Séverin, dont la conduite était au fond très défendable. Le ministre disait que ces préliminaires, si odieux à Sa Majesté Catholique, ne pouvaient pas être enviés à la France, Louis XV ayant tout sacrifié à l'établissement de Don Philippe et au repos de l'Espagne. Il rappelait les huit années de guerre, les 400 000 hommes de troupes mises sur pied, les trésors dépensés, et cela pour revenir au point d'où l'on était parti. « La circonstance, ajoute-t-il, a forcé le comte de Saint-Séverin à signer des préliminaires avant que e nous les communiquer, et par conséquent je n'ai pas pu vous en faire part aussitôt que je l'aurais désiré. Me permettez-vous à cette occasion de vous dire que dès

1. Aff. Étr., *Espagne*, 498, f° 120 : Louis XV à Ferdinand VI, Choisy, 5 mai 1748. — On remarquera ce dernier trait assez ironique.



le mois d'octobre, et depuis, il a été envoyé des ordres à M. Wall de faire l'impossible pour signer des préliminaires avec l'Angleterre avant l'ouverture des conférences, *mais de les ensevelir dans le plus profond silence*, afin d'éviter le ressentiment de la France? Cette précaution, je vous le jure, Monsieur, était bien inutile, parce que le Roi, *n'ayant rien à demander pour lui*, aurait souscrit à tout ce que Sa Majesté Catholique aurait jugé à propos de faire[1]. »

Grâce à une indiscrétion de lord Sandwich, on savait en effet que Wall, cet Irlandais hispanisé, avait été envoyé en Angleterre dans le plus grand secret et qu'il s'apprêtait à se rendre à Aix-la-Chapelle pour prévenir Saint-Séverin. Puysieulx avait en main des preuves qui ne laissaient aucun doute sur l'autorisation qu'on avait donnée à Wall de négocier avec l'Angleterre un accommodement séparé[2].

La cause était excellente, le roi d'Espagne se rendit assez vite à la raison. Il ne fit pas attendre sa réponse plus d'un mois. « Lorsque j'ai su, disait-il à Louis XV, que le ministre de Vienne avait signé et que celui de Turin était sur le point de le faire, j'ai envoyé un ordre absolu au mien de signer, ne voulant pas que, pour moi seul, la paix fût différée pour l'Europe, ni pour mes chers sujets[3]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, 498 : f° 216, Puysieulx à Huescar, 22 mai 1748.
2. *Ibid.*, f° 134 : Puysieulx à Vauréal, Paris, 6 mai 1748.
3. *Ibid.*, f° 265 : Ferdinand à Louis XV, 8 juin 1748.

Pendant quatre mois encore on discuta ; le traité se conclut enfin, à Aix-la-Chapelle, le 18 octobre 1748.

L'article V de ce traité confirmait la cession faite à l'Infant Don Philippe par les préliminaires et lui assurait la mise en possession immédiate de ses duchés[1].

On n'avait pas attendu la signature de la paix pour décider du sort de Madame Infante qui, semble-t-il, aurait dû rejoindre son mari, mais elle le laissa aller seul à Parme et n'eut qu'une pensée : retrouver sa propre famille et venir à Versailles. Louis XV céda sans trop de peine aux instances de Louise-Élisabeth ; depuis neuf ans, il n'avait pas vu cette fille tendrement aimée et se laissa convaincre[2]. La princesse était guidée par son amour filial, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, mais la satisfaction, relative, que lui donnait son titre de duchesse régnante, paraît avoir excité ses visées ambitieuses : elle comptait bien ne pas s'arrêter en si beau

1. Voici textuellement l'article 4 des préliminaires, qui concernait Don Philippe : « Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla seront cédés au Sérénissime Infant Don Philippe pour lui tenir lieu d'établissement, avec le droit de réversion aux présents possesseurs, après que Sa Majesté le roi des Deux-Siciles aura passé à la couronne d'Espagne, ainsi que dans le cas où le Sérénissime Infant viendrait à mourir, sans enfants. » La rédaction n'était pas claire et pouvait donner lieu à chicane, mais Don Philippe n'ayant point passé sur le trône de Naples, il n'y eut plus tard aucune contestation.

2. Il écrivait à Ferdinand VI, le 11 novembre 1748, de Fontainebleau : « J'attends ma fille vers Noël, mais ma satisfaction aurait été plus complète, si mon gendre eût pu être avec elle. *Je ne l'éloignerai pas de lui* et je crois que ce sera un beau moment lorsqu'ils se retrouveront après une si longue absence. » Archives de Parme, *Lettere di Principi*.



chemin. Elle avait la tête pleine d'idées et où mieux qu'à Versailles, avec l'appui du roi, pouvait-elle réaliser tous ses projets? Elle était pressée de prendre contact avec les ministres, de les intéresser à sa cause et de préparer de longue main, à défaut d'un établissement plus solide, un mariage royal pour sa fille, l'Infante Isabelle. C'est avec bonheur qu'elle quitte cette cour de Madrid, où elle savait qu'elle était surveillée, espionnée même.

La joie du départ lui fait oublier que se trouve devant elle un double chemin, comme jadis devant Hercule, il lui suffit pour le moment d'avoir sa liberté et son indépendance.

Mais, en personne pratique, elle n'hésite pas longtemps, et se dit qu'elle doit, avant d'avoir le plaisir de retrouver son mari et avant de s'enterrer à Parme, se créer quelques relations indispensables pour le bien et pour l'avenir de sa famille. Tout était fort changé à la cour de Louis XV; de nouvelles créatures y faisaient la pluie et le beau temps. Les conseillers de 1739 étaient morts ou avaient disparu de la scène; ils avaient été remplacés par une maîtresse toute-puissante...

Louise-Élisabeth se justifiait à ses propres yeux, c'est probable. Pour nous qui voyons en elle avant tout une femme politique, sa conduite ne nous étonne pas. L'Infante fait même la part un peu trop belle aux affaires, car elle ne se rend dans ses États qu'à la fin de l'année suivante et revient plus d'une fois, dans la suite, se retremper



dans l'atmosphère bienfaisante de Versailles, laissant à son mari, aussi pauvre duc que pauvre guerrier, le soin de régner paresseusement au milieu des intrigues les plus extravagantes de ses ministres et de tous ceux qui le mènent.

La duchesse de Parme, accompagnée de sa fille Isabelle, quitta l'Espagne à la fin de novembre, non sans avoir fait ses adieux à Élisabeth Farnèse, reléguée dans sa retraite de Saint-Ildefonse. A cette époque, la reine douairière n'était plus qu'une veuve éplorée qui, de tout ce qu'elle avait vu dans son existence, ne semblait se souvenir que du roi son mari. « La persévérance de ses larmes, écrit Vauréal, a vaincu l'incrédulité du public qui d'abord ne les croyait pas sincères. D'ailleurs, elle est dans une aussi grande ignorance du monde que si elle ne l'avait jamais connu, *et il ne paraît pas que cela lui coûte*; une lettre par semaine au roi des Deux-Siciles, à l'Infant Don Philippe, et à Madame la princesse du Brésil[1] et ses prières sont toutes ses occupations[2]. »

Louise-Élisabeth, tout en ayant souffert parfois du joug de sa belle-mère, était un peu son élève; Élisabeth ne dut pas lui ménager les conseils dans ces dernières entrevues; malheureusement nous n'avons trouvé nulle trace de leurs conversations; Don Philippe ne fut pas oublié sans nul doute, et c'est à la jeune princesse, intel-

1. Sa fille, Marie-Anne-Victoire, mariée au fils du roi de Portugal.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 500, f° 64 : Vauréal à Puysieulx, 16 octobre 1748.

ligente, active, et ambitieuse, que la reine douairière confia les intérêts de son fils bien-aimé.

De retour à Madrid, la duchesse de Parme prit congé du roi et de la reine d'Espagne, le 26 novembre. « Sa séparation de Leurs Majestés Catholiques a été accompagnée de *leur part* de grandes marques de tendresse, et le public a témoigné les plus vifs regrets. Madame emporte les cœurs de toute cette nation[1]. » Tel est le récit officiel de cette cérémonie; mais à bien lire on voit que les tendresses ne venaient que d'un côté. Louise-Élisabeth ne se livra à aucune démonstration, elle en avait trop gros sur le cœur; au moment où Don Philippe avait un réel besoin d'argent pour s'installer à Parme dans un palais délabré, le roi d'Espagne lui faisait supprimer son titre et ses revenus d'amiralissime, et ne lui accordait qu'une somme dérisoire de vingt-cinq mille pistoles (dont la moitié pour le voyage de l'Infante et la moitié pour achats de meubles[2]), sans s'engager nullement à servir une pension. Ferdinand, de plus, déclarait à Louise-Éli-

1. Aff. Étr., *Espagne*, 500, f° 163 : Vauréal à Puysieulx, 26 novembre 1748.

2. Vauréal écrivait à Puysieulx : « Le moment de la séparation n'ayant rien produit, nous ne devons pas attendre de cette cour-ci qu'elle donne un secours considérable à l'Infant pour s'établir chez lui... On a représenté au Roi que jamais la monarchie n'avait fait, pour aucun prince, la centième partie des efforts qu'elle a faits pour Don Philippe, qu'étant épuisée comme elle l'est pour lui, d'hommes et d'argent, Sa Majesté Catholique ne pouvait pas en conscience se charger d'une pension qui deviendrait perpétuelle, que c'était à l'Infant de s'arranger de manière à vivre des revenus de son État. » Aff. Étr., *Espagne*, 300, f° 183 : 4 décembre 1748.



sabeth que la somme qu'on lui servait annuellement ne lui serait plus payée désormais; et ce sera le prélude d'une mésintelligence, qui durera longtemps entre les deux frères, et de rapports très tendus entre Louise-Élisabeth et la cour de Madrid. La froideur de la fille de Louis XV se montra à un tel point que l'évêque de Rennes prit sur lui d'adresser à la duchesse de Parme une lettre qu'elle reçut aux frontières d'Espagne, à Villareal. « En prenant la liberté d'écrire à Votre Altesse Royale, dit l'ambassadeur, j'ai autant de peur qu'Elle en aurait si Elle venait se confesser à moi, mais le zèle pour son service m'encourage un peu.

» Je suis assuré que le roi et la reine d'Espagne ont une très grande tendresse pour vous, et que, *si vous voulez cultiver leur amitié*, elle vous sera utile. Ils ont cru trouver en vous une froideur pour eux et ils y ont été fort sensibles... J'ose donc vous supplier, Madame, d'oublier tout ce qui s'est passé, à quoi il n'y a pas de remède, de leur écrire avec la plus grande confiance... Quand vous serez à Versailles, dites-leur qu'au milieu de la satisfaction dont vous jouissez, *vous sentez la douleur d'être séparée d'eux*; lorsque votre départ approchera [1], vous pouvez commencer à leur parler plus clairement. J'espère que vous ne serez pas refusée [2]. » Vauréal finissait cette épître plus diplomatique qu'épiscopale en promettant à la duchesse les bons offices du mar-

1. Pour Parme.
2. Aff. Étr., *Espagne*, 500, f° 182 : 4 décembre 1748.

quis de La Enseñada, ministre des finances, pour l'heure où elle pourrait « parler plus clairement », c'est-à-dire demander un secours sérieux, à défaut d'une pension annuelle. Cette lettre fut très bien accueillie. « Je vous remercie, Monsieur, des conseils que vous me donnez, disait Louise-Élisabeth ; il m'est plus aisé d'écrire que de parler, ainsi je crois les avoir même prévenus ; vous savez que je n'ai point d'explication en parlant[1], et que j'aime beaucoup sans pouvoir faire les démonstrations que font beaucoup d'autres, sans aimer. Disculpe V. E. mi genio, y puedo decir con verdad que no solamente conozco mis defectos, pero tambien mi poco espiritu en no vencerlos, y assi culpenlos, y no mi corazon, que, como he dicho, qui siera se pudiese ver; y ojala no tuviera otra cosa que pagar en el otro mundo[2]. Je vous serai bien obligée si vous pouvez savoir si on est content de mes lettres, l'ambassadeur de Portugal pourra mieux que personne vous en informer... Je parlerai clairement et j'entrerai dans quelques détails ; il faudra bien entendre mes affaires, ainsi je n'aurai plus la même méfiance de moi-même, ni tanto miedo de ser entremetida ; pero como sera preciso que en todo concuerde el

1. Madame Infante avait un peu oublié le français, elle veut dire : *je ne sais pas m'expliquer*.

2. « Que V. E. excuse mon caractère ; je puis dire, en vérité, que je connais non seulement mes défauts, mais aussi mon peu de force pour les vaincre : qu'ainsi l'on accuse ces défauts et non pas mon cœur ; cela, comme je l'ai dit, pourra se révéler un jour ; et plût au Ciel, que je n'eusse pas d'autre péché à expier en l'autre monde ! »



Infante, no me culpe si hay alguna tardanza[1], et jusqu'à savoir les arrangements, je ne puis rien penser; j'espère, en arrivant à Versailles, les savoir et n'en suis pas peu impatiente. Je ne doute pas que Don Zenon[2] ne nous aide et vous prie de ne pas manquer de m'avertir de ce qui vous paraîtra convenable que je fasse... Les chemins sont si mauvais qu'il a fallu couper la journée; le froid est moindre à force de pluie, mais il a été excessif. Je me porte bien à des choses près qui sont toujours de même. Estas son las novedades de aqui, con que acabo, repetiento a V. E. las gracias[3]. »

Le voyage ne se faisait pas assez vite en cette saison rigoureuse, au grand déplaisir de Madame Infante qui n'avait qu'une pensée : brûler les étapes et échapper à toutes les cérémonies qui auraient pu la retarder. Aussi, à partir de Bordeaux, laisse-t-elle sa fille la suivre à quelques journées, afin de ne pas trop fatiguer la petite princesse. C'est le comte de Noailles, fils du maréchal, qui reçoit le 11 décembre, à Bayonne, la duchesse de Parme ; il nous apprend que Louise-Élisabeth avait pour l'accompagner jusqu'à la frontière quatre cents personnes! Elles s'en retournent pour la plupart, dit-il avec un soupir de soulagement, « il n'y a point de crochetier endimanché

1. « Ni si grand peur d'être intrigante; mais comme il sera nécessaire qu'en tout l'Infant donne son approbation, ne m'accusez pas s'il y a quelque retard. »

2. La Enseñada.

3. Aff. Étr., *Espagne*, 500, f° 192 : 8 décembre 1748.

« Voilà les nouvelles de par ici; sur quoi je termine en remerciant encore V. E. »

qui n'ait meilleur air... Madame m'a paru n'être pas pourvue de finances, ajoute-t-il, comme il conviendrait à une aussi grande princesse; ainsi, Monsieur, je fais exécuter les ordres que j'ai reçus de vous à ce sujet et qui m'ont paru ne pas déplaire à Madame. » En marge de cette lettre on lit en effet cette note : « Le Roi approuve très fort qu'il (le comte de Noailles) ne fasse pas sortir une pistole de la bourse de Madame pour toutes les libéralités et présents qu'elle jugera à propos de faire tout le long de la route[1]. »

Des quatre cents personnes qui lui faisaient cortège et dont se moque le comte de Noailles, Madame amène à Versailles une suite encore assez nombreuse.

C'était d'abord son majordome mayor, le duc de Montellano, petit vieillard, noir, maigre, vilain, mais spirituel et aisé à vivre; il ne parlait pas un mot de français[2]. Gentilhomme sans ambition, il avait été « tiré de ses terres », où il vivait tranquillement, et il s'était vu obligé d'accepter le poste d'honneur qu'on lui confiait.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 501, f° 182 : Le comte de Noailles à Puysieulx, 12 décembre 1748. Argenson dans son Journal (V, 306), fait quelques réflexions assez justes sur ces dépenses et reproche fort à Madame Infante, qu'il déteste, de venir à Versailles. — « Ce voyage coûtera au roi 1 200 000 livres de plus que si elle n'avait fait que traverser le Languedoc et la Provence, ou si elle avait été de Barcelone à Gênes, comme elle devait naturellement. Ces petits radoucissements et effusions du cœur ruinent l'État avec indiscrétion, dans un temps où l'État est déjà bien pauvre. *Delirant reges, plectuntur Achivi.* »

2. « Sa taille et sa figure ne sont pas avantageuses; il a soixante-douze ans, et a l'air d'en avoir quatre-vingts, il est extrêmement petit. » Luynes, X, 272, 273. « Vilain crapaud fort malpropre. » Argenson, V, 354.



Sa famille était fort bien en cour, sa mère avait été Camerera Mayor de la princesse des Asturies, et son fils, le comte de Saldueña, était l'un des six gentilhommes de la chambre de Ferdinand VI[1].

Le premier écuyer de Madame était toujours le comte de Sassatelli, il était aussi très petit et très vieux (soixante-dix ans); il avait été page de madame des Ursins; d'origine italienne, il passait pour avoir peu d'esprit et une grande susceptibilité.

Le marquis de La Vera, majordome de service, représentait l'élément jeune, il avait vingt-six ans; il était très maigre, très jaune, très laid, mais fort honnête. Son attachement à Madame était « au delà de l'expression, il avait tout quitté pour la suivre et sans appointements ».

Comme secrétaire d'État on avait choisi Carpintero[2], premier commis de la secrétairerie d'État auprès de Ferdinand VI en 1747, et depuis ministre d'Espagne à Lucerne. Voici son signalement : « petit homme de soixante ans, point vilain, mais l'air commun ».

Pour en finir avec l'élément masculin, citons encore M. d'Alaya, « confesseur, grand et gros homme, mal peigné, mais point vilain ».

Cette suite, dont faisaient partie trois invalides, n'avait pas, on le voit, un très grand prestige; ces personnages

1. Aff. Étr., *Espagne*, 498, f° 26 : Vauréal à Puysieulx, 20 avril 1748, et 501, f° 209. *État des personnes de la suite de Madame et de Madame l'Infante Isabelle, avec leur caractère autant qu'on a pu le connaître.*

2. Carpintero ne tarde pas à partir pour Parme où il va auprès de l'Infant.



devaient exciter les sourires au milieu des élégances et des raffinements de la cour de Versailles. Et ce n'étaient pas les « femmes » de la duchesse de Parme qui allaient lui donner grand relief.

La marquise de Leyde, née Croy, Camerera Mayor, n'avait pas beaucoup de charmes ; son caractère hautain et désagréable lui valut le surnom de « méchante bête » de la part du marquis d'Argenson[1].

La marquise de Gonzalès, gouvernante de la fille de la duchesse, était infirme, et passait pour aimer l'intrigue. Les caméristes, pour la plupart espagnoles, étaient fort mécontentes de se trouver en France ; seules madame de Saint-Juste, et sa petite-fille, mademoiselle Rodolphe, éprouvaient quelque joie, car elles rentraient dans leur pays[2].

Madame Infante arriva le 29 décembre à Villeroy, entre deux et trois heures après midi. A la dernière étape, à Thoury, on l'avait coiffée à la française, car on ne voulait pas qu'elle se présentât « avec un toupet de grands cheveux » retenu par un « peigne recourbé ». Son père la reçut avec effusion et, après l'avoir fait dîner, l'emmena à Choisy, où Mesdames Henriette et Adélaïde et leur frère l'attendaient. Et ce furent de touchantes

1. « La dame de Leyde est de son naturel assez haute, cependant elle m'a assez d'obligation et est trop politique d'ailleurs pour n'avoir pas eu envie de vous bien faire. Mais elle est abhorrée dans le pays [de Parme] d'où vous venez. » Madame de Pompadour à son frère, 16 mars 1750. *Correspondance de madame de Pompadour*, publiée par M. A. P. Malassis, 1 vol. Paris, 1878, p. 42.

2. *État des personnes*, etc.

démonstrations; le Dauphin était si heureux que « dans le premier moment il embrassa tout ce qu'il vit, même les caméristes[1] ».

Le même soir, il y eut des présentations; le marquis d'Argenson[2] signale à Choisy la présence de madame de Pompadour, « maîtresse du Roi et du royaume », et laisse entendre que la duchesse de Parme eut dès ce jour-là une conversation avec la marquise.

Il est certain que Madame Infante était trop politique pour faire mauvaise mine à l'omnipotente favorite; madame de Pompadour eut le plaisir de voir que la fille aînée du Roi ne prenait pas parti contre elle et n'épousait pas la haine de la famille royale. La situation était des plus délicates; mais la duchesse de Parme avait trop à demander à son père pour oser le mécontenter; et, de plus, elle avait eu, à la cour d'Espagne, de déplorables exemples et aussi scandaleux; ne savait-elle pas que tout pliait devant Farinelli et que les cours d'Europe flattaient ce musicien d'Italie, enlevé à la chapelle Sixtine, ce musicien dont le rôle était certes plus odieux encore que celui de la marquise?

On coucha à Choisy et, le lendemain 31 décembre, Madame Infante arriva à Versailles où elle reçut les embrassades fort tendres de sa mère et les hommages de toute la cour. Elle fit la connaissance de sa belle-sœur,

1. Luynes, IX, 271.
2. V, 339.



la Dauphine, Marie-Josèphe de Saxe, chez qui elle soupa dans l'intimité[1].

L'Infante Isabelle fit son entrée à Versailles le lundi 6 janvier. Le roi était fort pressé de voir la petite princesse et la reçut avec beaucoup d'amitié. Il écrivait peu après ses impressions à son gendre, tout en lui témoignant des regrets, à moitié sincères, de ne pas le voir aussi à Versailles. « Votre fille est charmante, dit-il, l'on m'assure qu'elle vous ressemble, c'est toujours cela. Pour la mère, elle est bien au-dessus de ce qu'elle était, quand elle nous a quittés; il me paraît qu'elle vous aime et vous désire. Je ne l'ai point trouvée changée, si ce n'est grossie et brunie[2]. Elle s'est acquittée parfaitement de vos commissions, ce qui n'a pas peu diminué mes regrets de ne pouvoir connaître un si aimable gendre[3] ».

1. Luynes, IX, 272-273.

2. « Madame Infante est assez considérablement engraissée depuis son départ d'ici; son teint est fort bruni; d'ailleurs son visage n'est point changé. » Luynes, IX, 272.

3. Archives de Parme, *Lettere di Principi*. Louis XV à Don Philippe, 14 janvier 1749.

CHAPITRE XIII

LA DUCHESSE IN PARTIBUS

(1747-1748)

Les travaux et les conférences de la Duchesse. — Lettre de Don Philippe à Ferdinand VI. — *Mémoire pour Madame.* — Départ retardé. — Don Philippe quitte Chambéry. — Son arrivée dans ses États. — Le bataillon de Parme. — Plaintes au sujet de la séparation des Infants. — Départ du comte de Maulevrier. — Mission de Guillaume Du Tillot. — Lettre de Louis XV à son gendre. — Nouvelles de Parme. — Incapacité de Don Philippe et de ses conseillers. — Réformes projetées par Du Tillot. — L'Espagne est mécontente de l'Infant. — Départ de Madame. — Traversée de Monaco à Gênes. — Séjour à Gênes. — Parme.

Bernis dira plus tard à la duchesse de Parme qu'elle aurait été un excellent ministre des Affaires étrangères; il est certain que, s'il entrait quelque flatterie dans cette appréciation, la duchesse se montra du moins fort active pour ses propres intérêts et eut le goût du travail. Dès son arrivée à Versailles elle s'était mise à la besogne.

Luynes note, avec son admirable exactitude, à la date du 7 janvier 1749, que Madame Infante n'a pas joué une seule fois depuis qu'elle est à la cour. « Lorsque le jeu

commence chez la Reine ou chez Madame la Dauphine, elle retourne à son appartement, où on va lui faire sa cour. Elle aime beaucoup à se tenir debout; c'est un goût de famille. Elle s'occupe à écrire et à travailler à ses affaires. » Dans les premiers jours de janvier elle envoya demander au Roi « si elle pourrait avoir l'honneur de l'entretenir chez lui ». Louis XV descendit aussitôt chez sa fille (qui était installée dans l'appartement de la comtesse de Toulouse, fit avertir le marquis de Puysieulx et tous les trois tinrent conseil. Madame Infante était fort étonnée que ses sœurs Henriette et Adélaïde n'eussent pas à jouer un rôle politique; aussi leur dit-elle un jour en badinant « qu'elles paraissaient tout aussi enfants que lorsqu'elle était partie »[1].

Quelles étaient les préoccupations de la duchesse de Parme? Que désirait-elle obtenir? Beaucoup de choses, il est vrai : tout d'abord une pension et de la France et de l'Espagne, puis un établissement meilleur, et enfin la promesse d'un beau mariage pour sa fille Isabelle. Telles étaient les trois principales conquêtes qu'elle poursuivait.

Sa dot n'avait pas été payée, aussi n'eut-elle pas beaucoup de peine à se faire accorder par son père une rente annuelle de 200 000 livres, qui l'eût aidée à faire quelque figure à Parme, si son mari avait été moins fier de son titre de fils de roi, et moins fastueux. Don Philippe se croyait à plaindre parce qu'il n'était pas « si

1. Luynes, IX, 281, et *Extraordinaire* de janvier 1749, X, 83-84.



riche, ni en si grand pouvoir de s'endetter que les grands monarques[1] ».

Toujours est-il que ces 200 000 livres étaient acquises, mais à l'insu de l'Espagne; on tenait la dragée haute à Ferdinand VI dans l'espoir fallacieux qu'il donnerait l'exemple et souscrirait pour une pension importante; on ne voulait pas non plus, en révélant ce bienfait, augmenter les sentiments d'indifférence dont Leurs Majestés Catholiques faisaient preuve pour le duc et la duchesse de Parme.

Il y a, aux archives du ministère des Affaires étrangères, de nombreuses traces des travaux qui occupèrent Madame Infante pendant ce premier séjour de Versailles. Voici, par exemple, un brouillon de mémoire, corrigé de la main même du marquis de Puysieulx, et rédigé par la duchesse de Parme[2]. Il s'agit d'une requête écrite, au nom de l'Infant, à son frère le roi d'Espagne. La princesse dirigeait toutes les démarches de Don Philippe; elle avait grandement raison de ne pas se fier à son époux, dont la nullité était déjà proverbiale. Elle se substituait au duc de Parme comme naguère Élisabeth Farnèse s'était substituée au généralissime d'Italie. « Sire, écrivait Madame Infante au nom de son mari, c'est sur la tendresse de Votre Majesté pour moi, sur

1. Argenson, V, 385, 11 février 1749.

2. Louise-Élisabeth, en soumettant ses idées à Puysieulx, dit en note : « On donnera à ce mémoire un ordre convenable ou sous la forme d'une lettre, ou sous celle d'une représentation. Il ne s'agit ici que de l'esprit ou du fond des choses qu'on y expose. »



son équité, et sur la dignité qu'Elle est avec raison si jalouse de maintenir avec éclat dans la personne de son frère que, rempli de confiance, je n'hésite point à Lui représenter la nécessité de différer mon départ pour mes nouveaux États et de me mettre en état par ce retardement de subvenir à des dépenses immenses et indispensables. »

Suivait un détail minutieux des revenus sur lesquels l'Infant pouvait compter, des revenus qui lui avaient été supprimés, et enfin des dépenses qui l'attendaient. Tout compte fait, le duc de Parme, d'après ce document, n'avait à sa disposition que 1 900 000 livres, avec lesquelles il devait payer sa garde, les charges des fonctionnaires, ses équipages, la réparation des édifices publics[1], ses meubles, son entretien complet, des pensions à plus de quatre cents officiers ou domestiques de la feue duchesse Dorothée, etc. « Votre Majesté, faisait-on dire à Don Philippe, vient de me donner 50 000 écus pour mes ameublements et mes équipages, mais, engagé par l'état de ma maison, les apprêts d'un voyage, la suppression de l'indemnité et des pensions qu'on m'accordait, cette somme sera presque aussitôt employée que reçue. »

1. Le délabrement du palais de Parme faisait le sujet des conversations de la Cour. « Le palais où l'Infant doit habiter à Parme a besoin de grandes réparations; on n'y en a point fait depuis que Don Carlos quitta cette souveraineté pour aller à Naples; et, dans ce temps-là, les Espagnols emportèrent tout qui fut possible : portes fenêtres, et jusqu'aux marches d'un bel escalier de marbre, dont ils en ont construit un autre à Naples. » Luynes, IX, 159. Voir aussi Argenson, V, 431, 432.



L'Infant demande qu'on lui permette de retarder son départ, il demande aussi de l'argent. « Dans mes besoins, conclut-il, ces secours de Votre Majesté, réunis aux épargnes que produirait mon éloignement momentané de mes États, me mettraient en situation de paraître ensuite convenablement et décemment dans un pays où l'on s'attache beaucoup à l'extérieur et où les anciens souverains le soutenaient avec beaucoup d'éclat[1]. »

La rédaction de cette supplique se rapporte sans aucun doute à la conférence que Louise-Élisabeth eut avec son père et le marquis de Puysieulx, et dont parle Luynes.

Vers la même époque, fut composé un *Mémoire pour Madame*; ce sont, en quelque sorte, des Instructions comme celles que l'on remettait aux ambassadeurs quand ils se rendaient à leur poste. La minute de ce mémoire est également corrigée de la main de Puysieulx. La princesse ne semble pas avoir été étrangère à la composition de ces quelques pages, vraisemblablement destinées à être mises sous les yeux du roi d'Espagne, toujours dans la même intention de l'attendrir et de lui faire délier les cordons de sa bourse. Le coup cette fois n'est plus direct comme dans la lettre de l'Infant à son frère, et il est beaucoup plus habilement imaginé. On fait appel à l'espagnolisme de Ferdinand, on le prend par son côté

1. Aff. Étr., *Parme*, vol. X, f° 342-345. Ce document a été placé à la date de février 1749, mais il paraît antérieur. Quoi qu'il en soit, l'Infant ne mit guère de retard à se rendre dans ses nouveaux États; peut-être se refusa-t-il à faire la démarche qu'on lui dictait.



faible. « Il eût été à souhaiter que le Roi (Louis XV) ait pu procurer à ce prince (Don Philippe) un établissement plus proportionné à sa naissance. Sa Majesté y a fait tous ses efforts; mais la tranquillité de l'Europe, qui était devenue nécessaire, ne lui a pas permis de rien faire de mieux... Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla *sont bien peu de chose, comparés au rang des Princes qui les posséderont*; ils pourront cependant y vivre décemment en joignant à leurs revenus *les secours qu'ils tireront d'Espagne.* » Puis suivaient des conseils fort sages où se glissent des allusions discrètes au délabrement dans lequel Don Carlos a laissé le palais de Parme : « Il ne faut pas qu'ils (les Infants) négligent de descendre dans les détails de l'administration de leurs finances, ni qu'ils méprisent la manière dont les anciens ducs de Parme savaient faire valoir eux-mêmes les revenus de leurs États, puisque ce n'était qu'à la faveur de la plus noble économie, qu'ils mettaient dans leurs dépenses, qu'ils vivaient avec la plus grande magnificence et *qu'ils avaient rempli leurs palais des meubles les plus précieux.* »

On voulait aussi obtenir de l'Espagne la nomination d'un ministre assez intelligent et assez honnête pour qu'il pût aider les Infants à régner, avec tranquillité et sans trop de préoccupations financières. On insistait fortement là-dessus.

Les compliments n'étaient point ménagés à la princesse : « Madame, dans un âge encore tendre, a toute

l'expérience qu'il faut pour se faire adorer et [pour] gouverner ses affaires, et on peut assurer qu'elles ne seront jamais mieux conduites que quand elle en prendra la peine[1]. »

L'incapacité de Don Philippe était trop notoire[2], surtout en Espagne, pour qu'on y fût blessé de cette supériorité donnée à sa femme; c'était en même temps se porter garant du bon usage que l'on ferait, grâce à la duchesse, des secours fraternels.

Ce mémoire fut écrit au moment où, en février, on croyait que Louise-Élisabeth allait rejoindre son mari; pendant quelques jours on parla très sérieusement de départ. Mais les lenteurs de l'Espagne à répondre à l'attente des Infants retardèrent le voyage; de mois en mois la princesse patientait. Don Philippe, de son côté, ne la pressait pas; l'état déplorable de sa demeure et de ses finances ne lui permettait guère d'offrir l'hospitalité à sa femme, à sa fille et à leur nombreuse suite. Et le jeune prince sera bientôt dans une situation telle que tous les conseillers de Madame Infante la supplieront d'accourir à Parme; elle seule pourra aider son mari à réparer les désastres où l'ont entraîné l'inexpérience, la faiblesse et le manque d'autorité. L'Infant avait grand besoin d'un ministre de l'Intérieur, et la princesse était toute désignée pour occuper ce poste.

1. Aff. Étr., *Parme*, X, f° 346-348 : *Mémoire pour Madame fait au mois de février 1749.*

2. Luynes dit en propres termes que Don Philippe est aussi enfant à vingt ans qu'on l'est à quatorze ou quinze. X, 112.



Nous avons laissé le gendre de Louis XV à Chambéry où, suivant Argenson, il fit une démarche « du plus mauvais goût ». Il demandait à la Savoie quatre millions, ce qui provoqua des remontrances fort vives et des démarches personnelles de la noblesse auprès du prince, à tel point qu'on fut obligé de renforcer la garde de l'Infant[1].

Il quitte Chambéry à la fin de l'année, sans avoir rien obtenu, et arrive à Avignon le 31 décembre 1748. Le vice-légat Aquaviva le reçoit avec la plus grande distinction, et lui offre un bal où se trouve le prince Édouard dont la cause avait un instant excité les sympathies françaises, mais dont l'arrestation par ordre de Louis XV excite maintenant d'assez justes critiques, formulées dans les plus mauvais vers qu'on ait jamais faits :

> Français, gémissez tous, que l'Écosse en frémisse,
> Georges d'Hanovre a pris Louis à son service;
> Et Louis, devenu d'un Électeur exempt,
> Arrête par surprise et lie indignement
> Un second Annibal, d'Albion le vrai maître,
> Et qui de l'Univers mériterait de l'être[2].

D'Avignon, l'Infant se dirige sur Aix et sur Antibes, sans trop se presser. Le 10 février, Ahumada prend possession de Plaisance au nom de Don Philippe, le 12, même cérémonie a lieu à Parme et, le 12 mars, à Guastalla[3].

1. Argenson, V, 302 : 6 décembre 1748.
2. Luynes, X, 87.
3. Aff. Étr., *Parme*, supplément, 2, f° 246, 257, 272.

L'Espagne ne répondait pas, il fallait bien pourtant que le nouveau souverain se montrât à ses sujets. Il fit contre fortune bon cœur. On signale sa présence à Sestri le 24 février, et, le 6 mars, il fait son entrée à Plaisance. Dans les États du roi de Sardaigne on lui avait rendu tous les honneurs, on avait réparé les chemins et les troupes suisses sous les armes avaient fait cortège au jeune prince.

Deux jours après, l'Infant est à Parme, mais il n'y reste point, il va s'établir à Sala, dans une maison de campagne où il compte prendre ses arrangements en repos. La contrée est extrêmement appauvrie par la guerre; tout est à l'unisson, car la suite et les équipages de Don Philippe ne pouvaient guère « être plus minces ». Les deux bataillons de Parme, que lui avaient donnés l'Espagne, sont un ramassis d'hommes de toutes les nations, mal bâtis, ne sachant ni porter, ni manier les armes; « les officiers n'ont nulle apparence, et sont arrivés à pied; on voyait tout cela faire parade vis-à-vis des plus belles troupes autrichiennes pendant l'évacuation, ce qui faisait un contraste qui a beaucoup humilié les gens du pays, qui avaient exagéré d'avance l'appareil d'arrivée de leur nouveau souverain[1] ».

C'était lamentable; quelle déconvenue pour ce fier Espagnol! Il avait attendu sept ans cette entrée dans le duché de la Misère[2].

1. Aff. Étr., *Parme*, 10, f° 349 : Daguière à Puysieulx, Plaisance, 8 mars 1749.

2. Ce ne fut que le 20 juin 1749 que Don Philippe entra officielle-



La séparation des deux époux avait beau laisser le roi d'Espagne indifférent, Carvajal, son ministre, s'en inquiétait, et faisait ses doléances au comte de Vaulgrenant, le successeur de l'évêque de Rennes[1].

Et Puysieulx répondait : « M. de Carvajal a bien raison de dire qu'il eût été à désirer qu'elle (Madame Infante) se fût rendue beaucoup plus tôt auprès de l'Infant; c'était l'intention de cette princesse, mais sa jeunesse, et sa tendresse pour le Roi et toute sa famille l'ont emporté sur un dessein si sage, et Sa Majesté, en père tendre, n'a pas voulu lui résister jusques à un certain point[2]. »

Le marquis d'Argenson dit aussi son mot à ce sujet, mais il exagère quand il affirme que Louise-Élisabeth n'aime pas son mari; il paraît toutefois ne pas se tromper en affirmant que Louis XV n'a pas un penchant bien vif pour son gendre « à cause qu'il ne s'est pas montré valeureux à la guerre d'Italie ». Argenson ajoute : « Que doit dire la conscience à ce divorce entre mari et femme qui dure depuis sept à huit années pendant lesquelles

ment dans ses États. L'en-tête de l'*Almanach royal de 1750* représente cette cérémonie : « L'Infant Don Philippe prend possession des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla où les magistrats lui présentent les clefs de la Ville, le 20 juin 1749 ». Au bas de cette gravure (qui se vendait à Paris chez Charpentier, rue Saint Jacques, au Coq), on voit « l'arrivée de Madame de France, duchesse de Parme et Plaisance, dans la ville de Lyon ».

1. Aff. Étr., *Espagne*, 503, f° 15 : Vaulgrenant à Puysieulx, 2 juin 1749. Vauréal avait quitté Madrid le 16 avril.

2. *Ibid.*, Puysieulx à Vaulgrenant, 17 juin 1749.



l'Infant Don Philippe prend de fort mauvaises habitudes[1]. »

Cependant ni Puysieulx, ni Argenson ne donnent la véritable explication du retard de la princesse; nous l'avons déjà dit, l'importance des affaires à traiter est la vraie raison du séjour prolongé de l'Infante à la cour de son père.

En attendant le départ qui, fixé d'abord en septembre, aura lieu en octobre, on envoie à Parme un ambassadeur de France, le comte de Maulevrier, qui, naïf et maladroit, fera assez triste figure auprès de l'Infant. On charge aussi d'une mission un homme de confiance, Guillaume Du Tillot, dont nous aurons souvent à parler. Du Tillot revenait d'Espagne où il était fort bien en cour. Fils d'un valet de chambre de Philippe V, il avait été attaché à la personne de Don Philippe, lors du départ pour la guerre d'Italie. Son intelligence et ses aptitudes lui valurent bientôt la place de secrétaire particulier. Un portrait écrit de Guillaume Du Tillot daté de 1745, nous le montre *spirituel, galant, poli et aimable*[2].

Il avait regagné l'Espagne avant la conclusion de la paix, probablement en qualité d'agent officieux de Don Philippe, et avait passé quelque temps à Versailles pour négocier avec Madame Infante. Après ce séjour auprès de la princesse, qui l'avait nommé secrétaire de son

1. V., 431-432.
2. *Mémoire sur les campagnes d'Italie de 1745 à 1746*, p. 24-25. Sur G. Du Tillot, voir : *Un valet Ministre*, par Charles Nisard, 1 vol., Paris, 1887.



Cabinet, il se rendait à Parme porteur de bons conseils et de sages avis. Une lettre de Louis XV à Don Philippe nous renseigne à cet égard : « Mon frère, cousin et gendre, c'est Du Tillot qui vous remettra celle-ci; il me parait un très bon garçon et qui vous est fort attaché, ce qui fait que je l'ai vu ici avec plaisir; puisque vous ne voulez pas absolument décider du voyage de ma fille, je compte qu'elle partira d'ici dans le courant de septembre, après que les chaleurs seront passées et avant que la mauvaise saison commence, et puisque vous me regardez non comme beau-père, mais comme père, je vous conseillerai de prendre garde à ceux à qui vous donnerez votre confiance, et surtout de plaire à vos nouveaux sujets, principalement dans ces commencements-ci et sur toutes choses qu'ils n'aient pas à se plaindre de vous; car je vous dirai que le roi de Naples s'y est très mal pris tant où vous êtes qu'où il est; voilà ce que je pense, mais vous avez de l'esprit et bonne volonté, avec cela tout ira bien, j'espère. Adieu, mon très cher gendre, et je vous embrasse de tout mon cœur et suis, etc.[1]. »

L'Infante eut assez vite des nouvelles de Du Tillot, nouvelles peu rassurantes sur les intrigues et les désordres qui faisaient de la cour de Parme une vraie cour du roi Pétaud. L'Infant l'avait attendu comme le Messie pour décider sur « les matières importantes » de

1. 22 mai 1749, Archives de Parme, *Lettere di Principi.*



l'administration, mais il avait cédé sur ce qu'il croyait être de moindre importance, et, sans s'inquiéter de son budget, avait inconséquemment distribué des grâces à tous ceux qui lui en demandaient. Avant même l'arrivée du prince, le mal était fait par le lieutenant général Ahumada « qui avait déjà formé des établissements absurdes ». Carpintero s'était fort bien rendu compte de ces abus, mais il n'avait pas osé les combattre. Don Philippe était le jouet de la complaisance de l'un et de la faiblesse de l'autre.

Du Tillot, qui a une entente très sûre des affaires, tâche de réagir; il parle raison au prince, il s'efforce d'inspirer l'esprit de résolution à Carpintero. Enfin il demande les comptes et ce n'est pas sans peine qu'il obtient l'état des dépenses de l'État et de la maison. Il se montre que « le pays ne rend que 1 250 000 livres de France », et que les frais se montent à trois millions! Puysieulx alléguait que les anciens ducs n'avaient pas un budget plus considérable, mais Du Tillot répond qu'ils « avaient un argent immense dans toute l'Italie », qu'ils « recevaient à titre de gonfaloniers de l'Église un présent des papes de 1 200 000 livres de France ». Il n'est donc pas surprenant qu'ils aient pu vivre « avec grandeur ».

Puysieulx avait aussi parlé à Du Tillot du roi Stanislas qui se contentait des deux millions que lui versait le Trésor. La différence était considérable, le père de la reine n'ayant aucune charge à payer et pouvant employer



cet argent à embellir ses résidences et châteaux. Du reste, il est seul, tandis qu'à Parme, il y a trois princes. « Le parallèle, écrit Du Tillot, n'était pas juste : quand j'aurai trois millions, la comparaison sera juste, et j'ose dire que je conduirai votre maison avec autant de grandeur ; mais dans l'état où sont les choses, Madame, si le ciel et le Roi ne changent pas votre sort, il sera toujours indécent. Le tableau que j'en fais est de la plus grande vérité ; je manquerais à ce que je dois et je serais punissable, si j'en supprimais le moindre trait ; c'est un compte dur, mais fidèle et nécessaire, que je rends. »

Du Tillot disait un mot des immunités ecclésiastiques. C'était là une grave question qui ne sera réglée que bien plus tard et sur laquelle nous aurons à revenir. Pour le moment, qu'il suffise de savoir que ni les prêtres, ni les moines ne payaient aucune redevance à l'État de Parme, aucun impôt. Ce privilège datait de la fondation du duché par les papes, lesquels dédommageaient amplement les ducs. Mais ces concessions arbitraires subsistaient, tandis que les présents de Rome étaient tombés en désuétude. Il fallait une réforme que Du Tillot résume assez éloquemment : *Nouveaux droits, nouveau sang, nouveaux maîtres, donc nouvelles lois.*

Ce secrétaire se montre plein d'énergie et de courage ; si on l'écoutait, la lutte serait engagée sans tarder. Il termine en disant : « La noblesse et le peuple comptent sur les mesures que prend l'Infant, et infiniment sur vous, Madame ; on espère de votre arrivée l'ordre, la

règle et le bonheur... Je vous ai représentée, Madame, telle que vous êtes : affable, bonne, mais grande et fière, et tout le monde sait déjà que, malgré votre bonté, il n'y a pas dans vos veines une goutte de sang dont vous n'avez pesé toute la grandeur... En attendant, je vais travailler à faire changer la face de ceci, et j'oserai tonner contre les ministres, si je ne vois pas les plus prompts remèdes aux abus. Je suis au-dessus des préjugés, de la crainte et des vils ménagements, et j'ai la vigueur qu'il faut pour vous servir sans être étonné de rien : mais, d'un autre côté, Madame, daignez faire ce qui est en votre pouvoir où vous êtes, et ne pas perdre de vue la situation triste où est l'Infant[1]. »

Si nous avons donné une large place au plaidoyer de Du Tillot, c'est qu'il nous offre un avant-goût de ce qui se passait à la cour de Parme.

De Madrid aussi arrivaient des plaintes au sujet du gendre de Louis XV. Carvajal déplore qu'on ait placé ce prince où il est; c'était, disait-il, un arrangement du règne précédent auquel il a fallu souscrire, mais tout autre établissement eût mieux convenu, la Savoie, par exemple; Don Philippe y aurait été à l'abri de tout inconvénient et les deux cours n'eussent pas été constamment sur le qui-vive; un traité avec le roi de Sar-

1. Aff. Étr., *Parme*, X, f° 364 : Du Tillot à Madame Infante, Parme, 28 juin 1749. On lit en note, au haut du premier feuillet : « L'abbé de La Ville gardera cette lettre quelque temps avant de la remettre au bureau. C'est M. de Mesmes qui m'en a remis l'original pour en prendre une copie et la *faire voir au Roi*. »



daigne devient nécessaire, sans quoi il faudra que les deux rois de France et d'Espagne fassent faire journellement l'exercice à leurs troupes, et les tiennent prêtes à marcher au secours de l'Infant. Sur la question budget, Carvajal prétend, non sans quelque vraisemblance, qu'il y a gaspillage et que les revenus actuels doivent suffire : « il n'est question pour cela, dit-il, que de se modérer, se régler et s'ôter de l'idée de s'égaler aux têtes couronnées, quant au faste et à la représentation ». Ferdinand ne cesse de catéchiser son frère, et Carvajal insiste pour que Louis XV ne ménage pas les recommandations à sa fille. En somme, le ministre déclare à Vaulgrenant que si, en Espagne, on s'intéresse à Don Philippe, on est peu disposé à l'aider[1].

La duchesse de Parme eut cependant une légère consolation ; sur les remontrances de Louis XV, Ferdinand se décide à rétablir la pension qu'il payait à Madame, en sa qualité d'Infante ; le roi d'Espagne ne s'exécuta pas immédiatement, ce ne fut qu'à Parme que la duchesse reçut son argent, et, à son grand déplaisir, elle apprit alors qu'à dater du jour où elle avait pris possession de ses États, elle ne devait plus compter sur rien. Ferdinand s'était contenté de régler les arrérages.

Lassée sans doute de voir qu'elle n'obtenait pas tout ce qu'elle désirait, Louise-Élisabeth s'était décidée à vivre de la vie de la cour et à abandonner ses écritures.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 503, f° 247 : Vaulgrenant à Puysieulx, Madrid, 18 août 1749.

Argenson, à propos du « gros et horrible jeu » qu'on joue à Marly, nous apprend que Soubise et Luxembourg s'y ruinent, que le roi gagne beaucoup et que Madame Infante « a fait quatre mains à fond, qui étaient en total de plus de deux mille louis ».

— Voilà, dirent les méchantes langues, de quoi meubler sa maison en Italie[1].

Toutes les instructions, tous les conseils étaient malheureusement inutiles; que pouvait-on faire comprendre à Don Philippe qui ne connaissait pas le prix de l'argent et qui, par faiblesse autant que par sottise, écoutait tous les flatteurs, même subalternes? Il croyait être aimable, il n'était que familier, et compromettait sa dignité autant qu'il épuisait son pauvre trésor.

Sa femme pouvait certainement lui faire entendre raison, mais on craignait que ce ne fût pas pour longtemps, et, d'ailleurs, on avait peur qu'elle n'eût perdu de son crédit auprès de son époux pendant une si longue absence; enfin elle était encore bien jeune elle-même, malgré l'entente précoce qu'elle avait des affaires[2].

Ce fut le 6 octobre seulement que Madame Infante quitta son père et sa famille éplorée. Elle partait de Fon-

1. V, 488-489. Argenson détestait Madame Infante, comme il détestait tout ce qui était espagnol. Il se plaît à noter une conversation avec l'évêque de Rennes, dans laquelle Vauréal lui dit : « Madame Infante est bête et méchante, elle est sans aucun principe; avec cela, elle est conduite par madame de Leyde, la plus méchante bête qui ait jamais été. Malheur à qui s'y fie. » VI, 29.

2. Aff. Étr., *Espagne*, 503, f° 258 : Puysieulx à Vaulgrenant, Versailles 19 août 1749.



tainebleau, avec une suite nombreuse et une quantité de bagages, — il y avait en tout trente-quatre voitures.

Le 13 octobre, elle est à Lyon, saluée par un « peuple infini », qui va au-devant du cortège à deux heures de la ville, et, le 28, à Antibes où elle ne peut s'embarquer, la mer étant fort mauvaise et les vents contraires. Le 1er novembre, le temps redevient beau, on met à la voile; dans l'après-midi, une tempête oblige la petite escadre composée de quatre galères[1] à venir relâcher à Monaco. La traversée de Monaco à Gênes ne fut pas très heureuse. « Jamais, écrit le comte de Maulevrier-Langeron, on n'a vu un coup de vent plus violent et je n'avais pas tort, Monseigneur, de vous représenter que ce n'était pas une saison convenable aux passages d'aussi grandes princesses; il n'y en a aucune qui eût soutenu tous ces contre-temps aussi tranquillement qu'elles l'ont fait, gracieusant tout le monde et entrant dans la peine que nous avions, c'est ce qui nous a bien adouci celle que nous avons eue[2]. »

Madame Infante fut reçue[3] à Gênes, au débarqué, par cinq députés des communautés de Parme, Plaisance et Guastalla; c'était le premier hommage qu'elle recevait

1. *La Reine*, commandée par le comte de Maulevrier-Langeron; *La Dauphine*, commandée par M. de Fontette; *La Brave*, commandée par le comte de Tournon; *L'Ambitieuse*, commandée par M. de Chamont.

2. Archives nationales, B4, 63, f° 29 : lettre datée de Gênes, 8 novembre 1749.

3. Le 6 novembre; les galères étaient devant Gênes depuis la veille, mais la mer était si grosse, qu'elles ne purent aborder ce jour-là.



de ses nouveaux sujets. Elle se mit dans une chaise à porteurs et, suivie des envoyés de France et d'Espagne, et d'une foule énorme, elle se rendit à ce majestueux palais Doria qui domine le port; six dames et six cavaliers appartenant à la plus haute noblesse génoise étaient aux ordres de la princesse pour l'accompagner partout où elle irait : c'étaient Clelia Durazzo, Teresa Spinola, Madalena Ferra, Anna Negroni, Settinia Grimaldi, Monima Grimaldi et G. B. Spinola, Domenico Spinola, Ettore Fiesco, Benedetto Viale, Giacomo Brignole, Camillo Palavicini. Il y eut soupers, bals, comédies, *conversazioni*, concerts, pendant une semaine; on avait choisi le palais Balbi « comme étant le plus commode pour ces sortes de fêtes »[1].

L'arrivée de la duchesse de Parme avait suspendu toutes les affaires; la république était fière de recevoir la fille de Louis XV et de témoigner sa gratitude au roi de France dont, naguère, les armées étaient venues si noblement au secours de la ville assiégée.

L'Infante quitta la ville aux blancs palais le 13 novembre; elle avait été retardée par les pluies et les inondations. Le soir même elle couche à Voltaggio; enfin à Castel-Saint-Jean, le 18 novembre, elle retrouve son époux, venu incognito, en poste; il s'était privé du plaisir d'aller jusqu'à Gênes où on l'attendait un peu, mais il n'avait osé apparemment faire la dépense du voyage.

1. Aff. Étr., *Gênes*, 128, Guymont à Puysieulx, Gênes, 3 november 1749.



La duchesse fut très bien accueillie à Plaisance et à Parme; et, suivant la mode italienne, un comte Mario Maraffi lui adressa trois sonnets imprimés sur faille rose, dont un exemplaire est conservé aux Affaires étrangères[1]. Ces sonnets sont dédiés à Louis XV comme l'indique ce titre verbeux :

Per il felice arrivo nella citta di Parma
Di Sua Altezza Reale
Madame Donna
MARIA LUISA BORBONE[2]
Real Principessa di Francia
E consorte dignissima
Del Serenissimo Reale Infante di Spagna
DON FILIPPO BORBONE
Duca di Parma, di Piacenza e di Guastalla, etc.
Sonetti
Ossequiosissimamente umiliati
Alla Sacra Cristianissima Maesta
Dell' Invittissimo Monarca
LUIGI XV
Gloriosissimo genitore di Principessa a cosi sublime.

Madame Infante n'était pas trop sensible à cette littérature officielle, rien ne l'intéressait que la politique. Au moment où elle va régner et diriger les affaires fort difficiles de l'Infant, n'est-il à propos de citer un portrait de la duchesse, d'autant plus exact qu'il est écrit par le marquis d'Argenson, lequel certes n'avait aucun penchant à embellir son modèle : il nous montre

1. Aff. Étr., *Parme*, 10, f° 426.
2. C'est Luisa Elisabetà qu'il faut lire.

la princesse ayant envie de jouer un rôle et de devenir habile; « elle s'occupe beaucoup et en sérieux, dit-il; elle s'amusait peu ici aux concerts, ni au cercle de la Reine, elle y tirait sa révérence et allait s'enfermer dans son cabinet des trois et quatre heures à écrire, à envoyer chercher les ministres et surtout M. de Puysieulx; elle suivait ici le Roi comme le plus ardent courtisan, elle avait avec le Roi son père des conversations de longueur; elle se pique de l'aimer beaucoup et il l'aime encore davantage, reconnaissant en elle le seul de ses enfants qui montre de l'esprit, quoique les autres puissent en avoir suffisamment, mais sans le montrer.

» Aussi elle a gagné beaucoup auprès du Roi pendant ce séjour en France. L'affection est montée au point de tout faire pour la rendre plus heureuse et mieux mariée qu'elle ne se trouve aujourd'hui. On m'assure que si jamais nous avons une guerre ce sera pour augmenter son établissement en Italie. (*Quod Deus avertat!*) Du moins on lui enverra de l'argent en présent et en subside; le Roi sait que l'Infant Don Philippe est un mauvais sujet et de nulle capacité; au reste, ce séjour de Madame, à une aussi belle et grande cour que celle-ci, l'aura rendue beaucoup plus malheureuse à la petite où elle est allée résider[1] ».

Certes, Louise-Élisabeth n'avait pas lieu de se flatter des magnificences de Parme, où, suivant son expression,

1. VI, 123.



son mari et elle vivaient comme des « gueux ». Son entourage manquait de relief, et l'on y voyait surtout les débris plus ou moins valétudinaires de la diplomatie et de l'armée espagnoles[1]. Quant aux femmes, elles n'étaient pas jolies. La duchesse mandait elle-même non sans malice, qu'elle était « la plus maigre, la plus belle et la mieux coiffée des dames de sa cour[2] ».

1. Sassatelli, premier écuyer de Madame, meurt dès 1749, et Carpintero, trois ans après.
2. Luynes, X, 182.

CHAPITRE XIV

LA COUR DE PARME

(1750)

Le comte de Maulevrier. — Ses débuts malheureux. — Le marquis de Bondad-real. — Le parti de la marquise de Leyde et de Du Tillot. — Plaintes du roi d'Espagne. — Carpintero et Serrati. — Inertie de Don Philippe. — Défense de Madame Infante. — Reproches faits à Maulevrier. — Mort de l'ambassadeur de France. — Accusation portée contre la marquise de Leyde. — MM. de Vandières et Cochin à Parme. — Les colosses de Colorno. — Le palais et les jardins de Colorno. — Cadeaux de Louis XV à son gendre. — Portrait du roi par lui-même.

L'ambassadeur que Louis XV avait nommé, pour représenter sa cour auprès des Infants, était Louis-René-Édouard Colbert, comte de Maulevrier. Né le 13 septembre 1699, il était, lors de son départ, âgé de cinquante ans; c'était son début dans la diplomatie, il avait jusque-là appartenu à l'armée. Lieutenant général d'Anjou et colonel du régiment de Piémont, il avait pris part aux campagnes d'Allemagne et d'Italie. Il s'était déjà trouvé en relations avec Don Philippe; cette cir-



constance semble avoir déterminé le choix de Louis XV[1], autant que la situation sociale du comte de Maulevrier, qui était fils d'une Tessé-Froulay et petit-neveu de Colbert[2].

Malgré ces titres à la bienveillance royale, cet ambassadeur improvisé n'avait en somme aucune des capacités requises pour réussir dans cette nouvelle, trop nouvelle carrière[3]. Dès les premières dépêches que l'on reçut de lui, on s'en rendit compte; ce fut à tel point que le marquis de Puysieulx prit son courage à deux mains et écrivit à Maulevrier un billet qui nous édifiera plus amplement. « Je vous prie, Monsieur, disait le ministre des Affaires étrangères, de vous attacher à rendre les faits de vos dépêches de la manière la plus simple, en phrases coupées, et *de manière que ce que vous y marquez s'entende d'abord*. Je vous fais cette observation parce que j'ai été obligé de relire à plusieurs reprises, au

1. Voir *Recueil des Instructions aux Ambassadeurs*, X, 184, 1 vol. in-8°, Paris, 1893.

2. Ajoutons que le fils du comte de Maulevrier avait épousé la fille aînée de Chauvelin. Luynes, X, 395.

3. Maulevrier, dans son zèle indiscret, débuta assez gauchement auprès de Don Philippe. Il voulut baiser la main du prince qui la retira en disant : « Ce n'est pas la posture du ministre du Roi ». En marge de la dépêche dans laquelle Maulevrier fait naïvement cette confidence, Puysieulx écrit : « Le prince a eu raison, M. de Maulevrier ne devait pas se présenter pour baiser la main de S. A. R. M. le maréchal de Noailles baisa la main de LL. MM. CC. en 1746, et cela ne fut point approuvé ici. Un ministre du Roi ne doit jamais s'assujettir à un cérémonial qui ne convient qu'aux sujets du Prince auprès duquel il réside. » Aff. Étr., *Parme*, 10, f° 386 : Maulevrier à Puysieulx, Parme, 17 octobre 1749.



Conseil de Sa Majesté, plusieurs endroits des lettres dont vous m'avez honoré. Vous sentez du reste le motif qui me porte à vous donner cet avis, il a pour principe les sentiments que je vous ai voués[1]. »

On ne saurait dire plus clairement à quelqu'un qu'il n'entend rien à son affaire. Et que pouvait-on espérer d'un homme dont le style était aussi embarrassé? Mais avant de voir Maulevrier à l'œuvre, il convient de présenter le second « ambassadeur de famille », le marquis de Bondad-real, envoyé de Ferdinand VI.

« Il eût été fort à désirer, lit-on dans les instructions données à Maulevrier, que le Ministre plénipotentiaire, qui résidera à Parme de la part de la cour de Madrid, fût un homme assez supérieur par sa naissance, par ses talents et par sa fermeté pour se concilier à de si justes titres la considération et le crédit nécessaires, afin de diriger les délibérations et les démarches de l'Infant; mais en même temps qu'on accorde au marquis de Bondad-real le mérite de la sagesse et de la probité, on lui refuse les autres qualités qui conviendraient à la place qu'il va occuper. On prétend que sa femme le gouverne absolument[2]. »

On rappelait à Maulevrier que la marquise de Bondad-real avait été autrefois camériste de feu la Dauphine Marie-Thérèse, et que l'on disait beaucoup de bien de

1. Aff. Étr., *Parme*, 10, f° 448 : Puysieulx à Maulevrier, Versailles, 1er décembre 1749.
2. *Recueil des Instructions aux Ambassadeurs*, X, 191.

son caractère et de ses intentions; on conseillait à l'ambassadeur de France d'employer utilement madame de Bondad-real dans les occasions où il s'agirait d'engager son mari à des choses justes et raisonnables. La mission était fort délicate et bien au-dessus de la portée du comte de Maulevrier.

Bondad-real sortait aussi de l'armée, il avait été lieutenant des gardes du roi d'Espagne; il se montra très novice, comme son collègue. Plus tard, lorsqu'il aura été rappelé, Madame Infante dira de lui que c'était l'homme du monde le plus tracassier, le moins solide, et le plus inconséquent; sa maison avait l'air d'un café, tout le régiment de Parme, et autres gens de cette espèce, y étaient sans cesse, chacun débitait ses nouvelles; les premiers qui parlaient étaient écoutés [1].

Maulevrier et Bondad-real furent bientôt en butte aux tracasseries d'un parti fort puissant qui se composait de la marquise de Leyde et de Du Tillot, aidés de La Combe et de La Roque, hommes de confiance, depuis de longues années attachés au service particulier de l'Infant.

Les choses ne tardent pas à se gâter; Maulevrier remplit ses dépêches de plaintes amères, il représente la marquise de Leyde et ses acolytes comme menant la cour de Parme avec un despotisme absolu, influant sur tout, et brouillant les cartes de façon à mécontenter Leurs

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 165 : *Note* (de la main de l'Infante) *sur les personnes qui ont été à Parme de la part de la cour d'Espagne*, jointe à la lettre de Noailles à Duras, 9 juin 1753.



Majestés Catholiques. « La nécessité de la bonne intelligence avec la cour d'Espagne n'est pas le principe de leur conduite, écrit-il à Puysieulx. Ma liaison avec M. et madame de Bondad-real, contraire à tous égards à ces malheureux préjugés, n'a pas le bonheur de leur plaire[1]. »

Louis XV s'alarme, et son ministre Puysieulx se fait l'écho du mécontentement général. La situation est très grave. Mesdames de Gonzalès et de Saint-Just veulent retourner en Espagne et fuir la servitude où les met la marquise de Leyde; mais il n'y a pas d'argent pour les payer, l'administration financière est dans un désordre pitoyable. On décide toutefois madame de Gonzalès à rester pour remplir les fonctions d'Aya; madame de Saint-Just partira seule, elle ira se plaindre à la cour de Madrid, et l'animosité ne sera pas calmée avant longtemps[2].

Les dépêches de Bondad-real ne devaient pas peu contribuer à irriter Ferdinand et ses ministres. L'ambassadeur d'Espagne avoue à Maulevrier que Sa Majesté Catholique « lui avait fait l'honneur de lui dire, la veille de son départ, que tant que les valets auraient le même crédit sur l'esprit de l'Infant, on ne devait attendre aucun secours de sa part »[3]. Et Bondad-real ne se faisait pas faute de noircir ces « valets », on peut le croire sans peine.

1. Aff. Étr., *Parme*, 12, f° 57 : Maulevrier à Puysieulx, 21 février 1750.
2. *Ibid.*, f°s 78 et 111 : Maulevrier à Puysieulx, 14 mars et 11 avril 1750.
3. *Ibid.*, f° 87 : Maulevrier à Puysieulx, 21 mars 1750.

Par Vaulgrenant, ambassadeur à Madrid, nous savons que le roi d'Espagne est très peu satisfait de la conduite des Infants et qu'il est persuadé que « leur tendresse pour lui », — tendresse à vrai dire, bien officielle, — est prête à céder aux mauvais offices qu'on ne cesse de leur rendre. Ferdinand va jusqu'à dire que la marquise de Leyde est soutenue par la France et que, forte de cet appui, elle donne libre cours à son autorité despotique. Il se plaint encore de la négligence de Don Philippe et de sa femme qui ne répondent pas avec exactitude aux lettres, ou qui ne suivent pas les conseils qu'on leur donne[1].

L'Infante, de son côté, écrit à son père des choses désobligeantes contre Maulevrier, auquel Puysieulx dit en propres termes : « Vous devez éviter avec la plus grande attention de vous rendre impatient et désagréable[2] ! »

Le grand coupable est certes Don Philippe qui ne sait pas vouloir et qui se laisse mener par les gens de sa cour et même ses subalternes. Le vieux Carpintero, ministre d'État, et l'abbé Serrati, ministre des Finances, sont ouvertement brouillés et ne travaillent qu'à se nuire

1. Aff. Étr., *Espagne*, 506, f[os] 232 et 241 : Vaulgrenant à Puysieulx, 20 mars et 6 avril 1750. Carvajal dit, entre autres choses, à Vaulgrenant : « Il leur (aux Infants) était arrivé de consulter LL. MM. CC. sur des objets importants, sur lesquels, après en avoir reçu une entière approbation, ce prince et cette princesse avaient immédiatement donné des dispositions et prononcé des décisions totalement contraires. »

2. *Ibid.*, *Parme*, 12, f[o] 93 : Puysieulx à Maulevrier, 24 mars 1750.



l'un à l'autre. « Il suffit que l'un ait fait signer un décret à l'Infant pour que l'autre fasse tous ses efforts pour l'annuler... d'où il résulte que la dignité du souverain est compromise et que beaucoup de parties en souffrent[1]. » C'est là un exemple entre plusieurs.

Désespérant de la situation, Louise-Élisabeth, faute d'un meilleur soutien, a recours au pauvre ambassadeur de France, et lui fait écrire par Puysieulx la dépêche que voici : « Madame désire que vous puissiez parler dans certaines occasions à l'Infant de la part du Roi, après vous être concerté avec elle sur ce que vous aurez à dire à ce Prince. Sa Majesté vous autorise à exécuter les ordres de Madame... Vous sentirez de quelle importance il serait que vous eussiez assez d'art et de dextérité dans vos insinuations pour ne pas laisser soupçonner que Madame vous engage à parler, ce qui produirait infailliblement un effet absolument contraire au but que Madame se propose et pourrait *encore* indisposer l'Infant contre elle[2]. »

Cette lettre en dit long sur le caractère de Don Philippe et sur la situation peu enviable de la fille de Louis XV. Ces tracasseries, ces « chiffonnages » de cour font l'effet le plus déplorable en France, et aussi en Espagne où la mauvaise volonté des souverains est évidente, et où l'on s'empare bien vite de toutes les circonstances qui peuvent retarder l'envoi des secours

1. Aff. Étr., *Parme*, 12, f° 104 : Maulevrier à Puysieulx, 4 avril 1750.
2. *Ibid.*, f° 101 : Puysieulx à Maulevrier, Versailles, 31 mars 1750.

demandés. Les princes italiens, grands et petits, ne se font pas faute de s'amuser aux dépens du nouveau duc de Parme, et de le tourner en ridicule.

L'Infante lutte de son mieux; elle comprend que le roi d'Espagne ne donnera rien s'il ne reçoit pas un état détaillé des revenus et des dépenses de la cour de Parme, mais elle ne peut parvenir à décider Don Philippe à envoyer ce document; le prince cède un instant, mais bientôt change d'avis sous l'influence de son entourage.

« Je me défie de quelque botte secrète, écrit Maulevrier, et avec trop de raison; Du Tillot et La Roque, aidés de madame de Leyde, n'ont-ils pas eu l'audace, dans quelque conversation nocturne et familière, de dire à l'Infant : « Oubliez-vous, Monseigneur, que vous êtes » souverain et que vous ne devez compte qu'à Dieu » de votre conduite? Voulez-vous toujours être en » tutelle? »

Maulevrier insinue encore que si Ferdinand ne reçoit pas régulièrement les lettres des Infants, c'est que « dans un petit souper de six personnes il a été proposé et accepté de faire voler les courriers d'Espagne et de France et d'*éventrer* les malles, c'est le terme dont on s'est servi. Tout est à craindre de la part des gens à qui nous avons affaire » [1].

L'Infante veut du moins se disculper et disculper la

1. Aff. Étr., *Parme*, 12, f° 130 : Maulevrier à Puysieulx, Parme, 23 avril 1750.



France aux yeux du roi d'Espagne. Elle fait dire par Puysieulx à Vaulgrenant qu'on sait très bien à Madrid que ni la marquise de Leyde, ni même Du Tillot ne sont soutenus par Louis XV, et qu'on n'ignore pas non plus que son crédit à elle « n'influe en rien ou du moins très peu sur les résolutions qui se prennent à Parme » ; elle ajoute enfin qu'il est trop singulier, pour ne rien dire de plus, « qu'on s'avise de rejeter sur Madame des choses auxquelles on sait précisément qu'elle n'a aucune part »[1].

Ces explications ne servent de rien, et plusieurs années s'écouleront avant que le roi d'Espagne se décide à aider le duc de Parme de ses deniers.

Au milieu de cette anarchie, Don Philippe passe sa vie dans l'indolence habituelle; sa toilette lui prend beaucoup de temps et remplit ses matinées, il entend la messe, passe quelques instants chez l'Infante, va à la promenade, fait de la musique avec La Combe, assiste à l'Opéra ou joue au pharaon. On veut savoir à Versailles s'il y a parfois conseil des ministres. Maulevrier répond malicieusement, après avoir fourni les détails que l'on vient de lire : « Une journée aussi bien remplie n'a point encore donné place à aucune apparence de conseils, ni de travail »[2].

Cette phrase fut certainement communiquée à Madame

1. Aff. Étr., *Espagne*, 506, f° 286. Note de la main de Puysieulx, en marge d'une dépêche de Vaulgrenant datée du 27 avril 1750.

2. Aff. Étr., *Parme*, 12, f° 173 : Maulevrier à Puysieulx, 23 mai 1750.

Infante, et dès lors Maulevrier était perdu. Il reçoit de Puysieulx une lettre intime où l'on voit clairement que l'ambassadeur n'a plus qu'à demander son congé. « Cherchez *uniquement* à plaire à Madame, écrit le ministre des Affaires étrangères, consultez-la elle-même *dans les choses que vous ne pourriez vous dispenser de nous mander, et dont le public aurait toujours soin de nous instruire*. Évitez les tracasseries de madame de Leyde, ne dissimulez point dans l'occasion à M. de Bondad-real *que le Roi ne veut en aucune manière que vous vous mêliez des affaires de la cour de Parme*... Divertissez-vous et rendez-vous agréable à Madame, je vous donne ce conseil en ami. Suivez-le[1]. »

Maulevrier répond qu'il n'ignore pas les mauvais offices de madame de Leyde, et les calomnies dont elle ne cesse de l'accabler. « LL. AA. RR. en ont été informées, ajoute-t-il, non par moi, *le ton de plainte est humiliant, je ne l'ai jamais connu*[2]. »

Il ne s'agissait plus de faire de la rhétorique et de trouver de belles phrases; les plaintes de la duchesse de Parme se précisent, Louise-Élisabeth prend ouvertement parti pour sa Camerera Mayor et pour Du Tillot[3]. L'ambassadeur, par le retour du courrier, demande son rappel, faisant valoir ses trente et un ans de service, et déclarant que la situation est trop difficile. A la même

1. Aff. Étr., *Parme*, 12, f° 206 : Puysieulx à Maulevrier, 9 juin 1750.
2. *Ibid.*, f° 213 : Maulevrier à Puysieulx, 20 juin 1750.
3. *Ibid.*, f° 212 : Puysieulx à Maulevrier, 16 juin 1750.

époque l'Espagne cherche un successeur au marquis de Bondad-real[1].

Le pauvre Maulevrier avait pris fort à cœur l'insuccès de sa mission diplomatique; le moment venu de prendre congé des Infants, le 22 novembre, il se sent défaillir, et ne peut se rendre à l'audience; il est frappé mortellement; en quelques jours il est enlevé par une fièvre bilieuse[2]. (29 novembre.)

On accusa la marquise de Leyde de l'avoir fait empoisonner[3], mais on sait ce que valent ces insinuations qui se renouvelaient si souvent au XVIIIe siècle. Il est certain que cette personne ne passait pas pour avoir beaucoup de cœur, mais elle n'était point une rivale de la Brinvilliers. Se sentant menacée et accusée, elle se défendit; elle usa de diverses influences, dont les plus puissantes furent celles de madame de Pompadour et de La Enseñada. Elle triompha à tort ou à raison et conserva sa place encore quelques années[4].

Le comte de Maulevrier fut remplacé par le marquis

1. Aff. Étr., *Parme*, 12, fº 219 : Maulevrier à Puysieulx, 27 juin 1750.
2. *Ibid.*, fº 349, 364, 368, etc. : Terrier, secrétaire de Maulevrier, à Puysieulx, novembre 1750.
3. Argenson, VI, 337.
4. Carvajal, ennemi juré de son collègue La Enseñada, ne semble pas être très bien informé quand il écrit à Vaulgrenant : « Qu'il faut que madame de Leyde, pour parvenir à faire rappeler M. de Maulevrier, ait *forcé*, pour ainsi dire, *Madame Infante à en écrire au Roi*. Il est très certain, ajoutait-il, que madame de Leyde est soutenue ici par Enseñada et le sieur Hordeñada et que c'est à ces seuls soutiens qu'elle doit la conservation de sa place. » Aff. Étr., *Espagne*, 507, fº 151 : Vaulgrenant à Puysieulx, Madrid, 16 novembre 1750.

de Crussol, maréchal de camp, lequel devait quitter Parme dans des circonstances assez fâcheuses et pénibles. Ce poste ne portait guère bonheur...

Toutes ces petites révolutions de palais ne nous ont pas laissé le loisir de parler d'une visite que Madame Infante reçut au plus fort de la mêlée. Le frère de la marquise de Pompadour, M. de Vandières, plus tard marquis de Marigny, voyageait alors en Italie avec Cochin, l'abbé Le Blanc et Soufflot; il s'arrêta à Parme afin de faire sa cour à la duchesse. « L'Infante, écrit la marquise à Vandières, a tant de raisons pour aimer le Roi, que je ne suis pas étonnée de l'empressement qu'elle vous a témoigné pour savoir de ses nouvelles. Il est difficile de trouver un père aussi unique dans tous les points. La dame de Leyde est de son naturel assez haute, cependant *elle m'a assez d'obligation et est trop politique d'ailleurs* pour n'avoir pas eu envie de vous bien faire. Mais elle est abhorrée dans le pays d'où vous venez. *Ainsi tout le mal qu'on*[1] *vous en a dit ne me surprend pas*, principalement sur de Maulevrier qui la déteste. Je le ferai remercier des attentions qu'il a eues pour vous[2]. »

Vandières fut très bien reçu par l'Infante qui n'avait aucun préjugé, quand il s'agissait de ses intérêts; or elle comprenait fort bien qu'il fallait compter avec la favorite; être aimable avec un homme qui touchait de si

1. Ce *on* est Maulevrier.
2. *Correspondance de Madame de Pompadour*, Paris, 1878, p. 42 et 43.

près à la cour était, suivant elle, de fort bonne guerre.

Louise-Élisabeth désirait offrir à son père deux statues gigantesques « d'un marbre nommé *Bussaldo d'Égypte*, couleur d'ardoise », trouvées dans des fouilles qu'on avait faites à Rome en creusant les fondations du palais Farnèse, et connues sous le nom de colosses de Colorno, car elles ornaient les jardins de cette charmante résidence d'été des ducs de Parme. Ces statues représentaient l'une un *Hercule*, et l'autre un *Bacchus entre les bras d'un Satyre*. Louis XV profita du séjour de Vandières et de Cochin pour avoir leur opinion sur ces antiques, il ne voulait en payer le transport qu'à bon escient. Les avis ne furent point favorables. « Je n'ai montré qu'au Roi, écrit madame de Pompadour à son frère, ce que vous pensez des statues de l'Infante, car, vous le dites très sensément, il ne faut pas toujours dire tout ce que l'on pense dans ce monde[1]. »

Les statues restèrent à Colorno jusqu'au jour où on les relégua au Musée de Parme dont elles ne sont pas, à vrai dire, le plus bel ornement. Cochin, dans son *Voyage d'Italie*, parle de ces colosses, « *de pierre* de *Parangon* ». « Le plus entier, qui représente, dit-on, Néron sous le caractère d'Hercule, est traité d'assez grande manière, mais fort incorrect de dessin, lourd et d'une nature basse et chargée, les pieds gros. L'autre est un Bacchus embrassé par un Satyre. Le Satyre est

1. *Correspondance de Madame de Pompadour*, etc., p. 45.

d'une proportion beaucoup trop petite pour le Bacchus. La figure de Bacchus est belle et de grand caractère : c'est un jeune homme. Il n'y a guère que le tronçon d'antique[1]. »

Ce petit incident des statues nous vaut une assez agréable description de Colorno que l'on trouve dans ce même *Voyage* de Cochin : « Il y a dans le jardin, dit-il, quelques endroits assez beaux, quoique nullement comparables aux jardins de France. Les plus agréables ornements sont un berceau d'orangers, et une grotte assez belle. On pourrait faire de ce jardin quelque chose de bon[2] ». Et c'était là l'opinion, en tout point semblable, de Madame Infante elle-même. « Colorno, écrit-elle à la duchesse de Luynes, pourrait devenir très joli avec une personne de votre goût; il y a peu de réparations à y faire pour y habiter, mais beaucoup pour le rendre comme il pourrait être[3]. »

Le palais et l'église avaient été littéralement mis au pillage par Don Carlos qui avait expédié à Naples tout ce qui était transportable, et jusqu'à des escaliers, paraît-il. Depuis dix ans les jardins étaient abandonnés; le labyrinthe, les retraites, composés avec art, disparaissaient sous des verdures envahissantes, et de tous les ornements il ne restait guère que les deux colosses, trop lourds pour être enlevés de leurs piédestaux.

Aujourd'hui Colorno est un asile d'aliénés, et dans

1. *Voyage d'Italie*, par M. Cochin, 3 vol., Paris, 1758, I, 71.
2. *Ibid.*
3. Luynes, X, 403.

certaines salles inoccupées, on retrouve, çà et là, ces splendeurs d'autrefois, entre autres un grand salon dont la décoration a été exécutée sous Don Philippe, par Boudard, d'après les dessins de l'architecte Edmond Petitot. Les souvenirs de l'impératrice Marie-Louise, qui a habité ce palais, se mêlent aux souvenirs des Farnèse et des Bourbons. Malheureusement cette élégante et spacieuse demeure est délabrée, elle fait peine à voir. Reste le parc qui, avec ses hautes futaies et ses belles perspectives, a gardé quelque chose de royal, et comme la marque des jardiniers français qui, au temps des Farnèse, vinrent le dessiner[1].

Était-ce pour consoler Madame Infante de n'avoir pas accepté le cadeau qu'elle lui proposait, était-ce pour secouer la torpeur de son gendre, toujours est-il que Louis XV, peu après les négociations de Vandières, envoya son portrait aux Infants, et leur dépêcha un de ses valets de chasse, le sieur Vinfrais, qui amenait à Colorno tout un équipage de « chevaux admirables » et de « chiens de toute beauté ». C'était, à vrai dire, un présent un peu inopportun, car ces animaux ne pouvaient guère s'exercer dans les domaines de Don Philippe, domaine où il n'y avait « ni bois, ni fauve[2] ».

1. J'ai pu visiter le palais de Colorno, grâce à l'obligeance d'un jeune érudit, M. Glauco Lombardi, qui a bien voulu m'en faire les honneurs. M. Lombardi prépare un ouvrage sur cette résidence, sous ce titre : *Le Versailles des Farnèse.*

2. Aff. Étr., *Parme*, 12, f° 173 : Maulevrier à Puysieulx, Colorno, 13 mai 1750.



Le duc n'en remercia pas moins son beau-père, qui lui répondit : « Je suis bien aise que les chiens et les chevaux soient arrivés à bon port à Colorno. Mon portrait est trompeur, ne vous y fiez pas; il est vrai que je ne suis pas mal, mais peu s'en faut, et je tâche d'y songer le moins que je puis; il est vrai que sur tout le reste je me soutiens encore[1]. »

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi*, Louis XV à Don Philippe, Compiègne, 15 juin 1750.



CHAPITRE XV

MADAME INFANTE, MÈRE DE FAMILLE

(1751-1752)

Le marquis de Crussol. — Naissance du prince Ferdinand. — Divertissements littéraires et artistiques. — Le chevalier d'Havrincourt. — Ce qu'il dit de la cour de Parme. — Le marquis de Revilla. — Baptême du prince Ferdinand. — Naissance de la princesse Louise. — Mort de Carpintero. — Mort de Madame Henriette. — Lettre de Louis XV à Don Philippe. — Le traité d'Aranjuez. — Arrivée de Madame Infante à Fontainebleau.

Dans les *Instructions*, remises au marquis de Crussol, il était dit que Sa Majesté était d'autant plus volontiers déterminée à choisir cet officier pour être son ministre plénipotentiaire à la cour de Parme qu'Elle connaissait son talent et son zèle dont il lui avait donné des preuves constantes, surtout pendant la dernière guerre. Sa Majesté jugeait en même temps que la personne du marquis de Crussol, qui avait souvent eu l'honneur de faire sa cour à l'Infant et à l'Infante, et qui en avait reçu des témoignages de bonté, leur serait particulièrement agréable[1].

1. *Recueil des Instructions*, Parme, X, 197, 198.



Louis XV ne se trompait guère : le marquis de Crussol, élégant cavalier de trente-quatre ans, réussit fort bien au début, trop bien même, puisqu'il finit par croire que la tendre passion que lui inspirait la duchesse de Parme ferait son bonheur; malheureusement cet « amour de tête » le rendit fou et l'on fut obligé de rappeler le pauvre homme en 1754. Toutefois, pendant ces trois années, le marquis de Crussol s'efforça de faire oublier le souvenir fâcheux de son prédécesseur; il arriva, du reste, à la cour de Parme à l'heure où l'effervescence était calmée par un événement attendu depuis longtemps. Le 20 janvier 1751, Louise-Élisabeth avait mis au monde un fils, Ferdinand, qui, à la grande joie de toute la famille, assurait la succession au trône.

« Voilà une heureuse couche! écrivait Louis XV à son gendre, que vous êtes heureux d'avoir une pareille moitié! permettez-moi cette louange; je me flatte qu'elle ne vous déplaira pas, sachant combien elle vous aime et combien vous lui rendez. Baisez-la sagement de ma part, et soyez sûr de toute la tendresse que j'ai pour vous[1]. »

« J'ai reçu votre lettre avec un grand plaisir, disait Louise-Élisabeth à la duchesse de Luynes, et vous remercie de tout ce que vous me dites sur mon heureux accouchement; je souhaite bien vivement que Madame la Dauphine suive mon exemple et qu'elle s'en porte

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi*, Louis XV à Don Philippe, Versailles, 4 février 1751.



aussi bien que je fais, et qu'elle nous donne un duc de Bourgogne aussi fort que mon fils [1]. »

L'Infant était très heureux; dans la première entrevue qu'il eut avec Crussol son cœur déborda, il répéta à plusieurs reprises qu'il adorait Madame, que c'était sa seule ressource, sa consolation, qu'elle avait pour lui des attentions charmantes et enfin que sans elle il ne saurait que devenir [2]. Le prince ne se doutait guère que son interlocuteur ne tarderait pas à subir le charme, et aurait pour l'Infante les plus tendres sentiments... mais Crussol ne joua jamais que le rôle de Don Guritan.

Cette naissance fut l'occasion de quelques fêtes. Il y eut *Te Deum* en musique à la cathédrale de Parme; Leurs Altesses Royales se rendirent à cette cérémonie en grand cortège, escortées par la compagnie de leurs gardes du corps. Le lendemain, M. de San Vitale, chevalier d'honneur de Madame, et président de l'*Arcadie* de Parme, organisa une solennité musicale et littéraire dans le célèbre théâtre du Palais Farnèse; on y entendit différentes poésies à la louange des princes et du nouveau-né, et une cantate chantée par les trois meilleurs musiciens de l'Italie : Egiziello, un ténor de l'électeur de Bavière, et une basse-taille attachée au roi de Sardaigne. Ce divertissement fut suivi d'un bal [3].

1. Parme, 23 février 1751, cité dans Luynes, XI, 30. Sur la naissance du duc de Bourgogne, voir notre ouvrage : *La Mère des trois derniers Bourbons*, 125-136.

2. Aff. Étr., *Parme*, 12, f° 464 : Crussol à Puysieulx, Parme, 20 février 1751.

3. Aff. Étr., *Parme*, 13, f° 14 : Crussol à Puysieulx, Parme, 17 avril 1751.

La reine n'oublie pas sa fille et lui envoie un cadeau, quelques mois après la venue au monde de Ferdinand. C'est le sieur Bertheville, fils du valet de chambre tapissier du roi, qui « conduit » à Parme un meuble de Moere dont Marie Leszczynska fait présent à sa fille. « Tout ce qui rappelle à Madame, écrit Crussol, le souvenir du Roi et de la famille royale lui est précieux, de sorte qu'elle a été enchantée de pouvoir demander de leurs nouvelles à quelqu'un qui les avait vus depuis peu et je vous assure qu'elle s'en est acquittée avec empressement[1]. »

A Versailles aussi on se réjouit lorsque l'on voit un Français qui a séjourné à Parme; c'est le cas du chevalier d'Havrincourt, exempt des gardes du corps, frère de l'ambassadeur de France en Suède, qui, en revenant de Malte où il était allé « faire ses caravanes », avait présenté ses devoirs aux Infants[2]. A son arrivée à la cour on le reçoit d'autant mieux qu'il est chargé de remettre des lettres de Madame; par le duc de Luynes, on sait ce qu'a dit le chevalier, ou du moins ce qu'il a bien voulu dire; le tableau qu'il fait de Parme est très flatteur, trop flatteur peut-être. L'Infant est poli, attentif, il parle toujours français; il aime beaucoup la musique, il jouait autrefois du violoncelle, maintenant il joue du pardessus de viole, « il se lève quelquefois dès quatre heures du matin pour en jouer ».

1. Aff. Étr., *Parme*, 13, f° 45 : Crussol à Puysieulx, 22 mai 1751.
2. *Ibid.*, f° 96 : Crussol à Puysieulx, Colorno, 31 juillet 1751.

Sa tendresse pour l'Infante est très grande, il a pour elle « une grande considération » et « une entière confiance ». La journée se termine, après le souper, chez madame de Leyde, où l'on joue au reversi, mais « les jeux ne sont pas chers ».

L'Infante est très aimable; elle ne joue point, elle préfère se promener dans le jardin (à Colorno). « Pendant que le chevalier d'Havrincourt y était, elle se promenait avec M. de Crussol et avec lui. »

Ici le duc de Luynes, très innocemment, rapporte quelques paroles qui pourraient, sans grands frais d'imagination, laisser supposer que la duchesse de Parme encourageait Don Guritan... mais nous savons que cette princesse, dont Élisabeth Farnèse avait dirigé les premiers pas dans les affaires, n'était point sentimentale, elle ne voyait dans l'ambassadeur qu'un personnage politique et utile qui pouvait la servir et l'aider à réaliser les nombreux projets qu'elle formait sans cesse pour sortir de sa situation précaire. C'est ainsi, croyons-nous, qu'il faut interpréter le passage suivant des Mémoires du duc : « M. de Crussol est aimé et considéré à cette cour; l'Infante le traite avec toutes sortes de distinction; elle voudrait l'avoir toujours avec elle, à peine a-t-il le temps de dîner. Il quitte l'Infante à deux heures; elle est dans l'usage de le faire avertir à trois ou quatre heures; il y est accoutumé; souvent il la fait attendre une demi-heure[1]. »

1. XI, 217-218.



Les dépêches de Crussol font parfois allusion à quelques plaintes qui semblent venir en droite ligne de Madame Infante, et paraissent des confidences faites durant ces fréquents entretiens. Lorsque l'ambassadeur insiste pour que l'Espagne mette un homme intelligent à la tête des affaires[1], n'est-il pas le porte-parole de Louise-Élisabeth qui comprend que son mari, bon gré mal gré, est trop faible, trop indolent pour se passer de tutelle?

Mais l'Espagne fait la sourde oreille et, après mille retards, nomme, à la place de Bondad-real, le marquis de Revilla, dont on ne dit pas grand bien. C'est un ex-lieutenant au régiment des gardes espagnoles, et on trouve qu'il en a conservé les allures. On le considère comme un homme de paille sans fermeté, ni résolution, capable de se laisser mener par les personnes en crédit[2]. Revilla est un provincial, on eût voulu quelqu'un de la cour[3]. Les gens de Madrid eux-mêmes regardent le choix qu'on a fait de lui « comme une preuve certaine de l'indifférence la plus marquée envers LL. AA. RR. »[4].

Madame Infante préférera Revilla au marquis de Bondad-real, mais sans le trouver digne de la place qu'il occupe; elle dira qu'il a peu d'esprit et nul usage du monde, toutefois, s'il prend le conseil de gens raison-

1. Aff. Étr., *Parme*, 13, f° 70 : Crussol à Puysieulx, Colorno, 26 juin 1751.
2. *Ibid.*, *Espagne*, 508, f° 122 : Vaulgrenant à Puysieulx, Madrid, 22 juillet 1751.
3. *Ibid.*, *Parme*, 13, f° 89 : Crussol à Puysieulx, Colorno, 24 juillet 1751.
4. *Ibid.*, *Espagne*, 508, f° 209 : Vaulgrenant à Puysieulx, 21 août 1751.

nables, il pourra bien faire; par lui-même il ne peut rien. Revilla aura quelque faiblesse, il deviendra amoureux de la gouvernante de Parme, et fera prolonger à vie la place du mari qui, du reste, n'est pas capable de la remplir[1].

Le baptême de Ferdinand (Marie-Louis-Philippe-Joseph-Sébastien-François-Xavier-Diego) fait quelque diversion.

Le cardinal Portocarrero, qui est chargé d'affaires d'Espagne auprès du Saint-Siège, arriva de Rome avec une nombreuse suite pour la cérémonie, qui eut lieu le dimanche 17 octobre 1751. On supposait que Portocarrero avait aussi une mission secrète, c'était de rendre compte à Sa Majesté Catholique de l'état de la cour de Parme, il fallait à tout prix que le rapport fût excellent; aussi fit-on bonne figure à mauvais jeu. Crussol peut écrire à M. de Saint-Contest, le nouveau ministre des Affaires étrangères qui remplaçait Puysieulx, que les tracasseries étaient assoupies, que le cardinal avait été fort content et avait donné en Espagne « une meilleure idée » de la situation des Infants[2].

Pendant ce séjour de Portocarrero, l'ambassadeur de France donna une fête à l'occasion de la naissance du duc de Bourgogne, fils du Dauphin. Le cardinal s'était

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 165 : *Note* (de la main de l'Infante) *sur les personnes qui ont été à Parme de la part de la Cour d'Espagne*, jointe à la lettre de Noailles à Duras du 9 juin 1753.
2. Aff. Étr., *Parme*, 13, f° 168 : Crussol à Saint-Contest, Parme, 23 octobre 1751.

aimablement mis au service de Crussol pour faire les honneurs d'un bal masqué auquel les Infants ainsi que leur fille l'Infante Isabelle avaient assisté. Tout allait pour le mieux.

Cette année 1751 devait être féconde pour la Maison de Parme; le 9 décembre, Madame Infante accoucha d'une fille, Louise-Marie-Thérèse-Anne, qui, plus tard, sera célèbre : elle deviendra la femme de Charles IV, et, avec Godoï, mènera toute la politique espagnole.

En attendant, ce sont des charges nouvelles, et les Infants ne manqueront pas de faire valoir ces arguments auprès de Sa Majesté Catholique, toujours bien lente à leur venir en aide. En janvier 1752, une circonstance qui semble favorable va mettre à l'épreuve la bonne volonté de Ferdinand. Carpintero meurt. « Dieu veuille avoir son âme, écrit Louise-Élisabeth au maréchal de Noailles, et nous annoncer un bon successeur, cela nous importe beaucoup[1]. »

La disparition de cet homme incapable et brouillon était une délivrance. « C'est un des plus grands avantages, écrit Crussol, qui pût arriver à LL. AA. RR. par tout le désordre que son imbécillité causait... Toute la confusion qu'il y a eu ici dans l'intérieur est venue de la division de l'autorité dans un pays trop petit et dans une cour qui a plus besoin qu'une autre que l'autorité soit une... LL. AA. RR. ont pris le parti sage, et le seul, je

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 62 : 21 janvier 1752.



crois, qu'elles eussent à prendre, de s'en rapporter aux dispositions de Sa Majesté Catholique pour le remplacer[1]. »

Mais le roi d'Espagne a d'autres soucis pour le moment, comme nous le verrons bientôt, et Leurs Altesses Royales doivent se contenter d'un intérim exercé par Caraccioli, successeur de Serrati, lequel avait été remercié au début de l'année 1751.

Sur ces entrefaites, un affreux malheur vient désoler l'Infante; madame Henriette, sa sœur jumelle, meurt à Versailles, le 10 février. Voici la lettre que Louis XV écrivait à son gendre le lendemain de cet événement terrible : « Quelle différence d'un courrier à un autre! Celui qui vous porte cette lettre avec la triste nouvelle que je vous annonce de la mort de votre seconde moitié me perce l'âme; cependant j'ai cru devoir vous l'envoyer puisque, devant le savoir, il est égal un peu plus tôt ou un peu plus tard. Quel coup pour votre épouse, et pour vous! Cependant je vous conjure de la ménager; c'est tout ce qui me reste de force en ce moment, perdant toute la douceur de ma vie et toute l'espérance de ma consolation dans ma vieillesse[2]. »

Louise-Élisabeth aimait « éperdument » sa sœur; cette affection avait résisté à l'absence, et c'était, entre les deux princesses, un échange constant de lettres dont on peut regretter que nulle trace n'ait subsisté.

1. Aff. Étr., *Parme*, 13, f° 230 : Crussol à Saint-Contest, 22 janvier 1752.
2. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : Louis XV à Don Philippe, Trianon, 11 février 1752. Sur la mort de Madame Henriette voir notre ouvrage : *La Mère des trois derniers Bourbons*, p. 143-147.



Ce fut le marquis de Crussol qui se chargea de préparer Louise-Élisabeth à supporter ce chagrin violent. « La douleur de l'Infante est à la dernière période, écrit Crussol à Louis XV, je ne la peux mieux comparer qu'à celle de Votre Majesté, dont elle est continuellement occupée. Il n'y a que vos lettres, Sire, qui puissent lui apporter quelque consolation... L'Infante m'ordonne d'ajouter à cette lettre, Sire, qu'elle vous demande une boîte de Madame sa sœur qu'elle appelait la Jumelle, qu'elle a fort à cœur pour des raisons particulières entre elles[1].

L'Infant, dans son désir de distraire le chagrin de la duchesse, fait demander à Louis XV[2] s'il veut bien permettre à Madame de venir en France. Le roi répond lui-même à son gendre : « Quelque plaisir que j'aie de revoir ma fille, il sera bien troublé si ce ne peut être qu'en vous privant; je n'en suis pas moins touché de l'offre que vous m'en faites, et vous en aurai une éternelle obligation. Je crois que, dans ce moment-ci où notre douleur est à peine apaisée, cela ne ferait que la réveiller; mais si vous avez cette bonne volonté l'année qui vient 1753, j'en serai enchanté; mais je vous prie de n'en point parler encore mais, cependant de vous arranger en conséquence, dès que vous en aurez eu le consentement du Roi votre frère, ainsi que je n'en doute pas[3]. »

1. Aff. Étr., *Parme*, 13, f° 250 : Crussol à Louis XV, Parme, 21 février 1752.

2. *Ibid.*, f° 258 : Crussol à Saint-Contest, 3 mars 1752.

3. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : Louis XV à Don Philippe, Versailles 20 mars 1752.



Madame écrivit à son père « la lettre la plus touchante[1] » et ce voyage fut fixé au mois d'août 1752.

Dans la missive par laquelle Ferdinand autorisait le voyage de l'Infante, il annonçait à Don Philippe qu'il avait conclu un « traité d'alliance défensive entre les cours de Madrid, de Vienne et de Turin pour l'affermissement de la tranquillité en Italie ». Ce traité (qui sera signé à Aranjuez le 14 juin 1752), le roi d'Espagne demandait à Don Philippe de le ratifier et il priait son frère d'envoyer sans perdre de temps ses pleins pouvoirs à Hordeñana[2]. Même requête avait été adressée à Charles, roi de Naples, mais ce dernier avait refusé d'accéder au traité, d'où un extrême embarras : Don Philippe ne voulait pas mécontenter Ferdinand, et désirait aussi ne point se brouiller avec Don Carlos. Il passa outre cependant lorsqu'il eut reçu une lettre de Madrid dans laquelle son frère lui disait : « Signe, fie-toi à moi, et vis dans l'assurance qu'en le faisant ainsi non seulement tu seras en sûreté, mais même que tu en tireras un bien meilleur parti que tu ne peux te l'imaginer »[3].

Ces paroles étaient trop pleines de promesses, l'Infant obéit au roi d'Espagne.

Toutefois l'argent qu'on attendait toujours de Ferdinand ne venait pas, malgré ces encouragements épistolaires : aussi, pour combler le déficit du budget, le

1. Argenson, VII, 137.
2. Aff. Étr., *Parme*, 13, f° 267 : Crussol à Saint-Contest, 18 mars 1752.
3. *Ibid.*, 14, f° 19 : Ferdinand VI à Don Philippe, 13 juin 1752.

ministre des finances, Caraccioli, va-t-il demander les 600 000 livres de Parme qui manquent aux communautés de Parme, Plaisance et Guastalla, sous forme d'impôts extraordinaires. Cette mesure n'alla pas sans indisposer les sujets de l'Infant; un beau matin on trouva placardées à la porte du palais de ce prince des affiches injurieuses : c'était, entre autres conseils, l'avis de renvoyer les Français et les Espagnols qui le volaient et consumaient tout l'argent du pays; s'il n'agissait pas ainsi on le menaçait de tuer ces brigands[1].

L'affaire n'eut pas de suite, on jugea que ces *pasquinades* étaient une habitude du pays.

Louise-Élisabeth put se mettre en route tranquillement. Elle partit le 30 août, et, dès le lendemain, elle adressa un affectueux billet à son mari : « Je ne puis t'exprimer, mon cher cœur, écrit-elle, tout ce que j'ai senti en te quittant[2], j'en suis encore toute je ne sais comment, je m'imagine que je vais te voir, te parler, te chercher... Tu seras à Colorno quand tu recevras cette lettre; dissipe-toi, je te prie, et porte-toi bien, car tu es ma vie[3]... »

L'Infante est le 3 septembre à Gênes; elle s'embarque pour Antibes, où elle arrive le 6 septembre, après trente-six heures de traversée. Elle est accompagnée de

1. Aff. Étr., *Parme*, 14, f° 58 : Crussol à Saint-Contest, 22 juillet 1752.

2. Don Philippe avait accompagné l'Infante jusqu'à Plaisance.

3. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : l'Infante à l'Infant, Voghera, 31 août 1752.

mesdames de Leyde et de Narbonne et de MM. de San Vitale et d'Antoine de Blacas[1].

Elle se trouve à Fontainebleau le 26 septembre en même temps que le roi, qui est allé au-devant d'elle à Bourron. Cette réunion de famille fut très attendrissante, et le chagrin, qui était encore au fond de tous les cœurs, fut ravivé par la venue de la sœur chérie de Madame Henriette.

1. Archives nationales, B⁴, 65, f° 49.

CHAPITRE XVI

LA MISSION DU MARÉCHAL DE NOAILLES

(1752-1754)

On donne un *Mentor* aux Infants. — Lettre de Don Philippe au maréchal de Noailles. — Mémoires adressés au roi d'Espagne. — Carvajal et la Enseñada. — Farinelli. — *Portrait de l'Espagne en 1753.* — Lettres intimes de Madame Infante. — Plaintes de Ferdinand. — Les exigences de La Enseñada. — Lettre de Louis XV au roi d'Espagne. — La reine Marie. — Projets de mariage pour Madame Victoire. — Conseils de Noailles à Don Philippe. — Correspondance de Madame Infante avec Ferdinand VI. — Rodolfi. — Farinelli et l'Empereur. — Départ de Madame Infante. — Les comptes de Louise-Élisabeth. — Arrivée du marquis de Grimaldi à Parme. — L'Infante Isabelle et sa mère. — Victoire du maréchal de Noailles et du duc de Duras.

Ce nouveau séjour de la duchesse de Parme en France fut très profitable aux intérêts des Infants. Louis XV confia leurs affaires, dans le plus grand secret, au maréchal de Noailles, qui, par ses nombreuses relations espagnoles et son autorité de « Nestor », devait non sans grande difficulté, deux ans plus tard, obtenir enfin le subside demandé depuis si longtemps à Sa Majesté Catholique.



Dès l'ouverture des négociations, le maréchal reçut de Don Philippe une lettre qui nous montrera tout l'espoir que l'on fondait sur les démarches de ce vieux et fidèle serviteur. « J'ai appris par l'Infante, Monsieur, toutes les obligations que je vous ai, et je vous en fais mille remerciements en regardant la réussite comme sûre, puisque vous vous en mêlez; car je suis persuadé que mes affaires ne peuvent être en d'aussi bonnes mains, vous regardant comme mon papa par l'amitié que le Roi, mon père, a eu toute sa vie pour vous; s'il n'y avait qu'un seul moyen pour nous rendre entièrement heureux, vous le trouveriez[1]. »

Tous les documents relatifs à ces interminables négociations sont conservés aux Archives des Affaires étrangères et remplissent plusieurs volumes. Les mémoires s'ajoutent aux mémoires afin de prouver que les Infants ne peuvent soutenir leur existence princière avec les maigres revenus de leurs duchés. Parmi les raisons nouvelles qu'invoque le maréchal, les charges de famille ne sont pas oubliées. « Les Infants, dit-il, ont trois enfants, dont la princesse aînée est déjà grande, et exigera bientôt une dépense plus considérable que celle qui a été faite pour elle jusqu'à présent; il en sera de même des deux autres enfants à mesure qu'ils avanceront en âge, et surtout par rapport au prince, pour l'éducation duquel la dépense augmentera nécessairement... » Cette sup-

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 84 : Don Philippe à Noailles, Parme, ce 30 décembre 1752.



plique, destinée à être envoyée au duc de Duras[1], ambassadeur de France, avocat tout désigné auprès de la cour de Madrid, se termine par un appel des plus pressants : « Le frère du roi d'Espagne et le gendre du roi de France ne doit pas subir les rigueurs d'une pauvreté humiliante. On ne peut s'empêcher d'être touché du sort d'un prince, né Infant d'Espagne, qui aurait pu vivre à Madrid avec grandeur et avec dignité, et qui se trouve pour ainsi dire exilé dans un petit duché d'Italie... les témoignages d'amitié et de bienveillance peuvent seuls lui donner le lustre, le relief, l'aisance, le calme et la satisfaction intérieure dont il doit attendre sa considération au dehors et son bonheur réel. S'il a eu des torts, s'il a commis des fautes, il est de la grandeur d'âme de Sa Majesté Catholique de les pardonner, de les oublier, de tendre les bras à son frère, de l'éclairer, de le guider[2]. »

Et, dans une dépêche au duc de Duras, le maréchal commentait son mémoire; il disait, avec raison, qu'on avait abandonné matériellement et moralement les jeunes princes de Parme, et qu'ils étaient arrivés dans leurs États sans qu'on ait rien réglé, comme à l'aventure[3].

Il fallait vaincre non seulement l'indifférence de Ferdinand VI, mais encore la mauvaise volonté de son

1. Il remplaçait le comte de Vaulgrenant.

2. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 86 : *Mémoire sur la situation des affaires de l'Infant Don Philippe dans ses États d'Italie*, janvier 1753.

3. *Ibid.*, *Parme*, 16, f° 93, et *Espagne*, 511, f° 17 : Noailles à Duras, 29 janvier 1753.

ministre Carvajal qui n'aimait pas Don Philippe et n'avait, par contre-coup, nulle sympathie pour la duchesse[1]. Un autre ministre, La Enseñada, que nous avons vu jadis en Savoie auprès de l'Infant, n'était guère mieux disposé que Carvajal. Lorsqu'il était intendant de la maison de Don Philippe, il y avait eu entre eux mille tracasseries, et, quand La Enseñada était parvenu aux affaires, il ne s'était pas montré favorable à son ancien maître. « Mal conseillé ou emporté par un mouvement d'humeur, dit le duc de Duras, l'Infant Don Philippe écrivit au Roi, son père, une lettre remplie d'invectives contre le marquis de La Enseñada. Il le taxait de toutes sortes de procédés infâmes, lui reprochait sa naissance, enfin il n'avait épargné aucune des injures les plus choquantes. Philippe V eut l'imprudence de montrer cette lettre à son ministre qui, comme bien croyez, ne l'a point oubliée[2]. »

Le duc de Duras ne cache pas combien la mission dont on le charge est ardue. Il espère toutefois amadouer les deux puissants ministres par quelques cadeaux, et annonce qu'il a donné à La Enseñada un « cabaret de Vincennes », et cent bouteilles de vin de Bordeaux!

Noailles répond aux plaintes de l'ambassadeur par la plus habile flatterie : « Mais dites-moi, je vous prie, écrit-il, à qui on peut mieux s'adresser pour réussir qu'à un homme qui a su subjuguer, en six semaines ou deux

1. Aff. Étr., *Espagne*, 511, f° 25 : Noailles à Duras, 5 février 1753.
2. *Ibid.*, 512, f° 23 : Duras à Noailles, Madrid, 13 février 1753.

mois, toute une cour, et toute une nation? C'est donc à vous à justifier présentement ce que l'on mande journellement du pouvoir que vous vous êtes acquis auprès des ministres avec lesquels vous avez à traiter[1]. »

En dehors de Carvajal et de La Enseñada, qui se détestaient et ajoutaient ainsi à la difficulté d'une entente, il y avait à la cour de Madrid un personnage important, avec lequel il fallait compter comme on devait compter à Versailles avec la Pompadour. Ce personnage n'était autre que le célèbre Farinelli[2], venu, en 1737, pour calmer par son chant « à la Sixtine » les noires humeurs de Philippe V; depuis il avait pris un grand empire sur la princesse des Asturies, au su de toute la cour. Élisabeth Farnèse avait fermé les yeux en disant « qu'elle aimait mieux ce favori qu'un autre à qui il n'aurait rien manqué[3] ». Une fois reine, la princesse n'avait rien abdiqué de son étrange fantaisie, et Farinelli était, en 1753, plus puissant que jamais. « Nous avons ici, écrivait Duras, un rude ennemi, dont le crédit augmente tous les jours, c'est M. Farinelli; je me retourne de toutes les façons pour le séduire, sans cependant me compromettre. Jusqu'ici toutes mes démarches ont été inutiles[4]. »

1. Aff. Étr., *Espagne*, 512, f° 38 : Noailles à Duras, 2 mars 1753.

2. Le Président de Brosses, qui a souvent le mot pour rire, dit de Farinelli : « Il a soit du roi, soit de la cour, lui alimenté, désaltéré, porté, plus de 80 000 livres de rente; cela s'appelle vendre ses effets un peu cher, sans compter que le Roi a anobli lui et *toute sa postérité.* » Lettre XXI, *Séjour à Bologne.*

3. Aff. Étr., *Espagne*, 491, f° 46 : *papier secret*, 7 septembre 1746.

4. *Ibid.*, 512 : Duras à Noailles, 7 mars 1753.

Les anecdotes piquantes ne manquent pas au sujet de Farinelli; déjà, en 1748, Vauréal signalait la faveur de cet Italien, et donnait à ce propos le détail que voici : « On a introduit l'usage des verrous, jusqu'à présent inconnus dans la chambre des reines d'Espagne, et on les a fait approuver sous prétexte de vents coulis, mortels pour les rhumes[1]. »

Au moment des préliminaires du traité d'Aix-la-Chapelle, Puysieulx, pour gagner l'Espagne et lui faire mieux avaler la pilule, avait songé à offrir 100 000 francs ou même 50 000 écus à ce musicien « s'il réussissait à mettre entièrement la cour dans les termes de la raison où elle devrait être naturellement[2] ». Puysieulx y revint à plusieurs reprises[3], mais Vauréal n'eut pas l'habileté nécessaire pour mener à bien cette affaire des plus délicates; il se laissa couper l'herbe sous les pieds par l'ambassadeur d'Angleterre.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 498, f° 32 : Vauréal à Puysieulx, 19 avril 1748.
2. *Ibid.*, f° 131 : Puysieulx à Vauréal, Paris, 6 mai 1748.
3. « Le Roi n'aurait aucun regret à une somme de 100 000 francs, si ce sacrifice pouvait opérer l'effet que nous avons en vue. Vous serez même le maître de prendre cette somme quand vous le jugerez à propos chez le banquier correspondant de M. de Montmartel, qui lui a écrit de vous la remettre... Mais Sa Majesté s'attend, Monsieur, que vous n'employiez cet argent que pour un objet réellement utile et décisif. Ce qui nous serait le plus important présentement serait l'accession de l'Espagne aux préliminaires; c'est à vous d'examiner quel degré d'influence la personne dont il s'agit peut avoir affectivement dans les délibérations et dans les résolutions de la cour d'Espagne... Je n'ai pas besoin de vous recommander de prendre les plus grandes précautions pour empêcher qu'un secret de cette espèce ne puisse jamais transpirer. » *Ibid.*, f° 232 : Puysieulx à Vauréal, 26 mai 1748.



Les sentiments antifrançais de Farinelli dataient de loin; on rappelait que le cardinal de Fleury avait contribué à nous aliéner ce favori par sa lésinerie; il lui avait fait donner de la part du roi une « simple tabatière d'or » et le Farinelli, en cette occasion, n'avait pas ménagé les plaisanteries, car, très sensible aux distinctions, il voulait être traité en grand seigneur et non en valet[1]. Et, de fait, rien ne lui avait manqué des honneurs accordés aux gentilhommes. Quand Farinelli eut négocié, avec le chevalier Ossorio, envoyé du roi de Sardaigne, le mariage de l'Infante Antonia et du duc de Savoie, il fut décoré de l'ordre de Calatrava, le plus estimé des trois ordres d'Espagne. Ferdinand VI eut la « bonté » de lui passer lui-même à la boutonnière une croix de cet ordre richement ornée de diamants et de rubis. Le musicien devait cette dignité au marquis de La Enseñada, c'était un prêté-rendu, Farinelli ayant procuré au ministre la Toison d'Or.

La grande noblesse d'Espagne était fort mécontente de voir entrer dans ses rangs un sujet de cette espèce, cependant on ne tenait aucun compte des rumeurs et des protestations[2]. On reçut le nouveau chevalier en grande pompe — une dispense de Rome était nécessaire, mais les « preuves » de Farinelli avaient été admises et trouvées valables sans la moindre difficulté[3]. Ses parrains furent

1. Aff. Étr., *Espagne*, supplément, 23, f° 161 : *Notes sur l'Espagne*, avril 1749.

2. *Ibid.*, 506, f° 276 : Vaulgrenant à Puysieulx, Madrid, 20 avril 1750.

3. *Ibid.*, 507, f° 32 : le même au même, 12 septembre 1750.

le prince de Masserano et le duc de Huescar ; le marquis de Corja, fils de ce dernier, lui chaussa les éperons et La Enseñada lui passa l'habit. Un grand repas fut offert par le ministre à tous ceux qui avaient eu « part à cette fonction ». Et Vaulgrenant faisait suivre ces nouvelles à sensation de quelques renseignements qui compléteront le portrait du favori : « Je serais fort embarrassé, écrivait-il, de décider lequel du Roi et de la Reine a plus de goût pour ce chevalier de nouvelle création, mais vous pouvez être certain qu'il a un crédit égal sur l'une et l'autre Majesté. Il affecte une grande partialité pour la cour de Turin. Le roi de Sardaigne le ménage, son ambassadeur lui fait une cour assidue avec une bassesse indécente[1]. »

Un libelliste avait résumé en une suite de sentences les plaintes de l'Espagne pour l'année 1753 ; nous retrouvons les principaux personnages dont nous venons de parler dans cette énumération :

« Un monarque uniquement occupé de la chasse, — une reine livrée à la *musique*, — un coquin de ministre, hypocrite, affecté (Carvajal), — un second loué, parce qu'il est prodigue (Enseñada). Tous sont absolus dans leur emploi, sans que personne leur résiste — chacun suit son perfide caprice — sans Dieu, sans loi, sans roi, sans conscience[2]... »

1. Aff. Étr., *Espagne*, f° 52 : Vaulgrenant à Puysieulx, Madrid, 16 septembre 1750.

2. *Un monarca en la caza embelesado, — una Reina a la Musica entregada*, etc. Aff. Étr., *Espagne*, *supplément*, 23, f° 310 : *Portrait de l'Espagne en 1753.*

Le duc de Duras, on le voit, avait affaire à forte partie ; ses démarches furent-elles efficaces? c'est ce que nous saurons d'après ses dépêches ultérieures. En attendant, n'est-il pas curieux de voir dans quelles eaux l'ambassadeur de France à la cour d'Espagne devait naviguer?

Pour nous distraire du Farinelli lisons quelques lettres de Madame Infante qui, de Versailles, entretient une active correspondance avec son mari. Il y est peu question de politique : ce n'était pas avec l'Infant que la princesse discutait; elle se reposait des négociations en lui écrivant des pages tout intimes. Les enfants la préoccupent beaucoup, c'est pour eux, plus que pour elle-même, qu'elle poursuit ses rêves ambitieux, et leur nom revient sans cesse dans ces pages.

« J'embrasse nos enfants, écrit-elle; je souhaite fort que mon fils ait mon cœur et en tout qu'il me ressemble; avec quelques bagatelles de changées, ce serait une perfection sans vanité. »

La fin de cette lettre est d'un style trop passionné peut-être pour qu'il soit sincère, mais il faut bien pourtant donner une idée de cette phraséologie que l'on retrouve invariablement dans les moindres billets : « Adieu, ma vie, mon cœur, mes amours, mon cher Pippo, je t'aime à la folie, cent fois plus que moi en vérité; sois-en sûr et rends-le à ta Babet. Je te baise en conséquence des millions de millions de fois[1]. »

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : l'Infante à l'Infant, 26 février 1753.



Quelques jours après, elle est heureuse d'apprendre que son fils est vif; « je tiens cela pour une très bonne qualité », dit-elle. Puis elle se plaint de n'avoir aucune réponse positive d'Espagne, ce qui ne la rend pas « de trop bonne humeur »; elle voudrait du moins être sûre de son fait avant son départ qui est fixé au mois de mai, jusqu'à nouvel arrangement. Madame Infante, dans cette même lettre, gronde doucement son cher Pippo, car elle a su qu'il venait de nommer un nouveau gentilhomme de la Chambre, et que le choix s'était porté sur un personnage fort inconnu. « Je vous exhorte, mon cher cœur, à ne pas tant donner de ces places-là, afin qu'elles en soient plus estimables et plus recherchées... Je te demande pardon de ce que je te dis là, c'est pour ton bien, comme tu vois[1]. »

Par le courrier suivant, la date du départ est déjà retardée, ou du moins la princesse demande à son mari la permission d'attendre les événements. « Nous avons d'aussi bonnes nouvelles que cela se puisse d'Espagne pour nos affaires, mais cela va doucement ainsi que c'est la coutume dans ce pays-là, j'en enrage; aussi j'attends la décision pour rester (si tu le juges à propos) avec impatience, afin de bien pousser pour finir promptement ou tâcher de prévenir et prévoir les millions d'anicroches que l'on rencontrera là-bas; je péris en vérité du désir de te revoir ainsi que mes enfants, mais les choses allant

1. Arch. de Parme, Versailles, ce 12 mars 1753.



bien, j'aurais une furieuse inquiétude si, pour chaque chose, il fallait attendre les réponses de Parme, ou en risquer légèrement... Ce m'est une satisfaction de penser que peut-être je te rendrai heureux ainsi que nos pauvres enfants, je ne saurais encore te rien assurer, il n'y a que des espérances, mais juge du plaisir que cette idée me fait; *tu ne le comprendras jamais bien, il faut sentir pour cela tout ce que je suis pour toi et pour eux, ce qui est au delà de tout*, et dont Torche[1] sera toujours caution, quelque difficile qu'elle soit en amitié. Vous aurez, je crois, incessamment, une boîte charmante ainsi que des perruques et des habits; tu seras un astre, il n'y aura pas moyen d'y résister. Les nouvelles que tu me donnes des lutins[2] m'enchantent, j'en parle sans cesse ainsi que de toi, mon cœur... J'ai été au concert ce soir, on y a essayé d'une chanteuse, ah! quelle chanteuse! cela est incroyable pour le mauvais[3]. »

Les courriers de Madrid n'apportent rien encore de positif, et Madame Infante veut attendre d'avoir « des assurances certaines » avant de reprendre la route de Parme. Elle dicte alors à Don Philippe la lettre qu'il doit adresser à Louis XV afin que l'autorisation de prolonger son séjour lui soit accordée. « Il est nécessaire, dit-elle, que tu écrives au Roi pour lui demander et lui marquer que vous désirez beaucoup que je reste ici jusqu'à la fin

1. Madame Adélaïde, sœur de Madame Infante.
2. Ses enfants.
3. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : l'Infante à l'Infant, Versailles, 19 mars 1753.



de nos affaires avec l'Espagne, lui marquer en même temps votre extrême soumission à ses volontés, mais aussi que le bonheur de votre vie y est intéressé[1]. »

Louis XV ne peut rien refuser à sa fille, il décide qu'elle restera quelques mois de plus. « Il ne voulait pas, écrit Madame Infante, que je te manquasse de parole, afin que tu me laisses revenir d'autres fois, ce sont ses propres termes. » Ce même jour, la duchesse parle de sa dernière fille qu'elle appelle Louison et que l'on destinait déjà à son cousin, le duc de Bourgogne, fils aîné du Dauphin, cet enfant exquis dont la mort fut un coup si terrible pour la famille royale, huit ans plus tard. « J'aurais été ravie que Louison eût voulu se sevrer, mais j'approuve fort qu'on n'en ait rien fait; on n'ose pour *son futur*, parce qu'il fait des dents[2]. »

Si l'Infante écrivait souvent à son mari, elle négligeait fort sa correspondance avec Leurs Majestés Catholiques dont le *punto* s'accordait mal d'un pareil sans-gêne. Pour une femme de tête, elle oubliait vraiment le premier de ses devoirs... officiels, et tandis que Noailles et Duras travaillaient à aplanir les difficultés, elle faisait de son mieux pour en faire naître de nouvelles. Pendant tout un mois, Leurs Majestés Catholiques n'avaient reçu aucune lettre de la princesse, et ils s'en plaignaient; Madame Infante s'était excusée sous différents prétextes, tantôt c'était un mal de doigt, tantôt la maladie d'un des

1. Arch. de Parme, ce 26 mars 1753.
2. *Ibid.*, 16 avril 1753.



siens; l'on n'avait guère ajouté foi à ces obstacles multipliés et l'on avait saisi les occasions de s'en plaindre. Carvajal surtout insistait avec complaisance sur ce manque d'égards, il y voyait une raison de plus pour retarder l'échéance à laquelle serait payée la pension tant désirée[1].

Le duc de Duras était navré. « Cette affaire, disait-il, veut être ménagée comme une maladie de langueur dans laquelle la moindre crise dérange tous les bons effets des remèdes... Si l'un des deux ministres (Carvajal et La Enseñada) s'aperçoit que l'autre est bien disposé, nous sommes perdus. Cette position me laisse dans une perplexité que je ne puis vous exprimer[2]. »

L'ambassadeur songe à de nouveaux cadeaux, toujours pour le marquis de La Enseñada qui vraiment se montrait fort exigeant. Il avait demandé un tapis de la Savonnerie, c'était raisonnable, mais il désirait quelques tableaux du Corrège! Louis XV fit répondre par Noailles qu'il accorderait volontiers le tapis, mais que pour le Corrège, comme il n'en avait que « deux ou trois qui sont très grands et très beaux[3] », il ne voulait pas s'en défaire parce qu'on ne pouvait les remplacer. L'Infante,

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 107 : Duras à Noailles, Madrid, 26 mars 1753.

2. *Ibid.*, *Espagne*, 512, f° 46 : Duras à Noailles, 2 avril 1753.

3. Louis XV possédait l'*Antiope* (Louvre); le *Mariage mystique de Sainte Catherine* (Louvre); le *Vice*, la *Vertu*, deux peintures à la détrempe (Louvre); ces quatre tableaux avaient été achetés par Louis XIV aux héritiers de Mazarin.

disait Noailles, fera chercher en Italie[1]; mais heureusement ni les Corrège de Paris, ni ceux de Parme ne prirent la route de Madrid.

Le moment semble propice néanmoins pour faire avancer les choses par une démarche imposante, — le roi d'Espagne a témoigné l'intention formelle de secourir son frère, Don Philippe, mais avant de rien décider, il veut être instruit des revenus et des dépenses du duc de Parme par un envoyé extraordinaire qui sera chargé de cette inspection délicate[2]. Louis XV se décide alors à écrire lui-même à Ferdinand VI; il fait une légère allusion aux griefs de Sa Majesté Catholique et lui demande de pardonner aux Infants : « Si dans leur conduite passée, dit-il, il y avait eu quelque chose qui eût pu lui déplaire, je supplie Votre Majesté de les excuser, d'oublier le passé... Que Votre Majesté veuille bien faire former le plan que les Infants auront à suivre tant pour régler leur conduite particulière que celle de leurs États, ainsi que le cérémonial qu'ils auront à observer. Si, d'après cet exposé, Votre Majesté veut et croit devoir leur donner quelques marques de sa générosité par des secours annuels, je me propose[3] avec plaisir d'imiter pareillement l'exemple de Votre Majesté pour les aider à soutenir avec décence, au centre de l'Italie, l'état

1. Aff. Étr., *Espagne*, 511, f° 88 : Noailles à Duras, Versailles, 5 avril 1753.
2. *Ibid.* : Duras à Noailles, Madrid, 8 avril 1753.
3. Le secret de la pension que Louis XV faisait à sa fille avait été bien gardé.

d'un Infant d'Espagne et d'une Fille de France, non avec moins d'éclat que ne l'a soutenu la maison Farnèse[1]. »

La réponse de Ferdinand se fit quelque peu attendre: elle n'était pas catégorique, comme bien on pense. Le roi d'Espagne disait que la situation n'était pas aussi grave qu'on croyait, il parlait cependant de l'enquête sérieuse à faire à Parme. « Si après un bon examen, ajoutait-il, je crois qu'il leur est impossible de se soutenir, je ne les laisserai pas dans l'indigence en considération du grand amour que j'ai pour l'un et pour l'autre. *No obstante lo dicho, si bien examinado viere que les es imposible, no los dejaré en indigencia, por lo mucho que amo a uno, y a otro*[2]. »

Mais l'Infante n'est jamais à l'abri de la malveillance espagnole; voilà que l'on trouve que son séjour se prolonge trop. Duras rapporte que la reine Marie, toujours à l'affût du mal qu'on peut dire de la princesse, a déclaré que Parme ne reverrait jamais sa duchesse[3]. Noailles fait part à l'Infante de ces insinuations, sur quoi Louise-Élisabeth se défend. « Je suis persuadée, écrit-elle au maréchal, que si l'on ne tire pas de l'Espagne ce que l'on désire pendant que je suis ici, cela deviendra impossible quand je n'y serai plus... Quelque plaisir que j'aie d'être avec ma famille et d'y voir naitre

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 115 : 12 avril 1753.
2. *Ibid.*, f° 112 : Aranjuez, 6 mai 1753.
3. Aff. Étr., *Espagne*, 511, f° 68 : Duras à Noailles, 13 mai 1753.

un duc d'Aquitaine[1] ou de Normandie, j'aime l'Infant et mon devoir, et, trois mois de plus ou de moins faisant si peu, je les sacrifierais assurément, si je ne croyais pas que cela pût être essentiel à nos affaires. L'Infant pense de même et, pour vous prouver que ce n'est pas une fantaisie pour rester ici, je vous dirai qu'il y a un mois que j'ai reçu une lettre de lui[2] où il me marquait qu'il mandait au Roi (Louis XV) que ses craintes sur le retard de mon départ étaient d'autant plus mal fondées qu'il croyait mon séjour nécessaire[3]. »

La reine d'Espagne était certes un grand obstacle pour les Infants; ses sentiments antifrançais et sa lésinerie proverbiale lui faisaient toujours trouver quelques nouvelles raisons défavorables aux intérêts de ces quémandeurs. Mais on attendait depuis longtemps sa mort; on n'ignorait pas que sa santé était très précaire. Déjà, en 1749, on communiquait à Louis XV une note qui disait : « La mort de la Reine doit pourtant être prévue, puisque toute la faculté l'a condamnée depuis près de deux ans. Tous les médecins ont jugé que c'est une hydropisie de poitrine, vu qu'elle était atteinte de *tubercules*... Une toux sèche la tourmente sans cesse, et elle est souvent obligée d'interrompre la conversation qu'elle a journellement avec les ministres étrangers et du pays, pour aller res-

1. Le duc d'Aquitaine naquit le 8 septembre 1753; l'Infante quitta Versailles le 28 septembre.

2. Voir plus haut la lettre du 26 mars; c'est l'Infante qui avait demandé à son mari d'écrire à Louis XV.

3. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 121, sans date.

pirer et se faire délacer; on prétend même qu'elle ne peut dormir que sur son séant[1]. »

La reine vivait toujours, malgré ces pronostics fâcheux : on ne s'en préparait pas moins à tout événement; la France, la première, escomptant le veuvage du roi d'Espagne, faisait des démarches anticipées en faveur d'une des filles de Louis XV, et Madame Infante favorisait ce projet qui pouvait combler ses vœux. « Je suis la santé de la Reine, écrit Duras, avec autant d'attention que le médecin le plus zélé; il ne me paraît pas douteux que cette princesse peut finir d'un instant à l'autre, mais aussi cela peut traîner. Croyez que si elle venait à mourir d'ici deux ans, le roi d'Espagne épouserait une de Mesdames; si cet événement n'arrive que dans six ans, la petite princesse Isabelle[2] aura la préférence[3]. »

Pauvre petite Isabelle! ce malheur lui fut épargné d'épouser son oncle; et l'une de Mesdames — c'était de Madame Victoire que l'on parlait surtout — n'eut pas non plus le triste avantage d'être reine d'Espagne. Marie vécut encore cinq ans, et, lorsqu'elle mourut, Ferdinand se trouvait dans un tel état de santé que la diplomatie elle-même abandonna la place.

On ne pouvait toutefois passer sous silence ces incidents qui remplissent les dépêches de cette époque et

1. Aff. Étr., *Espagne*, supplément, 23, fº 161 : *Notes sur l'Espagne*, avril 1749.
2. Fille de Don Philippe et de Louise-Élisabeth.
3. Aff. Étr., *Espagne*, 512, fº 93 : Duras à Noailles, Aranjuez, 18 juin 1753.

montrent la fiévreuse et impatiente activité de Madame Infante; la princesse voulait arriver à ses fins et sortir de la situation où la mettaient la politique et l'indolence de son mari.

Don Philippe, en effet, continuait dans son duché à vivre oisivement, ayant pour toute distraction le passage de quelque voyageur de marque, comme le prince de Masserano, et un séjour à Plaisance où il va assister à la foire annuelle. Par déférence on s'adresse à lui de Versailles, on lui dicte les lettres qu'il a à écrire, on dirige les démarches indispensables qu'il doit faire, et, par nécessité, on le rappelle à son devoir. Tantôt c'est la duchesse qui se charge de ce soin, comme on l'a vu, tantôt c'est le maréchal. En juin, Noailles recommande à l'Infant de s'adresser à Leurs Majestés Catholiques « avec confiance et amitié ». « Il ne s'agit pas, dit-il, de leur demander précisément de l'argent, mais d'exciter leur générosité en leur rappelant les anciennes bontés dont Votre Altesse Royale et Madame Infante avez reçu des marques en plus d'une occasion... Souffrez, Monseigneur, que je prenne la liberté de vous représenter encore que vous ne devez jamais perdre de vue un moment d'apporter dans votre conduite tous les plus scrupuleux ménagements pour la France, pour l'Espagne et pour le roi des Deux-Siciles. C'est un vieux et antique serviteur, fidèle sujet du Roi, votre auguste beau-père, qui sert depuis soixante ans votre bisaïeul, de glorieuse mémoire, et tous les princes dont Votre Altesse Royale

tire son origine, qui ose parler avec cette franchise et cette liberté, et qui mérite par là son indulgence[1]. »

La leçon est vraiment éloquente et il y a dans ce rôle de « père noble » quelque chose de touchant[2].

Madame Infante écrivit de son côté une lettre à Leurs Majestés Catholiques, lettre dont le brouillon nous a été conservé. Elle parle des difficultés que son mari et elle-même ont eues à leurs débuts; s'ils ne se sont pas plaints, c'est qu'ils attendaient qu'une occasion se présentât, or l'occasion s'est présentée, le roi de France ayant bien voulu s'intéresser à leur situation. Elle annonce enfin que, par l'entremise de Revilla, les états des revenus et des dépenses des duchés seront envoyés à Madrid. « J'espère, dit-elle, que Vos Majestés ne les désapprouveront point, mais que, voyant la vérité, nous aurons des jours heureux après tant de peines, car il n'y en a point de plus grande pour ceux qui aiment et chérissent Vos Majestés, comme nous le faisons, que de voir tous les sujets, les uns par mauvaise volonté, et les autres par

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 140 : Noailles à Don Philippe, 29 juin 1753.

2. L'Infant répondit au maréchal : « Croyez, Monsieur, que j'aime et respecte le Roi, mon frère, plus que personne au monde... Je vous avouerai que je voudrais un peu de retour et un peu moins de hauteur. Mes premières démarches à mon arrivée à Parme, après les plus belles promesses et les plus grandes assurances de ne pas me laisser manquer, ont été infructueuses... J'ai pris le parti de me taire, et n'aurais jamais songé à parler sans votre lettre, et sans le besoin pressant où je suis; j'ai toujours compté sur la tendresse du Roi pour sa fille, cela me faisait un allégement; je souhaite que la lettre que j'écrirai demain produira un bon effet, je suis pauvre et point glorieux, vous sentez bien que je serai docile. » Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 148 : l'Infant à Noailles, Colorno, 14 juillet 1753.

ætise ou par intérêt, réunis pour ôter la confiance et union qui font notre plus grande ambition[1]. »

Ferdinand répondit à Louise-Élisabeth; un fragment le son épitre donnera une idée de son *aménité*. « Quant à la lettre que j'écrivis à mon cousin[2], en réponse à la sienne, je n'ai rien à ajouter à ce que j'y ai marqué, et si elle ne fut pas plus complète, c'est parce que je n'ai pas été informé en droiture par l'Infant, et parce que j'ai été surpris d'apprendre des besoins aussi pressants sans en avoir encore entendu parler; *mais ce que je dis est que n'y ayant point d'ordre ni d'arrangement, on ne vient jamais à bout de rien*, et sur ce je finis en vous embrassant[3]. »

Louise-Élisabeth communiqua cette lettre à Noailles. « Voici, mon cher maréchal, dit-elle fort spirituellement, la réponse que j'ai à mon épître; quelque tendre que soit votre cœur il soutiendra sans larmes, je crois, la tendresse et douceur de celle que je vous envoie; et en vérité, si je savais profiter de tout ce qu'il m'en coûte non seulement pour répondre doucement, mais même pour lire des choses aussi peu fraternelles et aussi peu dignes de celle qui les reçoit et de qui les écrit, je serais assez sainte pour faire le miracle de leur faire donner. *Pardonnez-moi ma hauteur, vous savez que je la suis* (*sic*),

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 145 : l'Infante à Leurs Majestés Catholiques, juin 1753.
2. La lettre du 6 mai à Louis XV, voir p. 354.
3. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 156 : Ferdinand à l'Infante, Aranjuez, 25 juin 1753.



et que c'est l'apanage des gueux; j'ai pris mon parti, quoi qu'il m'en coûte, de tout avaler jusqu'au bout, sans bassesse cependant... Est-il possible qu'avec un bon cœur l'on parle aussi fraîchement lorsque l'on peut, sans se déranger du tout, faire le bonheur de quelqu'un[1]? »

Le maréchal, qui était la conciliation même, avoue bien que cette lettre de Ferdinand lui semble écrite du haut d'un trône, mais, malgré un air de sécheresse dans le style, il croit entrevoir « un brin de tendresse », au milieu de cette gravité espagnole; « il ne faut pas désespérer d'attendrir ce cœur vraiment castillan », dit-il en manière de conclusion[2].

Et, au fond, le maréchal avait raison. Les rapports devinrent peu à peu moins cérémonieux entre Leurs Majestés Catholiques et les Infants. Y a-t-il là quelque secrète, très secrète influence, dont Noailles a la clef? c'est plus que probable. Est-ce le Farinelli? tout nous le fait croire.

Dans son grand désir de voir triompher sa cause, le duc de Duras avait établi « une batterie » auprès du musicien, « par le canal de Rodolfi ». Il avait donné à ce dernier « une boîte d'or » et lui avait promis davantage à mesure qu'il verrait les effets de sa bonne volonté[3]. Or, ce Rodolfi était une créature de Farinelli, il avait obtenu, grâce à la protection du favori, un

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 151 : 22 juillet 1753.
2. *Ibid.*, f° 162 : Noailles à l'Infante, Maintenon, 26 juillet 1753.
3. *Ibid.*, *Espagne*, 512, f° 65 : Duras à Noailles, Aranjuez, 19 juin 1753.

emploi à Séville où il tenait une sorte de banque, dans laquelle la reine d'Espagne avait placé quelques-unes de ses nombreuses économies. Rodolfi était homme à se laisser gagner à prix d'argent, et le duc de Duras ne manquait point d'en profiter. L'ambassadeur put même écrire au maréchal que le banquier de Séville avait fait promettre à Farinelli d'employer tous ses efforts auprès de Leurs Majestés Catholiques pour les déterminer à conclure l'affaire des Infants. Duras ajoutait que toute l'ambition de Farinelli serait d'avoir le cordon de Saint-Michel, et qu'il lui avait laissé entrevoir la possibilité de cette grâce, s'il était content de lui dans la suite[1].

On était d'autant mieux venu à flatter le musicien de la reine d'Espagne qu'il jouissait à cette époque de sa plus haute faveur si l'on en juge par cette dépêche : « L'Empereur a écrit une lettre au sieur Farinelli qui fait grand bruit ici, ce dernier ayant eu l'imprudence de la montrer. *Après l'avoir assuré de l'amitié la plus tendre, il lui promet sa protection dans tous ces événements.* Ces mots ont été remarqués, et le style est si rempli de protestations et de flatteries qu'elle (la lettre) a été jugée par tout le monde ridicule et indécente[2]. »

Duras hurla donc avec les loups et il ne put que se féliciter de s'être montré aussi bienveillant que l'Empe-

1. Aff. Étr., *Espagne*, 512, f° 138 : Duras à Noailles, 12 septembre 1753.

2. *Ibid.*, 514, f° 64 : Duras à Saint-Contest, Madrid, 25 juillet 1753.



reur. On ne tarda pas à savoir que Leurs Majestés Catholiques étaient enfin sur le point d'accorder les secours annuels demandés; on apprit la nouvelle par le Père Ravajo, leur confesseur, auprès duquel Duras et Madame Infante avaient déjà agi en même temps qu'auprès de Farinelli. Par quelles intrigues, quelles menées sourdes il avait fallu passer pour obtenir cette malheureuse pension! Ce n'était toutefois qu'un espoir, car Ferdinand ne cédera officiellement que lorsque son envoyé extraordinaire sera revenu de Parme, et cet envoyé, le marquis de Grimaldi, ne s'était pas encore mis en route...

Cet espoir semblait si ferme que la duchesse de Parme se décida au départ. Elle quitta Versailles le 28 septembre[1]. Quatre jours avant, elle avait écrit à Don Philippe un dernier billet d'où nous détachons ce passage relatif à ses enfants : « Tu amèneras Isabelle à Plaisance; pour les petits[2], il vaudra mieux pour eux les laisser, si cela ne leur fait pas de mal et ne cause pas un certain embarras. Je suis pourtant bien impatiente

1. « Madame Infante partit enfin hier pour les petits États de son mari. Il est à souhaiter qu'elle ne revienne jamais en France. Est-il juste que l'État souffre de ce qu'elle a été si mal mariée! Avec elle, marche une grande quantité de chariots chargés de toutes sortes de nippes que le Roi lui donne. » Argenson, VIII, 130, 131. — « Le 27, veille du départ de Madame Infante, la Reine s'enferma et ne joua point, tout était ici dans l'affliction, cette affliction redoubla le 28, au moment du départ... Elle partit à neuf heures et demie... Sa suite est composée de 14 voitures, tant carrosses, chaises et surtouts. » Luynes, XIII, 68-69.

2. Ferdinand et Louise.



de les voir, ainsi on pourrait les y amener et les renvoyer avant nous[1]. »

La maison de Madame Infante s'était transformée pendant son séjour en France, la marquise de Leyde avait pris sa retraite « à cause de sa mauvaise santé », mais, au fond, elle se retirait de la lutte, avec tous les honneurs de la guerre. Sur la demande de la duchesse de Parme, le roi lui avait accordé une pension de 10 000 livres[2]. La comtesse de Noailles[3], belle-fille du maréchal, fera les fonctions de dame d'honneur jusqu'à Antibes; la marquise de Leyde sera remplacée plus tard seulement.

De Vienne, en Dauphiné, Louise-Élisabeth ne manque pas d'écrire à Noailles; on devine ce qu'elle peut lui recommander. « Redoublez d'instances et de force auprès de l'Espagne, mon éloignement pouvant leur faire envisager des prétextes et du refroidissement de votre côté. Adieu, mon cher Maréchal; je vous aime de tout mon cœur[4]. »

Le voyage est un peu long, Madame Infante n'arrive aux frontières de ses duchés qu'au commencement de novembre. Elle charme les ennuis et les lenteurs de la route en correspondant avec le maréchal et en disant

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : l'Infante à l'Infant, 24 septembre 1753.

2. Luynes, XII, 428.

3. Le comte de Noailles, fils du maréchal, était aussi du voyage; il alla jusqu'à Parme, en qualité d'ordonnateur.

4. Aff. Étr., *Parme*, 10, f° 170 : l'Infante à Noailles, Vienne, 7 octobre 1753.



presque toujours la même chose. De Novi, elle lui parle de Don Philippe, et de ses dettes. « Il est nécessaire, écrit-elle, que vous exhortiez toujours l'Infant à bien faire, et toujours gaiment pour lui inspirer la gaité... M. de Machault n'a pas encore donné à Adélaïde l'argent que je lui ai dit pour le paiement de mes dettes dont elle est chargée, ni il ne m'a pas envoyé non plus les lettres de change du reste de ce qui m'est dû[1]. »

Louise-Élisabeth avait fait ses comptes avant de partir. Sa dot qui était de 300 000 écus d'or sol n'avait pas été payée depuis quatorze ans. Elle réclamait simplement l'intérêt de cette somme, au denier vingt, sans préjudice toutefois de la pension de 300 000 livres qui lui avait été accordée à partir de 1750; au mois de juin, on lui devait encore 228 000 livres d'arrérages, c'était sans doute la somme qu'elle réclamait à Machault[2].

Sur sa réunion avec son mari, Louise-Élisabeth est très sobre de détails — ses lettres à Noailles restent des lettres d'affaires, et toute sa correspondance, en général, est des plus pratiques; rarement la princesse s'attarde à des réflexions inutiles, rarement elle s'amuse en chemin, et, à lire ses phrases embrouillées, sans ponctuation, on devine qu'elle ne prend même pas la peine de reviser ce que sa pensée fiévreuse écrit au courant de la plume.

1. Aff. Étr., *Parme*, 10, f° 186 : Novi, 3 novembre 1753.
2. *Ibid.*, 16, f° 159 : *Mémoire sur la dot et la pension de Madame Infante*, juin 1753.

L'Infant est à Voghera le 4 novembre pour recevoir Louise-Élisabeth. « Je l'ai trouvé de bonne humeur, écrit la duchesse, et sans vapeurs, comme il m'en avait fait peur[1]. » Et c'est tout.

L'important, au fond, était la venue du marquis de Grimaldi. A la fin de l'année, l'Infante sut que cet envoyé extraordinaire allait se rendre à Parme. « Enfin, mon cher Maréchal, écrit-elle le 22 décembre, M. de Grimaldi va nous arriver, et nous a été annoncé par *une lettre très cordiale* du roi d'Espagne! il dit qu'y ayant plusieurs questions à faire sur les mémoires que l'on a envoyés, l'on perdrait du temps en allées et venues de courriers, que M. de Grimaldi, son ambassadeur en Hollande, se trouvant tout à propos pour cela à Gênes, il lui avait envoyé ordre de passer ici. Voici le moment où il faut bien ménager ses discours; je me promets, du moins j'espère, que vous serez content de moi et de l'Infant aussi par conséquent. Que ne vous devons-nous pas, mon cher maréchal? Je vous souhaite une bonne et heureuse année[2]. »

Grimaldi est à Parme le 29 décembre. Il fait tout d'abord la meilleure impression à Madame Infante; l'envoyé déclare, dès sa première entrevue, que Leurs Majestés Catholiques accorderont une pension, et que, s'il n'avait pas eu cette promesse, il ne serait point

1. Aff. Étr., *Parme*, f° 187 : l'Infante à Noailles, Plaisance, 7 novembre 1753.
2. *Ibid.*, 17, f° 8 : l'Infante à Noailles, 22 décembre 1753.

venu. On ne pouvait mieux débuter. Mais l'Infante voit bien vite que Grimaldi a des instructions particulières : il donne aux Infants des conseils qui sont des ordres. Ainsi il parle du désir qu'a le roi d'Espagne de voir un jésuite comme instituteur auprès du jeune prince Ferdinand et de ses sœurs; Louise-Élisabeth est désolée pour plusieurs raisons : elle a déjà engagé l'abbé de Saint-Gilles sur la recommandation du maréchal de Noailles, et, de plus, elle a peur que les Jésuites prennent trop d'empire sur son fils; « heureusement, dit-elle, à cet âge cela fait peu (Ferdinand avait à peine quatre ans), et en passant aux hommes cela peut changer, d'autant mieux que c'est pour l'aînée (Isabelle) qu'ils l'ont si fort à cœur; mais vous sentez bien qu'il ne faut pas que cette idée-là perce, pour le présent[1] ».

Louise-Élisabeth, sans être un esprit fort, ne donnera jamais dans la dévotion outrée; elle a certes des principes religieux solides, mais elle gardera toujours une certaine indépendance d'esprit et de jugement dans ces questions de chapelle.

Le maréchal de Noailles sent qu'il ne faut pas abandonner ses protégés en ces conjonctures difficiles, il adresse bien vite des recommandations à l'Infant[2] et à

1. Aff. Étr., *Parme*, 17, f° 9 : l'Infante à Noailles, 5 janvier 1754.

2. « Je supplie Votre Altesse Royale de se conduire, avec M. de Grimaldi, de la manière dont je sais qu'elle en use avec ceux qu'elle veut mettre dans ses intérêts. M. de Grimaldi a la réputation d'un homme d'esprit capable d'affaires, qui cherchera, suivant les apparences, à plaire à Vos Altesses Royales, sans cependant manquer à ses

l'Infante. A Louise-Élisabeth, ce sont même plus que des conseils, ce sont de vraies remontrances que dicte à Noailles le souci du bien de la duchesse. Il approuve qu'elle consente à accéder au souhait du roi d'Espagne et à prendre un jésuite-instituteur, mais il croit voir dans la lettre de l'Infante une sorte d'indifférence à l'égard d'Isabelle. Cette indifférence, le maréchal avait dû la remarquer déjà, toujours est-il qu'il profite de l'occasion pour sermonner cette mère qui, cela est visible, préférait Ferdinand et surtout *Louison* à sa fille aînée. Et de la même plume avec laquelle il avait fait un si délicieux portrait d'Isabelita en 1746[1], Noailles écrit : « L'Infante Isabelle a douze ans accomplis, c'est une princesse charmante à ce que tout le monde en publie; les plus hautes destinées peuvent la regarder[2]... Quel intérêt Vos Altesses Royales n'ont-elles pas à ne former aucun obstacle au sort qui peut la regarder, et quel est en particulier celui de Votre Altesse Royale de la ménager, de lui montrer toute sa tendresse, et *d'adoucir en sa faveur un peu de cette sécheresse qui se fait quelquefois apercevoir malgré elle*; c'est bien à présent que je dois redoubler mes excuses à Votre Altesse Royale de ma liberté, mais

devoirs à l'égard de la cour de Madrid, mais il me semble que l'on peut parfaitement concilier ces deux objets. » Aff. Étr., *Parme*, 17, f° 4 : Noailles à l'Infant, Versailles, 15 janvier 1754.

1. Voir p. 216-217.

2. On a vu qu'on pensait pour elle au trône d'Espagne; il était aussi question de son mariage avec l'archiduc Joseph, qu'elle épousera en effet en 1760.



elle sentira quel est le motif qui me fait hasarder un pareil discours[1]. »

Il fallait que Madame Infante fût bien sèche pour que le maréchal osât lui tenir ce langage. Louise-Élisabeth, nous l'avons déjà fait remarquer, était une femme de tête, une femme politique, et tout, chez elle, était anéanti par cette passion des affaires qui lui tenait lieu des plaisirs du cœur comme des plaisirs de l'esprit[2].

Elle le reconnaît elle-même avec la meilleure grâce du monde. « Continuez à me donner de vos conseils, répond-elle à Noailles, vous ne pourriez me faire plus de plaisir; *je ne suis pas tendre*, on ne se refait pas, et de se forcer trop réussirait trop mal; mais à présent que ma fille est grande, tout le monde doit, je crois, voir combien je l'aime; pour ceux qui me connaissent, cela est bien certain[3]. »

Le marquis de Grimaldi regagna Gênes à la fin de février; il ne devait revenir qu'après Pâques. Les commentaires sur sa mission ne furent pas épargnés; l'Infant s'imaginait que, par l'entremise du marquis, Madrid

1. Aff. Étr., *Parme*, 17, f° 11 : Noailles à l'Infante, 21 janvier 1754.

2. Un jour Madame Infante fut chargée de trouver un musicien pour le Roi, son père, et voici ce qu'elle dit à ce sujet : « Je suis très choquée, mon cher Maréchal, de la méfiance que vous me paraissez avoir de mon talent pour le choix du hautbois. *J'avoue que je sais peu la musique, que je l'aime encore moins*, mais tout cela ensemble doit me rendre plus difficile, voulant réussir. » Aff. Étr., *Parme*, 18, f° 166 : l'Infante à Noailles, 9 novembre 1754.

3. Aff. Étr., *Parme*, 17, f° 52 : l'Infante à Noailles, 7 février 1754. Voir, chap. IX, p. 216 (note), la lettre d'Élisabeth Farnèse à Don Philippe, 9 février 1744.

voulait prendre une autorité absolue sur ses duchés; il n'était pas flatté de cette mise en tutelle, il craignait aussi que Grimaldi ne fût mis à la tête de sa Maison de Parme; or il était certain que ce diplomate ne se souciait pas de ce poste, il visait l'ambassade de Paris, et il l'obtiendra un jour[1].

Cependant Grimaldi communiquait à Madrid un rapport des plus favorables, il reconnaissait la fausseté de la plupart des préventions que l'on avait à la cour d'Espagne, et approuvait les états des dépenses, à quelques exceptions près. La Enseñada et Carvajal faisaient le meilleur accueil à ces nouvelles, et les Infants n'avaient plus aucune inquiétude au sujet de la pension[2].

La seule chose qui restait à savoir, c'était le *quantum*; le duc de Duras ne négligeait rien pour qu'il fût aussi élevé que possible. Il tente un dernier assaut, faisant agir et le Père Ravajo, et Farinelli, et Carvajal, et La Enseñada. Il jugeait le moment décisif; il se portait garant de la bonne volonté de ce quatuor. « Si cela se termine heureusement, écrit-il, je croirai avoir remporté une grande victoire, je serai bien soulagé[3]. »

Devant ces dispositions bienveillantes, Noailles est désarmé; il prêche la douceur aux Infants qui font toujours entendre quelques plaintes et peuvent ainsi se compromettre — les personnes dévouées à l'Espagne

1. Aff. Étr., *Parme*, f° 65 : Crussol à Noailles, 23 février 1754.
2. *Ibid.*, f° 79 : Noailles à Crussol, 8 mars 1754.
3. Aff. Étr., *Espagne*, 512, f° 227 : Duras à Noailles, Madrid, 10 mars 1754.

et chargées d'informer Madrid ne manquant pas à leur Cour. « Permettez-moi, Madame, écrit le maréchal, d'exhorter Votre Altesse Royale, ainsi que Monseigneur l'Infant, à la patience, et à ne montrer que ce qu'il convient aux personnes que l'on doit, et que l'on a intérêt de ménager (sic). Pardon, Madame, de ce petit trait de morale politique [1]. »

Il demande au marquis de Crussol de s'expliquer avec lui bien clairement lorsqu'il s'agira « de faire quelque représentation à l'Infante ». C'est le seul moyen, remarque-t-il, qui puisse le mettre en état de dire à cette princesse ce qui lui est utile de savoir; il ne doit pas demeurer avec elle « dans des termes vagues qui ne produisent aucun effet, et qui opèrent souvent plus de mal que de bien [2] ».

Le rôle du maréchal n'était pas toujours agréable, mais on voit que, malgré tout, Noailles faisait son devoir; il faut ajouter que l'Infante ne se montrait jamais rebelle aux observations de son Mentor et qu'à l'occasion elle savait fort bien rejeter la faute sur Don Philippe. A propos du despotisme que l'Espagne veut prendre, elle dira : « Cela n'est pas singulier [3] au noir de mon esprit; *ajoutez à cela les craintes ou idées parfois déraisonnables de l'Infant qui triplent les miennes* [4]. »

1. Aff. Étr., *Parme*, 17, f° 90 : Noailles à l'Infante, 12 mars 1754.
2. *Ibid.* : Noailles à Crussol, 24 mars 1754.
3. Elle veut dire : *étranger*.
4. Aff. Étr., *Parme*, 17, f° 107 : l'Infante à Noailles, 6 avril 1754.

Mais voilà que coup sur coup les événements se précipitent : le marquis de Crussol perd la tête, Carvajal meurt (9 avril) et tandis que le maréchal écrit à l'Infante : « Il semble, Madame, que la Providence veuille vous éprouver », arrive la nouvelle que, malgré l'opposition réitérée de la reine d'Espagne, Ferdinand a enfin fixé le chiffre de la pension : 900 000 réaux par an, c'est-à-dire 224 000 livres ! A cette pension est ajoutée une somme de 264 000 livres donnée une fois pour toutes, et qui servira à payer les dettes des Infants [1].

Le maréchal de Noailles, et surtout Grimaldi et le duc de Duras, peuvent chanter victoire.

1. Aff. Étr., *Espagne*, 512, f° 246 : Duras à Noailles, Madrid, 24 avril 1754.

CHAPITRE XVII

BERNIS

(1755)

Aventure du marquis de Crussol. — Le duc d'Aiguillon à Parme. — Du Tillot. — Le comte de Rochechouart est nommé ambassadeur auprès des Infants. — Les « Instructions ». — L'abbé de Bernis à Parme. — Les dépenses de Don Philippe. — Lettre de l'Infante à l'évêque de Rennes. — Négociations de Bernis. — Son retour à Versailles. — L'Infante recommande Bernis à madame de Pompadour. — La capture de l'*Alcide* et du *Lys*. — Attitude de l'Espagne. — Ouverture que fait la cour de Vienne à la France. — Rôle de Bernis. — Traité du 1er mai 1757.

« Le marquis de Crussol, cordon bleu et envoyé de France à Parme, est devenu fol d'amour pour Madame Infante, quelque laide qu'elle soit : il est enfermé dans sa chambre; on a mandé son cousin, le duc d'Aiguillon, pour le venir chercher et le renfermer en France. » Telle est la note que le marquis d'Argenson consigne dans son *Journal*[1], avec sa malveillance ordinaire. Le pauvre Crussol, qui avait accompagné Madame Infante en France,

1. VIII, 280.



donnait, depuis quelque temps déjà, des inquiétudes à son entourage. A Versailles, on le trouva « triste et taciturne » et on supposa que « c'était un mouvement de vapeurs » ; il « eut l'ordre de retourner à Parme auprès de l'Infant », afin de changer d'air[1]. Qu'il fût amoureux de Louise-Élisabeth, ce n'est que trop vrai, mais là s'arrête ce roman. La princesse n'était point femme à encourager cette passion malheureuse, rien dans son caractère, ni dans son tempérament, ne saurait nous le faire croire. Enfin il serait malséant de défendre la fille de Louis XV d'une accusation que personne n'a formulée.

Le duc d'Aiguillon vint en effet à Parme pour chercher son cousin qu'il trouva « dans un état horrible ». « *Il ne fut pas possible*, dit-il, *de lui ôter les chimères qui l'ont offusqué*, mais il se soumit à la fin à partir, exigeant cependant qu'il lui serait permis de prendre congé de l'Infant et de Madame Infante avant de retourner en France. J'espère que je l'en ferai désister demain et que lundi il se mettra en route[2]. »

Le marquis de Crussol se rendit aux eaux de Pougues, près de Nevers; le duc d'Aiguillon resta encore quelque temps à Colorno, il profitait de son voyage pour parler affaires avec la duchesse, qui était heureuse d'avoir cette visite d'un personnage influent, en ces jours où tant de questions importantes se présentaient.

1. Luynes, XIII, 235.
2. Aff. Étr., *Parme*, 18, f° 5 : le duc d'Aiguillon à Noailles, Colorno, 4 mai 1754.

Le duc a beaucoup d'influence sur l'Infant, il sait l'amuser et, tout en l'amusant, il lui donne des conseils. Louise-Élisabeth remarque surtout que son mari n'ose pas *déraisonner* devant un homme aussi sensé[1] — c'est là un aveu assez significatif.

Le 18 mai, Grimaldi revient à Colorno; Don Philippe enfin veut bien accepter cette sorte de « Gouverneur », chargé par l'Espagne de réorganiser la maison ducale et de fixer la dépense. Aiguillon est pour beaucoup dans ces meilleures dispositions, aussi Madame le menace-t-elle de le rappeler à Parme, quand il y aura de « fortes humeurs » ou des « occasions difficiles »[2]. Et c'est sur ces bonnes paroles qu'elle prend congé de l'envoyé de son père et le laisse partir pour Versailles.

L'Infante avait chargé le duc d'Aiguillon de deux commissions : demander à Louis XV que Du Tillot fût élevé au poste de secrétaire d'État, à la place de Carpintero, et que Rochechouart remplaçât le marquis de Crussol.

Du Tillot était le seul homme capable dans la maison de l'Infant, la cause semblait excellente; mais, à Versailles, les conseillers du Roi s'aperçurent que le plus grand intérêt que l'on voyait à Parme dans cette nomination, c'est que l'on secouerait ainsi le joug de Leurs Majestés Catholiques; une fois à la tête des affaires, Du Tillot aurait ses coudées franches, et avec lui les

1. Aff. Étr., *Parme*, 18, f° 11 : l'Infante à Noailles, 12 mai 1754.
2. *Ibid.*, f°s 17 et 21 : Aiguillon à Noailles, 18 mai 1754, et l'Infante à Noailles, 21 mai 1754.

Infants ne craindraient plus ce qu'ils appelaient les *espionnages espagnols*. Louis XV chargea le maréchal de Noailles de répondre par un « non » catégorique[1]; le roi de France voulait le bien de sa fille, mais il désirait ne point mécontenter son cousin, le roi d'Espagne. Louise-Élisabeth eut beau plaider son procès avec éloquence. On croira en Espagne, disait-elle, avoir renouvelé la face de la terre en envoyant M. de Grimaldi avec 225 000 livres annuelles, mais Grimaldi partira et les plaintes recommenceront de plus belle, les subsides cesseront peut-être. Il faut, à la tête de l'administration, un homme de bon sens, qui sache maintenir l'ordre, et cet homme ne peut être que Du Tillot[2]. L'Infante avait grandement raison à tous les points de vue : elle ne se trompait pas sur la valeur de son protégé, et il lui était permis de réclamer un peu d'indépendance; pourquoi le duché de Parme devait-il être toujours en tutelle? L'Infant était incapable, cela ne faisait de doute pour personne, mais l'Infante avait de l'intelligence et de l'activité pour deux, et que ne pouvait-on espérer de l'énergie de Du Tillot, si on lui confiait les affaires? Il n'y eut pas moyen de convaincre Versailles et encore moins Madrid. Tout ce que Louise-Élisabeth obtint de son père fut qu'une pension sur le trésor royal serait accordée à Du Tillot.

1. Aff. Étr., *Parme*, 18, f° 38 : Noailles à l'Infante, Saint-Germain, 28 juillet 1754.
2. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 178 : *Mémoire de la Cour de Parme* (rédigé par Madame Infante) *remis par le duc d'Aiguillon*.

Elle dut subir le joug de Leurs Majestés Catholiques et leur laisser le choix du secrétaire d'État; on lui faisait payer chèrement cette pension de 225 000 livres.

La nomination de Rochechouart, laquelle dépendait uniquement de Louis XV, fut, en revanche, accordée sans peine. François-Charles, comte de Rochechouart, était un militaire, comme ses prédécesseurs; il avait servi en Italie (1734-36), en Bavière (1741-43), en Flandre (1744) et de nouveau en Italie, lors de la dernière guerre. Il était apprécié des Infants auxquels, suivant l'expression protocolaire, il avait « souvent eu l'honneur de faire sa cour »[1].

Dès avril 1754, l'Infante avait demandé à Noailles de faire nommer Rochechouart. « M. de Rochechouart, disait-elle, pour lequel mon frère[2] et Pepa[3] s'intéressent, est connu de l'Infant qui l'aime et le désire; tout le monde le dit honnête homme, ainsi, sans le croire un aigle pour l'esprit, toutes ces raisons me le font préférer... Pour de la naissance, vous savez que j'y ai toujours été attachée, cela fait bien dans le pays; ajoutez que le ministre du Roi est notre ressource, il est bien plus agréable quand il est d'espèce à être notre compagnie[4]. »

A quoi le maréchal répond en complétant le portrait

1. Mémoire pour servir d'instruction au sieur comte de Rochechouart, dans : *Instructions aux Ambassadeurs*, X, 202.

2. Le Dauphin.

3. Marie-Josèphe de Saxe, Dauphine, belle-sœur de Madame Infante.

4. Aff. Étr., *Parme*, 17, f° 183 : 13 avril 1754.



du nouvel ambassadeur : « M. de Rochechouart est un bon militaire, un officier distingué. Je ne lui crois pas autant de lumières et de politique qu'au cardinal de Richelieu, mais la probité vaut mieux qu'une prudence trop raffinée[1]. »

Les instructions de Rochechouart sont datées du 22 septembre; vers la fin de novembre, cet « honnête homme » arrivait à Parme. On lui recommandait la prudence et la circonspection dans ses rapports avec l'Infant, il devait donner « à tous ses discours la tournure convenable pour se rendre agréable sans complaisance outrée et sans exciter la jalousie et la défiance des Espagnols, qui ne sont que trop susceptibles de prendre légèrement des ombrages peu fondés ».

Au sujet de Revilla, ambassadeur d'Espagne à la cour de Parme, « y exerçant par intérim les fonctions de secrétaire d'État depuis la mort du sieur Carpintero », les *Instructions* étaient encore plus explicites : « Le Ministre du Roi doit mettre dans ses discours et dans sa conduite avec le marquis de Revilla tout ce qui pourra le plus persuader Madrid que Sa Majesté ne l'a chargé que de seconder les vues des Ministres espagnols et de concourir avec eux à toutes les mesures qu'ils jugeront être les plus convenables à la gloire et aux avantages des Infants[2]. »

Le nouvel ambassadeur fut accueilli avec la meilleure

1. Aff. Étr., *Parme*, 18 : Saint-Germain, 20 mai 1754.
2. *Instructions aux Ambassadeurs*, X, 204, 205.

grâce, Madame Infante le traita moins en personnage officiel qu'en gentilhomme, et le fit entrer dans l'intimité de sa famille bien plus que dans l'intimité politique. « Il a été enchanté de nos enfants, de Louise surtout »[1], écrit-elle à Noailles.

Rochechouart devait, en effet, s'acquitter fort exactement de sa mission, rester dans la neutralité et servir surtout de « compagnie » aux Infants. Son séjour à Parme n'a pas d'histoire et je ne sais pas de dépêches plus brèves et plus insignifiantes que celles qu'il envoyait toutes les semaines au ministre des Affaires étrangères. Rien d'important ne passait par ses mains; la duchesse correspondait directement avec son père et avec le maréchal de Noailles; elle menait elle-même sa barque, au milieu des orages qui grondaient parfois encore.

Elle eut, bientôt après l'arrivée de Rochechouart, les conseils d'un diplomate encore à ses débuts, mais dont le crédit était déjà considérable, les conseils de l'abbé de Bernis[2]. En janvier 1755, Bernis quitta son ambassade de Venise et, avant de retourner en France, fit un séjour de trois mois à Parme, d'où en s'occupant des affaires de Madame Infante, il se préparait de longue main une rentrée triomphale à Versailles. C'est de cette

1. Aff. Étr., *Parme*, 18, f° 175 : 28 novembre 1754.

2. Bernis connaissait déjà l'Infant et lui avait rendu visite en allant à Venise (octobre 1752). Aff. Étr., *Parme*, f° 139 : Colet à Saint-Contest, Colorno, 21 octobre 1752. Cf. *Mémoires* de Bernis, publiés par Frédéric Masson; 2 vol., Paris, 1878, I, 161 : « De Turin je me rendis à Parme pour faire ma cour à l'Infant, prince des plus aimables dans la société... L'Infante était en France lorsque je partis pour l'Italie. »



époque que date une amitié très solide entre le futur cardinal et Louise-Élisabeth, amitié dans laquelle des mémorialistes aux gages des libraires, comme Soulavie, ont vu de nouveaux scandales aussi peu fondés que les autres.

Ce qu'il faut noter ici, c'est que Bernis et l'Infante se prêtèrent un mutuel appui et sentirent qu'ils avaient besoin l'un de l'autre. « Je fis ma cour à Madame Infante pendant trois mois, dit Bernis; je gagnais son estime et sa confiance qu'elle me conserva jusqu'à sa mort, *quoi qu'on en ait dit.* Cette princesse avait de grandes qualités et des défauts d'enfant; *elle me rendit*, pendant mon séjour à Parme, *des services auprès du Roi, de M. le Dauphin et de la famille royale; j'ai été assez heureux dans la suite pour lui en rendre de plus considérables encore*[1]. »

Cette confession est très sincère : Bernis, on le verra, devait beaucoup à Louise-Élisabeth ; c'était elle qui allait calmer un peu la haine des siens contre madame de Pompadour, protectrice du jeune abbé.

De son côté, Bernis aidera plus tard Madame Infante à négocier le mariage de sa fille aînée, Isabelle, avec l'archiduc Joseph, et tâchera de mettre Don Philippe à la tête des Pays-Bas.

En attendant, il est juste de laisser parler l'Infante, et de voir ce qu'elle pensait à son tour du diplomate :

1. *Mémoires*, I, 192-193.



« Nous avons ici l'abbé de Bernis, écrit-elle au maréchal de Noailles, j'avais bien ouï dire qu'il avait de l'esprit, j'ai vu avec plaisir que c'était des bons, et de ceux qui peuvent être utiles au service du Roi[1]. » Et Noailles, dans sa réponse, renchérit : « Votre Altesse Royale a parfaitement bien défini M. l'abbé de Bernis : il a des connaissances et des talents, et un zèle sincère, ferme et éclairé, pour la gloire du Roi ; il serait fort à désirer que tous ceux qui exercent les mêmes fonctions que lui eussent autant de lumières et de capacités. »[2]

Les premiers paiements de la pension d'Espagne furent touchés par les Infants, lors du séjour de l'abbé. A cette augmentation de revenus correspondent des dépenses fort exagérées dont se plaint le maréchal[3]. Bernis eut-il voix au chapitre en cette occasion, c'est fort probable et certain mémoire pourrait bien être de lui. « Il m'est revenu ici, dit ce mémoire, que l'Infant dissipait beaucoup d'argent en petites libéralités et qu'elles tombent presque toujours sur des domestiques ou autres gens d'un état peu remarquable. Je suis bien éloigné de trouver à redire aux bienfaits de S. A. R., mais je ne puis m'empêcher d'observer que leur modicité et leur destination font qu'elles ne sont aperçues de personne : d'ailleurs l'excès avec lequel on les multiplie forme des vides considérables qui augmentent chaque

1. Aff. Étr., *Parme*, 20, f° 6 : 17 janvier 1755.
2. *Ibid.* : Noailles à l'Infante, 2 mars 1755.
3. *Ibid.* : Noailles à l'Infante, 11 février 1755.

année et qui donnent lieu ensuite à des plaintes désagréables de la part de l'Espagne[1]. »

On décide à Versailles de demander à Grimaldi, qui vient d'être nommé ambassadeur en Hollande, d'écrire à l'Infant afin de l'admonester. Noailles aussi va, une fois de plus, jouer son rôle de Mentor, c'est Louise-Élisabeth[2] elle-même qui le lui demande.

Le Maréchal supplie Don Philippe de « mettre des bornes à sa bonté naturelle » et lui représente que les véritables dépenses d'un souverain doivent être appliquées au bien de ses affaires, à sa représentation, à la dignité de son État[3].

L'Infant paraît se soumettre comme toujours. « Je vous remercie très fort, répond-il au maréchal, des conseils que vous me donnez dont je ne m'écarterai certainement jamais, surtout ayant sucé ces maximes-là avec le lait[4]. » Mais, comme toujours, il oubliera ses bonnes résolutions.

Vers cette même époque, Louise-Élisabeth eut des nouvelles de l'évêque de Rennes. Vauréal lui écrivait en lui envoyant des médailles et des estampes de la part des États de Bretagne; il profitait de la présence de

1. Aff. Étr., *Parme*, 20, f° 17 : 2 mars 1755.

2. « Ce que l'on vous a dit de l'Infant est vrai, et m'afflige depuis longtemps. Ce que vous en direz n'y fera sûrement que du bien; il faut donc que vous donniez de grandes louanges à son bon cœur, mais en même temps que vous lui disiez que, dans sa situation, il est obligé de n'en suivre les mouvements que d'une façon utile à lui gagner les cœurs. » Aff. Étr., *Parme*, 20, f° 13 : l'Infante à Noailles, 19 avril 1755.

3. *Ibid.*, *Parme*, 20, f° 26 : Noailles à l'Infant, Paris, 22 avril 1755.

4. *Ibid.*, f° 54 : Colorno, 14 mai 1755.



Bernis, avec lequel il était fort lié, pour se rappeler au souvenir de l'Infante; il n'ignorait pas sans doute qu'il pouvait espérer, lui aussi, glaner quelque chose au moment où les correspondances de Parme avec Versailles étaient plus actives que jamais. Toujours est-il que la princesse adressa une réponse fort aimable au prélat et que nous avons là une nouvelle preuve de la fausseté des accusations dont la chronique s'était emparée jadis. Après avoir remercié l'évêque, Madame Infante lui disait : « Mon style est plus étendu qu'il n'était en 1741, mais il est bien éloigné du sublime d'aucune façon, *j'ai trop de choses à penser et de tant d'espèces que je n'oserai y prétendre...* Vous avez été en Italie, mais avez-vous été séjourner à Parme, et au délicieux et admirable Colorno? Chaque heure en augmente le prix ; ma santé est bonne, mes enfants sont charmants... Nous avons ici[1] celui dont vous êtes la bonne (Bernis); vous le verrez, je crois, incessamment. Je finis en vous répétant combien je suis sensible aux assurances d'attachement que vous me donnez et vous priant d'être persuadé de toute *l'estime et amitié que j'ai pour vous*, et de la part que le peu de bonheur que j'ai eu jusqu'à présent (que je ne peux plus avoir parfait), me fait prendre aux malheurs d'autrui, aux vôtres, par conséquent, LOUISE-ÉLISABETH[2]. »

1. Bernis, au mois d'août, était retourné à Venise pour quinze jours; il revient à Parme le 24 pour prendre congé des Infants.

2. Aff. Étr., *Parme*, 19, f° 292 : l'Infante à l'évêque de Rennes, 26 avril 1755.



Ce séjour de trois mois que Bernis fait à Parme ne laisse pas que de paraître assez anormal, mais au fond tout s'explique très naturellement. Bernis avait un congé; on pensait qu'il se rendrait directement en France, se contentant d'une simple visite à Madame Infante. L'occasion était trop bonne pour lui de s'assurer la protection de cette princesse et, sous divers prétextes, il retarda son départ de semaine en semaine; l'Infante, de son côté, avait trop à gagner, et fournissait à l'abbé mille raisons plausibles de rester à sa cour. Ce fut d'abord l'arrivée du duc de Penthièvre qui promenait sa douleur en Italie[1] : il venait de perdre sa femme, fille du duc de Modène; Bernis avait déjà reçu ce veuf inconsolable à Venise, il ne pouvait se dispenser d'aider la duchesse à lui faire les honneurs de Parme. Puis, ce fut une maladie de Ferdinand et de Louise, enfants chéris de Louise-Élisabeth : le respect, le devoir, la reconnaissance retiennent l'abbé près de Madame. Il part enfin au commencement d'avril et rentre à Venise, où il fait une retraite et où il prend le sous-diaconat des mains du patriarche[2]. A la fin du mois, il est de retour à Colorno; il part, le 8 mai, via Turin[3] et Lyon, et rentre à Versailles le 7 juin.

1. « M. de Penthièvre est ici tout aussi affligé pour le moins qu'il était... il fait pitié, il va passer les jours saints à Milan. » L'Infante à Noailles, 13 mars 1755, Aff. Étr., *Parme*, 20, f° 36.

2. *Mémoires*, I, 193.

3. « Des réponses que j'attendais à Colorno sur des arrangements essentiels à mes affaires et principalement les bontés des Infants m'ont retenu plus longtemps à leur Cour que je ne l'avais imaginé. » Bernis à Rouillé, Turin, 24 mai 1755, Aff. Étr., *Parme*, 19, f° 304.



Une bonne nouvelle l'y attend, il va être nommé abbé de Saint-Arnould de Metz, et bientôt après obtenir la place de conseiller d'État ecclésiastique, qui depuis longtemps lui est promise.

« Je fus reçu du Roi, écrit Bernis, dans ses *Mémoires*[1], avec bonté et familiarité; de la famille royale, comme un ami de l'Infante : c'est le titre qu'elle me faisait l'honneur de me donner; de M. Rouillé et des autres ministres, comme un favori à qui l'on ne pouvait pas disputer d'avoir du mérite; de madame de Pompadour, enfin, comme un ami estimé dont on attendait de la consolation et des conseils. »

Bernis[2] laisse entendre que ce fut la favorite qui, au moment des préliminaires entamés par la cour de Vienne, en septembre 1755, auprès de la cour de Versailles, lui conseilla de renoncer à l'ambassade de Madrid à laquelle il venait d'être nommé. Madame de Pompadour lui aurait fait comprendre alors qu'elle avait besoin de lui et qu'il ne tarderait pas à faire partie du ministère. Mais les choses ne semblent pas devoir être présentées de cette façon; il est certain, au contraire, que le plan de l'abbé avait été concerté à Parme et que Madame Infante l'avait soutenu de toute son influence. Avant d'arriver à Versailles, Bernis avait aplani les voies, il savait qu'il n'irait pas en Espagne et qu'il pouvait tout espérer de ses puissantes protectrices. Nous

1. 195-196.
2. *Mémoires*, I, 222 et suivantes.

n'en voulons pour preuve que cette lettre inédite de Madame Infante à madame de Pompadour [1] :

« Je vois avec plaisir, Madame, que l'abbé de Bernis s'est acquitté exactement de mes commissions pour vous, mais j'ai peur qu'il ne vous ait caché ce qui le regardait; le motif en est assurément très bon de sa part, mais je voudrais que l'on pût juger de la raison des scrupules que je lui sais, *afin que rien ne mît obstacle à l'heureux et parfait succès d'aussi beaux arrangements.*

[La phrase pour nous est fort claire, ces *beaux arrangements* annoncent l'entrée au Conseil du Roi.]

» La persuasion où je suis de vos sentiments, *celle que vous* avez des miens [2], m'engagent à cette confiance, *je la dois à tout ce que vous faites pour moi*; et elle vous marquera encore mieux combien j'y suis sensible, *et le plaisir que j'aurai de trouver des occasions de vous prouver l'amitié que j'ai pour vous. Je vous dirai donc, Madame, que par la connaissance que j'ai de l'Espagne, je crois que l'abbé de Bernis n'y fera rien, et qu'à Versailles il y agirait bien mieux* en soutenant dans

1. Bibliothèque Nationale, Manuscrits français, Nouvelles acquisitions, 1979, f° 84. La lettre n'est ni datée, ni signée, et ne porte aucune adresse, mais elle est de la main de l'Infante. On verra, d'après son contenu, qu'elle ne peut être écrite qu'à madame de Pompadour; quant à la date, on doit la fixer au mois de juin 1755, puisqu'il s'agit du retour de Bernis à Versailles.

2. « La famille royale me traitait avec bonté et distinction : madame de Pompadour m'en avait déjà fait compliment, mais il m'était aisé de prévoir que bientôt elle en serait inquiète... *C'est pour ce motif que je la raccommodais avec Madame Infante.* » Bernis, *Mémoires*, I, 196.

les mêmes principes les projets commencés et qui doivent, ce me semble, donner la loi partout.

[Ce qui veut dire : Bernis se montrera aussi habile ministre qu'habile diplomate.]

» L'amitié que vous avez pour l'abbé de Bernis, l'intérêt que vous prenez à tout ceci, m'engagent à ne vous point cacher ce qui peut être aussi utile à la gloire du Roi. Le désir que j'en ai est le seul motif qui me fait parler. »

Malgré cette assurance, l'Infante prêche évidemment pour son saint. En Espagne, elle n'a que faire d'un ambassadeur ami, puisque la question financière est réglée avec Ferdinand, et que le maréchal de Noailles est toujours là pour agir auprès de Duras dont le maintien est décidé; c'est à Versailles qu'il lui faut une créature dévouée, à ce moment décisif où l'on prévoit les ouvertures de la cour de Vienne, dont Louise-Élisabeth attend tout : et un établissement pour sa fille, et un royaume pour son mari. Ainsi ce n'est pas trop dire que Bernis doit son élévation à la fille de Louis XV et l'on se rend compte qu'il ne fallait pas moins de trois mois pour préparer tous les fils de cette négociation, dans laquelle deux ambitieux étaient si fortement intéressés.

Le mot d'Argenson, quoique méchant d'intention, est fort juste. « Il a fait son chemin par les dames, dit-il de Bernis, et par le bel esprit[1]. »

1. Argenson, XI, 32.



L'abbé lui-même en convient : ne nous assure-t-il pas qu'il savait que ses poésies établiraient rapidement la réputation de son esprit et que cette réputation lui serait utile? Il s'était fait une ligne de conduite : il abandonnerait les productions littéraires, il éviterait les inconvénients qui y sont attachés, et la célébrité lui resterait[1]. Bernis était de plus un ambitieux patient. Sachant qu'il n'obtiendrait rien du cardinal de Fleury, il attendit sa mort sans la moindre inquiétude. « Au reste, dit-il, mon existence ne m'a jamais mis en peine. Plusieurs témoins encore vivants, qui s'alarmaient quelquefois sur mon avenir, pourraient attester que j'étais persuadé qu'à l'âge de quarante ans je serais un homme considérable. La principale qualité de mon esprit a été de voir clair et de voir loin[2]. » Ces confessions sont précieuses : si le hasard servit Bernis, son caractère et son habileté le servirent plus encore.

Une lettre de Madame Infante à Noailles nous permettra de faire comprendre quelle était la situation politique en 1755 au moment où Bernis allait jouer un grand rôle.

L'escadre française avait été attaquée, d'une façon imprévue, sur les bancs de Terre-Neuve, par les Anglais. Cette nouvelle arrivait en Europe au milieu de juillet : on apprenait que deux vaisseaux, l'*Alcide* et le *Lys*, étaient restés aux mains de l'amiral Boscawen. Cet acte

1. *Mémoires*, I, 38.
2. *Ibid.*, I, 34.

équivalait à une déclaration de guerre. « Vous ne doutez pas, je crois, disait la princesse, de ma peine par la perte des deux vaisseaux du Roi; j'espère que nous aurons une bonne revanche telle que le mérite l'insolence des Anglais; je n'en ai pas été étonnée : leur conduite prouvant la fausseté de leurs discours. Je vous prie de ne pas me laisser ignorer l'effet que fera cette nouvelle en Espagne. Si les bruits publics sont vrais, elle se décidera à se déclarer et agir par nous et avec nous; je le souhaite trop pour le croire sans plus de fondement. Mais vous savez trop mon amour et mon zèle pour la gloire et l'avantage du Roi pour ne pas sentir mon impatience là-dessus. Je ne désirais assurément pas la guerre, mais peu de Français regretteront le dernier traité [1], je suis même persuadée que la rupture nous attachera l'Espagne encore davantage [2]... »

L'Espagne, dont la reine est toute dévouée à l'Angleterre, trompera l'attente de la France. « Je suis bien fâchée de la tranquille douleur avec laquelle l'Espagne voit la rupture de l'Angleterre, écrira plus tard l'Infante, que ne puis-je donner à cette cour les sentiments de l'Infant [3] ! »

Cette fois encore, le duc de Duras compta sur Farinelli, dont il croyait avoir assuré les bons offices et dont il disait : « J'ai réussi à disposer en ma faveur l'homme

1. Aix-la-Chapelle.
2. Aff. Étr., *Parme*, f° 65 : l'Infante à Noailles, 2 août 1755.
3. *Ibid.*, f° 68 : l'Infante à Noailles, 22 août 1755.

qui a le plus de crédit sur l'esprit de la Reine, et je crois pouvoir dire aujourd'hui *qu'il a de l'amitié pour moi*, il m'en a donné des preuves non équivoques, il n'y a pas longtemps ; un ami commun a formé cette liaison qui est ensevelie dans le plus grand secret. Si l'on en avait la moindre connaissance, elle serait interrompue pour toujours ; nous ne nous voyons pas, et nous ne nous parlons jamais devant le monde, mais j'ai tout lieu d'en être extrêmement content[1]. »

Les démarches n'eurent aucun succès ; La Enseñada était en disgrâce, à Grenade, depuis le mois de juillet 1754. Il était remplacé par le duc de Huescar, et Carvajal, par Don Ricardo Wall, Irlandais hispanisé, qui tous deux se montraient fort peu disposés à accepter la politique française. Duras essaie d'éveiller ce qu'il appelle le *Bourbonisme* de Ferdinand, il ne parvient même pas à gagner Farinelli à sa cause. Il a beau « caresser » ce personnage, il ne s'attire que cette réponse : *Je suis musicien, et non pas diplomate*[2]. Duras cherche à exciter l'Espagne contre l'Angleterre, il parle de l'ambition de la Grande-Bretagne, du danger que courent les colonies espagnoles en Amérique ; partout il est repoussé. Il insiste tellement que les choses vont très loin : Ferdinand, lassé de ces assauts, demande le rappel du duc de Duras (octobre 1755)[3]. Le résultat du zèle intempestif de l'am-

1. Aff. Étr., *Espagne*, 512, f° 260 : Duras à Noailles, Aranjuez, 22 mai 1754.
2. Coxe, *L'Espagne sous les rois de la Maison des Bourbons*, 6 vol. in-8°, Paris, 1827, IV, 202-203.
3. L'intérim fut confié jusqu'en avril 1757 à l'abbé de Frischman,

bassadeur de France fut déplorable; tout ce que l'on obtint du roi d'Espagne fut la neutralité dans les événements qui de Terre-Neuve allaient porter la guerre en Europe.

Il fallait attendre la mort de Ferdinand pour que se réalisât le Pacte de famille, que la France désirait ardemment pouvoir signer.

Cette attitude de la cour de Madrid fit que Louis XV écouta avec complaisance les propositions de l'impératrice-reine; par l'intermédiaire de son ambassadeur à Paris, le comte de Stahremberg, Marie-Thérèse ne craignit pas de tenter une première démarche et très secrète auprès de madame de Pompadour. La favorite, qui avait besoin d'un appui, en cette circonstance des plus délicates, pensa à Bernis[1]. C'était tout un nouveau régime politique que l'on allait discuter, c'était l'annonce de la terrible guerre de Sept ans.

Nous n'avons pas à entrer dans le détail de cette négociation, ni à parler des craintes de Bernis au sujet de l'alliance proposée. Nous nous arrêterons simplement à ce fait, c'est que seul le protégé de la marquise, la marquise elle-même, et Louis XV sont alors dans la place[2], et, du même coup, nous nous rendons compte

secrétaire de Duras. Le duc fut remplacé par Aubeterre, deux ans plus tard.

1. D'après Bernis, ce fut Louis XV qui pensa à lui, mais on peut croire que madame de Pompadour ne fut pas étrangère au choix que l'on fit de l'abbé. *Mémoires*, I, 223.

2. « Il n'y eut pendant longtemps à la cour de Vienne que l'Impéra-



de la situation exceptionnelle qui était faite à « l'ami de l'Infante ». Que ne devait-il à la princesse !

La première conférence de Bernis et de la marquise avec Stahremberg eut lieu au début de septembre, « dans une petite maison[1] qui est au bas de la terrasse de Bellevue », et se passa à écouter la lecture que fit l'ambassadeur de Marie-Thérèse du plan proposé à Louis XV.

« Ce plan était grand, peut-être un peu trop vaste et trop compliqué ; mais il présentait des objets réels d'intérêt pour la France, des moyens d'assurer la tranquillité de l'Europe sur des fondements solides, et quelques-uns capables d'émouvoir le cœur sensible et paternel du Roi *par rapport à ses enfants et petits-enfants* : mon devoir m'empêche d'en dire davantage[2]. »

L'occasion s'offrait d'elle-même à Bernis de servir à son tour Madame Infante ; ces moyens capables d'émouvoir le cœur du roi il les développera, il les couvera pour arriver enfin à faire inscrire dans le traité du 1er mai 1757 plusieurs clauses relatives à Don Philippe.

Par l'article XVI les parties contractantes s'engageaient à régler de nouveau, et de concert, l'établissement de l'Infant, et la succession aux royaumes de Naples et de Sicile.

trice, l'Empereur et le comte de Kaunitz qui fussent au courant de la négociation ; en France, le Roi, madame de Pompadour et moi étions les seuls instruits : l'intention de l'Impératrice était de négocier comme tête-à-tête avec le Roi. » Bernis, *Mémoires*, I, 225-226.

1. Cette petite maison s'appelait Babiole, Bernis, *Mémoires*, I, 229.

2. *Ibid.*, I, 231.



L'impératrice, « une fois en possession de la Silésie et du comté de Glatz, devait céder, transporter et garantir au gendre de Louis XV, tout ce qu'elle possédait dans les Pays-Bas, à la réserve de la souveraineté de Chimay et de Beaumont et de quelques villes (Ostende, Nieuport, Ypres, Furnes, Mons, etc.), cédées à Sa Majesté Très Chrétienne » (articles XVII et XI).

Mais la Silésie devait échapper à Marie-Thérèse et les Pays-Bas à Don Philippe; on ne prévoyait pas les années désastreuses qui allaient suivre. Toutefois, Bernis faisait son devoir en sauvegardant ainsi les intérêts éventuels du duc et de la duchesse de Parme. C'est le seul point qui doit nous intéresser.

Si le rôle que Bernis se donne dans ses *Mémoires* est un peu endimanché, s'il force un peu la note lorsqu'il insiste sur son désintéressement, il faut reconnaître qu'il fit de son mieux et ne se contenta pas d'une banale reconnaissance envers celle à qui il était redevable de son avancement rapide et, bientôt après, du poste de ministre des Affaires étrangères.

CHAPITRE XVIII

NÉGOCIATIONS MATRIMONIALES

(1756-1757)

La croix de Saint-Louis. — L'Infante, protectrice des Beaux-Arts. — L'attentat de Damiens. — Stainville à Parme. — Départ de la duchesse de Parme pour Versailles. — Son séjour à la cour de Savoie. — Lettre de Louis XV à son gendre. — Projet de mariage autrichien pour l'Infante Isabelle. — Nouvelles désastreuses de l'armée.

Tandis que s'agitent ces graves questions, que fait Don Philippe? Il témoigne un désir : il veut avoir la croix de Saint-Louis! Nous retrouvons, à trente-six ans, le jeune guerrier qui disait à Maillebois le jour d'une bataille : « Voyez-vous, je me suis voué au blanc! » afin que le maréchal admirât son élégance.

Les raisons que l'Infant donne de sa fantaisie sont bien caractéristiques de sa puérilité : « Il m'a tenu, dit Rochechouart, les propos les plus obligeants jusqu'à prétendre que, ne voyant pas un petit ruban attaché au bout de son cordon bleu, il avait l'air d'un étranger qui



n'était pas revêtu des distinctions militaires propres à notre nation[1]. »

Louis XV dut sourire lorsqu'on lui parla de cette croix de Saint-Louis pour son gendre : il répondit qu'il l'accorderait très volontiers, Son Altesse Royale toutefois ne devait demander cette décoration que de l'aveu de Sa Majesté Catholique[2].

Le roi d'Espagne fait une réponse ambiguë, mais plutôt négative, et Philippe de dire avec sa naïveté habituelle : « Il y a trente-six ans que je suis attaché au Roi, je ne désirais être chevalier de Saint-Louis que pour avoir, pour ma propre satisfaction, une preuve de ces services, mais quand je ne le serais pas, mes sentiments n'y perdraient rien[3]. »

Louise-Élisabeth, du moins, se distrait de ses préoccupations d'une manière plus intelligente ; elle veut favoriser les progrès d'une académie de dessin, qu'elle a établie à Parme, « en mettant sous les yeux des élèves les modèles des meilleurs morceaux antiques qui sont à Rome, » et fait demander à son père des plâtres de ces statues : l'Apollon du Belvédère, un Torse, le Laocoon, le Gladiateur mourant, l'Idole égyptienne, l'Hermaphrodite-Borghèse, etc.

Après une assez longue correspondance entre Marigny, directeur des bâtiments, Rouillé, Rochechouart, le comte

1. Aff. Étr., *Parme*, 16, f° 7 : Rochechouart à Rouillé, 16 janvier 1756.
2. *Ibid.*, f° 13 : Rouillé à Rochechouart, Versailles, 27 janvier 1756.
3. *Ibid.*, f° 21 : Rochechouart à Rouillé, *Parme*, 27 avril 1756.

de Stainville (le futur duc de Choiseul, alors ambassadeur à Rome) et Natoire, directeur de l'Académie de France, l'envoi est fait à la princesse[1].

Madame Infante, en 1756, ralentit son activité, ou, du moins, il n'en reste aucune trace dans les archives. On ne saurait trop regretter l'absence des lettres de Louise-Élisabeth, à ce moment où va s'engager la guerre continentale. Mais les années suivantes nous seront une compensation et nous retrouverons la princesse plus affairée que jamais.

Elle apprit, non sans plaisir, que le 2 janvier 1757 Bernis avait assisté à la séance du Conseil en qualité de ministre d'État, et bientôt lui arrivait la nouvelle de la tentative d'assassinat de Damiens (7 janvier). On peut s'imaginer la désolation de cette fille qui avait pour son père de si affectueux sentiments. Dès le lendemain, Rouillé lui expédie un courrier afin de la rassurer; la pauvre femme en a grand besoin, car ce chagrin l'abat au point qu'elle inquiète tout son entourage. Rochechouart toutefois peut écrire, le 17, que la princesse va mieux et que le meilleur remède a été la lettre annonçant le complet rétablissement du Roi. « Madame Infante,

1. Aff. Étr., *Parme*, 21, f[os] 53 et 65. Voir aussi *Correspondance des Directeurs de l'Académie de France à Rome*, vol. XI, Paris, 1901, p. 134, 143, 144, 146. Marigny nous apprend que chaque moule de statue coûtait 600 francs. « L'Académie de Parme n'a besoin que des plâtres et les moules pourraient rester au Roi pour remplacer ceux que Louis XIV avait fait prendre et qui n'ont pas été conservés. Par là cette dépense aurait une double utilité et en épargnerait une autre. » Marigny à Rouillé, 20 mai 1756, Aff. Étr., *Parme*, 21, f° 80.



dit-il, a passé avec transport de l'extrême douleur à la joie la plus vive, et madame la princesse Isabelle, qu'on avait fait éveiller, est venue épancher toute sa tendresse dans les embrassements de son père et de sa mère[1]. »

La cour entière vient féliciter les Infants, et un *Te Deum* d'actions de grâces est chanté à la cathédrale.

Sur ces entrefaites, arrive à Parme un diplomate qui, comme Bernis, sera très dévoué aux intérêts de Louise-Élisabeth, c'est le comte de Stainville, ambassadeur à Rome. Il se rend à Versailles, où il apprend que Louis XV l'a choisi pour résider auprès de l'impératrice-reine[2]. Stainville, pressé de rentrer à la Cour, ne passe que trois journées auprès des Infants, mais on pense bien que cette visite ne fut pas de pure politesse. En effet, d'après une lettre de Bernis à Stainville, écrite après ce que l'on appelait l'assassinat de Louis XV, on voit que l'abbé recommande à son ami la cause de madame de Pompadour alors sur le point d'être chassée. « Vous trouverez l'Infante dans de bonnes dispositions pour notre amie (la marquise), c'est à vous à l'y fortifier. Ses affaires, liées avec celles de Vienne, dépendent de la conservation de madame de Pompadour... Je crois nécessaire que vous soyez envoyé à cette cour[3]. »

1. Aff. Étr., *Parme*, 22, f° 15 : Rochechouart à Rouillé, Parme, 17 janvier 1757.

2. *Ibid.*, f°s 26 et 48 : Rochechouart à Rouillé, 29 janvier 1757, et Rouillé à Rochechouart, 26 mars 1757.

3. Lettre du 20 janvier 1757, dans *Mémoire de Bernis*, II, 111. Stain-

L'affaire la plus importante pour le moment est le mariage d'Isabelle avec l'archiduc Joseph.

Lorsque la duchesse de Parme vit, en juin, Bernis succéder à Rouillé, et devenir ministre des Affaires étrangères, elle n'eut qu'une pensée : accourir à Versailles, et travailler sans cesse ni repos à la réussite de cette nouvelle négociation.

Son départ est bien vite décidé pour le mois d'août. La saison semble propice, et c'est par Turin et le Mont-Cenis que l'Infante passe cette fois. Elle s'arrête à la cour du roi de Sardaigne où elle va voir sa belle-sœur : l'Infante Antonia, mariée depuis 1750 au duc de Savoie. Louise-Élisabeth nous renseignera elle-même sur cette partie de son voyage. De Lanslebourg, petit village savoyard que Montaigne, en 1581, avait aussi traversé en revenant de Rome, la duchesse de Parme écrit à son mari[1].

« Lanslebourg, 22 août 1757.

« Je suis partie ce matin avant cinq heures, mon cher, je suis arrivée ici un peu avant midi, ayant dîné à l'hôpital et fait une petite pause, à cause du temps, qui a été si froid que j'avais les deux mains un peu gelées, mais,

ville fut nommé à Vienne en mars, il prit congé du Roi le 29 juillet et arriva à son poste le 20 août.

1. Cette correspondance des années 1757, 1758 et 1759 se trouve à la Bibliothèque Nationale, manuscrits français, nouvelles acquisitions, 1979. Elle a été publiée *en partie* par L. de Beauriez dans *Une Fille de France et sa correspondance inédite*, 1 vol., Paris, 1887.



grâce à un habit et une redingote que M. de Saint-Germain[1] m'a prêtés, j'ai été beaucoup mieux.

» Il tomba beaucoup de neige qu'un vent violent nous fouettait dans la figure; mais je me porte à merveille et ris à mon ordinaire de ce qui ferait pleurer les autres.

» Je suis enchantée de toute la famille de Savoie, le duc est mon favori; je ne saurais trop me louer de tous, et de toutes leurs façons honnêtes et amicales; fais-les en remercier. Le roi de Sardaigne m'a paru presque joli, cependant il est laid, mais moins que bien d'autres dont on ne dit mot. La dernière fille[2] est jolie; la première bien[3]; la seconde[4], ni bien ni mal. Le prince de Piémont[5] a de jolis traits, mais point trop jolis, son portrait ne lui ressemble pas; leurs deux filles, oui. Le duc de Chablais[6] n'est pas mal du tout; l'aîné[7], charmant de façons, de figure, et très espiègle.

» Je t'ai parlé d'abord des moins intéressants. La duchesse de Savoie[8] se porte très bien, mais je l'ai trouvée bien changée, quoique pas plus maigre, mais je

1. Saint-Germain commandait à cette époque les gardes du corps; il fut ministre de la Guerre sous Louis XVI.

2. Marie-Félicité, née le 20 mars 1730.

3. Éléonore-Marie-Thérèse, née le 28 février 1728.

4. Marie-Louise-Gabrielle, née le 15 mars 1729.

5. Charles-Emmanuel-Ferdinand-Marie, né le 24 mai 1751.

6. Benoist-Marie-Maurice, née le 21 juin 1741.

7. Victor-Amédée, né le 25 juin 1726, beau-frère de Don Philippe.

8. Marie-Antoinette Ferdinande, Infante d'Espagne, née le 17 novembre 1729; c'était la sœur de Don Philippe. Elle était mariée depuis le 31 mai 1750. Madame Infante avait vécu avec elle à la cour de Madrid de 1739 à 1749.



te prie de n'en pas parler, car personne n'en dit mot dans le pays; j'ai été comblée de plaisir de la voir, elle est toujours aimable; je n'ai pas pu lui parler du paquet en particulier, parce que tout le monde était dans le même appartement. On m'a traitée encore mieux qu'ils n'avaient dit, ils étaient tous au bas de l'escalier. J'ai parlé de toi autant que j'ai pu, cela m'était une grande consolation. J'ai dit tes regrets, ton envie de venir. On m'a chargée de mille choses pour toi.

» Je suis si gelée, mon cher, que tu me pardonneras ma brièveté. Le prince de Piémont n'est pas, à beaucoup près, aussi avancé que mon fils. Me voilà dans votre chère Savoie, je ne peux pourtant pas encore t'en rien dire. Il me tarde d'être à Lyon pour avoir de tes nouvelles. Il me semble qu'il y a au moins six mois que je suis partie et quinze jours que je n'ai eu de tes lettres; elles me pénètrent parce que j'y vois que tu m'aimes bien réellement. Adieu, mon cher, je t'aime plus qu'à la folie, et je t'embrasse à proportion mille millions de fois[1]. »

L'Infante est à Lyon le 27 août, mais au lieu de trois jours elle n'y reste que deux, ayant grande hâte de se trouver au milieu des siens et... auprès des ministres. Les voitures font diligence, le 3 septembre Louise-Élisabeth met pied à terre à Choisy, où elle n'est accueillie que par son frère et ses sœurs; mais laissons Louis XV nous parler de cette petite aventure.

1. Lettre inédite : Bibl. Nation.

« Babet[1] est arrivée hier à Choisy vers les quatre heures, écrit le Roi à son gendre, et ne m'y ayant plus trouvé, elle est venue au-devant de moi et m'a rencontré à moitié chemin; elle est montée tout de suite dans mon carrosse; je l'ai trouvée en très bonne santé et point fatiguée du voyage, mais extrêmement engraissée. Je vous remercie de nouveau du sacrifice que vous avez fait, car j'ai été enchanté de la revoir, mais je ne serai pleinement content que quand je vous verrai avec elle, et quoique de vieillir ne soit pas agréable, je voudrais être à cet heureux moment... Nous nous en retournons ensemble ce soir après souper à Choisy, et mercredi[2], s'il plaît à Dieu, nous serons à Fontainebleau. Nous avons appris aujourd'hui l'entrée de M. de Richelieu dans Verden[3], M. de Cumberland s'en étant retiré, mais sa position au milieu des marais et la mer à cul ne devient pas agréable, et je ne sais comment il s'en tirera[4]. J'ai trouvé madame de Malaspina[5] grande et bien faite; je n'ai pas encore vu madame de Trivulce[6];

1. Diminutif d'Élisabeth; on voit que la duchesse de Parme ne fut pas débaptisée comme ses sœurs que Louis XV appelait *Torche*, *Graille* et *Chiffe*.

2. 7 septembre.

3. Le 28 août.

4. Il s'en tira grâce à la capitulation honteuse de Closterseven, signée le 10 septembre 1757.

5. Dame d'honneur de Madame Infante. Luynes dit absolument ce que dit le Roi : elle est « grande et bien faite et a une figure assez agréable ». XVI, 166.

6. Camerera Mayor de Madame Infante, elle remplaçait la marquise de Leyde. « C'est une grande femme, assez grasse. » Luynes, *ibid.*

l'on me flatte que ce sera pour mardi. Le temps est assez beau, mais froid pour la saison[1]. »

Le lendemain, 5 septembre, Madame Infante adresse aussi un billet à son mari; toute la famille est en bonne santé, bien aise de la voir, bien fâchée « que ce soit toute seule » : Tu crois bien, dit-elle, que cela augmente ma joie ». Elle glisse sur les nouvelles des armées, « l'intérieur » lui paraît prendre une bonne tournure. Elle n'oublie point Bernis qu'elle a vu le 3 septembre à Choisy : « Les honneurs ne l'ont point changé, c'est toujours une bonne tête et un honnête homme »[2].

C'est d'abord à mots couverts que la duchesse parle dans ses lettres de ce qu'elle appelle : *les engagements*[3]. Elle travaille dans le plus grand mystère au projet de mariage de sa fille Isabelle, mariage auquel Marie-Thérèse s'était *engagée*.

Dès son arrivée à Parme, à la fin de l'année 1749, Madame Infante avait élaboré un mémoire intitulé : *Observations sur les motifs et les conséquences du mariage de Madame, fille de l'Infant Don Philippe, avec l'Archiduc, fils de l'Impératrice, Reine de Hongrie*[4]. L'idée

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : Louis XV à Don Philippe, Versailles, 4 septembre 1757.
2. Bibl. Nation. Cette lettre a été publiée par Beauriez, p. 51, 52; mais le passage sur Bernis a été tronqué.
3. *Ibid.*, Lettre inédite du 19 septembre 1757.
4. Aff. Étr., *Parme*, 12, f° 28. Ce mémoire est daté du 30 janvier 1750, il est tout entier de la main de Madame Infante.

générale qui se dégage de ce document c'est que l'Autriche pourra choisir, comme future femme de l'archiduc Joseph, soit une fille de Charles, roi des Deux-Siciles, soit la fille[1] de Don Philippe, mais que la France aurait un intérêt immédiat à favoriser une union avec la princesse Isabelle. Les raisons que donne Madame Infante sont fort embrouillées, et formulées en ce style incorrect et ambigu dont elle a le secret. Peu importe, du reste, elle réussit à souhait et obtient la promesse qu'elle sollicite; mais l'impératrice avait deux fils : Joseph et Léopold, et l'on pouvait toujours craindre qu'Isabelle ne dût épouser le cadet.

Des démarches étaient faites en même temps par le roi des Deux-Siciles auprès de la Cour de Vienne, en faveur de ses filles Marie-Josèphe (née en 1744) et Marie-Louise (née en 1745); le dessein de Madame Infante était de déjouer ces démarches. Tout son zèle maternel, toute son habileté diplomatique se concentrent dans cet effort. En attendant, la lutte est très vive. « Je n'eus pas le temps de te mander par le dernier courrier, dit-elle le 19 septembre, que notre mariage va mal. Il y a de plus anciens engagements. Stainville les rompra s'il est possible, mais la fidélité de notre alliée[2] me fait trembler là-dessus... Veille au rouge[3] qui serait un ridi-

1. A cette époque, la princesse Louise n'était pas encore née.

2. Marie-Thérèse.

3. Le rouge, qui était de mise en France et en Italie, ne convenait point à une Cour austère comme celle de Vienne, d'où ce conseil tout pratique à l'adresse de l'Infante Isabelle.

cule... il faut éviter jusqu'aux moindres imperfections[1]. »

Stainville, en arrivant à Vienne, avait appris que Marie-Thérèse s'était aussi engagée avec Don Carlos. « Le Roi, écrit Bernis à l'ambassadeur, ne veut pas que l'Infante soit instruite que cet engagement a été contracté avec Leurs Majestés Siciliennes. Je dirai à cette princesse que vous êtes chargé de pénétrer le secret. Au reste, les deux Princesses de Naples ne se portent pas trop bien, et votre étoile pourrait bien leur porter malheur[2]. » Malgré Louis XV, l'Infante sut très vite à quoi s'en tenir — elle se doutait depuis longtemps, comme on l'a vu dans son *Mémoire* de 1750, que les intentions de Don Carlos, son beau-frère, contrecarraient les siennes. En octobre, elle dévoile toute l'affaire à Don Philippe :

« Je suis ravie que vous m'ayez pardonné le non-courrier... mais étant obligé d'en envoyer fort souvent à Vienne et dans tout le Nord, on ménage l'argent et les courriers tant qu'on peut, cela étant pour l'essentiel je n'ose m'en plaindre... M. de Stainville m'a mandé qu'il était au désespoir d'avoir manqué deux courriers à t'envoyer des nouvelles, qu'il le réparerait, mais qu'il était accablé d'affaires qui lui faisaient espérer son pardon... A propos de lui je t'ai déjà mandé qu'il y avait des engagements pour l'archiduc aîné, c'est avec la fille du roi de Naples; l'Impératrice, de la meilleure foi du

1. Bibl. Nation. Lettre inédite, 19 septembre 1757.
2. Bernis à Stainville, 10 septembre 1757, dans *Mémoires*, II, 113.

monde, l'a dit et tous ses regrets, mais il n'y a point d'engagement pour le second. Par le traité de la quadruple alliance, il (le second) devrait avoir la Toscane, Parme et Plaisance[1], ainsi cela ferait un bon établissement, ceux comme le premier étant fort rares. Si tu le veux, on travaillera là-dessus en y ajoutant qu'en cas de mort ou de rupture avec notre nièce, ce serait notre fille qui épouserait l'aîné; le Roi approuve cette idée qui me paraît fort bonne aussi. Notre fille établie sera toujours un bien et un bonheur pour nous : ainsi, si cela te plaît, on travaillera en conséquence; tu sens tout le secret qu'il faut en cette affaire, ainsi je ne te le recommande pas, surtout sachant comment tu sais les garder; cette idée même du cadet simplement ne plaisait pas à Naples où l'on voudrait tout pour soi. Je ne saurais te dire la douceur que cette idée me fait[2]. Adieu, la tête tremblante! quel regret elle aura si cela réussit, au point de couronne[3]...

1. On voit que l'Infante escompte la régence des Pays-Bas pour son mari; elle pensait peut-être aussi à la succession au royaume de Naples qui pouvait échouer à Don Philippe, à la mort de Ferdinand VI.

2. Ce sentiment de joie montre combien l'Infante aimait peu le roi et la reine des Deux-Siciles. Elle exprime la même idée dans une lettre du 7 novembre 1757 : « Je t'avoue que le dépit qu'en aura l'Espagne me fait quelque plaisir... ce sentiment est plus humain que chrétien, je ne suis pas encore [assez] bonne pour me le refuser; d'abord ta réponse venue on écrira à Stainville. » Bibliothèque Nationale. Lettre publiée en partie par Beauriez, p. 58.

3. *La tête tremblante* paraît être Amélie, reine de Naples, sœur de la Dauphine, Marie-Josèphe de Saxe; *au point de couronne* veut dire quand elle verra sa fille épouser l'archiduc Léopold qui n'aura point de couronne. Il deviendra cependant empereur en 1790, à la mort de son frère Joseph.



» ... La Reine m'a demandé si tu m'aimais bien, je l'ai assurée que oui, je m'en flatte au moins, et je le dois par la tendresse que j'ai pour toi, mon cœur; sois-en bien sûr et que je le sois toujours de la tienne[1]... »

L'Infant avait de quoi se consoler de n'avoir pas reçu des nouvelles par tous les courriers, et il pouvait voir, d'après cette longue dépêche, combien étaient nombreuses les occupations de la duchesse, dont la prose courait à travers toute l'Europe, de Versailles à Vienne et à Madrid.

Louise-Élisabeth suit avec anxiété la guerre qui s'annonce fort mal, mais elle n'est nullement abattue, elle se nourrit d'espoir; comme celle de Bernis, son ambition est patiente. Que lui coûte-t-il cependant de faire de beaux rêves et de se voir, loin de Parme, sur quelque trône brillant, Pays-Bas, Naples, Pologne, que sait-on encore?

La prochaine paix ne peut-elle pas bouleverser la carte de l'Europe? le roi de Pologne, Auguste III, n'est-il pas très vieux et très malade, pourquoi ne pas briguer sa couronne qui dépend d'une simple élection? « Quoique Stainville, dit-elle, ne soit pas content de la fin de la campagne, *il a trop de courage pour que nous ne puissions pas en avoir; tu vois, mon cœur, que je pense à tout; quel bonheur de faire le tien*[2]*!* »

1. Beauriez, p. 135. Lettre du 31 octobre 1757.
2. Beauriez, p. 59. Lettre du 7 novembre 1757.

Bernis est très satisfait de l'Infante, il écrit à Stainville qu'elle se conduit à merveille, qu'elle traite bien la favorite, et cela sans être boudée ni contrariée par ses parents[1]. Or, bien traiter la favorite, n'est-ce pas faire la cour à Marie-Thérèse? Cela est si vrai que Bernis ajoute : « M. de Stahremberg en mandera sûrement du bien à l'Impératrice! »

Mais voici que les événements prennent la plus mauvaise tournure, de longtemps il ne peut être question de rien, ni de mariage, ni surtout d'établissements futurs. C'est la défaite de Rossbach (5 nov.) et la déroute de Soubise, suivies, il est vrai, des victoires de Schwednitz et de Breslau, mais, aussi, hélas! de la bataille de Lissa (5 décembre), où Frédéric triomphe, et de la reddition de Breslau aux Prussiens (20 décembre). Bernis prévoit toutes les conséquences de ces malheurs. « Je suis au désespoir pour l'Infante et ses enfants, écrit-il à Stainville. Le mariage de sa fille peut cependant se faire. Ces gens-là[2] ne manqueront jamais; mais mon avis cependant est d'attendre que le chaos soit un peu débrouillé[3]. »

La paix est bien loin, et bien loin sont les espérances qu'avait l'Infante de sortir du pauvre duché de Parme!

1. Lettre du 27 septembre 1757, *Mémoires*, II, 119.
2. Marie-Thérèse et ses ministres.
3. Lettre du 14 janvier 1758, *Mémoires*, II, 163.

CHAPITRE XIX

CHUTE DE BERNIS

(1758)

Les journées de Madame Infante. — La chasse. — Le théâtre. — Le jeu. — Sa piété. — Condillac. — Ce que doit être l'éducation d'un prince. — Le maréchal de Richelieu. — Mort de la reine d'Espagne. — Folie de Ferdinand VI. — Exil de Bernis. — La lettre de Louis XV. — Le chapeau de Cardinal. — Bruits de cour sur les relations de Louise-Élisabeth et de Bernis. — Le manchon de martre. — Démarches de Bernis pour obtenir la paix. — Mécontentement de madame de Pompadour. — Choiseul est nommé ministre des Affaires étrangères.

L'existence de la duchesse à la cour de Louis XV est toujours la même : elle travaille comme plusieurs ministres, écrit des heures entières et subordonne tout à ce qui peut lui être utile et faire avancer ses projets. Elle ne souffre guère de cette privation de plaisirs, c'est là sa vie même, elle ne trouve de joie que dans cette poursuite incessante de ses intérêts et des intérêts de sa famille.

Si elle va à un laisser-courre, c'est qu'elle y rencon-



trera certain personnage à qui elle demandera un service. Peu lui importe de périr d'ennui et de chaleur à suivre la chasse. A ce propos, elle parlera à son mari de la forêt de Fontainebleau ; sa description n'a rien de particulier, toutefois, il est si rare de trouver dans les lettres de l'Infante un peu de plein air et quelque chose qui ressemble à une émotion devant la nature, qu'il faut citer ces lignes :

« Au retour nous vîmes les plus beaux endroits du monde, où j'aurais voulu que tu pusses te trouver transporté par enchantement. Quel plaisir j'en aurais ressenti ! Le roi prit trois cerfs ce jour-là[1]. »

La comédie ne l'amuse pas plus que la chasse, aussi manque-t-elle volontiers l'heure des théâtres, s'oubliant, comme elle dit, *à avancer ses écritures*. « J'ai fait une action infâme, écrit-elle, on a joué *l'Orphelin de la Chine*, mademoiselle Clairon, qui est la fameuse, qui se meurt et qu'on faisait jouer pour moi, quoique je n'en eusse pas parlé, et je n'y ai pas été ! (*sic*) et, par cette saison, je n'y ai pas eu le moindre regret. Cela m'aurait fait mal aux yeux dont j'avais déjà du froid et de la neige, et l'on gelait au théâtre[2]. »

Madame Infante joue peu, et toujours par nécessité, soit pour faire la partie de la reine qui souvent n'a per-

1. Bibliothèque Nationale. Lettre inédite, Fontainebleau, 14 septembre 1757.

2. Lettre du 23 décembre 1757, Beauriez, p. 142. La phrase : *dont j'avais déjà du froid*, etc., veut dire : le froid et la neige m'avaient déjà fait mal aux yeux.



sonne auprès d'elle, soit pour entretenir un ministre, sans éveiller les soupçons. « M. de Stahremberg, écrit-elle, ayant eu, dès mon arrivée, charge de sa cour de me dire les choses du monde les plus honnêtes pour nous, ne pouvant me les dire en public avec ses confrères, *j'ai joué souvent avec lui*, quand il était chez la Reine, et lui ai parlé aussi quand je l'ai trouvé chez madame de Trivulce. »

Après d'aussi laborieuses journées, la duchesse ne pouvait dormir, ou du moins fort mal; elle épuise sa santé à ce travail incessant. Elle ne se ménage en aucune façon, et, si elle se prive du théâtre, elle ne néglige jamais ses devoirs de princesse chrétienne. Après les fatigues des écritures, elle supporte les fatigues des jeûnes, dont l'observance était fort stricte à la cour de Marie Leszczynska.

Louise-Élisabeth, il faut l'avouer, n'avait cependant point la piété farouche de sa mère ou de sa belle-sœur, Marie-Josèphe de Saxe; elle a des mots assez malsonnants sur la *prêtraille* italienne, elle se plaint souvent du carême et des maigres collations dont on ne peut rien manger.

Ses sentiments à l'égard des jésuites ne sont pas très vifs, et quand il s'agit de chercher un précepteur pour son fils Ferdinand elle ne songe pas à prendre un religieux de cet ordre. Elle fait un choix audacieux en nommant à ce poste l'abbé de Condillac. Mais c'est l'homme qu'il lui faut. « J'espère dans deux mois, écrit-



elle, avoir un *bon sujet* pour notre fils; ainsi il n'y a qu'à laisser le Père Fumeron[1]; en attendant, quand même il ferait la première confession, comme ce sera une espèce d'instruction, cela ne détruira pas qu'il ne peut pas être chargé de confesser et d'instruire; mais il ne faut pas encore lui faire rien dire là-dessus, et j'espère que nous aurons *un très bon sujet* dont tu seras content[2]. »

Les préjugés n'entraient pas en ligne de compte dans les décisions de la princesse que nous avons vue accepter, avec tant de complaisance, l'amitié de la marquise de Pompadour.

L'abbé de Condillac partit dans le courant de mars 1758 pour se rendre auprès de son élève. « Malgré ce livre que l'on dit un peu métaphysique, écrit l'Infante à son mari, nous n'aurons, je crois, rien à nous reprocher sur ce choix ni en ce monde ni en l'autre; mais il faut que je te prévienne que les jésuites ont été abasourdis de perdre encore chez nous; ils n'ont pu d'abord se plaindre, le choix étant loué aussi généralement, mais enfin ils commencent tout bas à parler de ce livre[3]. Notre fils doit être bon catholique et non pas docteur de l'Église; toutes les controverses lui seraient inutiles à étudier; outre toutes les bonnes informations que j'ai eues, ces discours ne sont tenus que bas, parce qu'il n'y a que les

1. Jésuite qui était gouverneur de Don Ferdinand.
2. Lettre du 7 novembre 1757.
3. Le *Traité des Sensations* (1754).

petits esprits dans le goût de notre rabâcheuse[1] qui peut les écouter; je t'en avertis afin qu'au premier mot qui tendrait à ces bruits-là, tu les fasses tomber, ce qui sera bien aisé, surtout en ne faisant point d'effet[2]. »

Étienne Bonnot de Condillac était né à Grenoble en 1715, il avait donc alors quarante-trois ans. Lorsqu'il eut fini ses études, il vint à Paris sous la protection de son frère aîné, l'abbé de Mably. Il voyait la société de sa tante, madame de Tencin; ses amis étaient Diderot, Duclos, Jean-Jacques, mais ce Dauphinois, plein de bon sens, calme et réservé, pouvait vivre dans la compagnie d'hommes dont il admirait l'esprit, et déplorait les erreurs, sans pour cela partager toutes leurs opinions[3].

On a beaucoup discuté sur les théories de Condillac, et la polémique de Victor Cousin et de ses disciples n'a pas peu contribué à égarer les jugements; mais peut-on accuser de matérialisme et d'athéisme un philosophe qui « sent son âme dans son corps » et qui dit : « Plus une vérité est importante, plus on doit avoir soin de ne l'appuyer que sur de solides raisons. L'existence de Dieu en est une, contre laquelle s'émoussent tous les traits des athées. »

Si Don Ferdinand ne devint pas un prince éclairé, s'il ressembla à son père, on ne peut s'en prendre à Condillac;

1. Madame de Gonzalès, gouvernante de l'Infante Isabelle.
2. Lettre du 25 mars 1758, Beauriez, p. 147.
3. T.-V. Charpentier, *Introduction* au *Traité des Sensations*. Paris, in-12, 1893.

le précepteur s'acquitta de son rôle avec discernement, avec tact. Il comprit son devoir comme Bossuet et Fénelon avaient compris le leur; il ne se borna pas à donner à son élève l'éducation que les jeunes gens recevaient dans les écoles publiques, il composa un cours d'études *ad usum Principis*[1].

L'éducation, suivant Condillac, doit avoir pour objet de développer les idées des enfants suivant l'ordre même de la nature; cet ordre n'est autre que l'ordre logique. Ce principe, bien conforme aux idées du temps, fut suivi par le précepteur avec une persévérance qui jamais ne se ralentit. « La méthode que j'ai suivie, dit-il lui-même dans ses discours préliminaires, paraîtra nouvelle, quoique dans le fond elle soit aussi ancienne que les premières connaissances humaines. Il est vrai qu'elle ne ressemble pas à la manière dont on enseigne. Mais elle est la manière même dont les hommes se sont conduits pour créer les arts et les sciences[2]. »

1. L'ensemble du *Cours d'études* (publié à Parme, 1769-1775) forme dix-sept volumes dans l'édition des Œuvres complètes de Condillac.

Quatre volumes sont consacrés à la *Grammaire*, à l'*Art de penser*, à l'*Art d'écrire* et à l'*Art de raisonner* : les autres volumes renferment une histoire de l'humanité depuis les origines jusqu'aux premières années du règne de Louis XV. — Condillac resta auprès de son élève de 1758 à 1767.

2. Condillac enseigne l'histoire suivant les idées modernes, les faits sont peu nombreux, mais bien choisis. Des chapitres étendus sont consacrés aux arts, aux lettres, aux sciences, à la philosophie, aux mœurs, aux institutions. C'est sur l'enseignement de l'histoire que le précepteur a compté pour faire pénétrer dans l'esprit de son élève les idées générales qui sont, de l'aveu de tous, le meilleur fruit d'une éducation bien entendue.



Lorsque Madame Infante eut l'esprit tranquille au sujet du précepteur de son fils, elle se préoccupa de cette guerre qui mettait tant d'entraves à ses projets.

Elle apprécie justement la conduite odieuse du maréchal de Richelieu rentrant à la cour sûr de l'indulgence de Louis XV, mais accablé sous le flot des libelles. « Notre retraite est affreuse, écrit l'Infante, nos affaires sont dans le plus mauvais état. La honte est entière, M. de Richelieu en six mois a perdu une des plus belles armées et déshonoré toute la nation ; il crie justification sur les voleries ; il prétend prouver son équité ; je trouve bien humiliant d'en être là. Pourquoi donc a-t-il laissé voler? Tout cela ne répare rien, ainsi cela n'occupe que les caillettes de la Cour et de la Ville. Le peuple le déteste. Il faut se soumettre ; tâcher de tirer le meilleur parti pour le présent et *pour l'avenir quoique reculé : ce serait au moins pour nos enfants*[1]. »

On ne peut accuser Madame Infante d'égoïsme, ce n'est pas pour elle-même qu'elle a tant d'ambition, c'est pour sa race et pour sa lignée. Elle souffrira, sans trop se plaindre, de n'avoir que ses pauvres duchés et sa « gueuserie » ; la pensée que ses descendants seront plus heureux la soutient et lui donne presque courage.

La mort de la reine d'Espagne (27 avril 1758) ne la laisse pas indifférente, c'est une ennemie de moins. On regretta peu cette femme dont les fabuleuses richesses

1. Lettre du 25 mars 1758, Beauriez, p. 147.

personnelles scandalisèrent toute l'Europe. Elle laissait une opulente fortune et pour trois millions de pierreries. Son testament mécontentait grandement l'Espagne, car les Portugais avaient la plus belle part, et, de tous les parents du roi, seule l'Infante Isabelle, fille de Don Philippe, avait « une marque de souvenir »[1].

Ferdinand perd la raison en voyant mourir sa femme; il mène la vie la plus extravagante, il n'y a plus aucune heure réglée pour qui que ce soit dans son entourage; il ne veut plus entendre parler, ni de confesseur, ni de messes[2]. A de rares intervalles lucides, il est honteux de ce qui lui arrive, mais il retombe bientôt dans sa mélancolie, et, pendant un an, il vivra ainsi dans cet état lamentable; la mort sera pour lui une délivrance.

On prévoit, dès 1758, que la succession au trône d'Espagne sera bientôt vacante, et ce sont pour Louise-Élisabeth de nouveaux soucis. Don Carlos remplacera Ferdinand, mais qui aura le trône de Naples? Rien n'a été réglé au traité d'Aix-la-Chapelle, et la porte est ouverte à toutes les contestations...

Malheureusement, l'Infante va perdre un sérieux appui. — Bernis songe à prendre sa retraite, il invoque des raisons de santé, quand au fond il est plutôt malade moralement. Les malheurs de la guerre[3] le découragent, il essaie de prêcher la paix[4], mais trouve une

1. Aff. Étr., *Espagne*, 524, f° 4 : Aubeterre à Bernis, 4 septembre 1758.
2. *Ibid.*, f° 68 : Aubeterre à Bernis, Madrid, 2 octobre 1758.
3. Désastre de Crevelt (23 juin 1758).
4. « Venez ici, si vous pouvez; si vous ne pouvez pas ou ne voulez



résistance inébranlable auprès de la marquise, du roi, de Choiseul, et, devant cette coalition, le ministre est prêt à se retirer, lorsqu'il reçoit de Louis XV une lettre dite *d'ordre*, et non de cachet.

« Mon cousin, écrivait le Roi, les instances réitérées que vous m'avez faites pour quitter le département des Affaires étrangères m'ont persuadé qu'à l'avenir vous ne rempliriez pas bien des fonctions dont vous désirez avec tant d'ardeur être débarrassé... J'ai senti en même temps que *vous ne répondiez pas à la confiance que je vous avais marquée dans des circonstances aussi critiques, ni aux grâces singulières que je vous ai accumulées en si peu de temps*. En conséquence, je vous ordonne de vous rendre dans une de vos abbayes, à votre choix, d'ici à deux fois vingt-quatre heures, sans voir personne, et ce jusqu'à ce que je vous mande de revenir[1]. »

Ce fut à Vic-sur-Aisne, près de Soissons, que se réfugia Bernis. Il venait de recevoir le chapeau de cardinal[2], grâce aux démarches de Choiseul, et malgré madame de Pompadour qui eût désiré au dernier moment voir échouer la barque au port, mais il était trop tard[3]. Si le roi écrivit à l'instigation de la marquise

pas y venir, faites la paix au plus tôt, ou du moins mettez-nous dans le cas de ne pas nous ruiner de fond en comble. Il vaut mieux conserver le royaume que de courir après le leurre des Pays-Bas... J'ai converti l'Infante sur la paix, elle en sent la nécessité. Si le Roi, son père, est ruiné, que deviendra-t-elle? » Bernis à Choiseul, 23 septembre 1758, dans *Mémoires*, II, 276.

1. *Mémoires* de Bernis, II, 346 (13 décembre 1758).

2. 2 octobre 1758.

3. « Le refroidissement de madame de Pompadour n'éclata que



la lettre sévère que l'on vient de lire, il ne remit pourtant pas la barrette à Bernis « comme on jette un os à un chien »[1].

C'est une légende que la publication des *Mémoires* du prélat réduit à rien. « Le jour de la cérémonie du chapeau, écrit Bernis, quinze jours avant mon exil, le Roi me combla de bontés en public. En me mettant la barrette sur la tête, il me dit assez haut pour être entendu de tout le monde : « *Je n'ai jamais fait un si beau cardinal*[2]. »

Bernis savait que sa disgrâce était résolue, et très prochaine. Il rapporte qu'en revenant de la chapelle de Versailles après la cérémonie, un courtisan en le voyant entouré du clergé, du parlement, des ambassadeurs, lui dit : « Monsieur le Cardinal, voilà un beau jour. — Dites plutôt voilà un bon parapluie », répondit Bernis, qui ajoute : « Quand je fus exilé, je trouvai qu'effectivement c'était un bon meuble, car la manière dure dont on me traita, et à l'humeur que la Marquise fit paraître devant moi, je ne sais si, sans cette dignité, il ne me serait pas arrivé pis[3]. »

Le public fit maints commentaires et sur le cardinalat et sur la retraite de Bernis. On dit entre autres choses que Madame Infante avait négocié l'affaire du chapeau

lorsqu'il n'était plus possible de m'ôter le chapeau. » *Mémoires de Bernis*, II, 96.

1. *Mémoires de madame du Hausset*, Paris, 1824, p. 62.

2. *Ibid.*, II, 94.

3. *Ibid.*, II, 96.



par la princesse Trivulce, sa Camerera Mayor, et sœur du cardinal Archinto, secrétaire d'État du pape[1]. On en donnait pour preuve l'intimité, pour ne pas dire plus, dont la fille de Louis XV « honorait » Bernis. Madame du Hausset parle de ce scandale; son témoignage a ceci de particulier, c'est qu'il bouleverse les dates et place l'exil du cardinal à la fin de 1759, ce qui n'est pas pour nous donner grande confiance. L'auteur de la *Vie privée du Maréchal de Richelieu* va plus loin et déclare nettement que Louise-Élisabeth fut la maîtresse de Bernis[2]. Cheverny enfin, qui est bien la plus mauvaise langue du XVIII[e] siècle, nous fait le récit suivant : « La protection évidente de Mesdames, la manière leste dont l'abbé était avec Madame Infante, tout semblait pourtant lui donner l'espérance de jouer un grand rôle. Madame Infante, singulièrement grasse, aimait la parure et était d'une bonhomie qui, sans nuire à sa dignité, perçait dans toutes ses actions. Elle parut un jour dans le cabinet avec une robe de satin cramoisi, retroussée par des attaches faites avec tous les diamants de la couronne, le Pitt, le Sancy, le Régent; je n'ai de ma vie vu une parure si riche et de si mauvais goût. Sa robe de cour, sans mantelet, étalait une gorge très volumineuse. Tout le monde remarqua l'abbé de Bernis qui, en causant avec elle familièrement, promenait,

1. *Mémoires*, 95.
2. IX, 240.

comme par distraction, sur cette énorme peau, les poils d'un manchon de martre qu'il tenait fort haut[1]. »

Le tableau est joli, trop joli peut-être pour qu'il soit vrai. Madame Infante n'avait nul besoin, dans sa haute situation, d'avoir recours à de fâcheuses complaisances pour s'assurer les bonnes grâces d'un ministre qui, ne l'oublions pas, lui devait beaucoup.

La valeur de ces documents est fort douteuse : madame du Hausset n'est qu'une femme de chambre, souvent prise en défaut; Soulavie, qui rédigea les *Mémoires* de Richelieu, ne saurait être une autorité, ses récits qui tournent volontiers à l'égrillard se rapprochent souvent de ceux de Casanova ; Cheverny a une haine non dissimulée pour Mesdames et même pour la Dauphine.

Quoi qu'il en soit, il était impossible de passer sous silence ces bruits de cour, et, si rien ne peut les contredire expressément, le caractère même de la princesse mise en cause leur donne le plus éclatant démenti. L'Infante fut une intellectuelle, qui ne songea jamais à s'embarquer pour Cythère ou même à parcourir le pays de Tendre.

Louis XV, dans sa détresse, avait en vain essayé d'obtenir quelques secours préliminaires de Ferdinand VI; Marie-Thérèse avait tout aussi infructueusement tenté la même démarche. Les ressources du trésor s'épuisaient et les vaisselles d'argent et les bijoux que les

1. I. 238.

sujets du roi de France, sur la demande de Silhouette, envoyaient à la Monnaie (novembre 1759), ne comblaient guère le déficit; cette opération acheva de ruiner le crédit et engagea Louis XV dans une nouvelle dette. Aussi Bernis avait-il « mis tout en usage » pour déterminer la cour de Vienne à réunir un congrès; il s'était même tourné du côté de l'Angleterre, d'accord avec la reine d'Espagne; il espérait enfin faire accéder Ferdinand VI au traité de Versailles pour ce qui concernait l'Italie, et les intérêts des Infants, dont les successions restaient non réglées et sujettes à de nombreuses contestations. C'était le prologue du Pacte de famille que Bernis, on le voit, avait préparé de longue main, bien avant Choiseul.

Mais la mort de Marie Barbara déconcerte tous ces projets; il n'est pas possible de tirer Ferdinand de sa démence, on ne peut obtenir de lui aucune signature. Bernis espère encore amener la cour de Vienne à proposer la paix, quand Choiseul, à ce moment, fait volte-face et abandonne la partie, c'était là l'ouvrage de madame de Pompadour; la favorite avait représenté à Louis XV qu'en demandant si fort à Marie-Thérèse de tenir une parole, donnée dans la consternation provoquée par les désastres de la fin de 1757, Bernis ne réussirait qu'à brouiller le roi avec l'impératrice. Choiseul fut autorisé à prendre cette nouvelle attitude par des ordres particuliers et secrets, selon une habitude qui était chère à Louis XV.

A la suite d'un conseil, Puysieulx qui, malgré sa retraite, avait gardé voix délibérative, dit à Bernis :

« Vous apercevez-vous que, depuis quelque temps, le ministre des Affaires étrangères est à Vienne?

— Sans doute, je m'en aperçois, mais je me tirerai de ce mauvais pas le plus tôt que je pourrai[1]. »

Telle est la véritable cause de l'exil de Bernis, qui, ne voulant pas céder, mécontenta madame de Pompadour.

Et c'est ainsi que Choiseul fut appelé à prendre sa succession. L'Infante perdait un ami dévoué, mais elle retrouvait en Choiseul un ministre prêt à la servir, du moins pour les négociations matrimoniales, car, hélas! moins que jamais il ne pouvait être question de couronnes et de royaumes.

1. Bernis, *Mémoires*, II, 97-100.



CHAPITRE XX

LE TESTAMENT DE L'INFANTE

(1759)

La santé de Ferdinand VI. — Amitié de Louis XV pour son gendre. — La succession au trône de Naples. — Le comte d'Argental. — Demande officielle de l'Infante Isabelle pour l'archiduc Joseph. — Du Tillot secrétaire d'État. — Mort du roi d'Espagne. — Déception de l'Infante. — La Lorraine. — La Corse. — Conseils de Louise-Élisabeth à son fils Ferdinand. — Les vertus d'un Prince. — Amour de la France. — Le Pacte de famille. — Lettres de Louis XV sur la maladie et la mort de sa fille. — Le convoi de la princesse. — Chagrin du roi. — Service solennel à Notre-Dame. — Obsèques publiques à l'Annonciation de Parme. — *Dov'è la tua Vittoria, o Morte?*

Le duc et la duchesse de Parme suivent avec anxiété les progrès de la maladie du roi d'Espagne, et, dans l'attente de sa mort, ils discutent et se tiennent prêts à tout événement. Les rapports de Don Philippe et de Don Carlos n'étaient point des meilleurs, et l'influence de la reine de Naples, princesse saxonne, sœur de la Dauphine Marie-Josèphe, ne favorisait guère les intérêts des Infants. Don Philippe, néanmoins, se leurre de l'es-



poir de passer de Parme à Naples, lorsque son frère montera sur le trône de Castille. Louise-Élisabeth est tout entière à ces nouvelles occupations dont elle entretient sans cesse Choiseul.

« Suivant les dernières nouvelles d'Espagne, écrit-elle à Don Philippe, il y a un médecin qui nie la fièvre : je le croirais assez puisqu'il (Ferdinand) vit encore. Ainsi cela pourrait aller loin... J'ai raisonné un peu longuement là-dessus avec M. de Choiseul. Il faut, mon cher, que tu fasses des amitiés à ton frère et pas davantage; ne rien promettre, ne rien exiger qu'en gros... Je t'ai dit la façon dont le Roi (Louis XV) s'intéresse à toi[1]; ainsi tu peux être tranquille... »

Don Philippe avait eu quelque crainte au sujet de l'état de Ferdinand, il se disait que, peut-être aussi, il serait atteint de folie; sur quoi la duchesse le rassure, à la fin de cette même lettre : « Sois tranquille aussi sur ta tête, mais, quand même le roi de Naples tomberait dans ce mal, je te réponds de la solidité de ta tête, elle n'est point du tout tournée de cette façon. Jamais je n'ai vu prendre de distractions au roi d'Espagne; pour moi, j'en ai beaucoup, c'est sûrement bonne marque pour le bon sens[2]. »

1. « L'Infant a trop de preuves de l'amitié du roi pour n'être pas persuadé que Sa Majesté s'occupe avec le plus tendre intérêt des arrangements à prendre en faveur de ce prince, dans le cas peut-être fort prochain de la mort du roi d'Espagne. » Aff. Étr., *Parme*, 23, f° 102 : Choiseul à Brochier, Versailles, 2 janvier 1759.

2. Bibliothèque Nationale, lettre du 12 février 1759.



L'Infante, certes, était fort bien équilibrée. Profitant de son séjour à Versailles, elle demande à son père plusieurs faveurs importantes. C'est d'abord la permission de faire venir Don Philippe à Versailles, au cas où une entrevue aurait lieu, si Don Carlos se rendait en Espagne par la voie de terre. Louis XV communique lui-même la nouvelle à son gendre.

« J'approuve bien fort, dit-il, la proposition que vous faites de venir à Lyon par la Savoie, pour de là vous en retourner avec l'Infante... Nos dernières nouvelles d'Espagne du 2 de ce mois n'apportent aucun changement dans l'état du Roi, votre frère. Mais voilà l'intempérie de la campagne de Rome qui approche et je crains que cela ne dérange la marche du roi de Naples, tâchez de nous en informer, et de me le mander positivement, car vous ne devez pas douter du plaisir que j'aurais de vous voir, et jamais l'occasion ne peut être plus favorable à vos désirs et aux miens[1]. »

L'Infante dit à Don Philippe qu'elle est « étonnée et charmée » de l'amitié que Louis XV a pour lui : elle venait évidemment de lire cette lettre dans laquelle, en effet, le roi se montre très sincèrement désireux de faire enfin la connaissance de son gendre.

La paix était reculée, mais Louise-Élisabeth y songe cependant, et c'est en vue de négociations plus ou moins prochaines qu'elle demande aussi à son père que soit

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : Louis XV à Don Philippe, Versailles, 16 avril 1759.



créé un poste de ministre plénipotentiaire chargé des intérêts des Infants à Versailles; elle désigne Argental qui sera le personnage choisi.

« Avant la paix, dit-elle, il faudra bien quelqu'un qui puisse aller parler à M. de Stahremberg, par exemple, pour ajuster quelque article; M. de Choiseul est accablé d'affaires, ainsi il te serait utile d'avoir quelqu'un qui pût disputer à loisir sur tout le détail. » Toutefois, rien ne se fera qu'après la mort du roi d'Espagne, et dans le plus grand secret. Don Carlos ne sera instruit de rien, et il aura trop à faire et à penser au moment où il devra succéder à Ferdinand pour trouver à blâmer cet acte d'indépendance. « Tu ne seras pas fâché de te dépêtrer de l'air de tutelle, dit l'Infante à son mari,... tes États t'ayant été donnés par l'Europe, les arrangements que tu avais pris avec le prédécesseur n'ayant été que personnels, non avec le royaume, sont finis par sa mort[1]. »

Partant de là, Louise-Élisabeth attaque la question de Naples; ce royaume est naturellement convoité par Don Carlos pour sa descendance, et l'Infante croit qu'il serait de bonne guerre de ne point le disputer à ses neveux; cette concession, dit-elle, rendra le roi et la reine de Naples « plus souples »; ils nous procureront ainsi « de quoi ne pas envier le royaume de Naples, et aideront bien mieux *aux projets là-dessus que l'on a pour nous*, car enfin ils peuvent donner un furieux coup de collier aux affaires,

1. Beauriez, 152-157. Lettre du 16 avril 1759.

mais il sera plus prompt et meilleur quand ils y envisageront leur intérêt[1] ».

Choiseul n'était pas étranger à ces conseils; l'Infante l'avoue à Don Philippe. « Il (Choiseul) a dit qu'il faut que tu profites de l'occasion pour reprendre tes droits, qu'il ne faut pas de tutelle, ni celle d'Espagne, ni celle du Roi; que c'était en serviteur zélé qu'il osait me le dire; du reste, je suis très contente de lui; *il pense à nous*[2]... »

Ainsi l'ambition de Louise-Élisabeth ne désarmait pas, et, contre vents et marées, elle avait toujours devant les yeux le mirage des Flandres...

Elle ne semble pas se douter que l'Autriche, soutenue par madame de Pompadour et par Choiseul, était bien loin de vouloir la paix et ne s'y résignerait qu'après les plus longs efforts et les plus désespérés. Elle ne pouvait prévoir non plus que, loin de donner aux autres, Marie-Thérèse sera obligée de céder cette Silésie qu'on lui arrachera du cœur...

Les illusions ne durèrent pas longtemps, et ce que Choiseul ne pouvait dire à l'Infante, il le dit très franchement à Argental[3], qui entre en fonctions à la fin de

1. Beauriez, 152-157. Lettre du 16 avril 1759.

2. *Ibid.*

3. Charles-Augustin de Fériol d'Argental, conseiller d'honneur au parlement de Parme, baron de Saint-Martin de l'île de Ré. C'est l'ami, le « divin ange », de Voltaire; voir *Correspondance* de ce dernier, lettres du 3 juin et 15 juin 1759. L'Infante dit de d'Argental : « Rien de si joli, mon cher, que notre plénipotentiaire, il a plus de cinquante



mai. Le plénipotentiaire du duc de Parme avait demandé au ministre quelques explications au sujet du traité conclu, le 30 septembre 1758, entre Louis XV et Marie-Thérèse, traité qui faisait entrevoir un avenir brillant à Don Philippe.

« Les circonstances, répondait Choiseul, forcent quelquefois le cœur des meilleurs rois et des meilleurs pères. C'est ce qui arrive en cette occasion. Le Roi, au commencement de cette guerre, a désiré avec vivacité de procurer à l'Infant, son gendre, un établissement aussi considérable que solide. Sa Majesté, qui écoutait principalement sa tendresse pour Son Altesse Royale, avait espéré, ainsi que ses alliés, que les établissements pourraient avoir lieu dans un pays plus rapproché de la France que l'Italie. Les événements malheureux et successifs de la guerre ont détruit la vraisemblance qui avait créé ce projet. Le Roi a été forcé, pour le salut de son Royaume, de se restreindre à des bornes plus simples pour la continuation de la guerre et pour l'acheminement à la paix. Sa Majesté a pensé alors, et elle se flatte que l'Infant, son gendre, le pensera de même, que dès que ce prince ne pourrait pas être souverain d'un État prépondérant en Europe, il était de sa naissance, de sa dignité et de son bonheur de regarder les possessions qu'on lui assurait en Italie, comme de belles terres servant à l'habitation d'un Infant d'Espagne qui n'est pas dans le cas de cal-

ans, une chassie, mais sans plaisanterie, sa mine ne trompe pas sur son esprit. » Beauriez, p. 165.



culer le plus ou le moins de revenus de ses terres, puisque son véritable revenu est fondé sur celui du Roi, son beau-père, et du Roi, son frère[1]. »

La phrase est un peu longue, mais le mot juste est trouvé pour désigner la situation des Infants de Parme : *ils habitent de belles terres*, comme de simples grands seigneurs, ils n'ont d'autres prérogatives royales et souveraines que des prérogatives honorifiques, et force leur est de s'en contenter. Il leur reste du moins l'avantage de briguer les plus beaux partis pour leurs enfants, et, si eux-mêmes ne peuvent monter sur un trône, ils peuvent voir leurs filles épouser tour à tour les héritiers présomptifs des deux grandes monarchies catholiques de l'Europe.

Dès la fin d'avril, en effet, l'Infante avait été avertie officieusement que le mariage de sa fille Isabelle avec l'archiduc Joseph était chose décidée à Vienne. Le 29 juillet, l'empereur et l'impératrice[2] avaient fait la demande, et Louis XV pouvait alors écrire à son gendre : « Je vous envoie un courrier pour vous apprendre qu'hier, dans une audience particulière, le comte de Stahremberg me remit deux lettres de Leurs Majestés Impériales par lesquelles elles me demandaient l'Infante

1. Aff. Étr., *Parme*, 23, f° 194 : Choiseul à Argental, Versailles, 27 juillet 1759.

2. La lettre de Marie-Thérèse à Louis XV a été publiée, d'après les archives des Affaires étrangères (*Vienne*, 272), par le vicomte Boutry, dans la *Nouvelle Revue rétrospective*, XIX[e] année, n° 109, 10 juillet 1903, p. 69.

Isabelle-Louise-Marie, votre fille, pour épouser l'archiduc Joseph, leur fils aîné ; vous jugerez aisément de ma réponse. Ma joie en a été extrême, malgré le moment cruel où je me trouvais de la bataille que nous avons perdue le 1er de ce mois[1]. Vous connaissez tous mes sentiments pour vous et les vôtres, pensez-les, et vous ne sauriez rien penser de trop fort ; de les exprimer pourrait les diminuer, ainsi je me tiens au silence pour vous. A l'égard de votre fille, je crois le moment arrivé de lui en faire mon compliment et, en conséquence, je vous prie de lui remettre la lettre ci-jointe. J'embrasse dans cette occasion mon gendre bien tendrement[2]. »

Cette importance nouvelle dut être enfin annoncée au roi des Deux-Siciles, qui ne s'en montra pas trop troublé. On craignait que Don Carlos ne prît ombrage de la préférence que l'on donnait à sa nièce Isabelle en lui accordant le fils aîné de Marie-Thérèse, mais, après une légère « bouderie », tout se calma. Louise-Élisabeth avait un autre dessein en faisant agir Don Philippe par lui-même, c'était de l'affranchir de toute dépendance.

Elle profitait de l'état de Ferdinand VI, auprès duquel aucune démarche ne pouvait être faite, pour établir des relations futures moins serviles entre Parme et l'Espagne. « Voilà le moment, écrivait-elle à Don Philippe, où tu

1. Bataille de Minden, livrée par les Français, commandés par le maréchal de Contades.

2. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : Louis XV à Don Philippe, 12 août 1759.



peux reprendre les droits que tu as reçus par les États, quoique chétifs, que l'Europe t'a donnés[1]. » Et elle engageait son mari à déclarer, sans plus attendre, la nomination de Du Tillot, comme secrétaire d'État de Parme; c'était la réalisation d'un projet qui avait toujours été entravé par l'Espagne. Du Tillot était pourtant le seul homme capable de mener à bien les affaires de l'Infant, et, secrétaire d'État ou non, il avait pris en main depuis longtemps la direction du gouvernement. Intelligent, actif, zélé et honnête, Du Tillot était digne de la confiance de ses maîtres. Choiseul écrivait à Rochechouart : « Le Roi a fort approuvé le choix que l'Infant a fait de M. Du Tillot pour la place de secrétaire d'État. Ce nouveau ministre a mérité par ses talents et par son zèle pour le service de Son Altesse Royale la preuve distinguée qu'Elle vient de lui donner de ses bontés[2]. »

L'Infante, avec l'approbation de son père, avait donc obtenu quelques franchises; Parme était représenté à Versailles par Argental, et Du Tillot occupait enfin le poste élevé auquel il avait droit; les ministres espagnols, dans l'effarement où les plongeait l'agonie du roi, ne pouvaient rien; ils durent accepter les faits accomplis.

Ferdinand VI expira le 10 août dans sa solitude de Villaviciosa. Louise-Élisabeth se confie à Du Tillot dès qu'elle sait la nouvelle. « *Voilà donc le Roi d'Espagne*

1. Lettre du 11 juin 1759, Beauriez, p. 170.
2. Aff. Étr., *Parme*, 23 f° 188 : Choiseul à Rochechouart, Versailles, 10 juillet 1759.

mort, sérénissime, écrit-elle, *voilà un grand et terrible moment pour nous*. Je crois qu'il faut tâcher d'entrer dans quelques détails avec son successeur, détails pour nous procurer un sort heureux mais qui ne nuira pas au secret promis. Je ne sais encore si ce courrier sera de nous, le Roi étant à Choisy; c'est par courrier que l'on parle et adieu le temps[1]! Jugez du pauvre état de ma tête avec toutes ces dépêches, ainsi rectifiez ce que je peux dire de travers, car je prie l'Infant de vous consulter, et vous pouvez lui dire, si vous voulez, que j'ai recommandé ma pauvre tête à votre bonne et zélée tête. Vous connaissez Naples et savez comment l'on peut tourner ses phrases. Adieu, mon cher[2]. »

La mort de Ferdinand ne devait rien changer à la situation de Don Philippe. Cet événement n'amena que des déconvenues pour les Infants : la succession au trône de Naples fut réglée en faveur du troisième fils de Charles III[3], le prince Ferdinand. L'héritier présomptif de la couronne d'Espagne, étant sujet depuis son enfance à des accès d'épilepsie, les médecins et le conseil royal déclarèrent le jeune prince incapable de régner, et le second fils du roi de Naples devint prince des Asturies

1. Ce qui veut dire : tout mon temps sera pris par les lettres à écrire.

2. Bibliothèque Nationale, Manuscrits français, Nouvelles acquisitions, 1979, lettre du 18 août 1759.

3. Don Carlos fut le septième Charles des Deux-Siciles et le troisième d'Espagne.

et accompagna son père en Espagne — c'était le futur Charles IV[1].

Ici intervient une légende, qu'après Saint-Priest, Michelet rapporte tout au long, légende qui aurait été imaginée, par le Père Ricci, général des jésuites. Il s'agissait de faire passer Don Carlos pour un fils adultérin d'Élisabeth Farnèse et d'Alberoni, et ainsi de déposséder le roi de Naples de la couronne d'Espagne, en faveur de Don Philippe... Le vrai, c'est que l'Infante avait peut-être songé un instant à devenir reine; sa correspondance rédigée comme à dessein de façon si obscure ne nous renseigne pas; mais, s'il faut en croire les dépêches diplomatiques anglaises citées par Coxe, de sérieuses tentatives furent faites à Versailles. « La Cour de France, écrit Pitt à Gray, ministre d'Angleterre à Naples, convaincue qu'elle ne doit plus compter sur la santé du roi d'Espagne qui, outre ses infirmités corporelles, se trouve tant soit peu atteint dans ses facultés morales, s'est vue dans la nécessité d'abandonner les projets[2] qu'elle avait formés lors de la maladie de la Reine... Maintenant, il est question d'un nouveau projet, à savoir que, depuis trois semaines ou un mois, on se donne un grand mouvement pour engager le roi d'Espagne à abjurer la couronne en faveur de Don Philippe... Il paraît très probable que des machinations non moins secrètes que dangereuses sont

1. Coxe, IV, 416.

2. On avait projeté de marier l'une de Mesdames avec Ferdinand; voir plus haut, p. 356.



en jeu maintenant de la part des partisans de la France à la cour de Madrid... Il faut savoir jusqu'à quel point cette cour (Naples) est inquiète et alarmée dans une position aussi critique et aussi précaire[1]. »

L'Infante fut-elle aidée par Bernis en cette circonstance? Michelet l'affirme, mais il est aveuglé ici comme ailleurs par son désir de traîner le clergé dans la boue; il dit que la fille de Louis XV « n'avait réellement pour elle que Bernis, son Alberoni », acceptant du même coup les deux romans qui font de la belle-mère et de la belle-fille des ambitieuses coupables d'adultère, et quel adultère! pour en arriver à leurs fins... Sur quoi Michelet cite Barbier, qui ne sait rien des choses de la cour; cet avocat écrit dans son *Journal*[2] que Louis XV aurait puni Bernis « pour avoir manqué en quelque chose à Madame Infante », et l'historien en déduit que le roi voulait par là venger sa fille « de celui qui l'avilissait ». Toutes différentes furent les causes de la chute de Bernis. Aussi est-il impossible de prendre au sérieux les insinuations de Michelet, fondées sur les textes les plus contestables. Reste un fait certain, c'est que Madame Infante pensa au trône d'Espagne; jusqu'ici, aucun autre document que la lettre assez vague de Pitt ne nous renseigne à cet égard; la question, en outre, n'a qu'une importance relative, c'est encore un rêve qui passe un instant dans

1. Coxe, IV, 273, 274 : lettre datée de Whitehall, 1er décembre 1758.
2. VII, 111.

l'esprit de la duchesse de Parme, mais il est inutile et inexact d'y mêler Bernis.

L'entrevue projetée entre Don Carlos et Don Philippe n'eut pas lieu, au grand déplaisir de l'Infante, qui devait se rendre à Lyon et aider son mari de ses conseils en cette grave circonstance[1]. Le nouveau roi d'Espagne s'attarde à Naples pour régler la succession au trône, et prend par le plus court, afin de gagner du temps. Il s'embarque dans les premiers jours de décembre pour Barcelone.

« Mes regrets sur vous sont très vifs, écrivait Louis XV à son gendre, d'avoir perdu cette occasion de vous voir et de vous embrasser. Après le mariage de votre fille qui, j'espère, pourra se faire cet hiver, peut-être irez-vous voir le Roi votre frère, le complimenter, l'embrasser et le remercier de tout ce qu'il annonce et promet pour vous, et, en revenant, ce sera une occasion favorable de passer par ici[2]. »

Louise-Élisabeth, lasse de ces déceptions, se console en escomptant un héritage, qui devait exciter bien des convoitises parmi tous ceux qui touchaient de près ou de loin à la cour[3] : l'héritage de son grand-père, le roi

1. « Si tu désirais qu'après le mariage, je revienne surtout pour ne pas manquer l'entrevue de Lyon, où je me crois essentielle pour tout le monde... » L'Infante à Don Philippe, 2 mai 1759. Bibl. Nat.

2. Archives de Parme, *Lettere di Principi* : Louis XV à Don Philippe, 23 septembre 1759.

3. Voir, sur les prétentions du prince Xavier de Saxe, notre ouvrage *La Mère des trois derniers Bourbons*, et sur celles de sa sœur, la prin-

Stanislas, qu'elle appelait Papinio. « Je vais travailler pour la Lorraine à la mort de Papinio, nous y passerions notre vie avec vos enfants, jusqu'à ce que le sort peut-être plus favorable pût les mieux placer. Je ne saurais en désespérer[1]. »

Et, dans la même lettre, elle parle du mariage de sa fille que la guerre empêche de célébrer avant le printemps prochain. Les sentiments peu tendres qu'elle a pour Isabelle n'ont guère changé. « Notre fille me paraît un peu trop aise; je voudrais pour elle que ton sort l'occupât en apprenant le sien... La demande ne t'ayant pas été faite encore à toi, il serait ridicule que tu fisses des fêtes auparavant des fêtes pour le sujet; un feu d'artifice passe, mais un opéra, je crois, mon cœur, que cela ne doit être qu'au moment, et c'est l'usage partout. *Ce mariage est un bonheur, non un honneur pour nous*; faisons bien donc, mais sans outrer. » Quel ton et quelle morgue! Il fallait que l'Infante fût dans une disposition d'esprit bien maussade, et, de fait, elle a mille causes de chagrin.

« Je t'assure, mon cœur, continue-t-elle, que le Roi est peiné pour nous des malheurs qu'il a essuyés. Je suis fort fâchée du voyage par mer, cela est ridicule à ton frère; je crois que l'entrevue eût été utile et pour nous. Cela fera parler dans l'Europe. » L'Infante cherche par-

cesse Christine : *Lettres d'amour du XVIII[e] siècle, le Carnet*, décembre 1902.

1. Lettre du 6 septembre 1759, Beauriez, p. 200.

tout une planche de salut, elle pense à Élisabeth Farnèse, qui vient de sortir de sa retraite de Saint-Ildefonse et qui exerce la régence jusqu'à l'arrivée de son fils : « Ah! si ta mère peut avoir du crédit[1]! mais je crains ma *bonne amie* (la femme de Don Carlos)... Elle (Élisabeth) a dit à son retour qu'elle n'était pas anglaise, mais veuve de Philippe V, fils de France... » Madame Infante ne néglige pas la marquise de Pompadour à laquelle Don Philippe écrit lui-même « une lettre très satisfaisante ». Enfin, elle prie l'Infant de s'adresser à Louis XV : « Je crois, mon cher, que tu feras bien d'écrire au Roi toute la douleur de ses malheurs, de l'empêchement que cela a mis au bonheur qu'il voulait te procurer, que tu ne l'oublieras jamais; que tu crois donc te flatter, si jamais des occasions favorables lui permettaient de t'en donner des marques, [qu']il ne te les refusera pas; que tu m'avais chargée de lui parler sur la Lorraine à la mort de Papinio, que cela ferait le bonheur de ta vie. Au moins, tu tourneras tout cela, enfin, de la façon la plus touchante, comme tu sais bien faire[2]. »

Et, dans chaque lettre, ce sont d'autres chimères; la pauvre Infante n'a pas un instant de liberté d'esprit, pas un instant de repos, c'est à peine si elle peut dormir, son cerveau éclate; et, au décousu de son style, à l'en-

1 « Si ta mère peut avoir du crédit, je serai tranquille, car sûrement elle sentira bien tout ce qu'on peut faire. » Lettre du 15 octobre 1759. Bibl. Nat.

2. Lettre du 6 septembre 1759, Beauriez, 200-205.

chevêtrement inouï de ses phrases, on devine les souffrances physiques dont elle se plaint sans cesse. Les souffrances morales sont aussi bien lourdes à supporter, surtout quand on ne peut en parler. « Il me semble qu'il est dangereux, écrit-elle, de montrer que l'on désespère de tout... Tous les malheurs ne laissent pas le verbe haut[1]... » Que de chagrins accumulés en cette fin d'année et pour la princesse et surtout pour la France, que les Anglais poursuivent sur mer et que les armées de Frédéric tiennent toujours en échec. Et pourtant Louise-Élisabeth ne cesse de parcourir la carte d'Europe, cherchant un royaume. Après avoir rêvé les Pays-Bas, la Pologne, la Toscane, les Deux-Siciles, la Lorraine, elle songe encore à la Corse. « La Corse, dit-elle, en cas de guerre, est à considérer, elle donne un titre qui ôterait pour nos enfants des embarras de rang et de traitement[2]. »

De cette époque datent les conseils que l'Infante adressa à son fils, comme si elle sentait sa fin prochaine. Nous sommes loin des projets ambitieux et des satisfactions terrestres, ce sont des *ultima verba*; ces quelques pages font pardonner beaucoup à celle qu'on a pu juger avec quelque rigueur, à cette fille qui, pour satisfaire ses désirs d'établissement, n'a point hésité à flatter la maîtresse toute-puissante de son père, à cette femme qui va mourir du travail forcené et incessant

1. Lettres des 8 et 23 octobre 1759, Beauriez, 208 et 210.
2. Lettre du 19 novembre 1759, Beauriez, 217.

qu'elle s'est imposé par orgueil autant que par intérêt dynastique.

C'est la mère qui parle, toujours pleine de superbe, mais avec une élévation morale peu commune. Le premier paragraphe nous peint l'existence fiévreuse à laquelle nous venons de faire allusion.

« La vie est incertaine, mon fils, et mon caractère trop sincère pour me vanter ou affecter même une parfaite indifférence[1] sur la durée de la mienne; mais je sens que l'envie de vous voir, de vous laisser, digne du nom que vous portez dans ce monde, tel que je vous désire enfin, est *un des liens qui m'attachent le plus à cette vie, et une des raisons peut-être qui abrégera le plus la mienne par les tourments continuels que ce désir et la crainte de n'y pas parvenir me causent*. L'aveu de mes sentiments me sera une grande consolation à pouvoir vous laisser, si je meurs avant que vous ne soyez en état de le lire; si je vis, ils me serviront de plan pour vous former, et, dans l'un et l'autre cas, ils vous seront toujours une preuve de ma tendresse, de l'occupation où j'ai été de votre vrai bien, dans un âge où bien des gens ne le connaissent pas encore. »

Puis, entrant dans le détail des vertus qu'on exige d'un prince, Louise-Élisabeth continue :

« Aimez et servez Dieu, mon fils; on ne peut jamais

1. Nous ne relèverons aucune des tournures incorrectes de ce document, il nous offrira un exemple du style de l'Infante, qui, tout en écrivant fort mal, savait cependant trouver des expressions justes et belles.



être rien de bon si l'on n'aime le Maître de l'Univers, de notre être, qui nous a aimés jusqu'à sacrifier son propre fils pour nous; servez-le. La reconnaissance est le fond des vertus; si vous n'en avez pas pour lui, de qui en exigerez-vous?

» Ne soyez jamais honteux de la montrer pour ce Dieu sauveur; plus vous êtes élevé par votre naissance, plus vous le serez par votre rang, plus vous y êtes obligé. Que ne fait pas l'exemple des grands, des princes, des maîtres surtout, et combien y en aura-t-il de justement punis pour les fautes d'autrui? Ne soyez ni hypocrite, ni bigot; le premier n'éblouit pas longtemps les hommes, ou devient bientôt leur horreur, ou l'est toujours de Dieu; le second ne fait jamais le bien, ou ne s'occupe que de misères; l'on n'est compté que pour misère soi-même.

» Aimez, pratiquez la vertu; elle seule fait notre bonheur en ce monde et peut le faire en l'autre. Estimez-la, protégez-la. Vous ne pourrez jamais compter sur la fidélité de vos sujets, s'ils n'en ont pas pour Dieu; vous êtes homme, ils peuvent vous tromper; ils y travailleront s'ils n'ont pas la crainte de Celui qu'on ne peut abuser. Tant que votre santé vous le permettra, soyez exact à suivre les ordonnances de l'Église; cela ne fait pas la sainteté, mais il ne saurait y en avoir sans l'accomplissement des devoirs, et vous flatterez-vous que ceux que vous imposerez le seront[1] quand vous ne serez

1. Seront suivis.



pas fidèle à ceux[1] de Celui qui vous a créé, et vous a fait ce que vous êtes? Ne souffrez jamais aucun discours de plaisanterie ou autrement contre Dieu, ses préceptes ou ceux de l'Église qu'il a établie pour nous instruire; méfiez-vous de gens capables de pareils discours, car que ne diront-ils pas de vous?

» Ne lisez donc jamais non plus aucun livre de ces impies dont le Seigneur a permis, par justice, l'égarement et que tâchent de produire ceux qui nous envient notre bonheur et[2] trop malheureux pour tâcher d'y parvenir. Le moindre air de sérieux, de désapprobation dans les commencements arrêterait les détestables projets de ces impies qui voudraient que tout le monde le fût, afin de le paraître moins. Un prince n'est jamais grand sans l'amour et la crainte de ses sujets; vous ne l'aurez[3], mon fils, qu'autant que vous aimerez, servirez et craindrez le Seigneur qui alors vous illuminera, vous bénira et vous protégera. Aimez la justice, mais souvenez-vous qu'il faut qu'elle soit inséparable de la bonté, et que le Seigneur est juste mais miséricordieux.

» Ne donnez point accès à la médisance auprès de vous; ne dites jamais de mal de personne. Elle est affreuse dans tout le monde, exécrable dans la bouche d'un prince dont la moindre parole porte coup. Quelle horreur n'inspire pas un voleur! On peut restituer le

1. Aux devoirs.
2. Sous entendu : *et qui sont*.
3. L'amour et la crainte.

bien volé, l'honneur ne se rend pas de même, surtout quand il a été blessé par nous, et nous pouvons souvent perdre le plus honnête homme, le meilleur de nos sujets, que le repentir ne nous rendra point. »

Et la princesse veut faire comprendre à ce fils qui tient tout à la fois à l'Espagne et à l'Italie, ce qu'il doit à la France dont il est aussi descendu.

« Je suis Française, mon fils; ainsi, ceux qui, par la haine générale pour la nation la plus charitable, la plus folle aussi, mais la plus sensée (toujours parlant en général de ma nation quand le feu de la jeunesse est passé), ou ceux qui, gagnés par les puissances jalouses de celles de notre sang, me rendront suspecte là-dessus avec vous, si je n'y suis plus, vous jugerez mieux de mes raisons[1]. Si je vis encore, j'espère que ma conduite prouvera que mon devoir est mon premier amour.

» Aimez la France, mon fils; c'est là votre origine; ainsi vous lui devez pour vous-même respect et déférence. Monseigneur céda à son fils cadet ses droits sur l'Espagne pour rassurer l'Europe sur la puissance des deux Royaumes réunis. Louis XIV a non seulement mis une couronne dans votre première division de branche, mais que d'hommes, que d'argent, que d'avantages pour son royaume à lui, n'a-t-il pas sacrifiés pour assurer et conserver l'autre! Motifs de reconnaissance éternelle

1. Ce qui veut dire : « Si, plus tard, l'on reproche à ma mémoire de vous avoir inspiré des sentiments français, je veux que vous sachiez pourquoi je vous ai dit d'aimer la France ».

pour tout ce qui sort de là. Philippe V, la Reine, votre grand'mère, par tendresse pour leur fils, *elle par ambition aussi*, et pour ne pas voir son fils sujet de celui d'une autre femme, ont commencé l'établissement de votre Père; vous leur en devez aussi de la reconnaissance à leurs personnes.

» J'espère, mon fils, que vous en devrez une d'autant plus grande au Roi, mon père, que vous la devrez à sa tendresse pour ses enfants et pour son sang, par l'établissement solide qu'il tâche actuellement de vous assurer. Les Français adorent leur Roi, et tout ce qui vient de leurs maîtres; le roi de Naples[1], lors de son passage par la France, l'a éprouvé par l'empressement universel à le voir, malgré tout le farouche que l'éducation d'Espagne, le génie de cette nation dont était son gouverneur, et les instructions qu'il avait de sa cour, lui donnaient. L'Infant[2], bien différent en cela de son frère, votre sœur[3], ont été adorés; je souhaite que vous éprouviez vous-même cet amour, si glorieux à la nation, si flatteur pour nous; vous verriez, mon fils, que je ne vous dis rien de trop là-dessus; ainsi, comment ne pas aimer votre première nation et qui vous conserve ce même amour? Voilà les sentiments du cœur, les premiers, par conséquent, que vous ne devrez jamais oublier, et qui ne

1. Allusion au passage de Don Carlos par la France en 1731, lorsque ce prince alla prendre possession du duché de Parme. Voir Baudrillart, IV, 111-117.

2. Don Philippe.

3. L'Infante Isabelle.

doivent jamais vous quitter. Ceux d'intérêt, qui malheureusement font beaucoup sur les hommes, ne sont pas moins forts. »

Suit un paragraphe tout politique dans lequel sont développés les avantages du Pacte de famille qui, deux ans plus tard seulement, sera signé entre tous les Bourbons. Le passage est fort peu clair, nous en donnons une transcription, ou plutôt une traduction, au bas de la page[1].

« Si la France, l'Espagne et Naples étaient unis, *je ne parle pas de nous qui ne sommes encore que zéro dans le monde*, étaient bien unis qu'aucune puissance n'osât jamais les attaquer, elles le sentent. Elles gagnent les gens des Ministres qui, parfois aussi sans savoir les servir, se servent de petites piques, de la différence du climat où l'on est né, de celle des préjugés de chaque pays, pour inspirer au même joug, au même nom, la haine, la jalousie ou la méfiance qui, sans qu'ils s'en aperçoivent, mettent la division parmi eux, et les

1. « Si les royaumes de France, d'Espagne et de Naples étaient unis, bien unis (je ne parle pas de nous qui ne sommes encore que zéro dans le monde), aucune puissance, pourraient-ils dire, n'oserait jamais nous attaquer. Au lieu de former cette entente, on a recours aux créatures ministérielles qui, parfois incapables d'être utiles, se prévalent de petites piques provenant de la différence du climat ou des préjugés de chaque pays, pour inspirer à des princes (qui, portant le même nom, devraient être liés ensemble), la haine, la jalousie ou la méfiance. A leur insu, cela répand la division parmi eux, et les empêche de sentir que leur véritable intérêt est une sincère union; aussi faut-il que vous oubliiez toutes ces petites piques que le meilleur ami vous fait éprouver... »



empêchent de sentir que leur véritable intérêt est une sincère union; que, par conséquent, il faut oublier toutes ces petites piques que l'on éprouve même dans son meilleur ami avec qui l'on passe sa vic.

» Tant que vous serez attaché à la France, vous serez grand; si vous le devenez jamais vous-même, avec elle vous le serez davantage. Réfléchissez, mon fils, vous sentirez cette vérité, *mais on ne vous la fera jamais sentir*, quelque utile qu'elle vous soit : les uns, gagnés par les puissances ennemies de notre nom, comme je vous l'ai déjà dit, soit par intérêt pour eux-mêmes, ou par ceux (par les intérêts) de leurs amis ou valets qui les y entraîneront; d'autres, crainte de vous déplaire en ne vous accordant pas une puissance au-dessus de tout; d'autres, aussi, en flattant votre passion sur la moindre jalousie ou pique ou petit dégoût que vous pouvez avoir contre elle[1] [et] qu'ils auront peut-être causés pour vous faire leur cour quoique à vos dépens, par l'aversion générale pour une nation différente de la sienne; vous en trouverez aussi qui chercheront à vous en[2] éloigner; l'un vous fera entendre que votre union, votre reconnaissance, sont poussés à l'excès, que vous avez l'air d'être le valet, que cela est ridicule à un prince tel que vous et aussi maître chez vous que le roi de France chez lui. Si vous pensez à ce discours, cela est au-dessous de votre nom. Cette pique ne convient qu'aux petits princes, pas faits pour

1. La France.
2. De la France.

l'être; et personnellement pourra-t-on estimer, admirer un prince issu et petit-fils de France, qui doit tout à ses rois, à cette nation, [et qui] oubliera tout ce qu'il leur doit, ce qu'il se doit à lui-même contre[1] sa gloire, ses sentiments, son bonheur, pour des misères, des flatteries basses de courtisans, et de petite pique, dont la susceptibilité dont elles sont dans le monde fait horreur et honte à l'homme? Vous ne pouvez savoir tout cela que par une mère aussi tendre que je la suis, uniquement occupée de votre vrai bien[2]. »

Nous avons là un admirable portrait en pied de Madame Infante : elle se peint elle-même avec ses qualités et ses défauts. A travers les incorrections de cette lettre, au milieu de ces phrases inachevées, apparaît la princesse hautaine, mais franche et loyale. Il se dégage de ce document une sincérité absolue, aussi peut-on vraiment ajouter foi aux calomnies qui poursuivent la fille de Louis XV quand on l'entend ainsi prêcher la vertu avec tant de conviction?

Les préceptes semblent pleins de banalité : *La reconnaissance est le fond des vertus... Un prince n'est jamais grand sans l'amour et la crainte de ses sujets...* mais de ces idées la princesse sait déduire des conseils très précis et des arguments tout personnels. Et lorsque, passant

1. En échange de.
2. Bibliothèque Nationale. Ce document n'a jamais été publié en entier, aussi, malgré ce style incohérent, avons-nous tenu à ne pas retrancher un mot de ces pages élevées.



du général au particulier, Madame Infante développe cette phrase : *Aimez la France, mon fils*, sa parole devient particulièrement éloquente; le thème premier sur la *Reconnaissance*, — *le leit motiv* de toute la lettre, — est repris avec beaucoup de force, les exemples se groupent en une superbe évocation historique. Malgré son long séjour en Espagne, où Louise-Élisabeth arrive à l'âge de douze ans, ses affections françaises ne subissent aucune atteinte; la tendresse qu'elle a pour son père la préserve de l'influence d'Élisabeth Farnèse et des sentiments qui auraient pu fléchir une âme moins bien trempée. On voit qu'il y avait eu lutte chez la princesse; les précautions qu'elle prend pour sauvegarder son fils des « piques » espagnoles ou italiennes nous le prouvent. *L'attachement à la France fera votre grandeur*, dit-elle à Ferdinand, *mais cette vérité, on ne vous la fera jamais sentir, quelque utile qu'elle soit.* Dans cette phrase on devine presque un aveu et un remords; n'avait-on pas profité de la jeunesse de l'Infante pour l'engager dans des démarches dont plus tard, quand Élisabeth Farnèse eut cessé de brider sa plume, elle reconnut elle-même toute l'inconvenance?

Enfin ce document annonce le Pacte de famille, et nous montre la perspicacité politique de cette princesse, née pour les affaires.

En terminant son beau travail sur les relations de Philippe V et de la cour de France, c'est un passage de la lettre de l'Infante à son fils que cite le Père Baudrillart;



il n'eût pu trouver un meilleur épilogue à son livre qui raconte l'établissement, en Espagne et en Italie, de la branche cadette et des descendants de Louis XIV et les rapports qu'elle entretint pendant un demi-siècle avec la branche aînée. « Sages conseils et beau programme! dit-il, mais hélas! les événements des dernières années de la guerre de Sept ans allaient trop tôt fournir la preuve que, même unies, les branches française, espagnole, italienne, de la maison de Bourbon, n'étaient plus en état de faire de si grandes choses. Le Pacte de famille de 1761 ne devait pas sauver la France de Louis XV des hontes du traité de Paris. Et, si l'alliance des cours bourboniennes connut encore quelques beaux jours sous Louis XVI et Charles X, ce ne fut pas pour longtemps... Trente ans après éclate la Révolution qui secoue et renverse pour un temps tous les trônes de la maison de Bourbon; cent ans se passent[1], c'est Magenta, Solferino : le chef de l'État français, héritier des idées du marquis d'Argenson, a déchaîné la guerre qui provoque l'expulsion des Bourbons d'Italie et fait l'unité de la Péninsule au profit de la maison de Savoie... Ainsi s'était évanouie... l'œuvre à laquelle Louis XV avait consacré les dernières années de son règne et qu'après lui, malgré bien des vicissitudes, princes et hommes d'État avaient pensé consolider pour de longues générations[2]. »

1. Exactement cent ans : la lettre de l'Infante est de 1759.
2. Baudrillart, V, 489.

Ces conseils de Louise-Élisabeth à son fils Ferdinand sont bien ses dernières volontés; dès le commencement de décembre 1759, l'Infante est frappée. Nous avons le journal de sa maladie écrit par Louis XV lui-même qui expédia coup sur coup trois courriers extraordinaires à Don Philippe.

Ce 2 décembre 1759.

« Mon frère, cousin et gendre, Babet, après une saignée et une médecine de précaution, a eu la fièvre assez fort; elle a été saignée du pied hier soir et ce matin, les soupçons ont commencé à nous prendre de ce que ce pouvait être, et en ce moment la petite vérole est bien déclarée; elle (Babet) est aussi bien qu'elle peut être. Je juge de l'inquiétude où vous serez à deux cents lieues par celle où nous sommes dans le même lieu. Je vous enverrai le plus souvent des nouvelles et j'espère qu'elles seront toujours satisfaisantes.

» LOUIS. »

Ce 5 décembre 1759, à Versailles,
à 2 heures 1/2 du matin.

« Mon frère, cousin et gendre, vous n'aurez pas beaucoup de détails de moi aujourd'hui de la situation de Babet. Je vous dirai seulement que la nuit du 3 qu'elle vient de passer a été meilleure qu'on ne s'y attendait et que la précédente; que sa petite vérole est d'une abondance extrême et pas très fâcheuse, mais point de mau-



vaise qualité; que je voudrais être plus vieux d'une semaine. Sur ce, j'embrasse mon gendre et je prie Dieu qu'il l'ait en sa Sainte Garde.

» LOUIS. »

6 décembre 1759.

« Mon frère, cousin et gendre, vous êtes présentement dans les plus grandes inquiétudes, et moi de vous, mon cher fils, *si je vous puis encore appeler de ce nom.* Je vous promets souvent de mes nouvelles, puisque je n'ai plus personne par qui vous en faire passer; mes larmes m'obligent de finir[1]. »

L'Infante était morte entre trois et quatre heures de l'après-midi; aussitôt le roi reprend la plume :

« Conservez-vous mon cher fils, aimez-moi toujours, soyez plus sûr de moi que jamais. Embrassez vos enfants pour moi. C'est tout ce que j'ai de force à écrire pour le cruel moment présent[2]. »

Suivant l'usage, toute la famille royale quitta Versailles pour Marly, fuyant la mort. Le terrible mal auquel la princesse avait succombé ne permettait ni cérémonie, ni exposition; dès le lendemain, à huit heures du soir, le convoi de la pauvre Infante se dirige vers l'Abbaye royale dans la froide nuit, sans aucun apparat. Il se compose de vingt-quatre pages, de trente gardes du corps et seulement de trois carrosses « non drapés »;

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi.*
2. *Ibid.*



dans la première voiture sont trois dames de compagnie et l'écuyer d'honneur; dans la seconde, deux aumôniers du roi, le curé du château de Versailles, et le grand maître des cérémonies; dans la dernière, le corps de la princesse, abandonné, solitaire, clos en un double cercueil... On arrive à Saint-Denis à onze heures et demie, on n'a que le temps de dire les prières indispensables, car les moines sont las de l'attente : un nombreux clergé remplace la longueur des oraisons. La bière est enfermée et scellée immédiatemeut dans le caveau[1] où, quelque trente ans plus tard, les hordes révolutionnaires pénétreront pour disperser aux quatre vents la poussière de ces restes...

A la première nouvelle de la maladie, Don Philippe avait eu la pensée d'accourir à Versailles, mais il n'eut pas le temps de se mettre en route. Louis XV lui écrivait à ce sujet, le 24 décembre : « Je n'ai point été surpris du parti que vous avez été sur le point de prendre sans attendre ma permission, plusieurs personnes l'avaient pensé ici ainsi que moi, mais hélas! vous n'y auriez plus trouvé celle que vous y veniez chercher; il est vrai que vous y auriez trouvé un père accablé de douleur, mais plein de tendresse pour vous et pour vos malheureux enfants; oh! mes chers enfants, comptez que je n'oublierai jamais ma fille dans vos personnes; elle est, j'espère, bienheureuse, mais nous bien malheureux de

1. Archives nationales, K. 144, Dossier 12, [3], [4], [8].

l'avoir perdue, dans quel moment surtout! Vivez, mon cher fils, avec tous vos enfants et tous vos sujets; j'accepte avec tendresse l'offre que vous m'avez faite, mais que ce soit par vous qu'ils continuent à être mes enfants et vos sujets. Je vous embrasse tous; mes yeux baignent de larmes. »

Louis XV est profondément affecté; ce deuil renouvelle toute la cuisante douleur qu'il a éprouvée sept ans auparavant, lors de la mort de Madame Henriette. Si le roi n'aimait pas beaucoup son fils, il avait pour ses filles tout l'amour du père le plus attendri. Sa mémoire est assez lourdement chargée des plus justes opprobres pour qu'il soit permis de réveiller parfois les sentiments bons et humains qui dormaient en son cœur.

Louis XV passait, à cette époque, par de rudes épreuves; il ajoute en post-scriptum : « J'ai essuyé bien des malheurs dans cette année, mais je ne m'attendais à celui par qui elle a fini; je souhaite, mon cher gendre, que la prochaine nous sera plus propice et à vous principalement. Vous recevrez un paquet par quelques-uns des gens que vous avez encore ici, faible gage de ma tendresse extrême pour vous qui n'est point diminuée par la cruelle dissolution du nœud qui nous unissait[1]. »

Le 2 février, fut célébré, à Notre-Dame de Paris, un service solennel pour le repos de l'âme de « Madame Louise-Élisabeth de France, fille aînée du Roi, Infante

1. Archives de Parme, *Lettere di Principi.*



d'Espagne et Duchesse de Parme ». Le Dauphin, le duc d'Orléans, le prince de Condé, la Dauphine, Mesdames Adélaïde et Victoire y assistèrent, ainsi que les cours supérieures [1]. L'oraison funèbre fut prononcée par l'évêque de Troyes, Messire Mathias Poncet de la Rivière. Le prélat ne trouva rien à dire sur la princesse en dehors des banalités coutumières et il poussa l'hyperbole jusqu'à faire un éloge de Don Philippe, le montrant comme « orné de tous les talents qui préparent les grands succès, de toutes les qualités qui les méritent, ne fuyant aucun des travaux qui les assurent ». Un seul passage de cette oraison est vraiment ému, c'est celui où l'évêque rappelle la mort de Madame Henriette : « Hélas! dit-il, ils vont être satisfaits ces désirs qu'elle avait témoignés si souvent d'être réunie dans le même tombeau à cette sœur auguste, à cette princesse respectable... Qu'ai-je dit? Ah! Messieurs, me pardonnerez-vous de mêler de nouveaux regrets à ceux dont nous sommes pénétrés et d'ajouter à la douleur d'une blessure présente le sentiment d'une plaie qui saigne encore [2]? »

A Parme, dans cette charmante église Renaissance

1. Un contrat fut passé par-devant Mᵉ Morisse, notaire à Paris, le 7 novembre 1760, pour la fondation d'un service solennel *à perpétuité* en l'abbaye royale de Saint-Denis pour le repos de l'âme de la princesse; ce service devait avoir lieu le 5 décembre de chaque année, veille du décès; une rente de 1 000 livres était instituée à cet effet. Archives nationales, L. 836.

2. *Oraison funèbre de très haute et très puissante Princesse Madame Louise-Élisabeth de France*... prononcée dans l'église de Paris, le 12 février 1760, par Messire Mathias Poncet de la Rivière, 1 broch. in-4°, Paris et Troyes, 1760. Bibliothèque Nationale, 4, 4776.



que l'on appelle l'Annunziata, et dont la forme en croix grecque se prête si bien aux pompes et aux apparats, on fit, le 27 mars 1760, les « obsèques publiques » de la duchesse. L'intérieur de l'église était tendu de noir et décoré « d'une mosaïque formée par des os et des larmes ». Seize pilastres corinthiens à cannelures d'argent avaient été dressés tout autour de la nef; des médaillons représentant les vertus de la princesse, ornés d'inscriptions et de draperies doublées d'hermines, remplissaient « le vide des grandes et petites arcades ».

Le catafalque octogone placé au centre portait les armes de Madame et un semis de larmes et de fleurs de lys. Au-dessus de ce catalfaque s'élevait une pyramide drapée de velours noir, avec, au sommet, une couronne recouverte de voiles de crêpe, tout autour se groupaient six statues de marbre blanc : la Religion, la Foi, l'Espérance, la Charité, et « des simulacres de la Mort ». Du haut de la voûte pendait un grand baldaquin surmonté de cinq panaches.

La présence de l'évêque et de la cour, les chants funèbres et harmonieux, la voix des orgues, les pleurs des instruments à cordes, la profusion des lumières, tout concourait à donner à cette cérémonie une majesté digne de l'Infante[1].

Les poésies ne manquèrent pas à la princesse, en cette terre italienne où les sonnets poussent aussi abon-

1. Archives de Parme, Gall. Inf. 1*.



dants que les fleurs. Des vers d'une assez noble allure, composés par un abbé Frugoni, exaltaient la naissance et le cœur généreux de celle qui fut chérie par son auguste père et de son royal époux, *fu cara all'alto Padre, ed al Regal consorte*; après une énumération des vertus qui devaient rendre le nom de Louise-Élisabeth éternel, le poète s'écriait : où donc, où donc est ta victoire, ô mort, *dov'è, dov'è la tua Vittoria, o Morte*[1]?

Tout lyrisme mis à part, il est certain que, de l'existence fiévreuse de cette princesse, on ne saurait tout oublier. Elle remplit le monde de son ambition, elle remue ciel et terre pour sortir des entraves que lui imposent les traités, et, au milieu de cette agitation, passent et repassent rois et ministres, favorites et courtisans dont elle ne peut rien obtenir pour elle-même, mais elle assure du moins l'avenir de sa maison, elle croit préparer de longues années de gloire à son fils et à ses filles... elle ne prévoit pas les catastrophes qui peu à peu réduiront à rien les domaines princiers; toujours est-il qu'elle peut dire en toute sincérité que son *devoir* fut *son premier amour*.

Il serait injuste d'ignorer Louise-Élisabeth de France, duchesse de Parme, et même de se montrer trop sévère pour cette fille aînée de Louis XV qui, plus princesse, il est vrai, que femme, a laissé tant de traces de son intelligente activité.

1. Aff. Étr., *Parme*, 24, f° 65. Cf. *Ubi est, mors, victoria tua?* Saint Paul, *Première aux Corinthiens*, XV, 55.



CHAPITRE XXI

GUILLAUME DU TILLOT, MARQUIS DE FELINO

(1759-1765)

Caractère de l'Infant. — Farinelli à Colorno. — Sa retraite à Bologne. — Mariage de l'Infante Isabelle. — Mort de la reine d'Espagne. — Les filles de Louis XV. — Le Pacte de famille. — Administration de Du Tillot. — L'affaire des immunités ecclésiastiques. — Approbation de la cour de Versailles. — Condillac nommé abbé de Mureaux. — Inoculation de Don Ferdinand. — Tronchin. — Mariages du fils et de la fille de l'Infant. — Le duc de Bourgogne. — Lettre inédite de Marie-Josèphe de Saxe. — Adieux de Louise à son père. — Réunion de famille à Alexandrie. — Mort du gendre de Louis XV. — Bienfaits de son règne.

L'existence de l'Infant devient pâle après la mort de Louise-Élisabeth; il fallait à ce prince une Égérie. C'était la faute de sa mère si la paresse physique et morale de Don Philippe résistait aux années; Élisabeth Farnèse avait toujours agi pour lui, qu'il fût auprès d'elle ou dans les camps. Madame Infante, dressée par sa belle-mère, l'avait secondée et bientôt remplacée lorsque les événements eurent mis la reine douairière



au second plan, dans cette retraite farouche de Saint-Ildefonse, où, à demi aveugle, elle vieillissait, courbée par l'âge et le chagrin, et mourait en 1766.

Et maintenant le duc de Parme se trouvait désemparé, incapable d'intriguer à la cour de Versailles ou à la cour de Madrid, du reste sans autre désir que d'avoir l'argent nécessaire pour mener sa vie insouciante. Il eut alors le bonheur d'avoir auprès de lui Du Tillot, qui gouvernait pour lui et dirigeait habilement les affaires, laissant un sillage profond dans l'histoire de Parme et associant le nom de son maître au souvenir de lois utiles et quelque peu révolutionnaires.

En dehors de ces détails administratifs, seuls quelques faits de moindre importance viennent rompre la monotonie des journées de l'Infant, toujours fort épris de chasse et de musique. Tel fut le passage de Farinelli qui se retirait en bon ordre à Bologne, exilé par Charles III, et qui ne manqua point de venir baiser la main de Son Altesse Royale à Colorno. Il fut reçu avec bonté, l'Infant n'oubliant pas les services rendus par le musicien et désirant peut-être le consoler des rigueurs du roi d'Espagne, lequel n'avait pas voulu le voir, lors de l'entrée à Saragosse[1].

Le Farinelli quittait l'Espagne emportant une belle fortune; on lui conservait de plus la pension qu'il devait à la générosité de Ferdinand VI. Il se fit bâtir à une

1. Aff. Étr., *Parme*, 24, f° 87 : Rochechouart à Choiseul, Colorno, 21 juin 1760.



lieue de Bologne un palais où il vécut avec magnificence jusqu'à l'âge de soixante-treize ans, dépensant largement ses revenus au profit de la musique. Un des salons de sa demeure était orné des portraits de ses illustres protecteurs : Philippe V, Élisabeth Farnèse, Ferdinand, Marie-Barbara, Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, Benoît XIV. Était-ce reconnaissance ou vanité? Ces deux sentiments se mêlaient peut-être dans cette âme subalterne; malgré les adulations, les succès et l'enivrement de la gloire, Farinelli gardait un cœur sensible, et, dans sa solitude, répandait parfois d'abondantes larmes...

Lorsque la période de deuil de l'Infant fut terminée, le moment vint du mariage de sa fille Isabelle, ce mariage qui était l'œuvre de Louise-Élisabeth. Aucune fête ne fut donnée à cette occasion. Choiseul fit dire à Don Philippe que Louis XV désirait qu'on se montrât économe. « Le temps de la guerre, écrivait-il à Rochechouart, et l'état des finances ont fait juger à Sa Majesté ainsi qu'à l'Impératrice-Reine qu'il serait peu convenable de faire des dépenses extraordinaires à ce sujet. *La joie sera dans les cœurs*, elle est plus solide et moins coûteuse que celle marquée par des fêtes[1]. »

Le comte de Mercy, qui allait à Turin en qualité de ministre de Marie-Thérèse, se rendit à Colorno vers la fin de juin; il venait pour les arrangements de la céré-

1. Aff. Étr., *Parme*, 24, f° 119 : Choiseul à Rochechouart, 22 juillet 1760.



monie qui se fit le 7 septembre. Le prince de Liechtenstein épousa la jeune Infante par procuration au nom de l'archiduc Joseph. La mariée quitta Parme le 13; son existence qui s'annonçait si heureuse à la cour d'Autriche fut brisée dans sa fleur; Isabelle devait être victime du mal terrible qui avait coûté la vie à sa mère et auquel son père allait aussi succomber. Elle mourut à Vienne, trois ans après (27 novembre 1763)[1], laissant une fille, l'archiduchesse Thérèse, née en 1762 (20 mars).

Isabelle venait de quitter Parme, lorsqu'on apprit la mort de la reine d'Espagne, Amélie de Saxe, femme de Charles III. Elle avait expiré, le 27 septembre, au Retiro. On crut un instant qu'Élisabeth Farnèse allait reprendre son crédit et son pouvoir, d'autant qu'on savait qu'elle engageait son fils à ne point se remarier, mais Carlos, s'il écouta le conseil de sa mère, sut régner tout seul. Diverses démarches, cependant, furent tentées pour placer encore une fois l'une de Mesdames sur le trône d'Espagne; mais il était écrit que les filles de Louis XV seraient vouées au célibat; l'existence agitée de la seule d'entre elles qui fût mariée était peu enviable, et les princesses n'eurent pas à regretter de ne point courir l'Europe, comme leur sœur, en quête d'établissements plus ou moins précaires. Il est vrai qu'il était réservé à Adélaïde et à Victoire un sort plus triste, à l'heure de la

1. Voir à ce sujet : Maurice Boutry, *Une épidémie à la Cour de Marie-Thérèse d'Autriche*, 1 br., Paris, 1903. L'archiduc Joseph devait contracter un second mariage, l'année suivante, avec la princesse Josèphe de Bavière.



Révolution, quand, exilées, elles allèrent de gîte en gîte à travers l'Italie...

La mort de la reine d'Espagne, toutefois, eut des conséquences assez avantageuses, conséquences qui touchaient de près le duc de Parme. Marie-Amélie avait été jalouse du mariage de l'Infante Isabelle et mécontente de voir la France s'allier intimement avec l'Autriche, dont la politique portait ombrage aux intérêts napolitains, aussi s'était-elle opposée de tout son pouvoir à la conclusion du Pacte de famille, et, tant qu'elle vécut, Charles avait subi cette influence. Le président de Brosses nous a laissé de la reine d'Espagne un portrait qui est plutôt une caricature : « Elle a l'air malicieux, la digne princesse, dit-il, avec son nez fait en gobille, sa physionomie d'écrevisse et sa voix de pie-grièche. » Mais le chapelain du comte de Bristol est plus sérieux et nous montre que le caractère de la reine n'était pas très doux, ni même très féminin : « Lorsqu'elle est impatientée de quelque débat ou qu'elle sent quelque opposition à ses désirs, elle fait retomber son ressentiment sur ses ministres qu'elle maltraite de ses propres mains; contre ses femmes elle s'emporte parfois jusqu'à les frapper violemment. La vivacité de la Reine met souvent à une rude épreuve la patience du Roi, mais sans jamais altérer son flegme, ni sa sérénité[1]. » On voit que

1. Aff. Étr., *Espagne*, Mémoires et documents; cité par A. Soulange Bodin : *La diplomatie de Louis XV et le Pacte de famille*, 1 vol., Paris, 1894, p. 97-98.

la « digne princesse » était capable d'imposer sa volonté et de peser sur les décisions royales.

Quoi qu'il en soit, c'est un an après la disparition de Marie-Amélie que Choiseul, non sans longs efforts, fait signer le Pacte de famille (15 août 1761). C'était une œuvre lentement préparée, à laquelle Bernis et Louise-Élisabeth avaient contribué, mais dont le mérite va au ministre français qui sut mener à bien cette entreprise délicate, et au marquis de Grimaldi, naguère chargé des intérêts des Infants de Parme, devenu ambassadeur d'Espagne à Paris, où il faisait merveille.

Par ce traité, le roi Très Chrétien et le roi Catholique regardaient comme ennemie toute puissance hostile à l'une ou à l'autre des deux couronnes. Ils se garantissaient réciproquement tous les États qu'ils possédaient, et accordaient la même garantie mutuelle au roi des Deux-Siciles et à l'Infant de Parme. En cas de guerre, le roi de France et le roi d'Espagne s'engageaient à combattre de toutes leurs forces le même ennemi ou leurs mêmes ennemis — les opérations militaires devaient s'effectuer d'un commun accord. Au point de vue civil, le pacte favorisait les sujets de l'une des parties contractantes au point qu'ils étaient admis de droit à la naturalisation chez l'autre partie contractante, et qu'ils jouissaient de tous les privilèges et immunités accordés aux sujets des autres souverains alliés[1].

1. Soulange-Bodin, p. 156-157 et 269-281.



Cette union, « la plus extraordinaire de tous les temps », aurait dû réaliser des prodiges, mais la diplomatie n'est pas maîtresse des révolutions. Don Philippe et même ses descendants ne tirèrent nul profit du Pacte de famille.

L'Infant, du reste, n'eut qu'à écouter les sages conseils de Du Tillot et à laisser administrer son duché par cet honnête homme, n'ayant d'autre ambition que de vivre paisiblement.

Du Tillot n'était pas indigne du titre de marquis de Felino que lui accorda Don Philippe. Si Parme a aujourd'hui des collections intéressantes et une bibliothèque vraiment princière, ce fut à l'initiative du secrétaire d'État qu'elle les doit. Les magnifiques tables de Trajan, si précieuses pour l'épigraphie latine, provenant des fouilles de Velleia faites en 1761, furent alors exposées au public dans une galerie du palais ducal, et tel a été le commencement du *Museo d'Antichità.*

La protection due aux arts ne faisait point oublier à Du Tillot les mesures philanthropiques. Il créa des pensions en faveur des veuves et enfants que laissaient après elles les personnes attachées au service de l'Infant, et institua la retenue sur les appointements (1,50 p. 100) et sur les gratifications (3 p. 100) afin d'établir un fonds de réserve[1]. Il n'oublia pas non plus les intérêts industriels, et donna une grande impulsion au commerce et à

1. Aff. Étr., *Parme*, 26, f° 9 : Rochechouart à Praslin, 22 janvier 1763.



l'agriculture; il serait trop long d'énumérer tout ce que Parme et Plaisance doivent, à cet égard, au ministre de l'Infant[1].

Mais ce fut surtout la question des immunités du clergé parmesan qui, pendant plus de quatorze ans, préoccupa Du Tillot. Il s'agissait de réduire à de justes bornes les franchises ecclésiastiques, afin de combler le déficit du budget. Nulle part en Italie les moines et les séculiers ne jouissaient de prérogatives aussi extraordinaires. « Il suffit, écrivait Crussol à Puysieulx dès 1751, de prendre *un petit collet* pour exempter non seulement sa personne, mais son bien de tous droits, et quelques-uns de ses parents[2]. »

Des négociations furent faites à Rome pour lesquelles s'employèrent les ambassadeurs de France auprès du Saint-Siège, depuis Choiseul jusqu'à l'évêque de Laon, Rochechouart. On s'adressa au cardinal de Portocarrero, à son auditeur Molossi, au cardinal Torregiani. En 1761, Choiseul écrivait encore : « Je désire fort que M. Du Tillot ne se trompe pas dans l'idée où il est que le cardinal Torregiani[3] est actuellement mieux disposé au sujet de l'affaire des immunités... Ce cardinal est ordinairement fort altier dans ses opinions, et il n'est pas facile de le

1. Voir : *Guillaume du Tillot, un valet ministre et secrétaire d'État, épisode de l'histoire de France en Italie, de 1744 à 1771*, par Charles Nisard, Paris, in-12, p. 14-22.

2. Aff. Étr., *Parme*, 13, f° 63 : Colorno, 19 juin 1751.

3. Sur Torregiani, dont le ministre dit ailleurs : « Le fonds de son caractère est féroce et despotique », voir Maurice Boutry, *Choiseul à Rome*, 1 vol., Paris, 1903, p. 244.



faire revenir de ses préjugés. Monsieur l'évêque de Laon fera certainement tout ce qui pourra dépendre de lui pour concourir au succès de la négociation[1]. » Trois mois plus tard, le Vatican n'avait pas encore donné sa réponse. Don Philippe était prêt à faire acte d'autorité souveraine, lorsqu'il apprit que les cardinaux Fantuzzi et Ferroni avaient donné leur avis, mais sous des restrictions nombreuses. « Il est certain, disait Rochechouart, que la cour de Rome en se rendant si difficile après tant de délais, découvre, d'une manière trop peu ménagée, le dessein où elle est d'éloigner la fin de cette négociation et qu'elle y met une lenteur et une mauvaise grâce capables de lasser enfin la patience d'un prince, qui s'est toujours tenu dans la plus grande réserve et n'a réclamé l'usage de ses droits qu'en se faisant un devoir de marquer sa déférence et ses égards au Saint-Siège[2]. »

Praslin, quelques mois plus tard, mande à Rochechouart qu'il apprend par le marquis d'Aubeterre, ambassadeur à Madrid, que le pape a enfin fait connaître sa décision, laquelle n'est point favorable aux vues de l'Infant[3]. Sur ce, Don Philippe — ou plutôt son secrétaire d'État — rédige un édit par lequel il est défendu à tout particulier de quelque condition qu'il soit « de vendre, donner, céder, transporter par testament ou autrement à des gens de mainmorte aucuns biens,

1. Aff. Étr., *Parme*, 25, f° 61 : Choiseul à Rochechouart, Paris, 26 mai 1761.
2. *Ibid.*, 25, f° 264 : Rochechouart à Praslin, 2 juin 1764.
3. *Ibid.*, f° 334 : Fontainebleau, 22 octobre 1764.

meubles ou immeubles et défend parallèlement à ceux-ci d'acquérir, sous quelque prétexte que ce soit[1]. » Cet édit fut publié le 25 octobre 1764, et eut pour conséquence un second édit de janvier 1765, qui ordonnait aux ecclésiastiques, sujets du duc de Parme, « de concourir aux charges publiques sur tous les biens acquis depuis les derniers cadastres établis en 1561[2] ».

Le gouvernement de Versailles approuve cette politique fondée sur la justice et l'égalité, sans se douter qu'elle devance les idées révolutionnaires; il est vrai que la cour de France venait de chasser les jésuites. La déclaration de Praslin ne manque pas d'intérêt. « La sagesse et la fermeté des mesures que l'Infant continue de prendre, écrit Praslin, pour remédier aux abus des immunités ecclésiastiques dans ses États, sont une suite naturelle et nécessaire d'une administration éclairée. Il n'a tenu qu'à la cour de Rome de concourir aux arrangements relatifs à cet objet et, si elle veut bien réfléchir sur la manière peu convenable dont elle s'est conduite en cette occasion vis-à-vis de l'Infant, *elle aura de justes reproches à se faire*. Au reste, le pape ayant attiré à lui cette affaire et s'en étant réservé la décision, sans égard à l'avis des cardinaux qu'il avait chargés de l'examiner, Sa Sainteté ne pourra s'en prendre qu'à elle ou à son premier ministre des suites qui pourront en résulter[3]. »

1. Aff. Étr., *Parme*, 25, f° 344 : Rochechouart à Praslin, Parme, 3 novembre 1764.
2. *Ibid.*, 27, f° 9 : 13 janvier 1765.
3. *Ibid.*, 27, f° 30 : Praslin à Rochechouart, Versailles, 26 février 1765.

Ces mesures dues à l'initiative de Du Tillot lui assurent une place parmi les hommes d'État. Un contemporain nous a laissé un portrait très vivant de cet administrateur. « Un homme plus curieux à voir que beaucoup de princes, dit Duclos dans son *Voyage en Italie*, et sûrement plus rare, est le ministre de Parme, M. Du Tillot. C'est un homme de la plus exacte probité, de la physionomie la plus ouverte, et qui, chargé de toute l'administration, a le travail le plus facile. Né d'une famille honnête, il fut d'abord premier valet de chambre du feu Infant, gendre du Roi. Ce prince en ayant senti tout le prix, en fit son ministre, et se reposa absolument de tout sur lui. Il le fit marquis de Felino... Ne devant son élévation qu'à son mérite, il ne croit pas devoir être important, comme ceux qui doivent tout à la fortune. Les affaires ni les honneurs ne l'ont rendu ni triste ni fat. »

Guillaume Du Tillot a eu son historien. La carrière de ce valet ministre méritait d'être connue et appréciée. Charles Nisard a pu dire, en toute justice, que dans les bornes assez restreintes où Du Tillot a exercé ses facultés, il a relativement touché à plus de choses, conçu et réalisé plus de projets, employé plus d'industrie, pour l'application des idées nouvelles qui fermentaient dans les esprits au XVIIIe siècle, qu'aucun des ministres ou des princes de l'Italie. Il laissa peu de chose à faire à Don Philippe et à son successeur, Don Ferdinand, il tira leurs sujets de la torpeur intellectuelle et de la rudesse de mœurs où

les avaient entretenus les Farnèse; il les disciplina, les civilisa et les enrichit.

L'éducation de Don Ferdinand touchait à sa fin; ce prince, malgré les soins dont on l'entoura, resta toute sa vie « un enfant timide, dissimulé, faible et versatile »[1]. Sans Du Tillot il eût été incapable de gouverner. Condillac avait fait de son mieux, mais les exemples sont nombreux des élèves indignes de leurs maîtres, on peut rappeler, à ce propos, les efforts inutiles tentés par lord Chesterfield pour donner à son fils la culture intellectuelle et même la distinction d'un gentilhomme. Après six ans de séjour à Parme, Condillac allait se retirer. Il disait à son élève, en le quittant : « La meilleure éducation n'est pas celle que nous devons à nos précepteurs; c'est celle que nous nous donnons nous-mêmes. Vous vous imaginez peut-être avoir fini ; mais c'est moi, Monseigneur, qui ai fini; et vous, vous avez à recommencer »[2].

L'Infant demandait une abbaye rémunératrice pour ce maître fort consciencieux. Louis XV accueillit favorablement cette demande[3], et nomma Condillac abbé de Mureaux. Voici la lettre officielle par laquelle le protégé de Don Philippe remerciait le duc de Praslin :

1. Nisard, ouvr. cité, p. 3.
2. *Cours d'étude*, Parme, 1775, vol. 15, p. 384.
3. Aff. Étr., *Parme*, 26, f° 357 et 365 : Rochechouart à Praslin, 8 décembre 1764; Praslin à Rochechouart, 25 décembre 1764.

Parme, 16 février 1765.

« Monsieur,

» Je sais que je vous dois la grâce que le Roi vient de me faire, honteux de n'avoir point mérité par moi-même votre protection ; ma vanité trouve un dédommagement, lorsque je pense que je la dois à l'estime dont Monsieur le Duc de Nivernois m'honore ; à ce titre elle m'était assurée. Je désire, Monsieur le Duc, que vous me permettiez de regarder vos bienfaits comme un droit à votre estime, de rechercher les occasions de vous faire ma cour, et de vous prouver la reconnaissance que je conserverai toute ma vie. Si vous me refusiez ces dernières grâces, vous ne m'auriez fait du bien qu'à demi.

» Je suis avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

» CONDILLAC[1]. »

Si l'on ne put développer l'intelligence de Don Ferdinand, on le préserva du moins physiquement, et l'on réussit à le garantir du fléau qui avait amené la mort prématurée de sa mère. Sur le conseil de Du Tillot, l'Infant fit venir à sa cour Tronchin, qui inocula au jeune prince le virus variolique. L'opération réussit à merveille ; l'enthousiasme pour le célèbre docteur genevois fut très grand. Don Philippe le nomma son premier médecin, et la communauté de Parme lui vota, le 2 novembre 1764,

1. Aff. Étr., *Parme*, 27, f° 27.

une médaille en or en même temps qu'un brevet de patricien, avec tous les droits et privilèges attachés à cette qualité. « Ce que j'ai fait pour S. A. R. le prince Ferdinand, écrivait Tronchin aux membres de ladite communauté, ne méritait, Messieurs, que votre approbation; j'en étais récompensé par le succès... mais je n'avais pas mérité les marques de distinction dont vous voulez m'honorer généreusement... C'est ainsi que, dans les beaux jours de la Grèce et de Rome, on donnait un encouragement aux talents et à la vertu. On commence par des couronnes civiques, on finit par des triomphes. Le respectable ministre (Du Tillot) qui fait exécuter les ordres de S. A. R., le meilleur de tous les princes, choisit ses modèles à Athènes et à Rome; il sert ce prince auguste en suivant les mouvements de son cœur[1]... »

On voit que le bon Suisse qu'était Tronchin, malgré son républicanisme, avait su faire son apprentissage de courtisan à Paris, où il comptait parmi ses jeunes patients le fils et la fille du duc d'Orléans[2]; on peut regretter aussi que cet ami de Voltaire écrive avec trop d'emphase; il n'en reste pas moins sympathique.

Don Philippe se préoccupait du mariage de son fils et de sa fille Louise, tous deux nés en 1751. Pour Ferdinand, il avait, dès 1761, fait une démarche auprès d'Hercule-Renaud d'Este, duc de Modène, dont la fille unique, Marie-Béatrice, était un brillant parti, car, après la mort

1. Nisard, ouvr. cité, p. 43-44.
2. Voir notre ouvrage : *La Mère des trois derniers Bourbons*, p. 171.

d'Hercule, les États se fondaient en un seul, et Ferdinand réunissait sur sa tête ces deux couronnes ducales; mais ce projet n'eut l'approbation ni de l'Espagne, ni de Marie-Thérèse. L'impératrice trouva plus politique de cloîtrer à Parme, en 1768, une de ses nombreuses filles, l'archiduchesse Marie-Amélie, que l'on appelle encore, dans son ancien duché, *la Matta*, la folle, et dont le souvenir n'a rien de glorieux. Ce furent les intrigues de Marie-Amélie qui, en 1771, chassèrent Du Tillot de Parme.

Quant à Louise, elle était fiancée, pour ainsi dire dès le berceau, à son cousin germain, le duc de Bourgogne, fils aîné du Dauphin et héritier présomptif de la couronne de France. Louise-Élisabeth écrivait à Noailles le 28 septembre 1754 : « Ma fille se porte à merveille, j'en suis comblée et pour elle, et pour les espérances que cela me donne pour *Madame la Duchesse de Bourgogne*; je compte que mon fils (Ferdinand) épousera la petite Napolitaine; voilà des enfants mariés de bonne heure[1]. » Ils avaient à peine trois ans.

Lorsque Rochechouart arrive à Parme (novembre 1754), Madame Infante s'empresse de dire à Noailles que le nouvel ambassadeur a été enchanté de ses enfants, « de Louise surtout », et elle ajoute : « Quel bonheur pour moi de penser que le sien (le bonheur de ma fille) pourra faire celui de ma famille et *de mon pays* : le bon Dieu le réalise[2] ! »

Ce beau rêve de la fille de Louis XV, comme tant

1. Aff. Étr., *Parme*, 18, f° 120 : 28 septembre 1754. La petite Napolitaine était la fille de Don Carlos, mais ce projet fut abandonné.
2. *Ibid.*, 28 novembre 1754.



d'autres espérances, s'évanouit; le duc de Bourgogne mourut à l'âge de dix ans, le 22 mars 1761. La mère de ce prince qui donnait les plus belles promesses, la malheureuse Marie-Josèphe de Saxe, écrivait à Don Philippe :

« J'ai reçu, mon cher Pippo, votre lettre du 10 et j'ai vu aujourd'hui, chez le Roi, les portraits de vos enfants. Je trouve votre fils le plus joli du monde, mais pour Louise elle ne ressemble en rien aux autres portraits que j'ai vus d'elle... *Vous pouvez bien croire que ce portrait m'a renouvelé le souvenir d'un mariage dont je faisais toutes mes délices*; elle aurait été sûrement heureuse avec *lui* sur la terre, il est à présent plus heureux qu'il aurait jamais pu l'être dans ce monde. Adieu, mon cher Pippo, pardonnez-moi si je vous parle sans cesse de mes douleurs. Tout m'y rappelle et rien ne peut m'en distraire. Je vous embrasse de tout mon cœur[1]. »

Louise fut promise à son cousin germain, Charles, prince de Tarente, puis prince des Asturies, né le 11 novembre 1748, celui qui devint roi d'Espagne à la mort de Charles III. Elle quitta Don Philippe, en juillet 1765, pour aller s'embarquer à Gênes; les adieux furent très touchants. « Vous pensez bien, écrit Rochechouart, que la séparation du père et de la fille fut cruelle ; ce père tendre avait réuni sur elle les sentiments qu'il avait pour sa sœur aînée[2]. »

1. Archives de Parme, *caterggi diversi*, M° 4°. L°. Lettre inédite du 27 avril 1761.

2. Aff. Étr., *Parme*, 27, f° 92 : Rochechouart à Praslin, Alexandrie, 4 juillet 1765. Le mariage eut lieu le 4 septembre 1765.



De Tortone, où l'Infant avait embrassé sa fille pour la dernière fois, il se rendit à Alexandrie avec le duc et la duchesse de Savoie afin d'y attendre le passage de sa nièce, Marie-Louise, qui, de son côté, venait d'Espagne pour se rendre à Vienne où elle allait s'unir à l'archiduc Léopold. C'était un chassé-croisé de princesses, et d'épousailles, et, pour Don Philippe, l'occasion d'une fête de famille qui allait se terminer bien malheureusement.

Par un vent assez froid, l'Infant assista à une revue, il était vêtu trop légèrement et tout à coup se sentit mal à l'aise et fiévreux ; il s'alita, entouré des soins de sa sœur, la duchesse de Savoie. La petite vérole se déclara le quatrième jour et ne parut pas tout d'abord d'une mauvaise nature. « L'Infant a la tête absolument libre, écrivait Rochechouart, il est rempli de courage et je ne l'ai jamais vu plus gai. Il m'a appelé ce matin et m'a dit : » *Ne voilà-t-il pas une jolie aventure pour un homme de* » *mon âge*? » Je lui ai répondu que l'abbé de Condillac, qui était bien plus vieux que lui, s'était tiré d'une petite vérole affreuse. S. A. R. m'a dit qu'en effet cet exemple devait rassurer[1]. »

Trois jours après, l'Infant mourait, le 18 juillet 1765, « à sept heures dix minutes du matin »[2]. On transporta sa dépouille à Parme, aux Capucins, où se trouvait la sépulture des ducs[3].

1. Aff. Étr., *Parme*, 27, f° 102 : Rochechouart à Praslin, 15 juillet 1765.
2. *Ibid.*, f° 106.
3. A la mort de Don Philippe, Marie-Thérèse écrit à Don Ferdinand :

Parlant de la mort de Don Philippe, Coxe imagine un récit dramatique inspiré du songe d'Athalie. Il rapporte que ce prince fit une chute de cheval dans une partie de chasse, il fut entraîné, dit-il, le pied pris dans l'étrier, et périt ainsi horriblement déchiré par ses chiens... Les dépêches diplomatiques détruisent cette légende.

L'historien anglais est mieux inspiré, lorsqu'il trace le portrait de l'Infant. On peut le croire quand il nous dit que Don Philippe était doué de peu d'intelligence et qu'il était vain jusqu'à la puérilité. Il n'est que trop vrai que ce prince épuisa presque ses revenus pour imiter, dans la petite cour de Parme, la magnificence de Madrid et de Versailles. Cependant on aurait mauvaise grâce à insister sur les défauts de l'Infant, quand on remarque qu'ils ne furent guère nuisibles qu'à lui-même. Guillaume Du Tillot, marquis de Felino, sut, malgré le faste de son maître, désappauvrir les finances ducales et faire en somme, du règne de Don Philippe, une époque florissante, signalée par des mesures administratives fort sages et par une intelligente protection des arts. Et n'est-ce pas une sorte de consolation de penser que les États qui étaient devenus l'apanage du gendre de Louis XV, au prix de tant de vies humaines, furent

« Tenez-vous-en fermement aux gens que feu votre grand et cher père a employés, surtout à ce fidèle Tillot, *homme incomparable.* » Archives de Parme, lettre citée par Nisard, p. 56. L'éloge était intéressé, l'Impératrice sachant que Du Tillot favorisait le mariage de sa fille avec Don Ferdinand ; il n'en est pas moins précieux à noter.



du moins prospères au point de vue politique et civilisateur ?

Les descendants de Don Philippe eurent des jours paisibles jusqu'au moment où se créa une Italie unifiée, telle enfin que l'avait rêvée le marquis d'Argenson.

APPENDICE I

LES TROIS REINES D'ESPAGNE

Philippe IV, roi d'Espagne,
épouse Élisabeth de France, fille d'Henri IV.

Charles II † 1700,
ép. 1° Marie-Louise d'Orléans
† 1689 [1].
2° MARIE-ANNE DE BAVIÈRE-NEUBOURG
† 1740 [2].

Marie-Thérèse,
épouse Louis XIV.

Louis, grand Dauphin,
épouse Marie-Anne-Christine
de Bavière.

Philippe V, roi d'Espagne † 1746,
épouse ÉLISABETH FARNÈSE
† 1766 [3].

Louis Ier † 1724,
épouse LOUISE-ÉLISABETH D'ORLÉANS
† 1742 [4].

1. Fille de Monsieur, frère de Louis XIV, et d'Henriette d'Angleterre.
2. Fille de Guillaume-Philippe, électeur palatin, et d'Élisabeth-Amélie de Hesse-Darmstadt.
3. Fille d'Édouard II, duc de Parme, et de Dorothée-Sophie de Bavière-Neubourg, sœur de Marie-Anne de Neubourg.
4. Fille de Philippe d'Orléans, Régent, et de Françoise-Marie de Bourbon (Mademoiselle de Blois).

APPENDICE II

ASCENDANTS ET DESCENDANTS DE L'INFANT DON PHILIPPE, DUC DE PARME, GENDRE DE LOUIS XV

Louis XIV (1638-1715), épouse Marie-Thérèse d'Autriche, fille de Philippe IV et d'Élisabeth de France.

- Louis, grand Dauphin, épouse Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière.
  - Louis, duc de Bourgogne, épouse Marie-Adélaïde de Savoie.
    - Louis XV, épouse Marie Leszczynska.
      - LOUISE-ÉLISABETH (1727-59), épouse l'Infant Don Philippe.
  - PHILIPPE, duc d'Anjou, roi d'Espagne, ép. 1° Marie de Savoie ; 2° ELISABETH FARNÈSE.
    - (du 1er mariage) FERDINAND VI.
    - (du 2e mariage) MARIE-ANNE-VICTOIRE, fiancée à Louis XV.
    - CHARLES III, duc de Parme, roi de Naples, roi d'Espagne.
    - PHILIPPE (1720-65), ép. Louise-Élisabeth.
      - ISABELLE, ép. archiduc Joseph.
      - FERDINAND.
        - Louis Ier.
          - Louis II.
            - Charles II.
              - Charles III.
                - Robert Ier [1].
      - MARIE-LOUISE, épouse Charles IV d'Espagne.

1. Né à Florence le 9 juillet 1848 ; en 1854, il succède à son père Charles III, sous la tutelle de sa mère, Louise de Bourbon-Artois, sœur du comte de Chambord. Il est dépossédé en 1860. Robert de Parme s'est marié : 1° à Rome, le 5 avril 1869, avec Marie-Pie des Grâces, princesse de Bourbon-Sicile ; 2° au château de Fischhorn, le 15 octobre 1884, avec Maria-Antonia, princesse de Bragance. Il a eu neuf enfants de son premier mariage et dix du second.

INDEX

A

B

M



FIN

TABLE



CHAPITRE III

LA MORT DE L'EMPEREUR (1739-1741)

CHAPITRE IV

LES PREMIÈRES ARMES DE DON PHILIPPE (1742)

CHAPITRE V

LE TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU (1743)

CHAPITRE VI

INTERVENTION DU PRINCE DE CONTI (1744)

CHAPITRE VII

LA CAMPAGNE DE 1745

CHAPITRE VIII

LE RÊVE DU MARQUIS D'ARGENSON (1746)

CHAPITRE IX

LA DISGRACE D'ÉLISABETH FARNÈSE (1746)

CHAPITRE X

LA NOUVELLE MISSION DE LA MINA (1746)

CHAPITRE XI

FIN DE LA GUERRE (1746-1748)

CHAPITRE XII

MADAME INFANTE QUITTE L'ESPAGNE (1748)

CHAPITRE XIII

LA DUCHESSE IN PARTIBUS (1747-1748)

CHAPITRE XIV

LA COUR DE PARME (1750)

CHAPITRE XV

MADAME INFANTE, MÈRE DE FAMILLE (1751-1752)



CHAPITRE XVI

LA MISSION DU MARÉCHAL DE NOAILLES (1752-1754)

CHAPITRE XVII

BERNIS (1755)

CHAPITRE XVIII

NÉGOCIATIONS MATRIMONIALES (1756-1757)



CHAPITRE XIX

CHUTE DE BERNIS (1758)

CHAPITRE XX

LE TESTAMENT DE L'INFANTE (1759)

CHAPITRE XXI

GUILLAUME DU TILLOT, MARQUIS DE FELINO (1759-1765)

97-04. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 4-04.

